



A large collage of images showing various aspects of the Glo-Djigbe Industrial Zone. It includes a modern building with a glass facade and 'GDIZ' logo, a truck at an entrance, a road with palm trees, an aerial view of construction, a large cargo ship docked, and a detailed architectural rendering of the industrial complex.

GLO-DJIGBE INDUSTRIAL ZONE

1st Edition 2021

Préface / Preface



« La zone industrielle de Glo-Djigbé sera le catalyseur qui va « booster » la croissance du PIB et l'indice de développement humain (IDH) du pays. »

Le Bénin a pris conscience de son potentiel de développement socio-économique à travers le programme d'actions du Gouvernement « Bénin révélé » 2016-2021. Ce programme, qui fait appel au talent et au dynamisme des Béninois, nous permettra de passer à la vitesse supérieure dans le développement de nos capacités industrielles et commerciales.

Figurant parmi les pays les plus stables d'Afrique de l'Ouest, porte d'entrée stratégique vers la sous-région, le Bénin offre aujourd'hui aux investisseurs nationaux et internationaux des potentialités d'industries à fortes valeurs ajoutées. Par exemple, le Bénin est devenu le premier producteur de coton d'Afrique et ses productions de noix de cajou, de soja, de karité, d'ananas et de bois sont parmi les plus recherchées sur les marchés internationaux.

Des projets d'ampleur nationale tels que celui de la Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) permettront au Bénin de capitaliser sur son riche patrimoine agricole. Grâce à ce partenariat public-privé, le gouvernement et ses partenaires de la joint-venture ARISE - Africa Finance Corporation - Olam International permettront à notre industrie locale de répondre à la demande mondiale sur nos produits. En construisant des infrastructures et des installations de pointe adaptées au traitement et à la transformation locale des produits agricoles, la GDIZ permettra au Bénin de disposer des outils pour développer ses industries.

En répondant à la demande croissante des grands marchés émergents comme l'Inde, la Chine, le Bangladesh, la Malaisie, la Turquie..., la GDIZ créera des emplois manufacturiers et agricoles de qualité, permettant de « booster » la compétitivité dans la chaîne de valeur agricole et la prospérité de notre pays. Le Bénin et sa population doivent pouvoir bénéficier de l'immense richesse naturelle de leur pays.

Je souhaite la bienvenue à notre partenaire ARISE et je transmets mes encouragements à la GDIZ, pour révéler le véritable potentiel humain, industriel et commercial du Bénin.

“The Glo-Djigbé industrial zone will boost, as a catalyst, the growth of the country's GDP and Human Development Index (HDI).”

Benin became aware of its socio-economic development potential, through the government action program named "Benin revealed" 2016-2021. This program, which is based on Beninese's talent and dynamism, will help us to shift our industrial and commercial development into a new gear.

As one of the most stable countries in West Africa and a strategical gateway to the sub-region, Benin offers today industrial potential with high added value to national and international investors. For example, Benin has become the leading cotton producer in Africa and its production of cashew nuts, soybeans, shea nuts, pineapples and wood are among the most sought across the world.

Major national projects such as Glo-Djigbe Industrial Zone (GDIZ) will ensure that Benin capitalises on its rich agricultural heritage. Through this public private partnership, the Government of Benin and its partners of the joint venture ARISE - Africa Finance Corporation - Olam International, will help our local industry to respond our products' global demand. By building infrastructures and facilities tailored to the local processing and transformation of agricultural products, the GDIZ will provide to Republic of Benin with the tools to develop our industry.

Responding to the growing of the demand from large emerging markets like India, China, Bangladesh, Malaysia, and Turkey, ..., the GDIZ will create manufacturing and agricultural better jobs, boosting the competitiveness in agricultural value chain and country's prosperity. Benin and its people must benefit from their country's great natural wealth.

I welcome our partner Arise and provide my full encouragement to the GDIZ, which will reveal Benin's human, industrial and commercial potential.

Laurent GANGBES

Entrée principale GDIZ / GDIZ welcome gate



FOR ENGLISH SPEAKERS PLEASE GO TO PAGE 9

TABLE DES MATIERES

TABLEAU DES ABREVIATIONS / TABLE OF ABBREVIATIONS.....	14
BENIN EN BREF	19
SECTION 1 : A PROPOS DU BENIN.....	19
SECTION 1.1 : Profil du pays	19
Emplacement et connectivité	19
Profil géographique	20
Profil Politique.....	21
Profil démographique	22
Services publics	22
Quelques numéros de service utiles	22
Jours fériés	23
SECTION 1.2 : Infrastructure.....	23
Routes	23
Chemins de fer	23
Aéroport et transport aérien	23
Transport maritime et portuaire.....	24
Production et distribution d'électricité.....	25
Production d'électricité.....	25
Distribution d'électricité	26
Activité de Renforcement du Réseau de Cotonou	26
Activité de construction du centre national de conduite de la distribution	27
Système Bancaire, d'assurance et de financement	27
Le système bancaire au Bénin.....	27
Le Conseil national du crédit	27
Les Banques	27
La réglementation Anti-blanchissement	29
Le système d'assurance au Bénin	29
Mutuelle.....	30
Infrastructures sanitaires et éducatives.....	30
Infrastructures sanitaires	30
Infrastructures éducatives	30
Tourisme : Secteur de l'hôtellerie, de la restauration	31
Tourisme	31
Hôtels	33
Restaurants	33
Supermarchés	33
Magasins et fournitures	33
Secteur du logement et de l'immobilier	34
La Réglementation en matière de location.....	34
Terrains disponibles et leur localisation.....	35
La décomposition des départements du Bénin	35
SECTION 1.3 : Développement du Bénin - plan quinquennale	36
Réformes	36

Politiques.....	36
Transport.....	36
Sport.....	36
Electricité	36
Eau potable	36
Agriculture, élevage et pêche	36
Tourisme-Culture-et-Arts-Artisanat	37
Santé	37
Education	37
Mines-Hydrocarbures	38
Numérique	38
Protections sociales	39
Décentralisation.....	39
Cadre de vie	39
Gouvernance Publique.....	39
Développement de compétence.....	40
Renforcer l'infrastructure	41
Nouveaux projets - en construction et en pipeline.....	42
SECTION 1.4 : Environnement et Ecologie	43
A Propos de l'Agence Béninoise de l'Environnement (ABE)	43
Lois et règlements sur l'environnement	43
La réglementation en matière de déchets	43
Le traitement des déchets	44
Responsabilité sociale des entreprises	48
SECTION 2 : POURQUOI INVESTIR AU BENIN	49
SECTION 2.1 : Opportunités d'affaires	49
Abondance de matières premières.....	49
Secteur agro-industriel.....	50
COTON/ COTTON	53
Prix d'achat au producteur de coton/ Purchase Price to Cotton Producer.....	54
ANANAS/ PINEAPPLE.....	57
NOIX DE CAJOU/ CASHEW.....	60
Zones favorables de production / Favorable regions of production.....	60
Prix limite de la noix de cajou/ Limit Price Of Cashew Nut	61
LA CHAÎNE DE VALEUR DE LA NOIX DE CAJOU/ CHAIN VALUE OF CASHEW	61
SOJA/ SOYBEAN.....	64
RIZ / RICE	66
Maïs / Maize.....	68
IGNAME/ YAM.....	69
MANIOC/ CASSAVA	71
TOMATES/ TOMATOES	72
SECTION 2.2 : Cadre Réglementaire & politique général	76
Code des Investissements	76
La Loi n°2017-07 du 17 juin 2017 fixant le régime de la Zone économique spéciale	92
Les réformes du droit de travail.....	109
Contrat de travail	109
Contrat à durée indéterminée	109
Période d'essai	109
Fin du contrat.....	109

Licenciement	109
Démission	110
Rupture de contrat : Accord des parties	111
Contrat à durée déterminée	111
Période d'essai	111
Fin du contrat	112
Salaire minimum	112
Nombre d'heures réglementaire de travail	112
Heures supplémentaires	112
Indemnités et avantages	113
Indemnités de départ	113
Indemnité compensatrice	113
Indemnités de maladie	113
Indemnités de fin de contrat	114
Congés annuels	114
Congés maladie	115
Congés de maternité	115
Congés de paternité	116
Droits de grève	116
Santé et sécurité au travail	116
Loi sur l'immigration	117
Cadre Fiscal	117
Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP)	117
Impôt sur les Sociétés (IS)	118
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	119
Autres taxes sur consommation	119
La taxes Professionnelle Synthétique (TPS)	120
Taxes sur les salaires	120
Permis de travail	120
Agence de promotion des investissements et des Exportations – APIEX	121
Monnaie – Contrôle des changes	122
Réformes commerciales et nouvelles stratégies	123
Création d'entreprise	123
Accès à l'électricité et à l'eau	124
Accès aux marchés publics	124
Transfert de propriétés	124
Obtention du permis de construire	125
Protection des investisseurs minoritaires	125
Obtention de prêt	126
Règlement de l'insolvabilité	126
Commerce transfrontalier	126
Exécution des contrats	127
Le registre des sûretés mobilières	127
La réglementation anti-blanchiment de capitaux	127
Paiement des impôts et taxes	127
SECTION 2.3 : Echanges et Commerce	131
Politique du commerce extérieur	131
Accords commerciaux et traités – UEMOA, CEDEAO	132
L'Union Monétaire Ouest-africains (UEMOA)	132
Histoire et états membres de l'UEMOA	132
Vendre dans l'UEMOA : adhérer à la taxe professionnelle communautaire	133
Accord CEDEAO	135

Histoire et Etats membres	135
Restrictions	136
Accréditations	136
Le dossier type d'agrément au Schéma de libéralisation des échanges (SLE)	136
SECTION 2.4 : Imposition.....	138
Systèmes d'impôts directs et indirects	138
Impôts sur les sociétés	138
Taxe professionnelle synthétique	138
Impôts sur le revenu des personnes physiques, catégorie des traitements et salaires versés au personnel	139
Contribution des Patentes	139
Audits statutaires et conformités	139
Les obligations imposées par la loi.....	139
La nomination facultative	140
SECTION 2.5 : Coût de la vie	140
Prix moyen du Bœuf, Porc, poisson, veaux	140
Les coûts moyens du fer, du ciment, du sable et du gravier.....	141
SECTION 2.6 : Coût des opérations commerciales	141
Coût des opérations commerciales.....	141
SONEB	141
SBEE.....	142
HOTELS.....	142
TAXIS	142
INTERNET/ BENIN TELECOM	142
INTERNET/ MTN	143
INTERNET/ MOOV	144
COÛTS LOGISTIQUES DE TRANSPORT A L'INTERIEUR DU BÉNIN / TRANSPORTATION COSTS IN BENIN.....	145
SECTION 3 : DESTINATION PRIVILEGIEE- ZONE INDUSTRIELLE DE GLO- DJIGBE	147
SECTION 3.1 : Cadre Juridique et Administratif	147
Le cadre juridique de la GDIZ	147
Création de la Zone industrielle Glo-Djigbé	147
Le cadre administratif de GDIZ.....	148
Le cadre de Gouvernance de la GDIZ	148
L'autorité de régulation	150
L'Autorité Administrative	151
Administrateur général	152
Guichet Unique	152
Régimes opérationnels- Applicabilité	153
Les autorisations au Guichet Unique	154
SECTION 3.2 : A propos de la Zone Industrielle de Glo-Djigbé	155
Plan Directeur	155
Emplacement et Connectivité	157
Echelle du développement	157
Secteur et éléments du développement.....	158
Les opérations commerciales à la GDIZ	163
Infrastructure et installations	163

Gestion des Installations Communes	163
Utilisation des Installations Communes et des services liés aux Installations Communes	164
Règles d'Affichage et de Publicité	164
Tarifs.....	165
Location et terrain de construction	165
Règles de construction dans le périmètre de la Zone	166
Retrait de l'Agrément.....	167
Règles applicables aux locations	167
SECTION 3.3 : Mise en place d'une unite dans GDIZ	168
Eligibilité à la GDIZ.....	168
Procédures d'admission dans la GDIZ	169
Signature du contrat de réservation	169
Opérations autorisées- Approbation sur le plan Industriel.....	169
Signature du contrat de location et de construction	170
Règles applicables aux locations	170
Règles applicables aux constructions.....	170
Règles de construction dans le périmètre de la Zone	171
Création d'entreprises au sein de la GDIZ.....	172
Immigration et formalités de travail	172
Réglementation sur le permis de construire.....	173
L'autorisation d'installation industrielle dans la zone	175
Autorisation environnementale	175
SECTION 3.4 : Facilité des opérations DANS GDIZ	176
Les modalités de transfert de marchandises	176
Permis de travail	188
SECTION 3.5 : Les exonérations au sein de la gdiz	188
ANNEXES.....	190
Annexe 1: Système bancaire, d'assurance et de financement.....	190
Annexe 2 : Restaurants	194
Annexe 3 : Supermarchés.....	196
Annexe 4: Terrains disponible et leur localisation	198
Annexe 5 : Avantages du code des investissements	200
Annexe 6 : Avantages de la ZES.....	202
Annexe 7: Formalités d'immigration.....	204
Annexe 8 : Formalités relatives à l'emploi à la Direction générale du travail	208
Annexe 9 : Renseignements sur la production.....	214
Annexe 10 : Système d'impôts directs et indirects	216
Annexe 11: Dossier type de demande d'agrément.....	236
Annexe 12 : Les administrations du Guichet unique de la GDIZ	246
Annexe 13 : Tableau récapitulatif des informations sociétales	248

POUR LA TABLE DES MATIERES EN FRANÇAIS, ALLER A LA PAGE 4

TABLE OF CONTENTS

TABLEAU DES ABREVIATIONS / TABLE OF ABBREVIATIONS.....	14
BENIN AT GLANCE	19
SECTION 1 : ABOUT BENIN	19
SECTION 1.1 : Country Profile	19
Location & connectivity.....	19
Geographic Profile.....	20
Political Profile	21
Demographic Profil	22
Public Services.....	22
Useful phone numbers.....	22
Holidays.....	23
SECTION 1.2 : Infrastructure.....	23
Road	23
Railways	23
Airport & Air Transport	23
Sea-port & maritime transportation	24
Power generation & Distribution	25
Power Generation	25
Power distribution	26
Cotonou Network Reinforcement Activity.....	26
National distribution control center construction activity.....	27
Banking & insurance & Financing System	27
Banking system in Benin	27
The National Credit Council	27
Banks.....	27
Anti-money laundering regulation	29
The insurance system in Benin.....	29
Complementary Health Insurance	30
Health & Educational Infrastructures	30
Health Infrastructure	30
Educational Infrastructures.....	30
Tourism: Hotel, Restaurant & Hospitality Sector	31
Tourism	31
Hotels	33
Restaurants	33
Supermarkets.....	33
Shopping and Supplies	33
Housing & Real Estate Sector	34
Rental regulations	34
Lands available and their location	35
Division of Benin's region.....	35
SECTION 1.3: Benin Development – 05 Year plan	36
Reform	36
Policies	36
Transport.....	36

Sport.....	36
Electricity.....	36
Potable water.....	36
Agriculture, breeding and fishing.....	36
Tourism-Culture-and-Arts-Crafts	37
Health.....	37
Education	37
Mines-Hydrocarbons.....	38
Digital	38
Social protection	39
Decentralization.....	39
Living environment	39
Public Governance	39
Skill Development	40
Strengthening infrastructure	41
New projects – Under construction and in pipeline	42
SECTION 1.4 : Environment & Ecology	43
About Agence Béninoise de l'Environnement (ABE)	43
Environmental Law, Acts & Regulations	43
The waste regulation.....	43
Waste treatment.....	44
Corporate social responsibilities	48
SECTION 2: WHY INVEST IN BENIN	49
SECTION 2.1 : Business Opportunities	49
Abundance of raw materials	49
Agro - Processing Sector	50
COTON/ COTTON	53
Prix d'achat au producteur de coton/ Purchase Price to Cotton Producer.....	54
ANANAS/ PINEAPPLE.....	57
NOIX DE CAJOU/ CASHEW.....	60
Zones favorables de production / Favorable regions of production.....	60
Prix limite de la noix de cajou/ Limit Price Of Cashew Nut	61
LA CHAÎNE DE VALEUR DE LA NOIX DE CAJOU/ CHAIN VALUE OF CASHEW	61
SOJA/ SOYBEAN.....	64
RIZ / RICE	66
Maïs / Maize.....	68
IGNAME/ YAM.....	69
MANIOC/ CASSAVA	71
TOMATES/ TOMATOES	72
SECTION 2.2: General Regulatory & Policy Framework.....	76
Investments Code	76
Law No. 2017-07 of June 17, 2017 establishing the regime of the Special Economic Zone	92
Labor Law Reforms.....	109
Employment contract.....	109
None fixed-term contract.....	109
Trial period	109
Ended of the term	109
Termination	109
Resignation.....	110

Breaking term : Agreement by the parties.....	111
Fixed term	111
Trial period	111
End of the term	112
The minimum wage.....	112
Regular working hours	112
Overtime hours	112
Compensation and benefits	113
Leaving benefits	113
Compensation allowance.....	113
Sickness benefits	113
Termination Benefits.....	114
Annual leave.....	114
Sick leave	115
Maternity Leave	115
Paternity Leave.....	116
Striking rights	116
Health and safety at work	116
Immigration Laws.....	117
Taxation Framework	117
Personal Income Tax (PIT)	117
Corporate Income Tax (CIT)	118
Value Added Tax (VAT).....	119
Other consumption tax	119
The Synthetic Business Tax (SBT)	120
Payroll taxes	120
Work permit.....	120
Investment and Export Promotion Authority- APIEX	121
Currency – Foreign Exchange controls	122
Business Reforms & New Strategies	123
Business creation	123
Access to electricity and water	124
Access to public procurement.....	124
Property transfer.....	124
Obtaining the building permit.....	125
Protection of minority investors	125
Obtaining a loan.....	126
Insolvency settlement	126
Cross-border trade	126
Execution of contracts	127
The directory of movable securities.....	127
Anti-money laundering regulations	127
Payment of taxes.....	127
SECTION 2.3 : Trade & Commerce	131
Foreign Trade Policy.....	131
Trade Agreement & Treaties – UEMOA, ECOWAS	132
The West African Monetary Union	132
History and members state of the WAEMU.....	132
Selling in the WAEMU: joining the community business tax	133
ECOWAS Agreement	135
History and Members States.....	135
Restrictions	136

Licensing.....	136
The standard application for approval to the Trade Liberalization Scheme (TLS)	136
SECTION 2.4: TAXATION	138
Direct & Indirect Tax Systems	138
Corporates taxes	138
Synthetic professional tax	138
Personal income taxes, category of salaries and wages paid to staff.....	139
Contribution of Patents.....	139
Statutory Audits & Compliances	139
Obligations imposed by law	139
Optional nomination	140
SECTION 2.5 : Cost of living	140
Price Level of beef, Pork, fish, Lamb etc.	140
Average costs of Construction steel price, Cement, Sand and gravel.....	141
SECTION 2.6: Cost of Commercial operations	141
Cost of commercial operations	141
SONEB	141
SBEE.....	142
HOTELS.....	142
TAXIS	142
INTERNET/ BENIN TELECOM	142
NETWORK/ MTN	143
NETWORK/ MOOV	144
COÛTS LOGISTIQUES DE TRANSPORT A L'INTERIEUR DU BÉNIN / TRANSPORTATION COSTS IN BENIN.....	145
SECTION 3: PREFERRED DESTINATION – GLO-DJIGBE INDUSTRIAL ZONE	147
SECTION 3.1 : Legal & Administrative Framework	147
The legal framework of GDIZ	147
Creation of Glo-Djigbé Industrial Zone.....	147
The administrative framework of GDIZ.....	148
Governance framework of GDIZ	148
The regulatory Authority.....	150
The Administrative Authority.....	151
General Administrator	152
Single Window	152
Operational Regimes - Applicability	153
The Single Window clearance	154
SECTION 3.2 : About Glo-Djigbe Industrial Zone	155
Master plan	155
Location & Connectivity	157
Scale of developpement.....	157
Sector & Elements of the development	158
GDIZ Support in Business Operation	163
Infrastructure & Facilities.....	163
Management of Common Infrastructures	163
Use of Common Infrastructures and services related to Common Infrastructures	164
Rules of poster displays and publicity.....	164

Tariff	165
Land lease & Construction	165
Construction rules within the perimeter of the Zone	166
Withdrawal of Approval	167
Rules applicable to the leasing.....	167
SECTION 3.3: Setting up of an Unit in GDIZ.....	168
Eligibility to GDIZ	168
Admission procedure in the GDIZ	169
Signing of Reservation Agreement.....	169
Authorized Operations – Industrial & Business plan approval	169
Signing of lease & construction Agreement.....	170
Rules applicable to the leasing	170
Rules applicable to constructions	170
Construction rules within the perimeter of the Zone	171
Company creation at the one-stop-shop	172
Immigration and labour Formalities	172
Building permit regulations.....	173
Industrial authorization in GDIZ	175
Environmental clearance	175
SECTION 3.4: Ease of Operation IN GDIZ.....	176
Modalities of goods transfer	176
Work Permit.....	188
SECTION 3.5: Fiscal Exemptions within GDIZ	188
ANNEXES	190
Appendix 1: Banking, insurance and financing system	192
Appendix 2 : Restaurants	195
Appendix 3 : Supermarkets	197
Appendix 4 : Lands available and their location	199
Appendix 5 : Avantages of the investment code	201
Appendix 6 : Advantages of ZES.....	203
Appendix 7: Immigration formalities	206
Appendix 8: Formalities relating to employment at Labor Administration	210
Appendix 9 : Production information.....	215
Appendix 10: Direct and indirect tax system	227
Appendix 11: Sample Application Form	236
Appendix 12: GDIZ one-stop shop administrations	247
Annexe 13 : Tableau récapitulatif des informations sociétales	248
Appendix 13: Summary table of company registration in Benin	252

TABLEAU DES ABREVIATIONS / TABLE OF ABBREVIATIONS

ABE	Agence Béninoise pour l'Environnement	BEA	Beninese Environment Agency
ABRP	Agence Béninoise de Régulation Pharmaceutique	BPRA	Beninese Pharmaceutical Regulatory Agency
AC	Autorisation de Change	FEA	Foreign Exchange Authorization
AGOA	African Growth and Opportunity Act	AGOA	African Growth and Opportunity Act
AIAB	Association Interprofessionnelle de l'Ananas du Bénin	IAPB	Interprofessional Association of Pineapple of Benin
AIB	Acompte sur Impôt assis sur les Bénéfices	APTP	Advance payment of tax on profits
AIC	Association Interprofessionnelle du Coton	ICA	Interprofessional Cotton Association
AISEM	Agence des Infrastructures Sanitaires des Equipements et de la Maintenance	ASIEM	Agency for Sanitary Infrastructure, Equipment and Maintenance
AITA	Association Internationale du Transport Aérien	IATA	International Air Transport Association
AMGI	Agence Multilatérale de Garantie des Investissements	MIGA	Multilateral Investment Guarantee Agency
ANAT	Agence Nationale d'Aménagement du Territoire	NARP	National Agency for Regional Planning
ANDF	Agence Nationale du Domaine et du Foncier	NLA	National Land and Land Agency
ANPT	Agence Nationale de promotion des Patrimoines et de développement du Tourisme	NAPT	National Agency for the Promotion of Heritage and Tourism Development
ANSSP	L'Agence Nationale des Soins de Santé Primaire	NPHCA	National Primary Health Care Agency
APBEF	Association Professionnelle des Banques et des Etablissements Financiers	PABFI	Professional Association of Banks and Financial Institutions
APIEX	Agence de Promotion des Investissements et des Exportations	IEPA	Investment and Export Promotion Agency
ARCH	Assurance pour le Renforcement du Capital Humain	ISHC	Insurance for the Strengthening of Human Capital
ARS	L'Autorité de Régulation de la Santé	HRA	Health Regulatory Authority
ASA	Association des Sociétés d'Assurance	AIC	Association of Insurance Companies
BA	Banque d'Afrique	BOA	Bank Of Africa
BAB	Banque Atlantique Benin	ABB	Atlantic Bank Benin
BAIC	Banque Africaine pour l'Industrie et le Commerce	ABIC	African Bank for Industry and Commerce

BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest	CBWAS	Central Bank of West African States
BIBE	Banque Internationale du Bénin	BIB	Benin International Bank
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux	ICP	Industrial and commercial profits
BNC	Les Bénéfices Non Commerciaux	NCP	Non-commercial profits
BSIC	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce	SBIT	Sahelo-Saharan Bank for Investment and Trade
BUA	Banque unie pour l'Afrique	UBA	United Bank for Africa
CAMEC	Centre d'Arbitrage, de Médiation et de Conciliation	AMCC	Arbitration, Mediation and Conciliation Center
CBI	Coris Bank Internationale	CBI	Coris Bank Internationale
CCE	Certificat de Conformité Environnementale	CEC	Certificate of Environmental Compliance
CDD	Contrat à durée déterminée	FTC	Fixed-term contract
CDI	Contrat à durée indéterminée	NFTC	No fixed-term contract
CEB	Communaute Electrique du Benin	ECB	Electric Community of Benin
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest	ECOWAS	Economic Community of West African States
CGI	Code Général des Impôts	GTC	General Tax Code
CHD	Centres Hospitaliers Départementaux	DH	Departemental Hospital
CHU	Centres Hospitaliers Universitaire	UH	University Hospital
CIPI	Comitté Interministériel de Pomotion des Investissements	IIPC	Inter-ministerial Investment Promotion Committee
CIRDI	Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements	ICSID	International Centre for Settlement of Investment Disputes
CNA	Commité National d'Agrément	NAC	National Approval Committee
CNCB	Conseil National des Chargeurs du Bénin	NCSB	National Council of Shippers of Benin
CNEC	Conseil National des Egreneurs de Coton	NCCG	National Council of Cotton Grainers
CNHU	Centre National Hospitalier et Universitaire	NHUC	National Hospital and University Center
CNIDIC	Conseil National des Importateurs et Distributeurs d'Intrants Agricoles	NCIDAI	National Council of Importers and Distributors of Agricultural Inputs
CNMH	Conseil National de la Médecine Hospitalière	NCHM	National Council for Hospital Medicine
CNPC	Conseil National des Producteurs de Coton	NCCP	National Council of Cotton Producers
CNSSP	Conseil National des Soins de Santé Primaire	NCPHC	National Council for Primary Health Care
CNTC	Conseil Nationl des Transformateurs de Cajou	NCCP	National Council of Cashew Processors
CONEC	Conseil National des Exportateurs de Cajou	NCEC	National Cashew Export Council
DAU	Document Administratif Unique	SAD	Single Administrative Document

DGC	Direction Générale du Commerce	GDC	the General Directorate of Commerce
DGDI	Direction Générale du Développement Industriel	GDID	the General Directorate of Industrial Development
DGE	Directives Générales d'Exploitation	GOG	General Operating Guidelines
DGI	Direction Générale des Impôts	GMT	General management of taxes
DIC	Dépôt Intérieur de Conteneurs	ICD	Interior Container Depot
DPV	Direction de la Production Végétale	PPD	the Plant Production Department
DVT	Dossier Virtuel de Transaction Commerciale	VCTF	Virtual Commercial Transaction File
EBB	Ecobank Bénin	BE	Benin Ecobank
EIE	Etude d'Impact Environnemental	EIS	Environmental Impact Study
FDF	Fonds de Dédommagement Foncier	LCF	Land Compensation Fund
FENAPA B	Fédération Nationale des Producteurs Anarcade du Bénin	NFAPB	National Federation of Anarcade Producers of Benin
FENAPA T	Fédération Nationale des Acheteurs de Produits Tropicaux	NFBTP	National Federation of Buyers of Tropical Products
GUCE	Guichet Unique du Commerce Exterieur	SWFT	Single Windows Foreign Trade
IFA	Interprofession de la Filière Anarcade	IAS	Interprofession of the Anarcade Sector
IFU	Identifiant Fiscale Unique	UTI	Unique Tax Identifier
IRPP	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques	PIT	Personal Income Tax
IS	Impôt sur les Sociétés	CIT	Corporate Income Tax
NSIA	Nouvelle Société Interafrique d'Assurance	NIIAIC	New Inter-African Insurance Company
OBB	Orabank Bénin	BO	Benin Orabank
OHADA	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires	OABLA	Organization for the Harmonization of Business Law in Africa
PAG	Programme d'Action du Gouvernement	GAP	Government Action Program
PC	Prélèvement Communautaire	CL	Community Levy
PCS	Prélèvement Communautaire de Solidarité	CLS	Community Solidarity Levy
PENB	Projet de Pipeline Export Niger-Bénin	NBEP	Niger-Benin Export Pipeline Project
PIB	Produit Intérieur Brut	GDP	Gross Domestic Product
PPP	Partenariat Public Privé	PPP	Private public partnership
PS	Prélèvement de Solidarité	SL	Solidarity Levy
RCM	Revenus des Capitaux Mobiliers	ITS	Income from Transferable Securities
RCCM	Régitre du Commerce et de Crédit Mobilier	TPPCR	Trade and Personal Property Credit Register
RF	Revenus Fonciers	PI	Property Income
RNIE	Route Nationale Inter-états	INR	Interstate National Road
RS	Redevance Statistique	SF	Statistical Fee
SA	Société Anonyme	AS	Anonimous society

SAB	Société des Aéroports du Bénin	BAC	Benin Airports Company
SARL	Société A Responsabilité Limitée	LLC	Limited Liability Company
SBEE	Société béninoise d'énergie électrique	SBEE	Société béninoise d'énergie électrique (National power production company)
SGB	Société Générale du Bénin	SGB	Societe Generale of Benin
SIGE	Système d'Information pour la Gestion de l'Education	EMIS	Education Management Information System
SIPI	Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie - Bénin	IIPC	Industry Investment and Promotion Company - Benin
SLE	Schéma de Libéralisation des Echanges	TLS	Trade Liberalization Scheme
SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti	GMIW	Guaranteed Minimum Interprofessional Wage
SoBAPS	Société Béninoise pour l'Approvisionnement en Produits de Santé	BSSH	Beninese Society for the Supply of Health Products
SONEB	Société Nationale des Eaux du Bénin	NWCB	National Water Company of Benin
TEC	Tarif Extérieur Commun	CER	Common External Rate
TIC	Technologies de l'information et de la communication	ICT	Information and communication technologies
TPS	Taxe Professionnelle Synthétique	SPT	Synthetic Professional Tax
TV	Taxe de voirie	TR	Taxe of roadway
TVA	Taxe sur Valeur Ajoutée	AVT	Value added tax
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine	WAEMU	West African Economic and Monetary Union
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la culture	UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
WAP	W-Arly-Pendjari	WAP	W-Arly-Pendjari
ZES	Zone Economique et Sociale	SEZ	Special economic zone
ZIGD	Zone Industrielle de Glo-Djigbé	GDIZ	Glo-djigbe industrial Zone
ZLECAF	Zone de Libre-Echange Continentale Africaine	ACFTA	African Continental Free Trade Area

Master plan la GDIZ / Master Plan of GDIZ



BENIN EN BREF

SECTION 1 : A PROPOS DU BENIN

SECTION 1.1 : PROFIL DU PAYS

Emplacement et connectivité



S'étendant sur 670 km, du fleuve Niger au Golfe de Guinée, le Bénin jouit d'une position géostratégique particulièrement avantageuse en Afrique de l'Ouest. Les zones économiques (franche, industrielles, spéciales), le réseau routier et le port de Cotonou occupent ainsi une place centrale dans le transit commercial de

la région, offrant un accès à la mer pour de nombreux pays voisins enclavés (Burkina, Niger, Mali, Tchad), et bénéficiant de la proximité du Nigeria. Plus globalement, le pays est un carrefour incontournable, ce qui constitue un avantage sérieux pour sa stratégie de développement dans les années à venir. Son appartenance à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) lui ouvre un marché potentiel de plus de 200 millions de consommateurs.

Berceau de la culture, des arts et de la civilisation Vaudou et de l'ancien royaume du Dahomey, le Bénin bénéficie d'un patrimoine historique, culturel et architectural singulier en Afrique de l'Ouest. Son littoral, la diversité de ses paysages et ses parcs naturels (Pendjari – Parc Régional W), les vestiges et la mémoire de la traite négrière à Ouidah, ses palais royaux d'Abomey et leurs sites archéologiques qui datent de plusieurs millénaires, sa cité lacustre, la plus grande d'Afrique (Ganvié) et ses cités balnéaires et lagunaires, constituent également un patrimoine naturel unique, qui ne demande qu'à être révélé.

BENIN AT GLANCE

SECTION 1 : ABOUT BENIN

SECTION 1.1 : COUNTRY PROFILE

Location & connectivity



Benin has a land area of 114,763 km² – in size larger than Portugal and somewhat smaller than Greece – stretching 670 km from North (the river Niger) to South (the Gulf of Guinea). Benin enjoys a strategic position in West Africa. The economic zones – free zones, industrial zones, special economic zones), the road infrastructure and the Port of Cotonou constitute a central position for transit in the region, offering access

to sea lanes for several landlocked neighboring countries (Burkina Faso, Niger, Mali, Chad). Benin also benefits from the proximity of Nigeria with which it shares more than 800 km of border. Benin is located at multiple crossroads, which constitutes considerable advantage for the country's development strategy in the years to come.

Cradle of culture, of arts, of the voodoo civilization and the ancient kingdom of Dahomey, Benin possesses a unique historical, cultural and architectural heritage in West Africa. Its coastline, the diversity of landscapes and its national parks (Pendjari, the W Regional Park), the remains and the memory of the slave trade in Ouidah, the royal palaces of Abomey and the archaeological sites thousands years old, the village on stilts of Ganvié – the largest in Africa --, its seaside and lagoon attractions also constitute a unique natural heritage which waits to be visited.

Porté par une jeunesse dynamique, éduquée et bien formée, souvent dénommé le Quartier Latin de l'Afrique, le Bénin occupe une place singulière en Afrique de l'Ouest grâce à la richesse de sa vie artistique et intellectuelle.

Profil géographique



Le Bénin est situé en Afrique de l'Ouest dans la zone tropicale entre l'équateur et le tropique du Cancer. Il est limité :

- au nord par la République du Niger sur 277 km avec 120 km délimités par le fleuve Niger ;
- au nord-ouest par le Burkina Faso (sur 386 km) ;
- à l'ouest par le Togo (sur 651 km) ;
- à l'est par le Nigeria (sur 809 km) ;
- et au sud par l'océan Atlantique (sur 121 km).

Du nord au sud, il s'étend sur 700 Km, la largeur varie de 125 Km (le long de la côte) à 325 Km (à la latitude Tanguiéta-Ségbana).

Le pays est assez plat. On distingue cinq (05) régions naturelles :

- une bande côtière, basse et sablonneuse, limitée par des lagunes (cocoteraies) ;
- une plaine centrale, vallonnée et monotone, qui s'élève progressivement de 200 à 400 m du sud vers le nord aux environs de Nikki puis s'abaisse jusqu'à la vallée du Niger et au bassin de Kandi. Le bassin de Kandi au nord-est se présente comme une plaine drainée

With a dynamic, well-educated and trained generation of youth, Benin, often called the Quartier Latin of Africa, occupies a unique location in West Africa due to its intellectual and artistic assets.

Geographic Profile



Benin is in West Africa in the tropical zone between the equator and the Tropic of Cancer. It is closed:

- to the north by the Republic of Niger over 277 km with 120 km delimited by the Niger river;
- in the north-west by Burkina Faso (over 386 km);
- to the west by Togo (over 651 km);
- to the east by Nigeria (over 809 km);
- to the south by the Atlantic Ocean (over 121 km).

From north to south, it stretches over 700 km, the width varies from 125 km (along the coast) to 325 km (at Tanguiéta-Ségbana latitude).

The country is quite flat. There are five (05) natural regions:

- a coastal strip, low and sandy, limited by lagoons (coconut groves);
- a central, hilly and monotonous plain, which gradually rises 200 to 400 m from south to north around Nikki and then descends to the Niger valley and the Kandi basin. The Kandi basin in the northeast appears as a plain

- par la rivière Sota et ses affluents qui coulent dans des vallons très évasés ;
- la chaîne de l'Atacora au nord-ouest, où se situe le point culminant du pays, le mont Aledjo (658m) ;
- la vaste plaine du Gourma à l'extrême nord-ouest, entre l'Atacora et la frontière avec le Burkina Faso et le Togo ;

• la savane humide occupe la majeure partie du pays. Quelques îlots de forêt primaire subsistent dans le Sud et le Centre. Des cultures, des zones marécageuses et l'immense palmeraie du Bas-Bénin occupent le reste du territoire.

Porte d'entrée des investisseurs en Afrique de l'Ouest et 2ème meilleure classement Doing business en Afrique de l'Ouest.

Le Bénin bénéficie également de :

- d'un climat des affaires très favorable à l'investissement : un code des investissements attractif offrant jusqu'à 17 ans d'exonérations fiscales et une loi sur les zones économiques spécialement avantageuse pour les investisseurs ;
- d'une performance économique et financière reconnue par les principales agences de notation financière au monde : notation financière par Standard & Poor's (B+ stable), Bloomfield Investment (A- stable) et FitchRatings (B+ stable) ce qui le classe parmi le top 5 des pays les mieux notés en Afrique
- de l'AGOA permettant aux entreprises produisant au Bénin d'exporter sans droits vers les Etats-Unis.

Etant membres de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de la CEDEAO lui offrant un accès à un marché de plus de 200 millions d'habitants et de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), il constitue un modèle de stabilité démocratique en Afrique subsaharienne et dans le monde avec des institutions fortes.

Profil Politique

Dotée de solides institutions, la République du Bénin fait figure de modèle en matière de stabilité démocratique en Afrique subsaharienne et dans le monde.

Les principales institutions du Bénin sont les suivantes :

- l' Assemblée Nationale ;
- la Cour Constitutionnelle ;

drained by the Sota river and its tributaries which flow in very wide valleys;

- the Atacora chain in the northwest, where the highest point of the country, Mount Aledjo (658m) is located;
- the vast plain of Gourma in the extreme northwest, between Atacora and the border with Burkina Faso and Togo;
- humid savannah occupies most of the country. A few islands of primary forest remain in the South and the Center. Cultures, marshy areas and the immense palm grove of Bas-Bénin occupy the rest of the territory.

Gateway for investors in West Africa and 2nd best Doing business ranking in West Africa.

Benin also benefits from :

- a very favorable business climate for investment: an attractive investment code offering up to 17 years of tax exemptions and a law on economic zones which is especially beneficial for investors;
- an economic and financial performance recognized by the main financial rating agencies in the world: Financial rating by Standard & Poor's (B + stable), Bloomfield Investment (A- stable) and FitchRatings (B + stable) which ranks it among the top 5 top rated countries in Africa;
- benefits from the AGOA allowing companies producing in Benin to export to the United States.

Being a member of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) and ECOWAS provides access to a market of over 200 million people and the African Continental Free Trade Area (AfCFTA), it is a model of democratic stability in sub-Saharan Africa and in the world with strong institutions.

Political Profile

Endowed with solid institutions, the Republic of Benin remains a model of stable democracy in Sub-Saharan Africa and in the World.

The main institutions in Republic of Benin are the below:

- the national assembly ;
- the Constitutional Court ;

- la Cour Suprême ;
- le Conseil Économique et Social ;
- la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication ;
- la Haute Cour de Justice.

- the Supreme Court ;
- the Economic and Social Council;
- the High Authority for Audiovisual and Communication;
- the High Court of Justice.

Profil démographique

Partageant ses frontières avec le Togo, le Burkina Faso, le Niger et le Nigéria, le Bénin possède 121 kilomètres de côtes le long du golfe de Guinée, compte près de 11,53 millions d'habitants (2018) et enregistre une espérance de vie moyenne de 61,2 ans¹. Cotonou et Porto-Novo, les deux grandes villes les plus peuplées du Bénin. Situées au sud du pays, elles comptent respectivement en **2 557 723** habitants et **926 839** habitants².

Demographic Profil

Sharing borders with Togo, Burkina Faso, Niger, and Nigeria, Benin has 121 kilometers of coastline along the Gulf of Guinea, a population of nearly 11.53 million (2018), and an average life expectancy of 61.2 years. Cotonou and Porto-Novo, Benin's two most populous major cities. Located in the south of the country, they have **2,557,723** inhabitants and **926,839** inhabitants respectively.

Services publics

L'ensemble des services publics du Bénin est accessible sur le portail national des e-service <https://service-public.bj/>.

Public Services

All public services in Benin are accessible on the national e-service portal: <https://service-public.bj/>.



Quelques numéros de service utiles

Sécurité

Police secours	117
Pompiers	118

Santé

Service National Paludisme	National : Tél : 21 330 891 21 330 893
SAMU Porto-Novo	: Tél : 20 212 266
SAMU Cotonou	: Tél : 21 307 336
Ambulance	: Tél: 21 30 17 69 21 30 06 66 21 30 14 78
CNHU (Cotonou)	: Tél : 21 30 01 55

Useful phone numbers

Security

Police secours	117
Pompiers	118

Health

National service of Paludism	Phone: 21 330 891 21 330 893
SAMU Porto-Novo	Phone : 20 212 266
SAMU Cotonou	Phone : 21 307 336
Ambulance	Phone: 21 30 17 69 21 30 06 66 21 30 14 78
CNHU (Cotonou)	Phone : 21 30 01 55

¹ Bénin Présentation (banquemonde.org)

² <https://www.populationdata.net/pays/benin/>

HOMEL « Hôpital de la Mère et de l'Enfant, Lagune » (Cotonou) : Tél : 21 31 31 28
Jacquot Psychiatrique : Tél : 21 30 10 44

HOMEL - Mother and Child hospital Phone : 21 31 31 28
Jacquot Psychiatric Phone : 21 30 10 44

Jours fériés

Les principales fêtes du Bénin sont :

- 1er janvier : Jour de l'An
- 10 janvier : Fête du Vodoun
- Lundi de Pâques
- Fête du Travail
- Ascension
- Korité
- Lundi de Pentecôte
- Tabaski
- Fête Nationale
- Assomption
- Maouloud
- Toussaint
- Noël

Holidays

Benin's major holidays are:

- January 1st: New Year's Day
- January 10th: Vodoun Day
- Monday after Easter
- International Labor Day
- Ascension Day
- Korite Day
- Whit Monday
- Tabaski Day
- Independence Day
- Assumption Day
- Maouloud Day
- Halloween
- Christmas day

SECTION 1.2 : INFRASTRUCTURE

Routes

Long de 5000 km, le réseau routier occupe une place importante dans le système national des transports. Un vaste programme de construction de nouvelles infrastructures est en cours depuis 2016 va porter ce réseau routier à plus de 6000 Km à l'horizon 2021.

Chemins de fer

Le réseau ferroviaire béninois s'étend sur 758 km et est géré en partenariat public-privé (PPP) par une société privée dénommée BENINRAIL SA, créé par des capitaux privés associés aux États béninois et nigérien.

Le réseau ferroviaire ne répond plus aux besoins actuels de l'économie nationale, en raison notamment de la vétusté de la voie ferrée de 438 km qui relie Cotonou à Parakou, laquelle réduit considérablement sa compétitivité par rapport au réseau routier.

Un projet de rénovation dudit réseau est en cours pour renforcer la compétitivité de cette infrastructure.

SECTION 1.2 : INFRASTRUCTURE

Road

5000 km long, the road network occupies an important place in the national transport system. A vast program to build new infrastructure has been launched since 2016 and will bring this road network to more than 6,000 km by 2021.

Railways

The Beninese rail network extends over 758 km and is managed in public-private partnership (PPP) by a private company named BENINRAIL SA, a joint-venture between Benin and Niger states.

The rail network no longer meets the current needs of the national economy, in particular due to the dilapidated 438 km long railway line that links Cotonou to Parakou, which considerably reduces its competitiveness compared to the road network.

A project to renovate this network is underway to strengthen the competitiveness of this infrastructure.

Aéroport et transport aérien

Cotonou abrite un aéroport international dont la capacité est en moyenne, d'environ 576 456 passagers annuellement. C'est le plus grand

Airport & Air Transport

Cotonou has an international airport with an average capacity of around 576,456 passengers annually. It is the largest airport in Benin. Its international code (IATA code) is COO.

aéroport du Bénin. Son code international (code AITA) est COO.

L'ensemble aéroportuaire s'étend sur 250 hectares. Sa piste unique mesure 2400 mètres sur une largeur de 45 mètres.

L'aéroport international de Cotonou est actuellement situé dans la ville de Cotonou qui est en train d'être délocalisé près du projet de Zone industrielle du Bénin.

Le Bénin est accessible par les principales compagnies aériennes comme Air France, Brussels Airlines, Turkish Airlines, Ethiopian Airlines qui relient l'Extrême-Orient et l'Europe. De plus, Lomé, Abidjan & Accra, qui sont à une heure de vol à partir de Cotonou, avec des vols directs pour le Royaume-Uni et aux États-Unis.

Par ailleurs, le Bénin dispose d'un nouvel aéroport situé à Parakou : l'aéroport de Tourou qui a connu son vol inaugural le 29 mars 2019. Construit sur une réserve de plus de 4.000 hectares, cette infrastructure permet désormais au Bénin de disposer d'un second aéroport en plus de celui de Cotonou.

En plus de l'aéroport international de Cotonou et celui de Tourou, il existe au Bénin des aérodromes secondaires dans des villes comme Parakou, Kandi, Natitingou, Savè, Porga, Bembèrèkè et Djougou.

Transport maritime et portuaire



Le Port de Cotonou est le seul port maritime du Bénin et un débouché naturel vers les pays sans façade maritime et le Nigéria voisin, ce qui lui confère une fonction de port de transit par excellence dans la région du Golfe de Guinée. Il détient le titre du meilleur port de transit, des économies sous régionales, conféré par ses pairs de l'Association pour la Gestion des Ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Le Port gère actuellement environ 450 navires de marchandises en vrac et de fret par an, qui représente près de 11,0 millions de tonnes de divers produits et 350 navires pour conteneurs qui représentent eux-mêmes approximativement 280 000 TEUS par an.

La marée sur la côte du Bénin est de type semi-diurne. L'essentiel des installations du Port de Cotonou comprend :

- un plan d'eau de plus de 60 ha ;
- une zone portuaire de 200 ha environ ;

The airport complex extends over 250 hectares. Its single-track measures 2400 meters over a width of 45 meters.

Cotonou International Airport is currently located in the city of Cotonou which is being relocated near the Benin Industrial Zone project.

Benin is accessible by major airlines such as Air France, Brussels Airlines, Turkish Airlines, Ethiopian Airlines which connect the Far East and Europe. In addition, Lomé, Abidjan & Accra, which are one hour's flight from Cotonou with a direct connected flight to the UK and USA.

In addition, Benin has a new airport located in Parakou: Tourou airport which had its inaugural flight on March 29, 2019. Built on a reserve of more than 4,000 hectares, this infrastructure now allows Benin to have a second airport in addition to that of Cotonou.

In addition to Cotonou International Airport and Tourou International Airport, there are secondary aerodromes in Benin in cities such as Parakou, Kandi, Natitingou, Savè, Porga, Bembèrèkè and Djougou.

Sea-port & maritime transportation



The Port of Cotonou is the only seaport in Benin and a natural outlet to countries without a seafloor and neighboring Nigeria, which gives it a function of transit port par excellence in the Gulf of Guinea region. It holds the title of best transit port, sub-regional economies, conferred by its peers from the Association for the Management of Ports in West and Central Africa.

The Port currently operates around 450 bulk cargo and freight vessels per year, which represents around 11.0 million tons of various products and 350 container vessels which themselves represent approximately 280,000 TEUS per year.

The tide on the coast of Benin is semi-diurnal. Most of the Port of Cotonou facilities include:

- body of water of more than 60 ha;
- port area of around 200 ha;

- onze (11) postes à quai pour tous types de navires (conventionnels, porte-conteneurs, RoRo, pétroliers, vraquiers, chalutiers etc.) ;
- un (01) poste pétrolier (ORYX) en zone sud représentant un linéaire de 250 m ;
- un (01) Port de pêche;
- deux (02) nouveaux postes à quai de 600 ml réalisés dans le cadre du MCA et concédés au Groupe BOLLORE;
- zones franches pour le Niger, le Burkina-Faso, le Mali et le Tchad;
- des magasins et entrepôts;
- des Terre-pleins revêtus;
- des Parcs à conteneurs;
- des Aires de stockage de véhicules d'occasion;
- des dépôts gaziers.

Production et distribution d'électricité

Production d'électricité



Le projet de production d'Electricité est d'aider le Bénin à satisfaire ses propres besoins en matière de production d'électricité en augmentant la capacité de production nationale du Bénin de 50 MW environ en vue de réduire sa dépendance aux sources d'énergie extérieures. Cet objectif sera réalisé en installant des centrales de production solaire photovoltaïque ; en réhabilitant et en installant une capacité de production supplémentaire au niveau d'une centrale hydroélectrique existante.

La principale activité à mener dans le cadre de ce projet est l'activité de production photovoltaïque.

Elle a pour but de réduire le déficit du Bénin en matière d'électricité par la construction de centrales de production d'énergie renouvelable, à savoir :

- l'installation d'une centrale solaire photovoltaïque de 10 MW à Natitingou;
- l'installation d'une centrale solaire photovoltaïque de 10 MW à Djougou;

- eleven (11) berths for all types of vessels (conventional, container ships, RoRo, tankers, bulk carriers, trawlers, etc.);
- one (01) oil station (ORYX) in the southern zone representing a linear distance of 250 m;
- one (01) fishing port;
- two (02) new 600 ml berths built as part of the MCA and granted to the BOLLORE Group;
- free zones for Niger, Burkina-Faso, Mali and Tchad;
- stores and warehouses;
- lined medians;
- container yards;
- used vehicle storage areas;
- gas depots.

Power generation & Distribution

Power Generation



The Power Generation project is to help Benin meet its own power generation needs by increasing Benin's domestic generation capacity by approximately 50 MW to reduce its dependence on external energy sources. This will be achieved by installing solar photovoltaic power plants; rehabilitating and installing additional generation capacity at an existing hydroelectric plant.

The main activity to be carried out under this project is the photovoltaic production activity.

It aims to reduce Benin's electricity deficit through the construction of renewable energy production plants, namely:

- the installation of a 10 MW solar photovoltaic power plant in Natitingou;
- the installation of a 10 MW photovoltaic solar power plant in Djougou;

- l'installation d'une centrale solaire photovoltaïque de 15 MW à Parakou;
- l'installation d'une centrale solaire photovoltaïque de 15 MW à Bohicon.

Distribution d'électricité

Le projet de distribution d'Electricité vise à moderniser les infrastructures de distribution afin d'étendre la capacité du réseau pour s'adapter à la croissance future, améliorer la fiabilité, et réduire les pertes et les interruptions.

Les actions en cours en vue d'une réelle autonomie énergétique du Bénin sont entre autres :

- l'amélioration du réseau de distribution d'énergie électrique ;
- La construction d'une nouvelle centrale de 143 MW à Maria Gléta ;
- la construction de centrales solaires pour une capacité totale de 95 MW déjà en cours d'exécution ;
- la poursuite des négociations et actions en vue de la réalisation du barrage hydroélectrique multifonctions de 128 MW dit Dogo-bis, sur le fleuve Ouémé ;
- la réalisation de deux centres de contrôle de la distribution, l'un national et l'autre régional ;
- la construction du terminal de stockage et de regazéification flottant (FSRU) dans le port de Cotonou en vue de la fourniture du gaz pour le fonctionnement des centrales thermiques de Maria-Gléta ;
- la poursuite de l'amélioration de la gestion de la SBEE.

Activité de Renforcement du Réseau de Cotonou

L'Activité de Renforcement du Réseau de Cotonou permettra d'augmenter à la fois la capacité du réseau de Cotonou et d'améliorer la fiabilité du réseau à travers :

- la construction de nouveaux postes de répartition 63 kV, et installation de nouveaux transformateurs 161/63 kV et 161/15 kV;
- construction de nouvelles lignes 63 kV et de nouveaux postes sources 63/15 kV;
- construction d'une nouvelle ligne 63 kV entre Akpakpa et Porto-Novo;
- l'alimentation de nouveaux abonnés potentiels (10 000 branchements);

- the installation of a 15 MW photovoltaic solar power plant in Parakou;
- the installation of a 15 MW photovoltaic solar power plant in Bohicon.

Power distribution

The Power Distribution Project aims to upgrade Benin's electricity distribution infrastructure to expand the capacity of the grid to accommodate future growth, improve reliability, and reduce losses and interruptions.

Actions in progress for a real energy autonomy of Benin are among others:

- the improvement of the electrical energy distribution network;
- the construction of a new 143 MW power plant in Maria Gléta;
- the construction of solar power plants for a total capacity of 95 MW already underway;
- the continuation of negotiations and actions for the realization of the multifunctional hydroelectric dam of 128 MW called Dogo-bis, on the river Ouémé;
- the construction of two distribution control centers, one national and the other regional;
- the construction of a floating storage and regasification terminal (FSRU) in the port of Cotonou to supply gas for the operation of the Maria-Gléta thermal power plants;
- continued improvement of SBEE's management.

Cotonou Network Reinforcement Activity

The Cotonou Network Reinforcement Activity will increase both the capacity of the Cotonou network and improve network reliability through:

- construction of new 63 kV distribution substations, and installation of new 161/63 kV and 161/15 kV transformers;
- construction of new 63 kV lines and new 63/15 kV source stations;
- construction of a new 63 kV line between Akpakpa and Porto-Novo;
- supply of new potential subscribers (10,000 connections);

- l'adjonction de transformateurs pour certains postes.

Activité de construction du centre national de conduite de la distribution

L'Activité de distribution d'électricité à l'échelle nationale mènera à la construction d'un centre de contrôle de la distribution à l'échelle nationale, une exigence nécessaire pour fournir une surveillance, un contrôle et une collecte de données du réseau en temps réel.

Système Bancaire, d'assurance et de financement

Le système bancaire au Bénin

Au Bénin, comme dans les autres pays membres de l'UEMOA, le système bancaire comprend :

- l'Agence Nationale de la BCEAO
- le Conseil National du Crédit
- les banques
- les Etablissements Financiers
- l'Association Professionnelle des Banques et des Etablissements Financiers (APBEF)³.

L'organe de contrôle de l'activité bancaire dans les états membres de l'UEMOA est la Commission bancaire dont le siège est basé à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Les informations figurent dans *l'annexe 1*.

Le Conseil national du crédit

Au Bénin, il existe un Conseil National du Crédit qui siège auprès de l'agence nationale de la BCEAO.

Il est présidé par le Ministre de l'Economie et des Finances ou son représentant.

Le Comité apprécie les besoins de financement de l'activité économique du pays, propose au Conseil d'Administration le montant de crédit intérieur et celui des concours que la Banque Centrale pourra consentir aux banques et au Trésor, et en assure l'utilisation et le contrôle dans l'Etat concerné.

Les Banques

Au terme de *l'article 3 de la loi n° 2012-24 du 24 juillet 2012* portant réglementation bancaire, « Sont considérées comme banques : les établissements de crédit habilités à effectuer

- addition of transformers for some substations.

National distribution control center construction activity

The National Distribution Control Activity will lead to the construction of a national distribution control center, a requirement to provide real-time system monitoring, control and data collection.

Banking & insurance & Financing System

Banking system in Benin

In Benin, as in the other WAEMU member countries, the banking system includes:

- the National Agency of the BCEAO
- the National Credit Council
- banks
- financial institutions
- the Professional Association of Banks and Financial Institutions (PABFI)

The supervisory body for banking activities in WAEMU member states is the Banking Commission, based in Abidjan, Ivory Coast.

The information is provided in *Appendix 1*.

The National Credit Council

In Benin, there is a National Credit Council that sits at the BCEAO's national agency.

It is chaired by the Minister of Economy and Finance or his representative.

The Committee assesses the financing needs of the country's economic activity, proposes to the Board of Directors the amount of domestic credit and the amount of assistance that the Central Bank may grant to banks and the Treasury, and ensures its use and control in the country concerned.

Banks

Under *Article 3 of Law No. 2012-24 of July 24, 2012* on banking regulations, "The following are considered as banks: credit institutions authorized to carry out all banking operations as defined in Article 2, paragraph 2 of the said law".

³ <https://apbef-bj.org/presentation/>

toutes les opérations de banques telles que définies à l'article 2, alinéa 2 de ladite loi ».

Au Bénin, on compte actuellement quinze (15) banques :

In Benin, there are currently fifteen (15) banks:

N°	Banques	Adresse
1	BIBE	03 BP 2098 Jéricho Carrefour des trois banques/ Avenue GIRAN <u>Tél</u> : 21 31 04 62 / 21 31 55 49 / 21 31 56 21 <u>Fax</u> : 21 31 23 65 / 21 31 16 05
2	BOA	Avenue Jean Paul II 08 BP 0879 – Cotonou BÉNIN CENTRE RELATION CLIENT :(229) 21 31 32 28 <u>Tél</u> : 21 31 32 28 <u>Fax</u> : 21 31 31 17
3	ORABANK BENIN (OBB)	Main branch Rue du Gouverneur Général Ponty 01 BP 2700 Cotonou <u>Tél</u> : 21 31 31 00 / 21 31 31 03 <u>Fax</u> : 21 31 31 02
4	ECOBANK BENIN (EBB)	Rue du Gouverneur Bayol 01 B.P. 1280 RP, Cotonou – Bénin <u>Tél</u> : 21 31 30 69 / 21 31 40 23 <u>Fax</u> : 21 31 33 85
5	NSIA BANQUE	Rue 308 Révérend Père Colineau, GANHI 01 BP 955 Cotonou, BENIN <u>Tél</u> : 21 31 96 00 / 21 31 98 98
6	SOCIETE GENERALE DU BENIN (SGB)	Avenue Clozel 01 BP 585 Cotonou - Bénin <u>Tél</u> : 21 31 83 00 / 21 31 99 92 <u>Service client</u> : serviceclient.sgb@socgen.com <u>Courriel</u> : banque.sgb@socgen.com
7	BSIC BENIN	Carrefour 3 Banques <u>Tél</u> : 91 51 55 19
8	BANQUE ATLANTIQUE DU BENIN (BAB)	08 BP 682 Cotonou Rue du Gouverneur Bayol <u>Tél</u> : 21 31 10 18 / 21 31 10 19 <u>Fax</u> : 21 31 31 21 Site web : http://www.banqueatlantique.net
9	BGFI BANK	01 BP 4270 Cotonou – BENIN <u>Courriel</u> : benin@bgfi.com <u>Tél</u> : 21 31 33 48 / 21 31 33 54 <u>Fax</u> : 21 31 33 39
10	UBA	Avenue Pape Jean Paul II, Cotonou, Bénin 01 BP 2020 Cotonou Bénin <u>Tél</u> : 64 33 42 03 / 60 40 20 20 E-mail : cfcbenin@ubagroup.com
11	CCEI BANK BENIN	Agence Principale GANHI, Cotonou (Rue de la CENA) - Zone Commerciale, 01 BP 7766 Cotonou Code Swift : CCEIBJB <u>Tél</u> : 21 36 56 10 <u>Fax</u> : 21 21 10 61 E-mail : contact@cceibankbenin.com
12	CBAO BENIN	Espace Dina, Boulevard St Michel 04 BP 6441 COTONOU <u>Tél</u> : 21 36 59 02 <u>Fax</u> : 64 87 01 01 Site web : http://www.cbaobj

13	BAIC	Lot 374-C Avenue Saint Michel <u>Tél :</u> 21 31 22 00 / 21 60 10 01 / 02 / 03 <u>Fax :</u> 21 60 10 04 Site web : http://www.baic-bank.com
14	CORIS BANK INTERNATIONAL	Avenue Steinmetz, 122 Parcelle ZA, Cotonou <u>Tél :</u> 21 36 00 54 / 95 96 77 96
15	SONIBANK	Centre Kodeih N° 9, Rue du Gouverneur Bayol, Cotonou <u>Tél :</u> 21 31 21 89

La réglementation Anti-blanchissement

La réglementation anti-blanchiment de capitaux est traité par la loi n° 2018-17 du 25 juillet 2018 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en République du Bénin et ses décrets d'application et notamment le décret n°2019-046 du 31 janvier 2019.

Anti-money laundering regulation

The anti-money laundering regulations has been addressed by Law No. 2018-17 of July 25, 2018 on the fight against money laundering and terrorist financing in the Republic of Benin and its implementing decrees and in particular Decree n° 2019-046 of January 31, 2019.

Le système d'assurance au Bénin

Les acteurs de l'assurance au Bénin sont composés des :

COMPAGNIE NON-VIE

The insurance system in Benin

The actors of the insurance in Benin are composed of :

NON-HEALTH INSURANCE

N°	COMPAGNIES	ADRESSE
1	L'Africaine des Assurances	Avenue Jean-Paul II (AV-5077) Parcelle n°1269 , Immeuble en face de la Direction de l'Emigration et de l'Immigration,01 BP 3128 Cotonou <u>Tél :</u> 21.30.04.83 / 21.30.19.80 / 97.97.60.71 <u>Fax :</u> 21.30.14.06 E-mail : directiongenerale@africaine-assur.com
2	NSIA	Immeuble NSIA, 1066 Boulevard Saint Michel 08 BP 0258 Tri Postal Cotonou <u>Tél :</u> 21 36 55 00 E-mail : info@groupensia.com
3	SAAR	Direction Générale : en face de la direction générale de la CNSS, Patte d'Oie, Cadjèhou - 01 BP 7540 Cotonou -Bénin <u>Tél :</u> 21 30 02 87 / 21 30 02 88 / 64 21 85 85 <u>Fax :</u> 21 30 15 55 www.saar-assurances.com
4	La Générale des Assurances	Imm. DAOUDA, face SOEBRA, Cotonou, 01 BP 3573 Réf.EBJ545 <u>Tél :</u> 21 31 82 30 / 21 31 82 82
5	SAHAM Assurance	En face de l'église catholique Saint Michel - 04 BP 1167 Cotonou – Bénin <u>Tél :</u> 21 32 85 67 / 21 32 85 70 / 97 11 99 48 / 97 09 46 33 <u>Fax :</u> 21 31 62 04 www.sahamassurance.bj
6	Allianz Bénin	Av. Delorme, 01 BP 5455 Cotonou RB <u>Tél :</u> 21 31 67 35 / 21 31 70 87/ 21 31 67 34 E-mail : allianz-benin@allianz-bj.com

COMPAGNIE VIE

HEALTH INSURANCE

N°	COMPAGNIES	ADRESSE
1	SUNU vie	Immeuble SUNU Assurances, Lot 37 Patte d'Oie - Place du souvenir 08 BP 70 Cotonou <u>Tél : 21 30 06 90 / 61 13 33 33 – E-mail : benin.vie@sunu-group.com</u>
2	SAHAM vie	ESPACE CLIENT : En face de la Station DOVONOU, Immeuble Pharmacie le Nokoué, 2ème Etage, Jéricho - 04 BP 1167, Cotonou - Bénin <u>Tél : 21 32 85 67 / 97 11 99 48 / - www.sahamassurance.bj</u>
3	NSIA vie	Immeuble NSIA, 1066 Boulevard Saint Michel 08 BP 0258 Tri Postal Cotonou <u>Tél : 21 36 55 00 – E-mail : info@groupensia.com</u>
4	Africaine vie	Lot 19 Patte d'Oie. 01 BP 2040 Cotonou, Bénin <u>Tél : 21 30 39 93 - https://site.africaineviebenin.com/</u>
5	Atlantique vie	Lot N° 103 Parcelle h avenue Steinmetz – Cadjèhou
6	CIF vie	<u>Tél : 60 17 60 60</u> Adjake 08 BP 0843 Cotonou, BENIN <u>Tél : 66 66 01 51 - https://cif-vie.bj/</u>

Mutuelle

Assurance Mutuelle Agricole du Bénin

Ces acteurs sont réunis au d'une association des sociétés d'assurances du bénin dont le site est <http://asabenin.org/>

Infrastructures sanitaires et éducatives

Infrastructures sanitaires

Le Bénin a engagé certaines actions telle que :

- la poursuite et l'achèvement des travaux de construction de l'hôpital de référence d'Abomey-Calavi ;
- la réhabilitation de la plupart des Centres Hospitaliers Universitaires (CHU), Centres Hospitaliers Départementaux (CHD) et hôpitaux de zone avec amélioration du plateau technique ;
- la construction de centres de santé.

Infrastructures éducatives

Les principales actions mises en place au Bénin sont les suivantes :

- la construction de 7.034 salles de classe dont 6.000 au primaire et 1.034 au secondaire ;
- le démarrage de la réhabilitation et de la construction de 4 lycées de référence à Kpondéhou, Lokossa, Sodohomè et à Ina puis de 3 centres de formation

Complementary Health Insurance

Assurance Mutuelle Agricole du Bénin

These actors are united in an association of insurance companies of Benin whose site is <http://asabenin.org/>

Health & Educational Infrastructures

Health Infrastructure

Benin has engaged certain actions such as:

- continuation and completion of the construction of the Abomey-Calavi reference hospital ;
- rehabilitation of most of the University Hospitals (CHU), Departmental Hospitals (CHD) and area hospitals with improved technical facilities ;
- the construction of health centers.

Educational Infrastructures

The main actions implemented in Benin are the follow :

- the construction of 7,034 classrooms, including 6,000 at the primary level and 1,034 at the secondary level;
- the rehabilitation and construction of 4 high schools in Kpondéhou, Lokossa, Sodohomè and Ina and 3 professionals training centers (Djougou, Kouandé and Dogbo);

professionnelle et d'apprentissage (Djougou, Kouandé et Dogbo) ;

- la création d'une Ecole des Métiers du Numérique à Cotonou pour la formation des professionnels de la fibre optique et du numérique en général ;
- la construction des équipements modernes pour plus de 7.000 places assises dans les 4 universités publiques.

- the creation of Digital Professional School in Cotonou for the training on fiber optic and digital professionals in general;
- the construction of modern equipments for more than 7,000 seats in the 4 public universities.

Tourisme : Secteur de l'hôtellerie, de la restauration

Tourism: Hotel, Restaurant & Hospitality Sector

Tourisme



Le Bénin dispose d'un patrimoine historique, culturel et architectural singulier en Afrique de l'Ouest. Son littoral, la diversité de ses paysages et ses parcs naturels (Pendjari 275.000 ha – Parc Régional W : 502.000 ha), les chutes de Tanougou, les vestiges et la mémoire de la traite négrière à Ouidah, ses palais royaux d'Abomey et leurs sites archéologiques qui datent de plusieurs millénaires, sa cité lacustre, la plus grande d'Afrique (Ganvié) et ses cités balnéaires et lagunaires, constituent également un patrimoine naturel unique.

Tourism



Benin has a unique historical, cultural and architectural heritage in West Africa. Its coastline, the diversity of its landscapes and its natural parks (Pendjari 275,000 ha - Regional Park W: 502,000 ha), the Tanougou waterfalls, the remains and memory of the slave trade in Ouidah, its royal palaces of Abomey and their archaeological sites which date back several millennia, its lakeside city, the largest in Africa (Ganvié) and its seaside and lagoon cities, also constitute a unique natural heritage.

Le Parc Penjari



Le Parc National de la Pendjari est situé au nord-ouest du Bénin. Le Parc National de la Pendjari est l'un des parcs les plus récents et le premier en Afrique de l'Ouest à être mis sous notre gestion.

Le Parc Pendjari couvre une superficie de 4.800 km² et constitue le dernier refuge pour les 1700 éléphants de la région et de lions d'Afrique de l'Ouest en danger critique d'extinction, dont il reste moins de 400 adultes desquels 25% vivent à la Pendjari.

Le vaste paysage de la Pendjari contient d'importantes zones humides qui sont essentielles pour un certain nombre d'espèces locales, notamment les guépards, les buffles, diverses espèces d'antilopes et plus de 460 espèces d'oiseaux.

Pendjari est sur le point d'être une destination exceptionnelle pour la faune, avec plus de 7170 visiteurs en 2019 - le plus haut jamais enregistré.

Le Parc national du W



Classé au Patrimoine mondial de l'UNESCO, est une zone protégée

transfrontalière partagée entre trois pays : le Bénin, le Burkina Faso et le Niger. En juin 2020, African Parks a officiellement acquis la gestion de sa partie béninoise, qui s'étend sur plus de 8 000 km².

À eux deux, ces Parcs forment une section importante du W-Arly-Pendjari (WAP), un complexe transfrontalier d'importance mondiale qui compose le plus vaste écosystème sauvage intact d'Afrique de l'Ouest.

Plusieurs des espèces qui y sont représentées sont les dernières populations viables, notamment les guépards d'Afrique du Nord-Ouest, la sous-population des lions d'Afrique de l'Ouest et les antilopes tsessebe (antilope la plus rapide du monde).

Penjari Park



African lions in the region.

Pendjari covers 4,800 km² and is the last refuge for the region's 1,700 elephants and 25% of the remaining 400 critically endangered West African lions.

The vast landscape of the Pendjari contains important wetlands which are essential for a few local species including cheetahs, buffaloes, various species of antelope and over 460 species of birds.

Pendjari is poised to be an exceptional wildlife destination, with more than 7,170 visitors in 2019 the highest on record.

W National Park



W National Park is a transboundary protected area and UNESCO World Heritage Site covering three countries: Benin, Burkina

Faso, and Niger. In June 2020, the Benin portion of the park, spanning more than 8,000 km², officially came under African Parks' management.

Together, the parks form a significant portion of the W-Arly-Pendjari (WAP) Complex, a globally significant transboundary landscape representing the largest intact wild ecosystem in West Africa.

Several of the species represented there are the last viable populations, including the cheetahs of Northwest Africa, the West African lion subpopulation, and the tsessebe antelopes (the world's fastest antelope).

Hôtels

Cotonou possède une chaîne internationale d'hôtels comme :

N°	Hôtels	ADRESSE
1	Golden Tulip Diplomate Le	90 rue 12 017 Boulevard de la Marina 01 BP 8379 COTONOU, Bénin, 4 km du centre-ville Tél : 21 30 02 00 Courriel : info@goldentulipdiplomatecotonou.com
2	Hôtel Novotel Cotonou Orisha	1821, Boulevard de la Marina 08 BP 0929 COTONOU BENIN Tel : 21305662 Fax : 21304188 Courriel : H1826-SL@ACCOR.COM
3	Azalaï Hôtel Cotonou	Cotonou, Benin Tél : 21 31 72 00 Courriel : reservationahp@azalaihotels.com
4	Hôtel Glory palace	Vêdoko carrée 1289 Cotonou, Rue 329B Cotonou Tél : 95 62 99 99
5	Nobila Airport Hôtel	Avenue Jean Paul II, côté aéroport, Cotonou, BENIN Tél : 21 30 42 52 / 97 96 40 00 Fax : 21 30 01 79 Courriel : reception@nobilaairporthotel.com
6	Hôtel Du Lac	Tél : 61 33 19 19/ 95 33 19 19/ 21 33 02 22 www.hoteldulac-benin.com
7	Bénin Royal Hôtel	Lot 398, Quartier Maro Militaire - Vons face Toxi Labo, Cotonou, Benin Tél : +229 21 32 79 29 /+229 65 89 89 89
8	Hotel Maison Rouge Cotonou	Blvd de la Marina, Cotonou - Bénin Tél : 65 12 69 89

Restaurants

Cotonou dispose de bons restaurants pour servir des repas pour tous les goûts, dont des restaurants Indiens, Libanais, Français, Italiens et plusieurs variétés de cuisines gastronomiques africaines.

La liste des restaurants figure en [annexe 2](#).

Hotels

Cotonou has an international chain of hotels such as:

Restaurants

Cotonou has good restaurants to serve meals for all tastes, including Indian, Lebanese, French, Italian restaurants and several varieties of African gourmet cuisines.

The list of restaurants is shown in [appendix 2](#).

Supermarchés

La liste des supermarchés (Cotonou et Abomey-Calavi) figurent en [annexe 3](#).

Supermarkets

The list of supermarkets(Cotonou and Abomey Calavi) is given in [appendix 3](#).

Magasins et fournitures

Cotonou dispose des magasins de matériaux de construction et de fournitures. La liste de ces derniers sont:

N°	Magasins des matériaux de construction	Adresse
1	BATIMAT	Ave Delorme, Cotonou - Tél : 21 31 47 04

Shopping and Supplies

Cotonou has stores for building materials and supplies. The list of these are:

2	ATC BOIS	Lot 366, Boulevard Saint Michel, face CPA, Imm. ATC ; Usine ALLADA, 01 BP 1930 Cotonou – Bénin - <u>Tél</u> : 21 31 61 48 / 21 31 37 98 / 97 98 35 93
3	ATC BEKO	ATC BUILDING Lot 366 ZONGO face CPA, COTONOU-BENIN, 01-BP-1930 - <u>Tél</u> : 21316148 – <u>E-mail</u> : atc@atcbenin.com
4	ORCA DECO	C/815 Jéricho Cotonou BENIN <u>Tél</u> : 21 32 00 27 / 61 40 61 61 - <u>E-mail</u> : contact@orcabenin.com
5	LA ROCHE	01BP2525 Akpakpa, Cotonou - <u>Tél</u> : 21 33 05 95
6	SHOWROOM BATIMAT MARO MILITAIRE	Rue 204, Cotonou <u>Tél</u> : 67 47 83 06
7	CID SUPER DECOR	06BP539, Cotonou - <u>Tél</u> : 66 24 33 33
8	LA TOUR BENIN	C/161 Avenue Monseigneur Isidore de SOUZA. Commune de Cotonou 01 B.P 3900 AKPAKPA, Cotonou - <u>Tél</u> : 21 33 47 56
9	MACELEC	Carrefour IITA, Godomey Togoudo Cotonou Littoral 03 B.P. 2612 Bénin <u>Tél</u> : 21 35 04 90 / 95 81 27 10 - http://www.groupemacelec.com

N°	Magasins de fournitures	Adresse
1	EREVAN	03BP34, Cotonou - <u>Tél</u> : 21 30 84 40
2	SONAEC	558 Avenue Clozel au quartier GANHI. Nos adresses : 01 BP 2042 RB <u>Tél</u> : 21 31 22 42 / 21 31 66 50 <u>Courriel</u> : solib@intnet.bi/sonaeclibs@yahoo.fr
3	LIBRAIRIE NOTRE DAME	Ave Clozel, Cotonou - <u>Tél</u> : 21 31 40 94
4	LIBRAIRIE CHRETIENNE CLC. BÉNIN	Boulevard Steinmetz, Cotonou <u>Tél</u> : 95 56 23 33
5	PAPETERIE LIBRAIRIE TUNDE	Boulevard Saint Michel, Cotonou <u>Tél</u> : 21 32 11 54

Secteur du logement et de l'immobilier

La Réglementation en matière de location

Le crédit-bail mobilier et immobilier est réglementé au Bénin par la [Loi N° 2017-02 du 03 mai 2017](#) relative au crédit-bail en République du Bénin.

Le crédit-bailleur et le crédit-preneur peuvent déroger aux dispositions de la loi et fixer librement par écrit le contenu du contrat de crédit-bail ou en modifier les effets.

Le crédit-preneur n'a pas le droit de vendre, d'hypothéquer, de nantir, de mettre en gage, ou d'utiliser le bien loué pour le paiement de ses dettes.

Le crédit-preneur ne peut déplacer, sans l'accord écrit et préalable du crédit-bailleur, les biens meubles de l'endroit indiqué dans le contrat de crédit-bail.

Housing & Real Estate Sector

Rental regulations

Furniture and real estate leasing are regulated in Benin by [Law No. 2017-02 of May 03, 2017](#) relating to leasing in the Republic of Benin.

The lessor and the lessee may derogate from the provisions of the law and freely fix in writing form the content of the lease agreement or modify its effects.

The lessee does not have the right to sell, mortgage, pledge, or use the leased property for the payment of its debts.

The lessee may not move, with the prior written consent of the lessor, movable property from the location indicated in the leasing contract.

Le non-paiement d'un seul terme de loyer constitue une cause légitime de résiliation du contrat de crédit-bail.

Le bail à usage d'habitation est réglementé par la Loi 2018-12 du 02 juillet 2018. Les principales dispositions sont les suivantes :

- le prix maximum du prix du loyer annuel fixé au maximum à 8% de la valeur réelle du logement, de l'appartement ou de l'immeuble.
- le montant du loyer mensuel ne peut en aucun cas dépasser le douzième du loyer annuel.
- le montant du cautionnement à titre de garantie ne peut excéder une somme correspondant à trois (03) mois de loyer.

The non-payment of a single term of rent constitutes a legitimate cause of termination of the leasing contract.

The residential lease is regulated by Law 2018-12 of July 2, 2018. The main provisions are as follow :

- the maximum annual rent price should not exceed a maximum of 8% of the real value of the accommodation, apartment, or building.
- the amount of the monthly rent may in no case exceed one twelfth of the annual rent.
- the amount of the surety bond cannot exceed a sum corresponding to three (03) months' rent.

Terrains disponibles et leur localisation

La liste des terrains et leur localisation figurant en **annexe 4**.

La décomposition des départements du Bénin

Lands available and their location

For lands available and their location see **Appendix 4**.

Division of Benin's region

N°	Zone	Ville principale /Majors Cities	Terrains/Ar eas	Population
1	ATACORA	Boukoumbé ; Cobly ; Kérou ; Kouandé ; Matéri ; Natitingou ; Péléhoungou ; Tanguiéta ; Toucountouna	20 499 km ²	769 337
2	DONGA	Bassila ; Copargo ; Djougou ; Ouaké	11 126 km ²	542 605
3	ALIBORI	Banikoara ; Gogounou ; Kandi ; Karimama ; Malanville ; Segbana	26 242 km ²	868 046
4	BORGOU	Bembéréké ; Kalalé ; N'Dali ; Nikki ; Parakou ; Pèrèrè ; Sinendé ; Tchaourou	25 856 km ²	1 202 095
5	ZOU	Abomey ; Agbangnizoun ; Bohicon ; Covè ; Djidja ; Ouinhi ; Zangnanado ; Za-Kpota ; Zogbodomey	5 243 km ²	851 623
6	COLLINES	Bantè ; Dassa-Zoumè ; Glazoué ; Ouèssè ; Savalou ; Savè	13 931 km ²	716 558
7	ATLANTIQUE	Abomey-Calavi ; Allada ; Kpomassè ; Ouidah ; Sô-Ava ; Toffo ; Tori-Bossito ; Zè	3 233 km ²	1 396 548
8	LITORAL	Cotonou	79 km ²	678 874
9	PLATEAU	Adjia-Ouèrè ; Ifangni ; Kétou ; Pobè ; Sakété	3 264 km ²	624 146
10	COUFFO	Aplahoué ; Djakotomey ; Dogbo ; Klouékanmè ; Lalo ; Toviklin	2 404 km ²	524 586
11	MONO	Athiémedé ; Bopa ; Comè ; Grand-Popo ; Houéyogbé ; Lokossa	1 605 km ²	495 307
12	OUEME	Adjara ; Adjohoun ; Aguégues ; Akpro-Missérété ; Avrankou ; Bonou ; Dangbo ; Porto-Novo ; Sèmè-Kpodji	1 281 km ²	1 096 850
TOTAL			114 763 km²	12 506 347

SECTION 1.3 : DEVELOPPEMENT DU BENIN - PLAN QUINQUENNALE

Réformes

Politiques

- La révision de la constitution du 11 décembre 1990 pour améliorer le fonctionnement de la démocratie au Bénin ;
- la rationalisation du système partisan pour l'avènement de partis politiques d'envergure nationale. A date, le nombre de partis politiques est passé de 278 en 2019 à une quinzaine en 2021;
- l'adoption d'un mécanisme juridique et politique pour une meilleure représentation du peuple par les femmes au Parlement ;
- la mise en place d'un nouveau code électoral.

Transport

- Réorganisation de la gestion de l'entretien des infrastructures routières ;
- création de la Société des Aéroports du Bénin (SAB) ;
- mise sous mandat de gestion du Port Autonome de Cotonou et de l'aéroport de Cotonou ;
- réorganisation de l'examen du permis de conduire et de l'immatriculation des véhicules.

Sport

- La réorganisation du cadre institutionnel du Sport ;
- l'actualisation et la mise en œuvre des politiques nationales de la Jeunesse et des Loisirs.

Electricité

- La restructuration des deux opérateurs que sont la CEB et la SBEE ;
- l'adoption de la loi portant code de l'électricité en République du Bénin.

Eau potable

- La mise en œuvre d'une nouvelle approche de développement et de gestion, des infrastructures d'accès à l'eau potable en milieu rural ;
- la restructuration de la SONEB.

Agriculture, élevage et pêche

SECTION 1.3: BENIN DEVELOPMENT – 05 YEAR PLAN

Reform

Policies

- The revision of the constitution of December 11, 1990 to improve the functioning of democracy in Benin;
- the rationalization of the partisan system for the emergence of political parties of national scope. To date, the number of political parties has increased from 278 in 2019 to around fifteen in 2021;
- the adoption of a legal and political mechanism for better representation of the people by women in Parliament;
- the establishment of a new electoral code.

Transport

- Reorganization of the management of road infrastructure maintenance;
- creation of the Société des Aéroports du Bénin (SAB) ;
- mandate for the management of the Autonomous Port of Cotonou and Cotonou airport;
- reorganization of the driving license examination and vehicle registration.

Sport

- The reorganization of the institutional framework of Sport ;
- updating and implementing national youth and leisure policies.

Electricity

- The restructuring of the two operators, CEB and SBEE;
- the adoption of the law on the electricity code in the Republic of Benin.

Potable water

- The implementation of a new development and management approach for access to drinking water infrastructure in rural areas;
- the restructuring of SONEB.

Agriculture, breeding and fishing

- La restructuration du cadre institutionnel et de la promotion des filières agricoles ;
- l'assainissement du cadre d'intervention et l'amélioration des performances du secteur.

Tourisme-Culture-et-Arts-Artisanat



- La mise sous mandat de gestion des parcs du Bénin ;
- la création de l'Agence Nationale de promotion des Patrimoines et de développement du Tourisme (ANPT) ;
- le recensement national des artisans ;
- l'adoption d'une loi portant création de la Chambre des métiers de l'artisanat.

- The placing under mandate of management of Benin's parks;

- Restructuring of the institutional framework and the promotion of agricultural sectors;
- cleaning up the intervention framework and improving the performance of the sector.

Tourism-Culture-and-Arts-Crafts



- the creation of the National Agency for the Promotion of Heritage and Tourism Development (NAPT);
- the national census of artisans ;
- the adoption of a law establishing the Chamber of Crafts.

Santé

- La création du Conseil national des soins de santé primaire (CNSSP) et la Création du Conseil national de la médecine hospitalière (CNMH) ;
- la création de l'Agence Nationale de Contrôle de Qualité des produits de santé et de l'eau ;
- la création de l'Agence Béninoise de Régulation Pharmaceutique (ABRP) ;
- la création de l'Agence des Infrastructures Sanitaires des Equipements et de la Maintenance (AISEM) ;
- la création de l'Agence Nationale des Soins de Santé Primaire (ANSSP) ;
- la création de la Société Béninoise pour l'Approvisionnement en Produits de Santé (SoBAPS);
- la Création de l'Autorité de Régulation de la Santé (ARS) ;
- l'adoption d'une Loi sur la protection de la santé des personnes en République du Bénin ;
- l'Adoption d'une Loi réglementant l'activité pharmaceutique en République du Bénin.

Health

- Creation of the National Council for Primary Health Care (NCPHC) and Creation of the National Council for Hospital Medicine (NCHM);
- creation of the National Agency for Quality Control of health products and water;
- creation of the Beninese Pharmaceutical Regulatory Agency (BPRA);
- creation of the Agency for Sanitary Infrastructure, Equipment and Maintenance (ASIEM);
- creation of the National Primary Health Care Agency (NPHCA);
- creation of the Beninese Society for the Supply of Health Products (BSSH);
- creation of the Health Regulatory Authority (HRA);
- adoption of a law on the protection of human health in the Republic of Benin;
- adoption of a law regulating pharmaceutical activity in the Republic of Benin.

Education



- La mise en place d'un nouveau Conseil National de l'Education ;
- la mise en place d'un Système d'Information pour la Gestion de l'Education (SIGE) ;

- The establishment of a new National Education Council;

Education



- the establishment of an Education Management Information System (EMIS);

- l'amélioration de l'approche de construction d'infrastructures dans le secteur de l'éducation ;
- adoption d'une nouvelle carte universitaire ;
- la création de la Cité de l'Innovation et du Savoir ;
- adaptation du système d'enseignement et de formation professionnelle aux besoins réels du pays et des entreprises ;
- l'Introduction de l'Anglais et de l'Informatique au niveau initiatique au primaire et obligatoire à l'Enseignement secondaire & supérieur ;
- l'amélioration du dispositif de gestion des enseignants vacataires ;
- promotion de l'alphabétisation et de l'Education des adultes.

- improving the approach to building infrastructure in the education sector ;
- adoption of a new university card;
- the creation of the City of Innovation and Knowledge;
- adaptation of the education and vocational training system to the real needs of the country and businesses;
- the Introduction of English and Computer Science at the initiation level in primary and compulsory in secondary & higher education;
- improving the management system for temporary teachers;
- promotion of literacy and adult education.

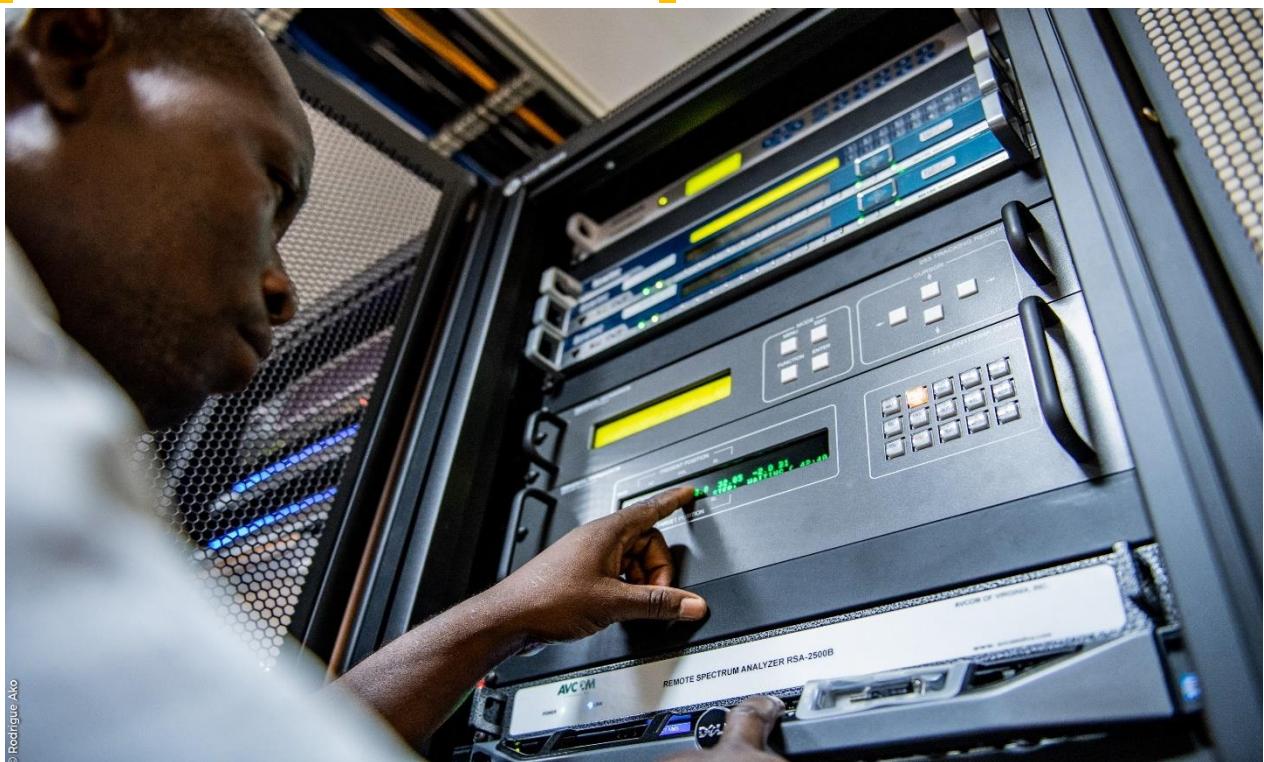
Mines-Hydrocarbures

L'adoption d'une nouvelle loi ([loi n°2019-06](#)) portant code pétrolier en République du Bénin.

Mines-Hydrocarbons

The adoption of a new law ([law No. 2019-06](#)) on the petroleum code in the Republic of Benin.

Numérique



- La création du Conseil National du Numérique et mise en place d'une nouvelle gouvernance pour le secteur ;
- la simplification du système de taxation du secteur des TICs;
- l'adoption d'un code du numérique ;

- The creation of the National Digital Council and the establishment of a new governance for the sector;
- simplification of the taxation system for the TIC sector;
- the adoption of a digital code;

- la restructuration des sociétés d'Etat opérant dans le secteur des télécoms (Libercom, Bénin Télécom Infrastructures et Bénin Télécom Service) ;
- la rationalisation du nombre d'opérateurs intervenant sur le marché de la téléphonie mobile au Bénin.

Protections sociales

La mise en place d'un nouveau dispositif intégré de protection sociale dénommé Assurance pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH).

Décentralisation

- L'adoption d'une Loi portant statuts de la fonction publique territoriale ;
- le Guide méthodologique d'élaboration des plans de décentralisation et de déconcentration (Plans 2D) ;
- l'adoption d'une charte nationale de reddition publique de comptes au niveau des collectivités locales.

Cadre de vie

- Création de l'agence Nationale d'Aménagement du Territoire (ANAT) ;
- réforme foncière et poursuite de l'opérationnalisation de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) et du Fonds de Dédommagement Foncier (FDF) ;
- adoption d'une Loi sur l'interdiction des sachets plastiques non biodégradables ;
- réforme de la gestion des déchets solides ménagers ;
- adoption d'un plan national climat et des plans climats territoriaux ;
- mise en place d'un cadastre national informatisé ;
- adoption d'une Loi sur la Protection de l'Etat contre l'importation des déchets étrangers au Bénin ;
- adoption de la Loi portant protection, aménagement et mise en valeur de la zone littorale en République du Bénin ;
- adoption de la loi sur le bail à usage d'habitation.

Gouvernance Publique

Les actions à engager les années à venir:

- réformer la gouvernance locale pour la rendre plus efficace et plus vertueuse afin d'accélérer le transfert des compétences ;

• restructuring of state companies operating in the telecoms sector (Libercom, Bénin Télécom Infrastructures and Bénin Télécom Service);

• the rationalization of the number of operators intervening in the mobile telephony market in Benin.

Social protection

The establishment of a new integrated social protection system called Insurance for the Strengthening of Human Capital (ISHC).

Decentralization

- The adoption of a law establishing the statutes of the territorial public service;
- the methodological guide for the preparation of decentralization and deconcentration plans (2D Plans);
- the adoption of a national charter of public accountability at the level of local communities.

Living environment

- Creation of the National Agency for Regional Planning (NARP);
- land reform and continued operationalization of the National Land and Land Agency (NLA) and the Land Compensation Fund (LCF);
- adoption of a law prohibiting non-biodegradable plastic bags;
- reform of the management of solid household waste
- adoption of a national climate plan and territorial climate plans;
- establishment of a computerized national cadastre;
- adoption of a Law on the Protection of the State against the importation of foreign waste into Benin;
- adoption of the Law on the protection, development and enhancement of the coastal zone in the Republic of Benin;
- adoption of the residential lease law.

Public Governance

Actions to be taken in the years to come:

- reform local governance to make it more efficient and more virtuous to accelerate the transfer of skills;

- renforcer le bon fonctionnement des institutions de la République ;
 - poursuivre la réforme du système partisan pour permettre aux partis politiques d'animer efficacement la vie politique;
 - instaurer durablement la bonne gouvernance des affaires publiques;
 - promouvoir davantage l'esprit républicain pour consolider les bases de la démocratie béninoise ;
 - rendre effective l'augmentation du nombre de femmes à l'Assemblée nationale dès les législatives de 2023, grâce à l'application du mécanisme de discrimination positive instauré par le nouveau code électoral;
 - assurer l'organisation des élections groupées à partir de 2026 ;
 - prendre et mettre en application les textes organisant la reconnaissance et le rôle de la chefferie traditionnelle;
 - créer des conditions d'exercice favorables à l'épanouissement des organes de presse et à l'amélioration des conditions de vie de leurs animateurs ;
 - adopter une loi sur l'accès public à l'information;
 - renforcer la liberté de presse de même que les conditions d'emploi des professionnels.
- strengthen the proper functioning of the institutions of the Republic;
 - continue the reform of the party system to enable political parties to effectively run political life;
 - establish sustainable governance of public affairs;
 - further promote the republican spirit to consolidate the bases of Beninese democracy;
 - make effective the increase in the number of women in the National Assembly from the legislative elections of 2023, thanks to the application of the positive discrimination mechanism established by the new electoral code;
 - ensure the organization of group elections from 2026 ;
 - take and implement the texts organizing the recognition and role of the traditional chiefdom;
 - create operating conditions favorable to the development of press organs and the improvement of the living conditions of their leaders ;
 - adopt a law on public access to information;
 - strengthen freedom of the press as well as the conditions of employment of professionals.

Développement de compétence



Durant le mandat 2016-2021, d'importantes mesures de réforme ont été conduits par l'Agence de Promotion des Investissements et

Skill Development

During the 2016-2021 mandate, major reform measures were carried out by the Agency for the Promotion of Investments and Exports (APIEX)

des Exportations (APIEX) en vue de l'amélioration du climat des affaires au Bénin.

Le gouvernement s'emploiera à maintenir les progrès réalisés et à engager d'autres réformes en vue d'assurer une amélioration continue de l'environnement des affaires au Bénin. Les principales mesures d'ordre général prévues portent sur :

l'amélioration de la qualité de gestion des processus de délivrance du permis de construire et des titres de propriété ;

- la mise en œuvre de mesures visant à assurer un avantage de compétitivité au Port de Cotonou (amélioration de la qualité des procédures, réduction des coûts et délais des formalités) ;
- le suivi de l'application effective des dispositions de la loi de modernisation de la justice pour assurer la qualité et la célérité dans les décisions de justice en matière commerciale ;
- la prise d'actions visant à faire corriger, au niveau de la législation Communautaire, les dispositions présentant des insuffisances par rapport aux meilleures pratiques internationales en matière de promotion du climat des affaires ;
- la poursuite de l'usage des outils numériques pour optimiser les processus de délivrance de services publics aux opérateurs économiques.

En dehors de ces mesures, le gouvernement adoptera **une politique volontariste d'accompagnement des investisseurs** dans les différents secteurs de l'économie nationale.

Divers instruments seront utilisés à travers les institutions d'appui au secteur privé avec la possibilité de mise en place par l'Etat de fonds d'investissement pour répondre à des besoins spécifiques.

Dans le secteur Agricole, les investisseurs auront la possibilité de saisir les opportunités et facilités liées au développement des zones économiques spéciales et l'aménagement de domaines pour de grandes cultures.

En ce qui concerne le secteur de l'énergie, les producteurs indépendants d'énergie (IPPs) bénéficieront d'avantages fiscaux dérogatoires pour leurs investissements.

Renforcer l'infrastructure

Pendant son quinquennat, le gouvernement a procédé à :

- la modernisation et la densification du réseau routier pour un linéaire total de 2308km.

with a view to improving the business climate in Benin.

The government will work to maintain the progress made and initiate other reforms to ensure a continuous improvement of the business environment in Benin. The main general measures planned relate to :

improving the quality of management of the building permit and property title issuance process;

- the implementation of measures aimed at ensuring more competitiveness at the Port of Cotonou (improvement of the quality of procedures, reduction of costs and delays in formalities);
- monitoring the effective application of the provisions of the law on the modernization of justice to ensure the quality and speed of court decisions in commercial matters;
- the taking of actions aimed at correcting, at the level of Community legislation, the provisions showing deficiencies in relation to international best practices in terms of promoting the business climate;
- the continued use of digital tools to optimize the process of delivering public services to economic operators.

Apart from these measures, the government will adopt a **proactive policy of supporting investors** in the various sectors of the national economy.

Different instruments will be used through institutions supporting the private sector with the possibility of the establishment by the State of investment funds to meet specific needs.

In the agricultural sector, investors will have the opportunity to seize the opportunities and facilities linked to the development of special economic zones and the development of areas for major crops.

As far as the energy sector is concerned, independent energy producers (IPPs) will benefit from exceptional tax advantages for their investments.

Strengthening infrastructure

During its five-year term, the government proceeded to:

- modernization and densification of the road network for a total length of 2308km.

- la réhabilitation et la mise aux normes internationales de l'Aéroport international Cardinal Bernadin Gantin de Cadjéhoun
- la mise en gestion délégée du Port Autonome de Cotonou avec pour effets induits, une amélioration sensible de ses performances et de la qualité des prestations pour les opérateurs et usagers; ainsi que l'acquisition de nouveaux équipements.
- le gouvernement envisage les années à venir la mise en œuvre de plusieurs actions dont principalement
- la modernisation et l'extension du réseau routier national sur 1 362 km
- la construction du nouvel aéroport international de Glo-Djigbé
- la poursuite de la modernisation des infrastructures du secteur portuaire
- la construction du Centre des Affaires Maritimes.

Nouveaux projets - en construction et en pipeline

Le Projet de Pipeline Export Niger-Bénin (PENB) vise la construction d'un système de transport par canalisation pour évacuer le pétrole brut produit au Niger vers le marché international via le territoire national.

D'une longueur totale de 1980 km dont 675 km sur le territoire national, la section béninoise du pipeline formera avec la section nigérienne, un système de pipeline intégré partant du Niger et traversant le territoire béninois jusqu'à la côte du Bénin dans la commune de Sèmè-Kpodji, qui sera utilisé pour le transport de pétrole brut en vue de l'acheminement vers les marchés internationaux.

Le pipeline traversera les départements de l'Alibori, du Borgou, des Collines, du Plateau et de l'Ouémé, dix-sept (17) communes et cent cinquante-deux (152) villes et villages.

La construction du pipeline est financée par le producteur chinois China National Petroleum Company (CNPC), qui exploite plusieurs gisements d'huile dans le bassin pétrolier d'Agadem. Pour l'acheminement du pétrole nigérien vers le marché international, l'Etat béninois empochera des frais de transit annuels d'environ 25 millions d'euros.

L'infrastructure sera probablement achevé au cours de l'année 2023. Par ailleurs, les parties prenantes envisagent également, pendant sa réalisation, de construire des salles de classe et des centres de santé dans les 17 communes et 152 villages traversés par l'oléoduc.

- the rehabilitation and upgrading to international standards of the Cardinal Bernadin Gantin International Airport in Cadjéhoun
- the delegated management of the Autonomous Port of Cotonou with the induced effects of a significant improvement in its performance and the quality of services for operators and users; as well as the acquisition of new equipment.
- the government plans to implement several actions over the coming years, mainly:
- modernization and extension of the national road network over 1,362 km.
- construction of the new Glo-Djigbé international airport
- Continued modernization of infrastructure in the port sector
- construction of the Maritime Affairs Center.

New projects – Under construction and in pipeline

The Niger-Benin Export Pipeline Project (NBEP) aims to build a pipeline transport system to evacuate crude oil produced in Niger to the international market via the national territory.

With a total length of 1980 km, including 675 km on the national territory, the Benin section of the pipeline will form with the Nigerien section, an integrated pipeline system starting from Niger and crossing the Beninese territory to the coast of Benin in the municipality of Sèmè-Kpodji, which will be used to transport crude oil for transport to international markets

The pipeline will cross the departments of Alibori, Borgou, Collines, Plateau and Ouémé, seventeen (17) communes and one hundred and fifty-two (152) towns and villages.

Construction of the pipeline is being funded by Chinese producer China National Petroleum Company (CNPC), which operates several oil fields in the Agadem oil basin. For the transport of Nigerien oil to the international market, the State of Benin will pocket annual transit fees of around 25 million euros.

The infrastructure will probably be completed in the year 2023. In addition, the stakeholders are also considering, during its completion, to build classrooms and health centers in the 17 municipalities and 152 villages crossed by the pipeline.

SECTION 1.4 : ENVIRONNEMENT ET ECOLOGIE

A Propos de l'Agence Béninoise de l'Environnement (ABE)

Le Bénin dispose d'un Bénin d'un Etablissement public caractère scientifique dénommé Agence Béninoise pour l'Environnement régie par les dispositions de la loi n°94-009 du 28 juillet 1994 portant création, organisation et fonctionnement des Offices à caractères social, culturel et scientifique.

L'Agence Béninoise pour l'Environnement est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est placée sous tutelle du Ministre en charge de l'Environnement.

L'Agence Béninoise pour l'Environnement est dotée du siège social de l'Agence Béninoise pour l'Environnement est fixé à Cotonou. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national sur décision du Conseil d'Administration approuvée par le Conseil des Ministres.

La durée de vie de l'Agence Béninoise pour l'Environnement est de 99 ans, sauf cas de dissolution décidée par le Conseil des Ministres saisi par le Ministre en charge de l'Environnement.

Dans le cadre de l'application de la politique gouvernementale en matière d'environnement, l'ABE a pour mission de concevoir, développer, appliquer, déployer des solutions fiables et adaptées aux problèmes environnementaux auxquels fait face le Bénin, dans leur diversité et leur dynamique, et d'en assurer le suivi et le contrôle de qualité, en collaboration et en synergie d'action avec tous les acteurs de la vie socio-économique et culturelle du pays et de la sous région.

Lois et règlements sur l'environnement

La réglementation en matière de déchets



SECTION 1.4 : ENVIRONMENT & ECOLOGY

About Agence Béninoise de l'Environnement (ABE)

The Beninese Environment Agency has legal personality and financial autonomy. It is placed under the supervision of the Minister in charge of the Environment.

The Beninese Environment Agency has legal personality and financial autonomy. It is placed under the supervision of the Minister in charge of the Environment.

The Beninese Environment Agency has the head office of the Beninese Environment Agency which is located in Cotonou. It can be transferred to any other place in the national territory by decision of the Board of Directors approved by the Council of Ministers.

The lifespan of the Benin Environment Agency is 99 years, except in the event of dissolution decided by the Council of Ministers referred to by the Minister in charge of the Environment.

As part of the application of government policy on the environment, the ABE's mission is to design, develop, apply, deploy reliable solutions adapted to the environmental problems facing Benin, in their diversity and their dynamic, and to ensure its monitoring and quality control, in collaboration and in synergy of action with all the actors of the socio-economic and cultural life of the country and the sub-region.

Environmental Law, Acts &

The waste regulation

La gestion des déchets solides ménagers dans le Grand Nokoué est conçue autour de l'état de la voirie et prend en compte les principaux maillons : pré collecte, collecte et transport, tri-valorisation et enfouissement d'environ 500 000 tonnes de déchets à collecter chaque année. Au total, 611 519 ménages pour une population estimée à plus de 2,3 millions bénéficieront du service de gestion des déchets solides.

Le traitement des déchets

Selon l'article 9 du décret N°2003-332 du 27 Août 2003, toute personne physique ou morale qui produit ou détient des déchets est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion dans des conditions propres à limiter les effets négatifs sur les eaux, l'air, le sol, la faune, la flore, à éviter les incommodités dues au bruit ou aux odeurs et d'une façon générale, à ne porter atteinte ni à l'environnement, ni à la santé de l'homme.

Ainsi, toute personne physique ou morale publique ou privée qui produit, transporte ou élimine des déchets pouvant, soit en l'état, soit lors de leur élimination, causer des nuisances telles que celles qui sont mentionnées ci-dessus doit fournir, sur demande, des indications au Ministre chargé de l'environnement et aux autorités administratives compétentes.

Alors, les entreprises désireuses d'effectuer des opérations d'élimination de déchets doivent obtenir une autorisation du Ministre chargé de l'environnement, après avis de la commune d'accueil.

L'autorisation est assortie de prescriptions destinées à assurer le respect des dispositions du décret N°2003-332 du 27 Août 2003 et de la réglementation en vigueur au Bénin. Ces prescriptions portent sur :

- les types et les quantités de déchets ;
- les prescriptions techniques ;
- les dispositions sécuritaires et d'urgence ;
- le site de gestion des déchets ;
- la méthode de traitement ;
- les conditions jugées indispensables pour la protection des intérêts mentionnés à l'article 9 du décret N°2003-332 du 27 Août 2003;
- les modalités de remise en état;
- les mesures de contrôle et de surveillance.

Les autorisations peuvent être accordées pour une durée déterminée. Elles sont renouvelables après enquête publique effectuée par la commune et assorties de conditions et d'obligations.

The management of solid household waste in Grand Nokoué is designed around the state of the road system and considers the main links: pre-collection, collection and transport, sorting-recovery and burial of around 500,000 tons of waste to be collected each year. A total of 611,519 households for an estimated population of over 2.3 million will benefit from the solid waste management service.

Waste treatment

According to Article 9 of Decree No. 2003-332 of August 27, 2003, any natural or legal person who produces or holds waste is required to ensure or have it managed under conditions capable of limiting the effects. negative on water, air, soil, fauna, flora, to avoid inconvenience due to noise or odors and in general, not to harm either the environment or the health of the man.

Thus, any natural or public or private legal person who produces, transports or eliminates waste which may, either as it is or during its elimination, cause nuisances such as those mentioned above must provide, on request, information to the Minister responsible for the environment and to the competent administrative authorities.

Therefore, companies wishing to carry out waste disposal operations must obtain an authorization from the Minister responsible for the environment, after consulting the host municipality.

The authorization is accompanied by prescriptions intended to ensure compliance with the provisions of Decree No. 2003-332 of August 27, 2003 and the regulations in force in Benin. These prescriptions relate to :

- the types and quantities of waste;
- the technical requirements;
- security and emergency arrangements;
- the waste management site;
- the treatment method;
- the conditions deemed essential for the protection of the interests mentioned in Article 9 of Decree No. 2003-332 of August 27, 2003;
- the restoration methods;
- control and surveillance measures.

Authorizations can be granted for a fixed period. They are renewable after a public inquiry carried out by the municipality and accompanied by conditions and obligations.

Peuvent être dispensés de l'autorisation :

- les établissements ou entreprises assurant eux-mêmes l'élimination de leurs propres déchets ;
- les établissements ou entreprises qui valorisent des déchets.

Cette exemption ne peut s'appliquer que si les types ou les quantités de déchets et les modes d'élimination ou de valorisation sont tels que les conditions de l'article 9 du décret N°2003-332 du 27 Août 2003 sont respectées.

Tout exploitant des installations visées plus haut, tient un registre indiquant :

- d'une part, la quantité, la nature, l'origine et le cas échéant, la destination, la fréquence de collecte, le moyen de transport, le mode de traitement des déchets, d'élimination ou de valorisation des déchets;
- d'autre part, toute modification apportée à l'installation ou aux opérations qui y sont effectuées.

Liste des différentes catégories de déchets :

- Résidus de production ou de consommation non spécifiés ;
- produits hors normes ;
- produits périmés ;
- matières accidentellement déversées, perdues ou ayant subi tout autre incident, y compris toute matière, équipement, etc. contaminé par suite de l'incident en question;
- matières contaminées ou souillées par suite d'activités volontaires (par exemple, résidus d'opération de nettoyage, matériaux d'emballage, conteneurs, etc.) ;
- éléments inutilisables (par exemple, batterie hors d'usage, catalyseurs épuisés etc.) ;
- substances devenues impropre à l'utilisation (par exemple acides contaminés, solvants contaminés, sels de trempe épuisés etc.) ;
- résidus de procédés industriels (par exemple scories, culots de distillations, etc.) ;
- résidus de procédés anti-pollution (par exemple boues de lavage de gaz, poussière de filtre à air, filtres usés, etc.) ;
- résidus d'usinage/façonnage (par exemple, copeaux de tournage ou fraisage etc.);
- résidus d'extraction et de préparation des matières premières (par exemple résidus d'exploitation minière ou pétrolière);
- matières contaminées (par exemple, huile souillée par les PCBs, etc.) ;

The following may be exempted from the authorization:

- establishments or companies themselves ensuring the disposal of their own waste;
- establishments or companies that recover waste.

This exemption can only apply if the types or quantities of waste and the methods of elimination or recovery are such that the conditions of article 9 of decree No. 2003-332 of August 27, 2003 are met.

Any operator of the facilities referred to above shall keep a register indicating:

- on the one hand, the quantity, nature, l'origin and, if applicable, destination, frequency of collection, means of transport, method of waste treatment, waste disposal or recovery ;
- on the other hand, any modification made to the installation or to the operations carried out there.

List of the different type of waste:

- Unspecified production or consumption residues;
- non-standard products;
- expired products;
- material accidentally spilled, lost or otherwise affected, including any material, equipment, etc. contaminated as a result of the incident in question;
- materials contaminated or soiled as a result of intentional activities (e.g residues from cleaning operations, packaging materials, containers, etc.);
- unusable elements (e.g. dead battery, exhausted catalysts etc.);
- substances which have become unsuitable for use (for example contaminated acids, contaminated solvents, spent quenching salts etc.);
- residues from industrial processes (for example slag, still bottoms, etc.);
- residues from anti-pollution processes (for example gas scrubbing sludge, air filter dust, used filters, etc.);
- machining / shaping residues (for example chips from turning or milling etc.);
- residues from extraction and preparation of raw materials (for example mining or petroleum residues);
- contaminated materials (for example oil contaminated with PCBs, etc.);

- toute matière, substance ou produit dont l'utilisation est juridiquement interdite;
- produits qui n'ont pas ou n'ont plus d'utilisation pour le détenteur (par exemple, articles mis au rebus par l'agriculture, les ménages, les bureaux, les magasins, les ateliers etc.);
- matières, substances ou produits contaminés provenant d'activités de remise en état de terrains;
- tout déchet qui n'est pas couvert par les catégories ci-dessus.

Les opérations d'élimination des déchets:

- Déversement sur ou dans le sol (par exemple, mise en lieu d'enfouissement sanitaire (I.e.s.) etc.
- traitement en milieu terrestre (par exemple, biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols etc.)
- injection en profondeur (par exemple, injection des déchets pompables dans les puits, des dômes de sel ou des failles géologiques naturelles etc.)
- mise en lieu d'enfouissement sanitaire (LES.) (par exemple, placement dans les alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement etc.)
- rejet de déchets solides dans le milieu aquatique sauf l'immersion ;
- immersion y compris enfouissement dans le sous-sol marin ;
- traitement biologique non spécifié ailleurs que dans cette annexe aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon les procédés énumérés à la présente annexe ;
- traitement physico-chimique non spécifié ailleurs que dans cette annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon les procédés énumérés à la présente annexe (par exemple : évaporation, séchage, calcination etc.)
- incinération à terre ;
- incinération en mer.

La valorisation des déchets

Les possibilités de valorisation des déchets :

- utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie ;
- récupération ou régénération des solvants ;
- recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques ;

- any material, substance or product the use of which is legally prohibited;
- products which have no or no longer use for the holder (for example, articles discarded by agriculture, households, offices, stores, workshops etc.)
- contaminated materials, substances or products from land reclamation activities;
- any waste that is not covered by the above categories.

Waste disposal operations:

- Spill on or in the ground (for example, placing in sanitary landfill (I.e.s.) etc.)
- treatment in a terrestrial environment (for example biodegradation of liquid waste or sludge in soils etc.)
- deep injection (for example injection of pumpable wastes into wells, salt domes or natural geological faults etc.)
- placement of sanitary landfill (for example, placement in separate sealed cells, covered and isolated from each other and from the environment, etc.)
- release of solid waste into the aquatic environment except l'immersion;
- immersion including burial in the seabed;
- biological treatment not specified elsewhere than in this annex resulting in compounds or mixtures which are eliminated according to the processes listed in this annex;
- physico-chemical treatment not specified elsewhere than in this annex, resulting in compounds or mixtures which are eliminated according to the processes listed in this annex (for example: evaporation, drying, calcination etc.)
- incineration on land;
- incineration at sea.

Waste recovery

The possibilities of waste recovery:

- mainly used as fuel or other means of generating energy;
- recovery or regeneration of solvents;
- recycling or recovery of metals and metal compounds;

- recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques ;
- régénération des acides ou des bases ;
- récupération des produits servant à capter des polluants ;
- récupération des produits provenant des catalyseurs ;
- régénération et autres réemplois des huiles ;
- épandage sur le sol au profit de l' agriculture ou de l'écologie incluant les opérations de compostage et autres transformations biologiques.

Les sanctions

N°	Infractions	Sanctions
1	La réalisation et/ou l'exploitation de sites de déchets non autorisés	Une amende de cinq cent mille (500.000) à cinq millions (5.000.000) de francs pour les établissements de la classe 2 et de cinq millions (5.000.000) à vingt-cinq millions (25.000.000) de francs pour ceux de la classe 1. En cas de récidive, la peine est portée au double
2	L'inobservance de la formalité d'affichage des références du permis d'exploitation du site des déchets ;	
3	Le refus de l'accès du site à une équipe d'inspection ou de contrôle ;	
4	La poursuite des travaux au mépris de l'arrêt ordonné par le Ministre chargé de l'environnement ;	
5	La non-conformité des ouvrages avec le permis d'exploitation du site de déchets ;	
6	Le non-respect du délai prescrit pour la mise en conformité des ouvrages avec le permis d'exploitation du site de déchets ;	
7	La non-communication à l'autorité compétente de tout changement préjudiciable au milieu ou de tout danger dont le promoteur a connaissance ;	
8	La non-tenue du registre d'information sur les opérations d'élimination des déchets par les entreprises autorisées.	

- recycling or recovery of other inorganic materials;
- regeneration of acids or bases;
- recovery of products used to capture pollutants;
- recovery of products from catalysts;
- regeneration and other reuse of oils;
- spreading on the ground for the benefit of agriculture or ecology including composting operations and other biological transformations.

Punishments

N°	Offenses	Punishments
1	Construction and / or operation of unauthorized waste sites	A fine of five hundred thousand (500,000) to five million (5,000,000) XOF for class 2 establishments and of five million (5,000,000) to twenty-five million (25,000,000) XOF for those of class 1. In the event of a repeat offense, the penalty is doubled
2	Non-compliance with the display formality of the references of the waste site operating permit;	
3	Denial of access to the site to an inspection or control team;	
4	The continuation of the works in defiance of the judgment ordered by the Minister in charge of the environment;	
5	Non-compliance of structures with the waste site operating permit;	
6	Failure to comply with the prescribed deadline for bringing the structures into conformity with the waste site operating permit;	
7	Failure to notify the competent authority of any detrimental change to the environment or any danger of which the promoter is aware;	
8	Failure to keep the information register on waste disposal operations by authorized companies	

Responsabilité sociale des entreprises

La création de la Zone Industrielle de Glo-Djigbé est considérée par l'Etat comme un enjeu stratégique en termes de développement économique et pour favoriser la croissance de l'industrialisation du pays afin de devenir un modèle de référence dans les pays de la sous-région et en Afrique.

Un code de conduite « **environnement, santé et sécurité** » a été élaboré à destination des Unités qui s'implantent dans la Zone afin qu'elles répondent individuellement et collectivement aux meilleurs standards en matière sociale, d'hygiène et de santé, de sécurité et en matière environnementale

SIPI-Bénin souhaite s'assurer que les lieux de travail sont sains et sûrs pour tous les employés, sous-traitants et visiteurs. L'objectif est d'instaurer une « culture du zéro dommage » en atténuant autant que possible les risques susceptibles de causer des blessures ou des maladies et de bâtir des communautés plus inclusives et durables grâce aux employés, aux produits et aux partenariats.

SIPI-Bénin souhaite promouvoir la durabilité et minimiser l'empreinte environnementale en améliorant l'efficacité opérationnelle dans un cadre respectueux de l'environnement et dans la préservation du patrimoine pour les générations futures.

Le code de conduite « **environnement, santé et sécurité** » décrit les normes minimales de comportement éthique et responsable que devront respectées les Unités développant leurs activités dans la Zone. Ces normes sont conformes à la culture d'entreprise de SIPI-Bénin et doivent aider les investisseurs à mener leurs activités de manière écologiquement durable et à atteindre le « Zéro dommage » grâce à un environnement de travail sûr.

Il permet de garantir que toutes les activités sont menées de manière éthique et durable tout en créant une valeur ajoutée pour les entreprises et les produits qui y sont fabriqués. Ces exigences vont au-delà des exigences légales nationales, de la législation, des règlements, des directives applicables au Bénin (qui se doivent d'être respectés) afin de répondre aux meilleures pratiques industrielles et aux normes internationales.

Ces exigences sont impératives et seront imposées à toute Unité qui détient un droit de toute nature, pour quelque raison que ce soit, au sein de la Zone.

Les Unités sont invitées à se rapprocher de SIPI-Bénin pour obtenir la copie complète code de conduite « **environnement, santé et sécurité** » et de le communiquer à leurs dirigeants, employés, fournisseurs et sous-traitants.

Corporate social responsibilities

The creation of the Glo-Djigbé Industrial Zone is considered by the State as a strategic issue in terms of economic development and to promote the growth of the industrialization of the country in order to become a reference model in the countries of the sub-region. and in Africa.

An "environment, health and safety" code of conduct has been drawn up for Units located in the Zone so that they respond individually and collectively to the best standards in social, hygiene and health, safety and environmental matters

SIPI-Benin wants to ensure that workplaces are healthy and safe for all employees, contractors and visitors. The goal is to instill a "zero harm culture" by mitigating as much as possible the risks that can cause injury or illness and to build more inclusive and sustainable communities through people, products and partnerships.

SIPI-Benin wishes to promote sustainability and minimize the environmental footprint by improving operational efficiency in an environmentally friendly framework and in preserving heritage for future generations.

The “environment, health and safety” code of conduct describes the minimum standards of ethical and responsible behavior that the Units developing their activities in the Zone must respect. These standards are in line with the corporate culture of SIPI-Benin and should help investors to conduct their activities in an environmentally sustainable manner and achieve "Zero damage" through a safe working environment.

It helps to ensure that all activities are carried out in an ethical and sustainable manner while creating added value for the companies and the products produced there. These requirements go beyond national legal requirements, legislation, regulations, directives applicable in Benin (which must be respected) in order to meet best industrial practices and international standards.

These requirements are imperative and will be imposed to any Unit which holds a right of any kind, for whatever reason, within the Zone.

The Units are invited to contact SIPI-Benin to obtain the complete copy of the “**environment, health and safety**” code of conduct and to communicate it to their managers, employees, suppliers and subcontractors.

SECTION 2 : POURQUOI INVESTIR AU BENIN

SECTION 2.1 : OPPORTUNITES D'AFFAIRES

Abondance de matières premières

Beaucoup de matières premières sont cultivées au Bénin. Ils sont répartis comme suit:

Lieux/ Locations	Villes/ Cities under locations	Types de récoltes/ Type of crops
Niger Valley	Malanville et karimama	Riz / Rice
Alibori Borgou	Kandi, Banikoara, Ségbana, Gogounou, Kouandé, Kérrou, Et Péhunco, Sinendé, Kalalé, Bembérèkè	Coton, Maïs / Cotton, Corn
Atacora	Tanguiéta, Matéri, Cobly, Boukoumbé, Toucountouna and Natitingou	Coton, Riz, Maïs / Cotton, Rice, Corn
Borgou Donga Collines	Tchaorou, Parakou, N'dali, Nikki, Pèrèrè, Djidja, Savalou, Bantè, Dassa-Zoumè, Glazoué, Savè, Ouèssè, Djougou, Ouaké, Bassila, Copargo	Coton, Acajou, Maïs, Soja / Cotton, Cashew, Corn, Soybean
Zou-Coufo	Covè, Zangnanado, Ouinhi, Za-Kpota, Zogbodomey, Bohicon, Abomey, Agbangnizoun, Dogbo, Aplahoué, Toviklin, Lalo, Kloiékanmè, Et Djakotomè	Huile de palme, Riz, Maïs / Palm Oil, Rice, Corn
Plateau	Pobè Kétou, Sakété, Adja-Ouérè, Ifangni	Huile de palme, Riz, Maïs / Palm Oil, Rice, Corn
Ouémé Atlantique Mono	Avrankou, Adjara, Akpo-Missété, Porto-Novo Et Sèmè-Podji; Aguégués, Adjohoun, Bonou Et Dangbo; Zè, Allada, Toffo, Abomey-Calavi, So-Ava, Kpomassè, Tori-Bossito, Ouidah, Cotonou, Athié, Bopa, Comè, Lokossa, Grand-Popo Et Houeyogbé	Ananas, Maïs / Pineapple and Corn

PROPOSITION D'EMPLACEMENTS POTENTIELS POUR LES CENTRES DE COLLECTE/ PROPOSAL OF POTENTIAL COLLECTION CENTER'S LOCATIONS

Ville/ City	Terrain / Area	Population	Produits agricoles / Agroproducts	Marchandises / Modern Commodities	Distance de Glo-Djigbé / Distance from Glo-Djigbé
Malanville	3016 km ²	168.641	Rice	Hotels, restaurants, gas station, Bank, gym, night-club	742 km
Kandi	3421 km ²	179.290	Cotton, Corn		628 km
Bembereke	3348 km ²	131.256			520 km
Tanguiéta	5465 km ²	74.675	Cotton, Corn, Rice, Cashew		587 km
Natitingou	3045 km ²	103.843			536 km
Parakou	441 km ²	255.478	Cotton, Corn,		414 km
Nikki	3171 km ²	151.232	Cassava, yam,		601 km
Dassa	1711 km ²	112.122	Cashew, Soy		202 km
Savalou	2674 km ²	144.549			232 km
Djougou	3966 km ²	267.812			459 km
Bohicon	139 km ²	171.781			125 km

Aplahoué	2404 km ²	171.109	Palm Oil, Corn, Rice,		145 km
Pobè	400 km ²	123.677	Palm Oil, Corn, Rice,		102 km
Ifangni	242 km ²	113.749	Rice, Cassava		66 km
Porto-Novo	110 km ²	264.320	Pineapple, Corn, Cassava		42 km
Allada	381 km ²	127.512			51 km

Secteur agro-industriel

Entre 2016 et 2021, le Bénin a amorcé la modernisation de son agriculture pour accroître aussi bien ses rendements que sa contribution à la création de la richesse nationale et de l'emploi. Les récoltes des cultures de rente destinées à l'exportation comme des vivriers sont en constante amélioration.

Ainsi le Bénin est devenu, depuis la campagne 2018-2019, le premier producteur de coton en Afrique. La production a atteint 715.000 T pour la campagne 2019-2020. En ce qui concerne les cultures vivrières, le Bénin s'est distingué comme 2ème producteur dans l'espace UEMOA en 2019.

Des investissements massifs de l'ordre de 600 milliards de FCFA ont été faits au cours du quinquennat pour soutenir le secteur. Ceci a contribué aux très bonnes performances de la production des filières à haute valeur ajoutée (ananas, anacarde, maraîchage), des filières conventionnelles (maïs, riz, manioc), des filières animales et halieutiques ainsi que des cultures dites émergentes (soja, karité).

Agro - Processing Sector

Between 2016 and 2021, Benin began to modernize its agriculture to increase both its yields and its contribution to the creation of national wealth and employment. The harvests of cash crops for export as well as food crops are constantly improving.

Thus, Benin has become, since the 2018-2019 campaign, the leading cotton producer in Africa. Production reached 715,000 T for the 2019-2020 campaign. Regarding food crops, Benin stood out as the 2nd producer in the UEMOA space in 2019.

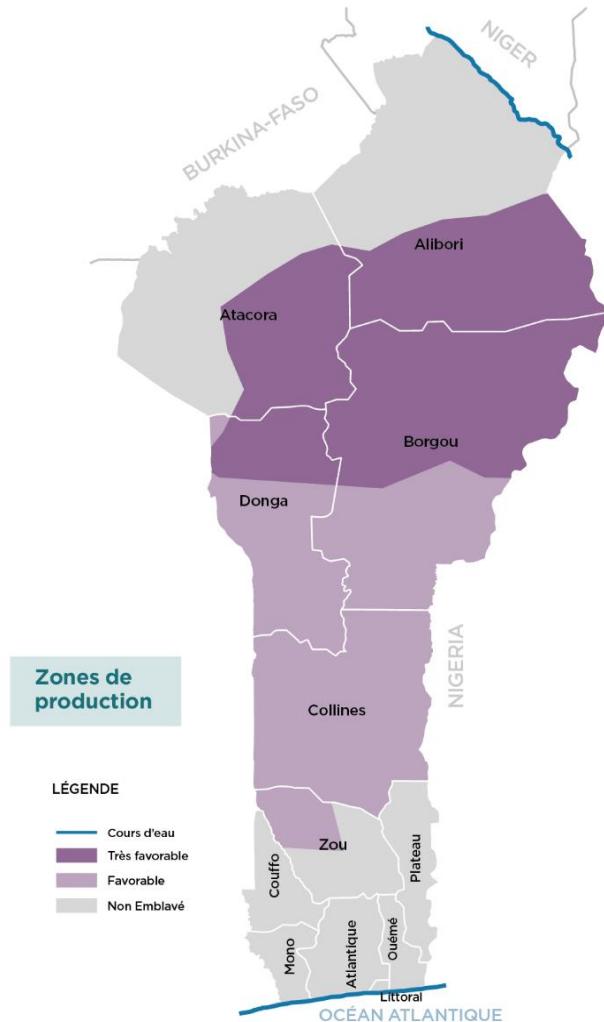
Massive investments of around 600 billion FCFA were made during the five-year term to support the sector. This has contributed to good performance of the production of high added value sectors (pineapple, cashew, market gardening), conventional sectors (maize, rice, cassava), animal and fishery sectors as well as so-called emerging crops (soybeans, shea nuts).







Le coton



La filière

DONNÉES DE PRODUCTION

- Production 2019 : 714 714 tonnes de coton fibre (ou coton graine)
- Récolte manuelle et sans préparation
- Longueur moyenne : 1,125 pouce
- Résistance : 32 g/tex
- Micronaire : entre 3,8 et 4,2
- Uniformité : 80% en moyenne
- 1^{er} produit d'exportation du Bénin
- 60% du tissu industriel du Bénin : 18 usines d'égrenage, 5 unités textiles, 3 usines de trituration des graines de coton et une usine de fabrication de coton hydrophile
- Zones de culture : les départements de l'Alibori sud, Atacora est, Borgou, Collines, Zou nord-ouest et Donga

DONNÉES DU MARCHÉ

- Pourcentage actuel de coton transformé en fibre :** 100 %
- Marché local :** 1%
- Exportation :** 99%
- Contribution au PIB national :** 13%

Contact : APIEx (Agence de Promotion des Investissements et des Exportations)
01 BP 5160 Cotonou (Bénin)
Tél. + (+229) 21 31 86 50 / contact@apiex.bj
www.apiex.bj

Principaux acteurs du secteur

L'Association Interprofessionnelle du Coton (AIC) :

- Conseil National des Producteurs de Coton (CNPC)
- Conseil National des Importateurs et Distributeurs d'Intrants Agricoles (CNIDIC)
- Conseil National des Egreneurs de Coton (CNEC)



COTON/ COTTON

Localisation de la ferme agricole / Location of the Agro- Farm	Quantité de production/ Production Qty	Superficie cultivée actuellement / Area under Current Cultivation
	Tonnes métriques / Metric tonnes	HA
Boukoumbé	3710	5142
Cobly	13259	16110
Kérou	51322	44806
Kouandé	12307	14534
Matéri	11074	14901
Natitingou	529	654
Péhunco	9583	11273
Tanguiéta	7872	10538
Toucountouna	2924	3705
Bassila	1563	1162
Copargo	2004	2150
Djougou	10676	8915
Ouaké	1436	1456
Bembèrèkè	29637	
Kalalé	32144	38804
N'Dali	14972	13558
Nikki	14511	14574
Parakou	1467	1077
Pèrèrè	3446	3049
Sinendé	35494	32503
Tchaourou	1666	1527
Banikoara	162785	131064
Gogounou	41939	41913
Kandi	78755	69852
Karimama	1836	2102
Malanville	18442	18789
Ségbana	18532	20672
Abomey	1720	2759
Agbangnizoun	273	460
Bohicon	820	921
Covè	1170	1095
Djidja	21493	24704
Ouinhi	753	854
Zagnanado	2626	2874
Za-Kpota	5028	6294
Zogbodomey	3223	3089
Bantè	934	863
Dassa-Zoumè	10848	8680
Glazoué	7810	5355
Ouèsse	1962	1420
Savalou	15106	14676
Savè	3806	3013
Lokossa	445	269
Aplahoué	8459	14453
Djakotomey	631	830
Dogbo	517	490
Klouékanmè	1949	2017
Lalo	6	22
Toviklin	48	73
Adja-Ouèrè	1061	858
Kétou	2682	2557
Pobé	397	491

Prix d'achat au producteur de coton/ Purchase Price to Cotton Producer

Saison agricole/ Agricultural season	Prix de vente net/ Net Selling Price		Prix de vente net / Gross selling price	
	Première selection/ First selection	Deuxième selection / Second selection	Première selection / First selection	Deuxième selection / Second selection
2015-2016	260	210	275	225
2016-2017	260	210	270	220
2017-2018	260	210	270	220
2018-2019	265	215	280	230
2019-2020	265	215	280	230

Les prix du coton et des noix de cajou sont fixés en fonction de la saison, et le gouvernement s'immisce dans la gestion et la fixation des prix de ces deux produits agricoles. Pour les autres produits, leurs prix sont fixés en fonction des différents marchés et peuvent varier d'une région à l'autre.

Cotton and cashew nuts are priced according to the season, and the government is interfering in the management and pricing of these two agricultural products. For other products, their prices are set according to the different markets and can be varied from one area to another.







L'ananas



La filière

DONNÉES DE PRODUCTION

- Production 2019 : 350 345 tonnes
- 02 variétés sont produites : Pain de sucre (90%) et Cayenne lisse (10%)
- Qualité organoleptique fortement appréciée
- Pain de sucre : labellisé « Made in Benin »
- Produit certifié Fair Trade - Bio et NOP
- Zones de culture : les départements du Mono, Couffo, Atlantique, Littoral, Plateau, Zou et Collines
- 3^{ème} filière porteuse après le coton et l'anacarde

DONNÉES DU MARCHÉ

- Pourcentage de fruits transformés :** 27%
- Marché local :** 25%
- Exportation :** 75%
- Contribution au PIB national :** 1,2%

Principaux acteurs du secteur

Le secteur est organisé autour de l'Association Interprofessionnelle de l'Ananas du Bénin (AIAB) qui regroupe les familles professionnelles suivantes :

- Producteurs d'ananas du Bénin représentés par la Fédération Nationale des Producteurs d'Ananas du Bénin
- Transformateurs d'ananas du Bénin représentés par la Fédération Nationale des Transformateurs d'Ananas du Bénin
- Exportateurs d'ananas représentés par la Fédération Nationale des Exportateurs d'Ananas du Bénin

APIEx (Agence de Promotion des Investissements et des Exportations)

01 BP 5160 Cotonou (Bénin)
Tél. (+229) 21 31 86 50 / contact@apiex.bj

www.apiex.bj



ANANAS/ PINEAPPLE

Localisation de la ferme agricole / Location of the Agro- Farm	Quantité de production/ Production Qty	Superficie cultivée actuellement / Area under Current Cultivation
	Tonnes métriques / Metric tonnes	HA
Abomey-calavi	51 091,66	1 134,00
Allada	50 711,06	1 103,54
Kpomassè	3 894,33	84,59
Ouidah	1 192,14	25,90
Toffo	6 971,10	111,74
Tori-bossito	74 236,71	1 496,92
Bante	882,19	16,91
Dassa-zoume	86,42	1,92
Glazoue	17,28	0,38
Ouesse	1 243,71	31,52
Savalou	51,85	1,15
Savè	659,15	13,84
Aplahoué	7,55	0,16
Djakotomey	15,10	0,33
Dogbo	52,86	1,15
Klouekanmè	45,31	0,98
Toviklin	22,66	0,49
Athiemé	16,05	0,37
Bopa	190,77	3,86
Come	238,45	4,77
Houeyogbe	368,58	11,20
Lokossa	144,41	3,31
Adjara	5,50	0,15
Adjohoun	49,50	1,33
Akpro-misserete	181,48	4,86
Bonou	269,47	7,21
Seme-kpodji	142,99	3,83





L'anacarde

La filière

DONNÉES DE PRODUCTION

- Production 2019 : 130 276 tonnes
- KOR (Kernel Output Ratio) : compris entre 48 et 50
- Grainage : 80 à 90 graines/kg
- Rendement moyen : 300-400 kg/ha
- Superficies emblavées : 250 000 ha
- Zones de culture : les départements du Zou, Collines, Donga, Borgou, Atacora, Alibori
- Nombre de producteurs : environ 200 000

DONNÉES DU MARCHÉ

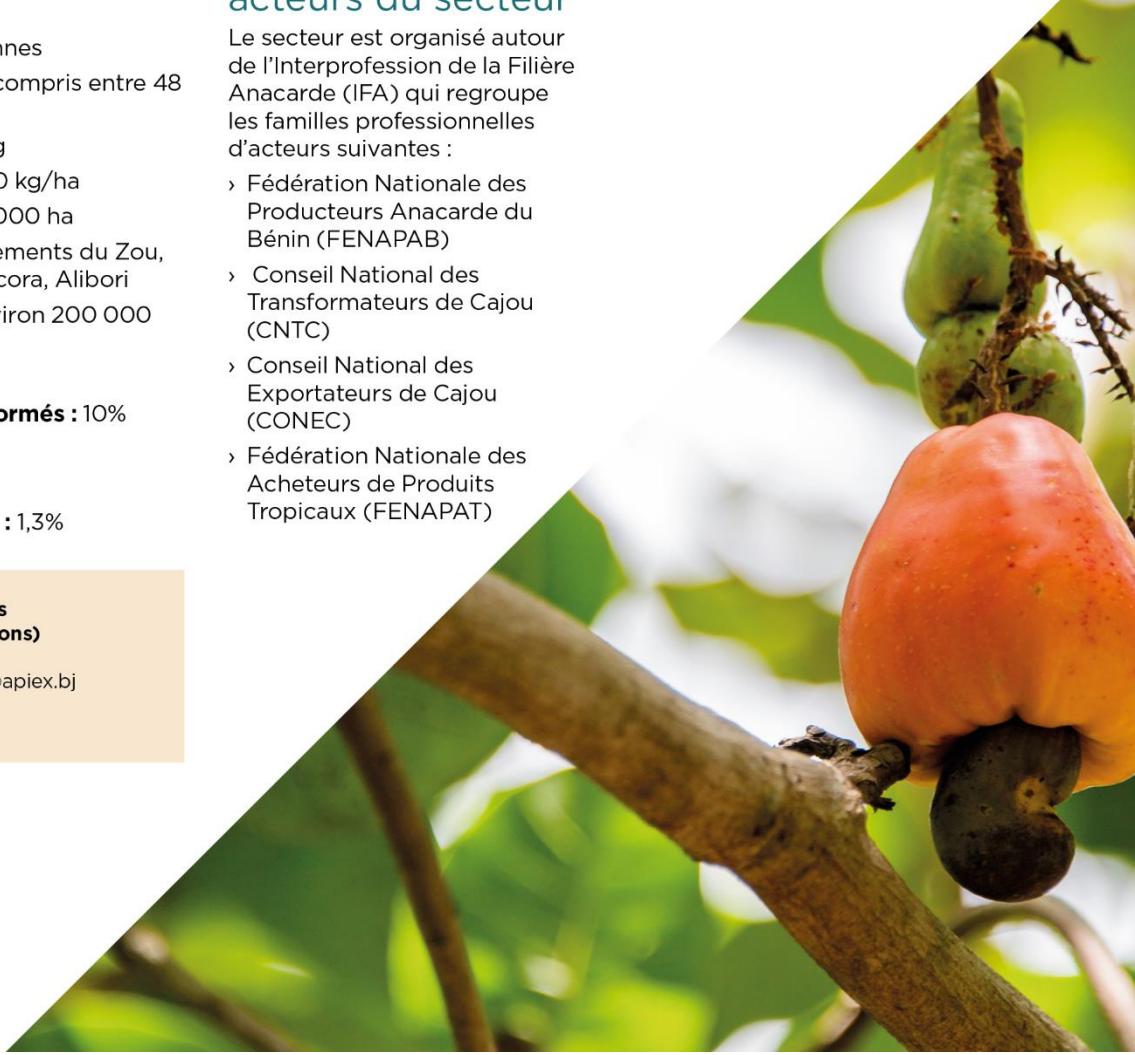
- Pourcentage de fruits transformés : 10%
- Marché local : 16%
- Exportation : 84%
- Contribution au PIB national : 1,3%

APIEx (Agence de Promotion des Investissements et des Exportations)
01 BP 5160 Cotonou (Bénin)
Tél. (+229) 21 31 86 50 / contact@apiex.bj
www.apiex.bj

Principaux acteurs du secteur

Le secteur est organisé autour de l'Interprofession de la Filière Anacarde (IFA) qui regroupe les familles professionnelles d'acteurs suivantes :

- Fédération Nationale des Producteurs Anacarde du Bénin (FENAPAB)
- Conseil National des Transformateurs de Cajou (CNTC)
- Conseil National des Exportateurs de Cajou (CONEC)
- Fédération Nationale des Acheteurs de Produits Tropicaux (FENAPAT)



NOIX DE CAJOU/ CASHEW

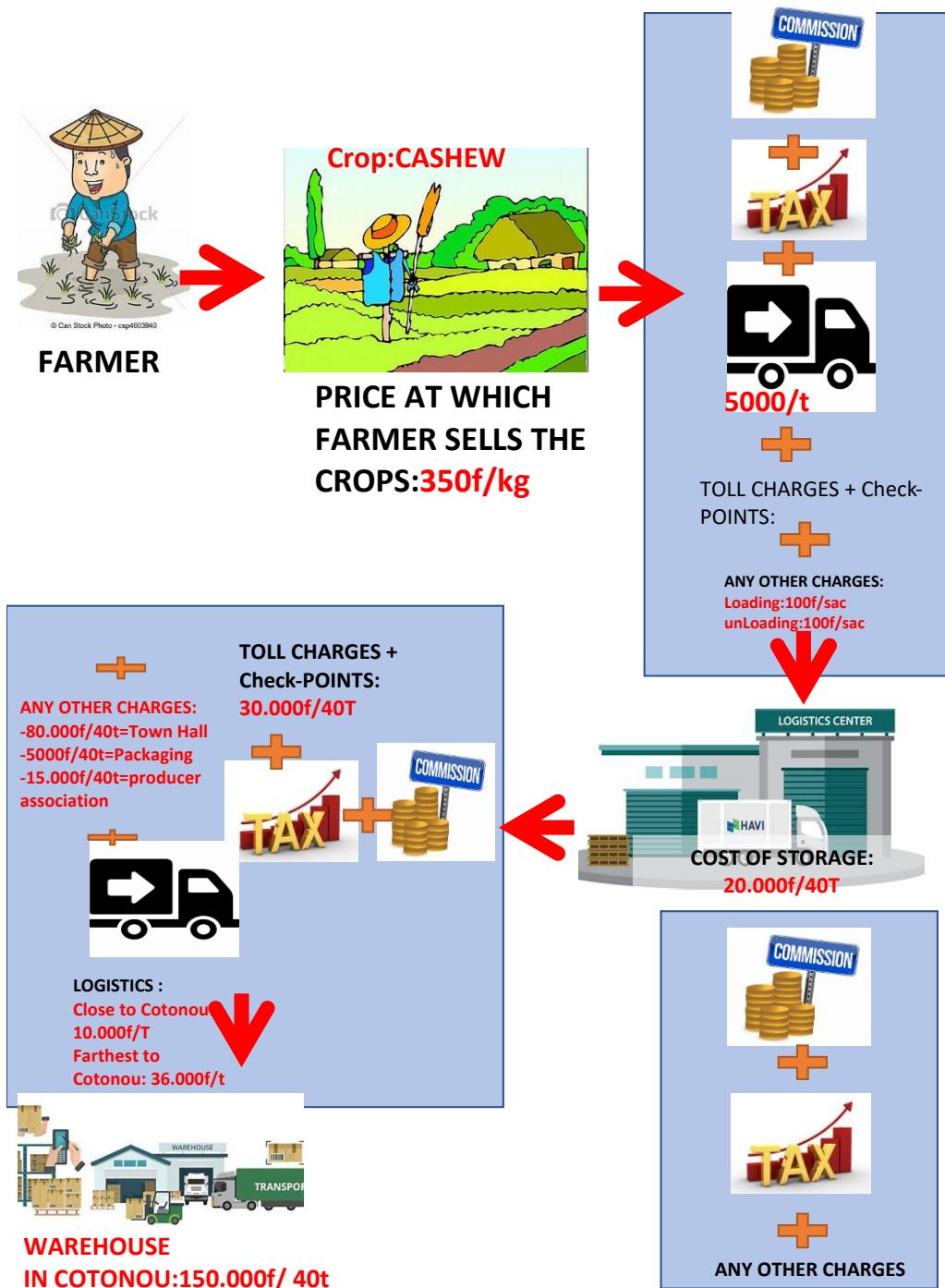
Zones favorables de production / Favorable regions of production

Localisation de la ferme agricole / Location of the Agro- Farm	Quantité de production/ Production Qty	Superficie cultivée actuellement / Area under Current Cultivation
	Tonnes métriques / Metric tonnes	HA
BANIKOARA	95,28	255,2
GOGOUNOU	225,58	457
KANDI	103,92	800,85
KARIMAMA	37,28	46,05
MALANVILLE	91,53	206
SEGBANA	407,65	4980,32
BOUKOUMBE	117,14	720,75
COBLY	66 362	463,75
KEROU	454 876	1681,33
KOUANDE	8038,29	23092,52
MATERI	85 883	368
NATITINGOU	3808,85	6273,33
PEHOUNCO	625 314	2350,64
TANGUIETA	36,76	224,31
TOUCOUNTOUNA	90,58	467,82
BEMBEREKE	2340,75	6664,3
KALALE	558,96	2350,18
N'DALI	2872,65	10236,04
NIKKI	3 318 467	9402,66
PARAKOU	1 270 185	3702,33
PERERE	1 867 142	8762,8
SINENDE	2 121 571	5715
TCHAOUROU	7 468 311	21395,55
BANTE	1900,05	9166,03
DASSA	176436	5843,27
GLAZOUE	6322,35	25022,89
OUESSE	5504,66	16820,48
SAVALOU	11170,2	47693,6
SAVE	3062,59	14046,76
APLAHOUE	58,97	153,73
BASSILA	3433,76	14451,91
COPARGO	2536,73	10826,09
DJOGOU	3690,61	12128,66
OUAKE	432,01	2043,89
ADJA-OUERE	14,43	57,14
KETOU	1248,98	3454,48
SAKETE	0,98	4,25
ABOMEY	410,42	917,75
BOHICON	318,89	668,28
DJIDJA	3149,59	8659,61
ZA-KPOTA	687,83	1640,26
ZANGNANADO	465,73	1325,1

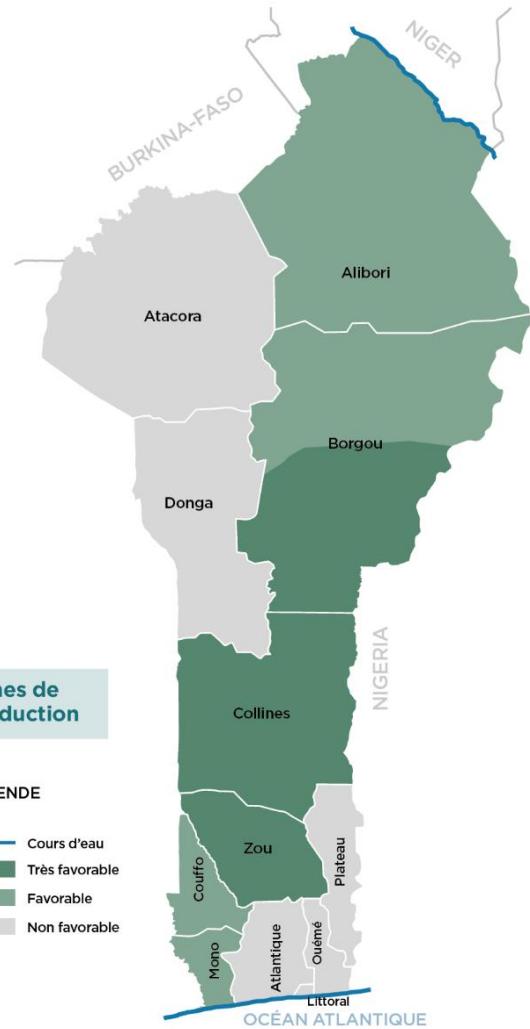
Prix limite de la noix de cajou/ Limit Price Of Cashew Nut

Agricultural season	Limit Price
2015-2016	225
2016-2017	500
2017-2018	650
2018-2019	400
2019-2020	325

LA CHAÎNE DE VALEUR DE LA NOIX DE CAJOU/ CHAIN VALUE OF CASHEW







Le soja

La filière

DONNÉES DE PRODUCTION

- Production 2019 : 257 000 tonnes
- Rendement moyen : 750-800 kg/ha
- Nombre de producteurs individuels : environ 50 000
- Zones de culture : les départements du Mono, Couffo, Zou, Collines, Donga, Borgou, Alibori

DONNÉES DU MARCHÉ

- Pourcentage actuel de produits transformés :**
moins de 10%
- Marché local :** 75%
- Exportation :** 25%

Contact : **APIEx (Agence de Promotion des Investissements et des Exportations)**

01 BP 5160 Cotonou (Bénin)
Tél. + (+229) 21 31 86 50 / contact@apiex.bj

www.apiex.bj

Principaux acteurs du secteur

- Territoire et Développement (ETD), INRAB, FSA/ UAC, CBDIBA, CRADIB, DEDRAS, RAPIDEL, REPFED, SENS Bénin, OBEPAB, l'ONG IFD



SOJA/ SOYBEAN

Localisation de la ferme agricole / Location of the Agro- Farm	Quantité de production/ Production Qty	Superficie cultivée actuellement / Area under Current Cultivation
	Tonnes métriques / Metric tonnes	HA
Boukoumbé	1 341	1 302
Cobly	2 093	1 840
Kérou	12 282	9 452
Kouandé	4 183	3 416
Matéri	1 766	1 530
Natitingou	1 002	973
Péhunco	2 794	2 621
Tanguiéta	2 029	1 672
Toucountouna	1 019	652
Bassila	1 594	1 379
Copargo	270	214
Djougou	3 267	3 173
Ouaké	355	391
Bembèrèkè	7 113	5 728
Kalalé	8 073	6 609
N'Dali	5 337	4 516
Nikki	18 684	15 634
Parakou	821	805
Pèrèrè	19 792	17 838
Sinendé	2 801	2 050
Tchaourou	2 772	2 440
Banikoara	2 182	1 848
Gogounou	1 877	1 603
Kandi	1 641	1 499
Karimama	174	181
Malanville	123	167
Ségbana	7 284	6 517
Abomey	182	203
Agbangnizoun	576	587
Bohicon	312	316
Covè	70	75
Djidja	8 643	8 362
Ouinhi	21	23
Zagnanado	264	267
Za-Kpota	1 612	1 603
Zogbodomey	3 027	2 937
Bantè	395	385
Dassa-Zoumè	12 433	12 133
Glazoué	14 444	13 717
Ouèsse	4 453	4 394
Savalou	881	882
Savè	2 036	1 963
Athieme	1	1
Bopa	33	24
Come	0	0
Grand-popo	0	0
Houeyogbe	0	0
Lokossa	4	5
Aplahoué	96	107
Djakotomey	400	512
Dogbo	11	11

Localisation de la ferme agricole / Location of the Agro- Farm	Quantité de production/ Production Qty	Superficie cultivée actuellement / Area under Current Cultivation
	Tonnes métriques / Metric tonnes	HA
Klouekanme	25	29
Lalo	63	74
Toviklin	69	83
Adjarra	0	0
Adjohoun	0	0
Aguegues	0	0
Akpro-misserete	0	0
Avrankou	0	0
Bonou	0	0
Dangbo	0	0
Porto-novo	0	0
Seme-podji	0	0
Adja-ouere	0	0
Ifangni	0	0
Ketou	1 727	1 692
Pobe	91	93
Sakete	31	33
Abomey-calavi	0	0
Allada	0	0
Kpomasse	0	0
Ouidah	0	0
So-ava	0	0
Toffo	22	28
Tori-bossito	0	0
Ze	0	0

RIZ / RICE

Localisation de la ferme agricole / Location of the Agro- Farm	Quantité de production/ Production Qty	Superficie cultivée actuellement / Area under Current Cultivation
	Tonnes métriques / Metric tonnes	HA
Boukoumbé	19 141	6 083
Cobly	8 967	3 302
Kérou	8 994	2 707
Kouandé	12 685	4 715
Matéri	21 580	6 600
Natitingou	5 459	1 509
Péhunco	7 405	2 186
Tanguiéta	10 506	3 919
Toucountouna	2 274	1 008
Bassila	5 610	1 846
Copargo	1 201	552
Djougou	8 674	4 569
Ouaké	5 635	2 658
Bembèrèkè	2 938	1 009
Kalalé	1 706	966
N'Dali	2 664	1 028
Nikki	737	302
Parakou	739	316
Pèrèrè	508	222
Sinendé	834	302
Tchaourou	987	385
Banikoara	21 815	6 751
Gogounou	5 433	1 949
Kandi	14 018	3 730
Karimama	36 912	8 103
Malanville	81 411	17 587
Ségbana	317	139
Abomey	78	35
Agbangnizoun	31	13
Bohicon	0	0
Covè	2 521	693
Djidja	580	237
Ouinhi	290	104
Zagnanado	619	198
Za-Kpota	147	51
Zogbodomey	1 055	322
Bantè	3 650	1 487
Dassa-Zoumè	18 869	6 054
Glazoué	26 445	7 901
Ouèsse	2 369	804
Savalou	9 725	3 479
Savè	1 967	834
Athiemé	461	213
Bopa	159	68
Come	222	46
Grand-popo	759	175
Houeyogbe	220	79
Lokossa	601	140
Aplahoué	298	120
Djakotomey	104	44

Localisation de la ferme agricole / Location of the Agro- Farm	Quantité de production/ Production Qty	Superficie cultivée actuellement / Area under Current Cultivation
	Tonnes métriques / Metric tonnes	HA
Dogbo	2 673	837
Klouekanme	243	78
Lalo	589	176
Toviklin	16	9
Adjarra	0	0
Adjohoun	2 102	440
Aguegues	235	43
Akpro-misserete	34	10
Avrankou	0	0
Bonou	165	47
Dangbo	3 278	781
Porto-novo	0	0
Seme-podji	0	0
Adja-ouere	3 069	822
Boukoumbé	19 141	6 083
Cobly	8 967	3 302
Kérou	8 994	2 707
Kouandé	12 685	4 715
Matéri	21 580	6 600
Natitingou	5 459	1 509
Péhunco	7 405	2 186
Tanguiéta	10 506	3 919
Toucountouna	2 274	1 008
Bassila	5 610	1 846
Copargo	1 201	552
Djougou	8 674	4 569

Maïs / Maize

Localisation de la ferme agricole / Location of the Agro- Farm	Quantité de production/ Production Qty	Superficie cultivée actuellement / Area under Current Cultivation
	Tonnes métriques / Metric tonnes	HA
Boukoumbé	11 958	7 110
Cobly	10 354	7 122
Kérou	78 959	42 377
Kouandé	49 302	22 486
Matéri	26 327	15 170
Natitingou	5 339	4 335
Péhunco	42 384	19 349
Tanguiéta	11 888	8 049
Toucountouna	9 003	4 169
Bassila	22 705	8 837
Copargo	6 863	4 519
Djougou	21 753	12 438
Ouaké	3 959	2 797
Bembèrèkè	45 812	25 030
Kalalé	37 056	22 804
N'Dali	28 320	19 061
Nikki	28 061	19 900
Parakou	7 151	4 508
Pèrèrè	27 492	17 524
Sinendé	35 058	22 780
Tchaourou	17 605	10 018
Banikoara	50 419	44 121
Gogounou	51 512	32 244
Kandi	84 227	54 857
Karimama	8 868	6 858
Malanville	22 838	15 412
Ségbana	58 349	40 658
Abomey	3 031	3333
Agbangnizoun	5 809	6493
Bohicon	3 561	4117
Covè	3 637	3799
Djidja	24 640	24934
Ouinhi	9 438	9941
Zagnanado	5 433	5650
Za-Kpota	7 274	8078
Zogbodomey	9 925	10687
Bantè	11 391	13129
Dassa-Zoumè	17 039	17943
Glazoué	22 257	23651
Ouèsse	37 100	41077
Savalou	15 200	15126
Savè	3 200	3443
Athiemé	5 708	5 725
Bopa	11 901	8 962
Come	14 350	9 262
Grand-popo	1 217	901
Houeyogbe	6 366	6 765

Localisation de la ferme agricole / Location of the Agro- Farm	Quantité de production/ Production Qty	Superficie cultivée actuellement / Area under Current Cultivation
	Tonnes métriques / Metric tonnes	HA
Lokossa	21 586	17 392
Aplahoué	32 176	30 326
Djakotomey	12 649	10 785
Dogbo	21 864	18 612
Klouekanme	17 249	12 877
Lalo	19 909	16 557
Toviklin	10 000	9 891
Adjarra	1 700	1 488
Adjohoun	31 376	20 420
Aguegues	3 686	1 595
Akpro-misserete	3 525	3 696
Avrankou	6 165	5 672
Bonou	4 202	4 201
Dangbo	10 997	8 118
Porto-novo	101	78
Seme-podji	324	281
Adja-ouere	25 045	23 277
Ifangni	6 802	6 505
Ketou	118 880	92 723
Pobe	33 926	31 271
Sakete	28 693	25 172
Abomey-calavi	12 116	9 934
Allada	13 887	13 950
Kpomasse	11 170	10 062
Ouidah	7 934	7 767
So-ava	1 135	758
Toffo	29 884	27 396
Tori-bosso	5 459	5 708
Ze	29 494	27 705

IGNAME/ YAM

Localisation de la ferme agricole / Location of the Agro- Farm	Quantité de production/ Production Qty	Superficie cultivée actuellement / Area under Current Cultivation
	Tonnes métriques / Metric tonnes	HA
Boukoumbé	18 051	1 451
Cobly	21 937	2 168
Kérou	54 074	5 356
Kouandé	229 240	16 914
Matéri	14 408	2 014
Natitingou	58 349	6 018
Péhunco	111 093	6 228
Tanguïéta	36 526	2 884
Toucountouna	62 289	4 295
Bassila	116 830	7 525
Copargo	100 607	8 225
Djougou	147 142	8 838
Ouaké	36 961	2 263
Bembèrèkè	87 222	6 282

Localisation de la ferme agricole / Location of the Agro- Farm	Quantité de production/ Production Qty	Superficie cultivée actuellement / Area under Current Cultivation
	Tonnes métriques / Metric tonnes	HA
Kalalé	206 438	13 681
N'Dali	66 542	4 571
Nikki	220 995	14 972
Parakou	62 328	4 474
Pèrèrè	217 076	16 414
Sinendé	74 813	5 676
Tchaourou	340 161	24 068
Banikoara	2 294	257
Gogounou	59 998	5 224
Kandi	2 669	272
Karimama	219	22
Malanville	0	0
Ségbana	63 152	4 835
Abomey	434	62
Agbangnizoun	423	38
Bohicon	0	0
Covè	143	15
Djidja	117 826	10 481
Ouinhi	21	4
Zagnanado	1 012	139
Za-Kpota	1 642	159
Zogbodomey	212	23
Bantè	51 803	4 747
Dassa-Zoumè	100 326	8 120
Glazoué	494 102	37 675
Ouèsse	61 807	6 374
Savalou	40 912	3 409
Savè	29 822	3 135
Athieme	0	0
Bopa	0	0
Come	0	0
Grand-popo	0	0
Houeyogbe	0	0
Lokossa	0	0
Aplahoue	1 546	85
Djakotomey	123	10
Dogbo	0	0
Klouekanme	0	0
Lalo	0	0
Toviklin	0	0
Adjarra	14	2
Adjohoun	0	0
Aguegues	0	0
Akpro-misserete	0	0
Avrankou	46	5
Bonou	0	0
Dangbo	0	0
Porto-novo	0	0
Seme-podji	0	0
Adja-ouere	615	53
Ifangni	0	0
Ketou	37 341	2 514
Pobe	1 459	116

MANIOC/ CASSAVA

Localisation de la ferme agricole / Location of the Agro- Farm	Quantité de production/ Production Qty	Superficie cultivée actuellement / Area under Current Cultivation
	Tonnes métriques / Metric tonnes	HA
Boukoumbé	5 051	625
Cobly	3 086	374
Kérou	17 273	1 634
Kouandé	71 097	5 395
Matéri	90	11
Natitingou	21 312	2 581
Péhunco	40 341	2 051
Tanguiéta	6 120	841
Toucountouna	76 351	6 046
Bassila	54 416	3 437
Copargo	34 008	2 908
Dougou	38 044	3 015
Ouaké	17 352	1 251
Bembèrèkè	34 426	2 324
Kalalé	18 155	1 262
N'Dali	27 924	1 842
Nikki	17 889	1 354
Parakou	11 991	882
Pèrèrè	57 577	5 803
Sinendé	33 154	2 830
Tchaourou	76 957	6 852
Banikoara	2 172	204
Gogounou	15 001	1 306
Kandi	1 698	151
Karimama	260	31
Malanville	215	30
Ségbana	20 246	1 609
Abomey	15 857	1 302
Agbangnizoun	32 252	2 449
Bohicon	16 512	1 360
Covè	32 308	2 739
Djidja	95 315	7 539
Ouinhi	106 587	8 608
Zagnanado	52 306	4 095
Za-Kpota	12 638	1 146
Zogbodomey	55 974	4 705
Bantè	67 532	4 898
Dassa-Zoumè	67 752	4 868
Glazoué	122 531	9 078
Ouèsse	433 140	32 619
Savalou	113 783	8 228
Savè	35 013	2 564
Athiemé	2 446	177
Bopa	45 935	2 861
Come	31 181	1 729
Grand-popo	2 121	134
Houeyogbe	72 014	5 627

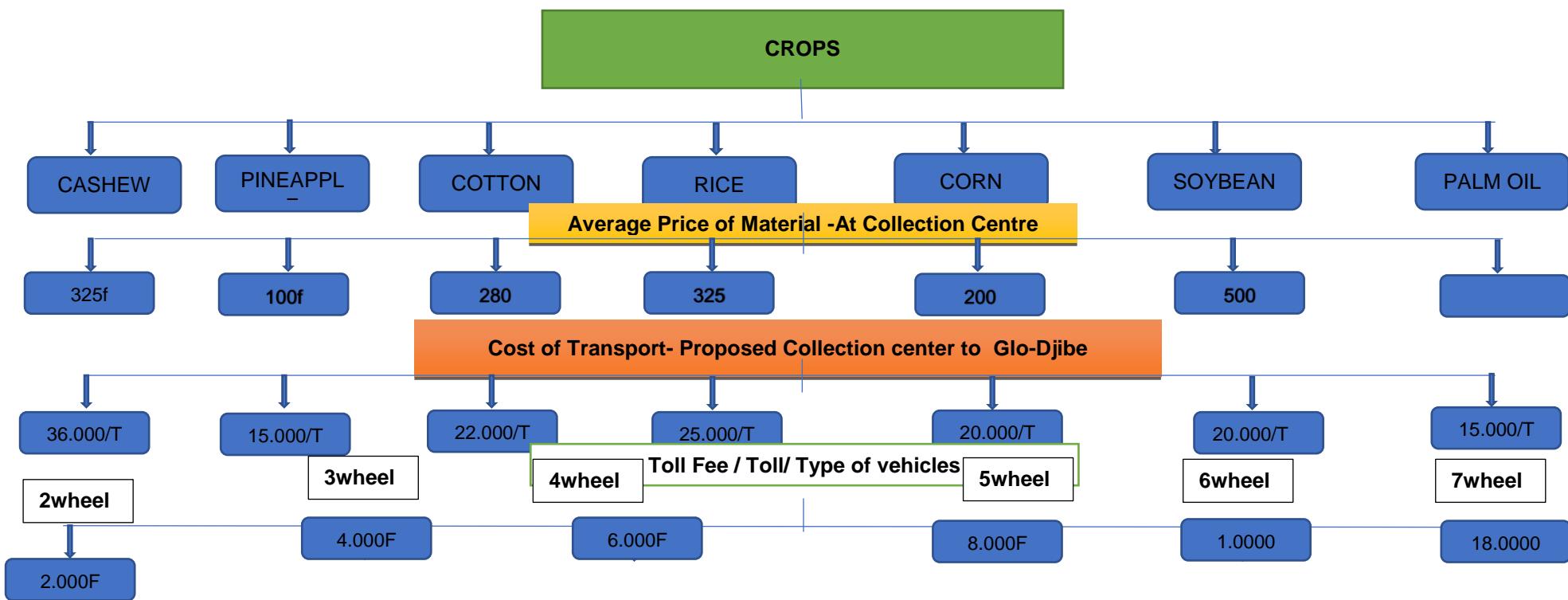
Localisation de la ferme agricole / Location of the Agro- Farm	Quantité de production/ Production Qty	Superficie cultivée actuellement / Area under Current Cultivation
	Tonnes métriques / Metric tonnes	HA
Lokossa	53 814	3 694
Aplahoué	45 210	3 198
Djakotomey	42 326	2 737
Dogbo	51 881	2 835
Klouekanme	24 279	1 325
Lalo	17 891	1 355
Toviklin	27 183	1 714
Adjarra	3 771	389
Adjohoun	54 582	4 514
Aguegues	286	28
Akpro-misserete	6 759	582
Avrankou	17 704	2 147
Bonou	20 110	2 082
Dangbo	10 321	1 078
Porto-novo	147	18
Seme-podji	2 379	182
Adja-ouere	118 280	9 377
Ifangni	7 042	940
Ketou	705 797	56 455

TOMATES/ TOMATOES

Localisation de la ferme agricole / Location of the Agro- Farm	Quantité de production/ Production Qty	Superficie cultivée actuellement / Area under Current Cultivation
	Tonnes métriques / Metric tonnes	HA
Boukoumbé	1 322	281
Cobly	42	6
Kérou	118	20
Kouandé	381	62
Matéri	440	67
Natitingou	11 734	1 866
Péhunco	126	22
Tanguïéta	468	54
Toucountouna	3 095	637
Bassila	933	56
Copargo	337	30
Djougou	3 462	374
Ouaké	207	58
Bembèrèkè	1 574	160
Kalalé	265	27
N'Dali	1 534	132
Nikki	968	77
Parakou	2 570	210
Pèrèrè	1 358	166
Sinendé	318	30
Tchaourou	1 103	118
Banikoara	1 161	97
Gogounou	1 068	120
Kandi	6 294	552
Karimama	5 913	562
Malanville	9 590	787

Localisation de la ferme agricole / Location of the Agro- Farm	Quantité de production/ Production Qty	Superficie cultivée actuellement / Area under Current Cultivation
	Tonnes métriques / Metric tonnes	HA
Ségbana	215	41
Abomey	219	93
Agbangnizoun	433	161
Bohicon	197	78
Covè	129	55
Djidja	1 196	467
Ouinhi	399	178
Zagnanado	481	175
Za-Kpota	767	290
Zogbodomey	954	297
Bantè	260	99
Dassa-Zoumè	1 173	386
Glazoué	3 443	1 114
Ouèsse	1 991	744
Savalou	1 358	484
Savè	900	356
Athiemé	846	167
Bopa	1 936	291
Come	1 799	144
Grand-popo	6 819	318
Houeyogbe	906	154
Lokossa	643	145
Aplahoué	6 949	991
Djakotomey	2 315	311
Dogbo	2 316	280
Klouekanme	17 091	2 140
Lalo	10 392	1 423
Toviklin	11 990	2 052
Adjarra	37	12
Adjohoun	555	106
Aguegues	138	26
Akpro-misserete	43	10
Avrankou	131	25
Bonou	665	183
Dangbo	30	8
Porto-novo	124	9
Seme-podji	21 101	1 141
Adja-ouere	7 828	1 824
Ifangni	235	75
Ketou	9 214	2 080
Pobe	5 155	933
Sakete	14 566	1 973
Abomey-calavi	3 858	607
Allada	5 685	959
Kpomasse	71 535	8 305
Ouidah	11 032	1 354
So-ava	18 879	1 315
Toffo	47 897	5 540
Tori-bossito	3 260	408
Ze	3 729	693

Prix d'achat Autres produits/ Purchase Price Other Products						
N°	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Maïs/ Corn	200	250	275	220	219	200
Ananas/ Pineapple	100	100	100	100	100	100
Riz/ Rice	198	285	350	400	425	500
Soja/ Soybean	281	348	406	445	500	500
Tomate/ tomato	262	295	467	533	625	829



- Le transport des produits agricoles des villages aux centres de collecte n'a pas un coût fixe ; il dépend de la distance et de la négociation avec le transporteur.
- *The transport of agricultural Product from villages to collection centers does not have a fixed cost; it depends on the distance and the negotiation with the transporter.*
- Au Bénin, en ce qui concerne le transport des produits agricoles, à part les frais de transport, les frais de péage, il n'y a pas d'autres taxes routières à payer pendant le transport.
- *In Benin, with regard to the transport of agricultural products, apart from transport costs, toll fees, there are no other road taxes to pay during the transportation.*

SECTION 2.2 : CADRE REGLEMENTAIRE & POLITIQUE GENERAL

Code des Investissements

Le Bénin dispose d'une loi portant sur le code des investissements ([Loi N° 2020-02 du 20 mars 2020](#)).

Elle offre des avantages douaniers et fiscaux allant de 5 à 17 ans résumés en [annexe 5](#).

DES DISPOSITIONS GENERALES CHAPITRE PREMIER : DES DEFINITIONS

Article 1^{ER}:

Au sens de la présente loi, on entend par :

- activité agricole : Toute activité relevant de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la pisciculture et de la foresterie ;
- activité touristique : Toute prestation de services, de vente, de voyages ou d'utilisation d'infrastructures touristiques fournie à titre onéreux avec ou sans hébergement ;
- agence nationale en charge de la promotion des investissements : la structure ou l'institution mandatée par l'Etat pour assurer la promotion des investissements au Bénin ;
- agrément : Tout accord devant être obtenu par une entreprise pour que la réalisation des investissements puisse être exécutée en bénéficiant d'un régime douanier et fiscal de faveur ;
- aménagement touristique : Ensemble des travaux de réalisation des infrastructures de base sur des espaces et des étendues destinés à accueillir des investissements touristiques. Il est matérialisé par des études qui fixent la nature des aménagements et la typologie des activités des infrastructures ;
- durée d'agrément : Durée pendant laquelle l'entreprise bénéficie des avantages du Code des Investissements (période d'installation et période d'exploitation) ;
- entreprise : Toute unité de production, de transformation ou de distribution de

SECTION 2.2: GENERAL REGULATORY & POLICY FRAMEWORK

Investments Code

Benin has a law on the investment code ([Law No. 2020-02 of March 20, 2020](#)).

The law n° 2020-02 of March 20th offers customs and tax advantages ranging from 5 to 17 years, summarized in [appendix 5](#).

GENERAL ARRANGEMENTS

CHAPTER ONE : DEFINITIONS

Article 1ST:

For the purposes of this Act, the following definitions apply:

- agricultural activity: any activity related to agriculture, livestock, fishing, fish farming and forestry;
- tourist activity: any provision of services, sales, travel or use of tourist facilities provided for a fee with or without accommodation;
- national agency in charge of investment promotion: the structure or institution mandated by the State to ensure the promotion of investments in Benin;
- approval: Any agreement that must be obtained by a company so that the investment can be carried out while benefiting from a preferential customs and tax regime;
- tourism development: All the work involved in the creation of basic infrastructure in areas and zones intended to host tourism investments. It is materialized by studies which fix the nature of the installations and the typology of the activities of the infrastructures;
- duration of approval : Duration during which the company benefits from the advantages of the Investment Code (installation period and exploitation period);
- enterprise: Any unit of production, transformation or distribution of goods or

- biens ou de services à caractère marchand, constituée par une personne physique ou morale établie légalement en République du Bénin ;
- entreprise sécurisée : Une entreprise qui a pris toutes les assurances et les mesures nécessaires à la sécurité de son activité ;
 - espace économique : Ce sont des zones ou régions précisément et spécifiquement prévues par l'Etat pour accueillir les entreprises et industries éligibles au présent code ;
 - entreprise touristique et/ou hôtelière : Tout établissement de tourisme et/ou hôtelier à caractère commercial offrant à une clientèle des prestations d'hébergement ainsi que des prestations annexes à savoir nourriture, boissons, activités de loisir, transport touristique et services divers ;
 - extension : Tout accroissement de la capacité de production d'une entreprise existante ;
 - investisseur : Toute personne physique ou morale de nationalité béninoise ou non réalisant dans les conditions définies, dans le cadre du présent code, des opérations d'investissement sur le territoire béninois ;
 - investissement : Tout engagement durable de capitaux à caractère lucratif effectué par toute personne, physique ou morale pour la réalisation d'un projet permettant de contribuer au développement de l'économie béninoise tout en assumant les risques y afférents ;
 - matériel et outillage : Objets et instruments qui servent à la transformation ou au façonnage des matières premières. Ce sont notamment le matériel et outillage industriels, le matériel et outillage agricoles, le matériel et outillage d'élevage, de pêche et de pisciculture, le matériel de manutention, le matériel d'emballage, le matériel de réparation, le véhicule utilitaire destiné exclusivement à la production ;
 - matières premières : Objets et fournitures destinés à être incorporés dans la fabrication ou la transformation d'un produit ;
 - modernisation ou Rénovation : Acquisition et installation d'équipements et de matériels plus performants et/ou la services of a commercial nature, constituted by a natural or legal person legally established in the Republic of Benin;
 - secure company: A company that has taken all the necessary insurance and measures to ensure the security of its activity;
 - economic area: These are zones or regions precisely and specifically provided for by the State to accommodate businesses and industries eligible under this code;
 - tourist and/or hotel enterprise: Any tourist and/or hotel establishment of a commercial and/or hotel establishment of a commercial nature offering to a clientele accommodation services as well as ancillary services such as food, beverages, leisure activities, tourist transport and various services;
 - extension : Any increase in the production capacity of an existing company;
 - investor: any natural or legal person, whether or not of Beninese nationality, carrying out investment operations on Beninese territory under the conditions defined in this code;
 - investment: any lasting commitment of capital of a lucrative nature made by any individual or legal entity to carry out a project that contributes to the development of the Beninese economy while assuming the related risks;
 - equipment and tools: Objects and instruments used for the transformation or shaping of raw materials. These include industrial equipment and tools, agricultural equipment and tools, breeding, fishing and fish farming equipment and tools, handling equipment, packaging equipment, repair equipment and utility vehicles intended exclusively for production;
 - raw materials: Objects and supplies intended to be incorporated in the manufacture or transformation of a product;
 - modernization or renovation: Acquisition and installation of more efficient equipment and materials and/or restoration of

- restauration d'infrastructures en vue d'améliorer la qualité et la quantité de la production ;
- produits : Objets physiques obtenus après une activité agricole, de transformation industrielle ou de service ;
- valeur ajoutée : Différence entre le chiffre d'affaires hors taxes et les consommations intermédiaires hors taxes.

CHAPITRE II DES OBJECTIFS ET DU CHAMP D'APPLICATION DE LA LOI

Article 2 :

La présente loi portant Code des investissements fixe les conditions, avantages et règles générales applicables aux investissements directs, nationaux et étrangers, réalisés au Bénin. Il a pour objet de promouvoir, faciliter et protéger l'investissement durable et responsable en République du Bénin dans le but d'accélérer la croissance économique et de réduire la pauvreté. A ce titre, il a vocation à encourager la création et le développement des activités visant à :

- favoriser la création d'emplois durables et décents, la formation des cadres nationaux et l'émergence d'une main-d'œuvre nationale qualifiée ;
- favoriser la création d'activités à forte valeur ajoutée ;
- encourager l'utilisation et la valorisation des ressources naturelles et des matières premières locales en priorité ;
- favoriser la restructuration, la compétitivité, l'intégration et la croissance des entreprises ;
- favoriser la promotion de l'industrie verte et la protection de l'environnement ;
- encourager la décentralisation des activités économiques ;
- développer l'industrialisation et les exportations ;
- promouvoir certains grands travaux ;
- encourager le transfert de compétences et de technologies ;
- développer les secteurs tels que le tourisme, l'agriculture, certaines infrastructures pour l'industrie ou le commerce, l'économie numérique, l'énergie, le cadre de vie, l'eau potable, et tout projet éducatif orienté vers la formation professionnelle, la recherche appliquée et l'innovation ;

infrastructure in order to improve the quality and quantity of production;

- products: Physical objects obtained after an agricultural, industrial or service activity ;
- value added: Difference between turnover excluding taxes and intermediate consumption excluding taxes.

CHAPTER II OBJECTIVES AND SCOPE OF THE LAW

Article 2:

This law establishing the Investment Code lays down the conditions, advantages and general rules applicable to direct investments, national and foreign, made in Benin. Its purpose is to promote, facilitate and protect sustainable and responsible investment in the Republic of Benin in order to accelerate economic growth and reduce poverty. As such, it aims to encourage the creation and development of activities aimed at :

- promote the creation of sustainable and decent jobs, the training of national executives and the emergence of a qualified national workforce;
- promote the creation of activities with high added value;
- encourage the use and development of natural resources and local raw materials as a priority;
- Promote the restructuring, competitiveness, integration and growth of businesses;
- promote green industry and environmental protection;
- encourage the decentralization of economic activities;
- develop industrialization and exports;
- promote certain major projects;
- encourage the transfer of skills and technologies;
- developing sectors such as tourism, agriculture, certain infrastructures for industry or commerce, the digital economy, energy, the living environment, drinking water, and any educational project oriented towards professional training, applied research and innovation;

- développer tous autres secteurs ou activités jugés prioritaires par décret pris en Conseil des ministres.

Article 3 :

Le présent Code s'applique à tous les investissements réalisés en République du Bénin par une personne morale, à l'exception des investissements réalisés dans le cadre de partenariat public privé, et des investissements bénéficiant de régimes d'aides spécifiques déterminés par la loi fixant régime des Zones Economiques Spéciales, ou des lois particulières régissant des activités spécifiques telles que la recherche, l'exploration et l'exploitation minière et pétrolière.

Sont également exclues du bénéfice du présent Code, les activités consistant en l'achat pour la revente en l'état, les activités de reconditionnement, de découpage, de torsadage ou d'emballage de produits finis ou semi-finis et toutes autres activités n'entraînant pas une ouvraison ou une transformation au sens de la nomenclature douanière.

Article 4 :

Les investissements en République du Bénin sont soumis à un régime de droit commun et peuvent bénéficier de l'un des régimes privilégiés du présent Code.

Les régimes privilégiés comportent trois (3) régimes privilégiés de base et deux (2) régimes spéciaux.

Les régimes privilégiés de base offrent aux Entreprises nationales et étrangères de droit béninois, des avantages douaniers et fiscaux. Ce sont les régimes ci-après :

- le régime A qui s'applique aux Entreprises dont le montant hors taxe des investissements est supérieur ou égal à cinquante millions (50.000.000) et inférieur ou égal à un milliard (1.000.000.000) de francs CFA ;
- le régime B qui s'applique aux entreprises dont le montant hors taxes des investissements est supérieur à un milliard (1 000 000 000) et inférieur à cinquante milliards (50.000.000.000) de francs CFA ;
- le régime C qui s'applique aux Entreprises dont le montant hors taxes des investissements est supérieur ou égal à cinquante milliards (50.000.000.000) de francs CFA.

Les régimes spéciaux sont :

- le régime d'incitation sectorielle qui vise à encourager les investissements dans des activités ou secteurs économiques jugés

- developing any other sectors or activities deemed to be a priority by decree issued by the Council of Ministers.

Article 3:

This Code applies to all investments made in the Republic of Benin by a legal entity, with the exception of investments made within the framework of public-private partnerships, and investments benefiting from specific aid schemes determined by the law establishing the regime of Special Economic Zones, or particular laws governing specific activities such as research, exploration and mining and oil exploitation.

Also excluded from the benefit of the present Code are activities consisting of purchase for resale in the same state, activities of repackaging, cutting, twisting or packaging of finished or semi-finished products and all other activities not involving working or processing within the meaning of the customs nomenclature.

Article 4:

Investments in the Republic of Benin are subject to a common law regime and may benefit from one of the privileged regimes of this Code.

The privileged regimes comprise three (3) basic privileged regimes and two (2) special regimes.

The basic preferential regimes offer national and foreign companies under Beninese law, customs and tax advantages. These are the following regimes:

- Regime A, which applies to companies whose investment amount, excluding tax, is greater than or equal to fifty million (50,000,000) XOF and less than or equal to one billion (1,000,000,000) XOF
- regime B which applies to companies whose investment amount before tax is higher than one billion (1,000,000,000) and lower than fifty billion (50,000,000,000) XOF;
- regime C which applies to companies whose investment amount, excluding taxes, is greater than or equal to fifty billion (50,000,000,000) XOF

The special schemes are :

- the sectoral incentive scheme which aims to encourage investments in activities or economic sectors deemed strategic for companies eligible

stratégiques pour les entreprises éligibles en régimes A et B conformément à un décret pris en Conseil des ministres ;

- le régime des investissements spécifiques qui vise à faciliter la réalisation de projets d'infrastructures et d'équipements à usage touristique culturel, sportif, sanitaire, éducatif. Il vise également à faciliter la réalisation de certaines infrastructures pour l'industrie et le commerce destinées notamment à l'entreposage de produits tels que le gaz, les hydrocarbures, les produits chimiques.

Article 5 :

A l'occasion d'une extension de leurs activités, les avantages des régimes privilégiés prévus pour la phase d'installation ne peuvent être accordés aux entreprises existantes que si l'extension ne concerne pas une activité qui avait précédemment bénéficié d'un agrément au code des investissements.

CHAPITRE III DU CADRE INSTITUTIONNEL

Article 6 :

Les institutions de l'Etat chargées de la promotion des investissements comprennent :

- l'Agence nationale en charge de la promotion des investissements ;
- la Commission de Contrôle des Investissements ;
- le Comité Interministériel de Promotion des Investissements.

Article 7 :

L'Agence nationale en charge de la promotion des investissements est l'organe technique de l'Etat qui exerce les fonctions de guichet unique en vue de faciliter les formalités administratives relatives à l'agrément des projets attachés au présent Code. Elle veille également au suivi des cahiers des charges des entreprises conformément au présent Code.

L'Agence nationale en charge de la promotion des investissements bénéficie d'un droit de communication.

Les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Agence sont précisés par décret pris en Conseil des Ministres.

Article 8 :

La Commission de Contrôle des Investissements est chargée de vérifier la conformité des investissements, le respect des engagements de l'investisseur et d'attester la fin de la période d'installation de l'investisseur.

A cet effet et pour toutes autres vérifications, elle peut recourir à l'expertise de consultants avérés.

under schemes A and B in accordance with a decree issued by the Council of Ministers;

- the regime of specific investments which aims to facilitate the realization of infrastructure projects and equipment for cultural, sports, health and educational tourism. It also aims to facilitate the realization of certain infrastructures for industry and trade intended in particular for the storage of products such as gas, hydrocarbons, chemical products.

Article 5:

At the time of an extension of their activities, the advantages of the privileged regimes envisaged for the phase of installation can be granted to the existing companies only if the extension does not concern an activity which had previously benefited from an approval to the code of the investments.

CHAPTER III THE INSTITUTIONAL FRAMEWORK

Article 6:

The State institutions in charge of investment promotion include:

- the National Agency in charge of investment promotion ;
- the Investment Control Commission;
- the Interministerial Committee for Investment Promotion.

Article 7 :

The National Agency in charge of the promotion of investments is the technical body of the State which exerts the functions of single counter in order to facilitate the administrative formalities relating to the approval of the projects attached to the present Code. It also monitors the specifications of companies in accordance with this Code.

The National Agency in charge of investment promotion has a right of communication.

The attributions, organization and functioning of the Agency are specified by decree taken in the Council of Ministers.

Article 8:

The Investment Control Commission is responsible for verifying the conformity of investments, the respect of the investor's commitments and for certifying the end of the investor's installation period.

For this purpose and for all other verifications, it can resort to the expertise of proven consultants.

Les attributions, l'organisation et le fonctionnement de ladite Commission sont précisés par décret pris en Conseil des ministres.

Article 9 :

Le Comité Interministériel de Promotion des Investissements (CIPI) est l'organe chargé du suivi et de l'évaluation de tous les investissements ayant bénéficié des avantages prévus par le présent Code.

Le Comité Interministériel de Promotion des Investissements à travers sa cellule d'appui supervise les activités de l'Agence nationale en charge de la promotion des investissements et celles de la Commission de Contrôle des Investissements.

Les attributions, l'organisation et le fonctionnement dudit Comité sont précisés par décret pris en Conseil des ministres.

DES DISPOSITIONS COMMUNES

CHAPITRE PREMIER

DES GARANTIES ACCORDEES AUX INVESTISSEURS

Article 10 :

Les investissements visés par les dispositions du présent Code sont réalisés librement dans le respect des lois et règlements en vigueur en République du Bénin.

Article 11 :

Sans préjudice de la politique de promotion de l'entrepreneuriat national, les personnes morales de nationalité étrangère ne reçoivent pas un traitement moins favorable que celui accordé aux personnes morales de nationalité béninoise.

Article 12 :

L'accès aux devises n'est pas limité.

Sous réserve qu'ils respectent la réglementation des changes, les investisseurs ont libre accès aux devises, notamment pour :

assurer les paiements courants;

financer leurs fournitures et prestations diverses de services réalisées avec des personnes physiques ou morales étrangères.

Article 13 :

Conformément aux Accords et Traité Internationaux auxquels il est partie, l'Etat protège les droits de propriété intellectuelle, notamment les brevets, marques et noms commerciaux.

La propriété privée, individuelle ou collective est protégée en tous ses aspects, ses éléments et ses démembrements, sa transmission et les contrats dont elle fait l'objet, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Article 14 :

The attributions, organization and functioning of the said Commission are specified by decree taken in the Council of Ministers.

Article 9:

The Interministerial Committee for Investment Promotion (CIPI) is the body in charge of the follow-up and evaluation of all investments having benefited from the advantages provided for by the present Code.

The Interministerial Committee for Investment Promotion, through its support unit, supervises the activities of the National Agency in charge of investment promotion and those of the Investment Control Commission.

The powers, organization and operation of the said Committee are specified by decree issued by the Council of Ministers.

COMMON PROVISIONS

CHAPTER ONE

GUARANTEES GRANTED TO INVESTORS

Article 10:

Investments covered by the provisions of this Code are freely made in compliance with the laws and regulations in force in the Republic of Benin.

Article 11:

Without prejudice to the policy of promoting national entrepreneurship, legal persons of foreign nationality shall not receive less favorable treatment than that accorded to legal persons of Beninese nationality.

Article 12:

Access to foreign exchange is not restricted.

Subject to compliance with foreign exchange regulations, investors have free access to foreign exchange, in particular to :

to ensure current payments;

to finance their supplies and various services provided to foreign natural or legal persons.

Article 13:

In accordance with the International Agreements and Treaties to which it is a party, the State protects intellectual property rights, in particular patents, trademarks and trade names.

Private, individual or collective property is protected in all its aspects, its elements and its dismemberments, its transmission and the contracts of which it is the object, in accordance with the regulatory provisions in force.

Article 14:

L'Etat garantit à tout bénéficiaire du Code la liberté de désignation des membres du Conseil d'Administration, du Directeur Général ou du Gérant, selon le cas.

Article 15 :

La protection de la propriété privée des biens est garantie par les lois et règlements en vigueur en République du Bénin.

Cette protection s'étend à tous les aspects juridiques et commerciaux de la propriété, à ses éléments et démembrements, à sa transmission et aux contrats dont ils font l'objet. Les actifs mobiliers ou immobiliers détenus en République du Bénin par l'investisseur ne peuvent faire l'objet de mesures d'expropriation ou de nationalisation que dans le strict respect de la législation en vigueur en République du Bénin.

Article 16 :

Le rapatriement de tout actif de l'investisseur est garanti sous réserve de sa régularité fiscale et légale, et dans les conditions fixées par la réglementation des changes.

Article 17 :

Tout expatrié, membre du personnel d'une entreprise bénéficiant des dispositions du présent Code, est autorisé à transférer librement, conformément aux dispositions de la réglementation des changes, tout ou partie de sa rémunération, quels qu'en soient la nature juridique et le montant exprimé en monnaie locale ou en devises.

Article 18 :

L'Etat facilite l'accès des investisseurs aux zones industrielles aménagées, aux terres agricoles, aux zones d'intérêt touristique ou à toutes autres zones aménagées pour des investissements selon la réglementation en vigueur. Il contribue à sécuriser et à protéger les entreprises implantées dans ces zones sans que cela puisse constituer une obligation de résultat.

CHAPITRE II

DES OBLIGATIONS DES INVESTISSEURS

Article 19 :

L'investisseur s'oblige au respect des lois et règlements de l'Etat.

Article 20 :

L'investisseur contribue au renforcement du savoir-faire du personnel local notamment par la formation et le transfert de technologies.

Article 21 :

L'investisseur bénéficiant d'avantages prévus par le présent Code est tenu de se conformer aux normes techniques, sociales, sanitaires et environnementales, nationales ou, à défaut, internationales applicables à ses produits, services et environnement de travail. Il doit se conformer,

The State guarantees to any beneficiary of the Code the freedom to appoint the members of the Board of Directors, the General Manager or the Manager, as the case may be.

Article 15:

The protection of private property is guaranteed by the laws and regulations in force in the Republic of Benin.

This protection extends to all legal and commercial aspects of property, its elements and dismemberments, its transmission and the contracts to which it is subject. The movable or immovable assets held in the Republic of Benin by the investor may only be expropriated or nationalized in strict compliance with the laws in force in the Republic of Benin.

Article 16:

The repatriation of any asset of the investor is guaranteed subject to its fiscal and legal regularity, and under the conditions fixed by the foreign exchange regulations.

Article 17:

Any expatriate, member of the personnel of a company benefiting from the provisions of this Code, is authorized to freely transfer, in accordance with the provisions of the foreign exchange regulations, all or part of his remuneration, whatever the legal nature and the amount expressed in local or foreign currency.

Article 18 :

The State facilitates investors' access to developed industrial zones, agricultural land, zones of tourist interest or any other zones developed for investments according to the regulations in force. It contributes to securing and protecting the companies established in these zones without this constituting an obligation of result.

CHAPTER II

OBLIGATIONS OF INVESTORS

Article 19:

The investor is obliged to respect the laws and regulations of the State.

Article 20:

The investor shall contribute to the strengthening of the know-how of the local staff, especially through training and technology transfer.

Article 21:

The investor benefiting from the advantages provided for by this Code is required to comply with the technical, social, sanitary and environmental standards applicable to its products, services and working environment. It must also comply with the standards relating to quality management systems.

en outre, aux normes relatives aux systèmes de management de la qualité.

Article 22 :

Toute Entreprise qui sollicite l'un des régimes privilégiés visés à l'article 4 de la présente loi s'engage à contribuer à accroître la qualification de ses collaborateurs locaux, notamment par la formation continue, le développement de leurs compétences et le transfert de technologies.

Article 23 :

L'Entreprise bénéficiaire d'un régime privilégié est tenue de :

observer strictement le plan d'investissement et d'activité agréé, toute modification substantielle audit plan devant être préalablement autorisée dans les mêmes conditions que le plan initial ;

se soumettre aux différents contrôles effectués par les services administratifs conformément à la réglementation en vigueur.

Article 24 :

L'investisseur s'abstient de tout acte de corruption et de tout acte d'infractions connexes avant, pendant ou après son établissement.

Les actes de corruption en matière d'investissement sont punis conformément à la législation en vigueur et entraînent, de plein droit, la déchéance des avantages accordés.

Les fonds utilisés pour réaliser des investissements sur le territoire de la République du Bénin ne peuvent provenir d'activités illicites et notamment résulter d'opérations de blanchiment d'argent et de terrorisme

CHAPITRE III

DE LA DUREE DE L'AGREMENT

Article 25 :

La durée de l'agrément couvre :

- une période d'installation au cours de laquelle le programme d'investissement doit être réalisé ;
- et une période d'exploitation qui correspond à la phase de production ou d'exploitation.

La durée de l'agrément est fixée dans le certificat d'agrément.

Article 26 :

La période d'installation court à partir de la date d'effet de l'agrément et s'étend sur la période indiquée sur le certificat d'agrément.

La fin de la période d'installation est constatée par la Commission de Contrôle des Investissements. A cette fin, le promoteur lui produit une liste détaillée des investissements réalisés. La commission délivre une attestation de fin

Article 22:

Any Company applying for one of the privileged schemes referred to in Article 4 of this law undertakes to contribute to increasing the qualification of its local employees, in particular through continuous training, development of their skills and technology transfer.

Article 23:

The Enterprise benefiting from a privileged regime is required to:

strictly observe the approved investment and activity plan, any substantial modification to the said plan having to be previously authorized under the same conditions as the initial plan
to submit to the various controls carried out by the administrative services in accordance with the regulations in force.

Article 24:

The investor shall refrain from any act of corruption and any act of related offenses before, during or after its establishment.

Acts of corruption in connection with investments shall be punished in accordance with the legislation in force and shall automatically entail forfeiture of the benefits granted.

Funds used to make investments in the territory of the Republic of Benin may not come from illicit activities and in particular from money laundering and terrorism operations.

CHAPTER III

DURATION OF THE APPROVAL

Article 25 :

The duration of the approval covers:

- a period of installation during which the investment program must be carried out ;
- and a period of exploitation which corresponds to the production or exploitation phase.

The duration of the approval is fixed in the approval certificate

Article 26:

The installation period runs from the effective date of the approval and extends over the period indicated on the approval certificate.

The end of the installation period is established by the Investment Control Commission. To this end, the promoter must provide a detailed list of the investments made. The commission issues a certificate of completion of installation to the investor after checking the effectiveness of the investments.

d'installation à l'investisseur après contrôle de l'effectivité des investissements.

Article 27 :

La période d'exploitation agréée prend effet à compter de la date de délivrance de l'attestation constatant la fin de la réalisation du programme d'investissement.

En tout état de cause, quinze (15) jours ouvrables après la notification de l'achèvement du programme d'investissement par l'Entreprise agréée, et en cas de silence de la Commission de Contrôle des Investissements, l'exploitation de l'unité sous régime privilégié est autorisée provisoirement en attendant l'achèvement du contrôle des investissements et la délivrance de ladite attestation.

Article 28 :

La période d'exploitation agréée au régime privilégié est fixée en fonction de la zone d'implantation du projet comme suit :

Pour le régime privilégié A : cinq (5) années pour les investissements réalisés sur toute l'étendue du territoire national ;

Pour le régime privilégié B :

- huit (08) années pour les investissements réalisés en zone 1 ;
- dix (10) années pour les investissements réalisés en zone 2 et
- douze (12) années pour les investissements réalisés en zone 3.

Pour le régime C:

- quinze (15) années pour les investissements réalisés en zone 1 ;
- seize (16) années pour les investissements réalisés en zone 2 ;
- dix-sept (17) années pour les investissements réalisés en zone 3.

Article 29 :

En application des dispositions de l'article 29 de la présente loi, le territoire béninois est divisé en trois (03) zones 1, 2 et 3 qui sont définies par décret pris en Conseil des ministres.

CHAPITRE IV

DE LA PROCEDURE D'OCTROI DES REGIMES PRIVILEGIES

Article 30 :

Toute entreprise qui sollicite l'octroi d'un régime privilégié formule la demande auprès de l'Agence nationale en charge de la Promotion des investissements.

L'Agence nationale en charge de la promotion des investissements tient à la disposition des investisseurs des formulaires adaptés aux différents types d'investissements prévus par le présent Code.

Article 27 :

The approved operating period shall take effect from the date of issue of the certificate recording the completion of the investment program.

In any case, fifteen (15) working days after the notification of the completion of the investment program by the approved Company, and in case of silence of the Investment Control Commission, the exploitation of the unit under privileged regime is authorized provisionally while waiting for the completion of the investment control and the delivery of the said certificate.

Article 28:

The period of operation approved for the privileged regime is fixed according to the zone of establishment of the project as follows:

For the privileged regime A: five (5) years for investments made throughout the national territory;

For the privileged regime B :

- eight (08) years for investments made in zone 1;
- ten (10) years for investments made in zone 2 and
- twelve (12) years for investments made in zone 3.

For regime C:

- fifteen (15) years for investments made in zone 1 ;
- sixteen (16) years for investments made in zone 2;
- seventeen (17) years for investments made in zone 3.

Article 29:

In application of the provisions of article 29 of the present law, the Beninese territory is divided into three (03) zones 1, 2 and 3 which are defined by decree taken in the Council of Ministers.

CHAPTER IV

THE PROCEDURE FOR GRANTING PRIVILEGED TREATMENT

Article 30:

Any company requesting the granting of a privileged regime shall make the request to the National Agency in charge of Investment Promotion.

The National Agency in charge of Investment Promotion holds at the investors' disposal forms adapted to the various types of investments provided for by the present Code.

Le dépôt du dossier complet par l'investisseur est constaté par la délivrance d'une attestation de recevabilité délivrée par l'Agence nationale en charge de la promotion des investissements.

Article 31 :

L'Agence nationale en charge de la promotion des investissements examine l'adéquation du projet aux objectifs de ce code, sur la base d'un plan d'investissement soumis par l'investisseur. Toute demande d'agrément jugée acceptable à l'issue des études techniques donne lieu à la délivrance au profit du requérant d'un certificat d'acceptabilité technique par l'agence nationale en charge de la promotion des investissements.

La décision finale d'agrément à un régime privilégié du code des investissements est prise en Conseil des ministres et appelle la prise subséquente d'un arrêté interministériel. Les demandes d'agrément qui n'ont pas bénéficié de certificat d'acceptabilité technique ne sont pas soumises pour décision en Conseil des ministres. L'Agence nationale en charge de la promotion des investissements dispose de vingt (20) jours ouvrables à compter de la date de dépôt du dossier pour formuler sa décision technique.

Toute décision de l'Agence doit être motivée par écrit.

Un décret pris en Conseil des ministres précise les formalités à accomplir par les investisseurs et les modalités d'étude des dossiers d'agrément au présent code.

Article 32 :

En cas de non-respect du délai de délivrance du certificat d'agrément technique, ou de tout autre manquement dûment constaté, au niveau de l'Agence nationale en charge de la promotion des investissements relativement au traitement des demandes d'agrément, l'investisseur saisit la Commission de Contrôle des Investissements qui dispose de sept (7) jours ouvrables pour interpeller l'Agence et faire prendre les mesures appropriées en vue de l'émission, dans ce délai, d'une décision motivée. La structure de tutelle de l'Agence nationale en charge de la promotion des investissements reçoit ampliation de la lettre d'interpellation ainsi que de la décision technique de l'Agence nationale en charge de la promotion des investissements.

Article 33 :

Le certificat d'agrément technique et l'arrêté interministériel constatant l'agrément final, chacun en ce qui le concerne :

- fixent l'objet, le lieu d'implantation du projet, le délai de réalisation des investissements ainsi que la période d'exploitation en régime privilégié ;

The deposit of the complete file by the investor is noted by the delivery of a certificate of admissibility delivered by the National Agency in charge of the promotion of investments.

Article 31:

The National Agency in charge of investment promotion examines the adequacy of the project to the objectives of this code, on the basis of an investment plan submitted by the investor. Any application for approval considered acceptable at the end of the technical studies gives place to the delivery to the applicant of a certificate of technical acceptability by the national agency in charge of the promotion of investments.

The final decision to grant approval to a privileged regime of the investment code is taken by the Council of Ministers and requires the subsequent issuance of an interministerial order. Applications for approval that have not received a certificate of technical acceptability are not submitted for decision to the Council of Ministers.

The National Agency for Investment Promotion has twenty (20) working days from the date of submission of the file to formulate its technical decision.

All decisions of the Agency must be motivated in writing.

A decree issued by the Council of Ministers shall specify the formalities to be completed by investors and the procedures for examining applications for approval under this Code.

Article 32:

In case of non-respect of the deadline of delivery of the technical approval certificate, or any other failure duly noted, at the level of the National Agency in charge of investment promotion relating to the treatment of the approval applications, the investor refers to the Investment Control Commission which has seven (7) working days to question the Agency and to make take the appropriate measures in view of the emission, within this deadline, of a motivated decision. The structure in charge of the National Agency in charge of investment promotion receives an ampliation of the letter of interpellation as well as the technical decision of the National Agency in charge of investment promotion.

Article 33 :

The technical approval certificate and the interministerial order recording the final approval, each insofar as it concerns:

- determine the purpose, the location of the project, the deadline for the realization of the investments as well as the period of operation under the preferential regime;

- énumèrent les activités pour lesquelles le régime est octroyé, la nature et la quantité des éléments à exonérer ;
- confirment la nature et la durée des avantages accordés ;
- définissent les obligations qui incombent à l'Entreprise notamment en ce qui concerne la réalisation de ses programmes d'investissement, de production, d'emplois, de formation professionnelle et la poursuite de ses objectifs économiques, commerciaux et sociaux ;
- prévoient les modalités particulières de règlement des différends dans les limites du présent Code.

DES DIFFERENTS REGIMES ET LEURS AVANTAGES

CHAPITRE PREMIER

MESURES D'EXONERATION

Article 34 :

Pour garantir une bonne administration des régimes d'agrément, la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects crée pour chaque investisseur un sommier de gestion et de suivi des importations de biens éligibles.

La liste des biens, matériels et équipements bénéficiant des réductions de droit est fixée par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Industrie, du Ministre chargé de l'Economie et des Finances et du Ministre sectoriel concerné par le secteur d'activité, sur proposition de l'Agence nationale en charge de la promotion des Investissements.

CHAPITRE PREMIER

REGIME « A »

Article 35 :

L'agrément au régime A comporte les avantages suivants :

- 1- Pendant la période de réalisation des investissements :

(PC), du Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) et du Prélèvement de Solidarité (PS) sur :

- exonération totale des droits et taxes d'entrée, à l'exception de la taxe de voirie, de la taxe de statistique, du timbre douanier, du Prélèvement Communautaire ;
- les matériels, outillages et véhicules utilitaires destinés exclusivement à la production, dans le cadre du programme agréé ;

- list the activities for which the regime is granted, the nature and quantity of the elements to be exempted;
- confirm the nature and duration of the advantages granted;
- define the obligations incumbent on the Company, particularly with regard to the implementation of its investment, production, employment and vocational training programs and the pursuit of its economic, commercial and social objectives;
- provide for the specific modalities of dispute resolution within the limits of this Code.

THE DIFFERENT PLANS AND THEIR ADVANTAGES

CHAPTER ONE

EXEMPTION MEASURES

Article 34:

To ensure proper administration of the approval schemes, the General Directorate of Customs and Indirect Duties creates for each investor a management and monitoring record of imports of eligible goods.

The list of goods, materials and equipment benefiting from duty reductions is fixed by joint order of the Minister in charge of Industry, the Minister in charge of Economy and Finance and the sectoral Minister concerned by the sector of activity, on the proposal of the National Agency in charge of Investment Promotion.

CHAPTER ONE

REGIME "A"

Article 35:

The approval to regime A includes the following advantages:

- 1- During the period of realization of investments:

Community Levy (CL), the Community Solidarity Levy (CS) and the Solidarity Levy (SL) on :

- total exemption from import duties and taxes, except for the road tax, the statistical tax, the customs stamp;
- equipment, tools and commercial vehicles intended exclusively for production under the approved program ;

- les pièces de rechange spécifiques aux équipements importés dans la limite d'un montant égal à 15% de la valeur CAF des équipements.

2- Pendant la période d'exploitation :

- exonération de l'impôt sur les sociétés (IS), de l'Acompte sur Impôt assis sur les Bénéfices (AIB) et de l'impôt minimum forfaitaire ;
- exonération de la contribution des patentés et licences ;
- réduction de 50% du montant du versement patronal sur salaires.

**CHAPITRE II
DU REGIME « B »**

Article 36 :

L'agrément au régime B comporte les avantages suivants :

1- Pendant la période de réalisation des investissements :

- exonération totale des droits et taxes d'entrée, à l'exception de la taxe de voirie, de la taxe de statistique, du timbre douanier, du Prélèvement Communautaire (PC), du Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) et du Prélèvement de Solidarité (PS) sur :
 - les matériels, outillages et véhicules utilitaires destinés exclusivement à la production dans le cadre du programme agréé;
 - les pièces de rechange spécifiques aux équipements importés dans la limite d'un montant égal à 15% de la valeur CAF des équipements;

2- Pendant la période d'exploitation :

- exonération de l'impôt sur les sociétés (IS), de l'Acompte sur Impôt assis sur les Bénéfices (AIB) et l'impôt minimum forfaitaire ;
- exonération de la contribution des patentés et licences réduction de 80% du montant du versement patronal sur salaires.

**CHAPITRE III
DU REGIME « C »**

Article 37 :

L'agrément au régime C comporte les avantages suivants :

- pendant la période de réalisation des investissements :
 - exonération totale des droits et taxes d'entrée, à l'exception de la taxe de

- specific spare parts for imported equipment up to an amount equal to 15% of the CIF value of the equipment.

2- During the period of exploitation :

- Exemption from corporate tax (IS), from the advance payment of tax on profits (AIB) and from the minimum flat-rate tax;
- exemption from the contribution of patents and licenses;
- 50% reduction in the amount of the employer's payment on salaries.

**CHAPTER II
THE "B" REGIME**

Article 36 :

The approval to regime B includes the following advantages:

1- During the period of realization of investments:

- total exemption from import duties and taxes, except for the road tax, the statistical tax, the customs stamp, the Community Levy (CL), the Community Solidarity Levy (CS) and the Solidarity Levy (SL) on :
 - equipment, tools and commercial vehicles intended exclusively for production under the approved program;
 - specific spare parts for imported equipment up to an amount equal to 15% of the CIF value of the equipment;

2- During the exploitation period :

- exemption from corporate tax (IS), the advance payment of tax on profits (AIB) and the minimum flat-rate tax;
- exemption from the contribution of patents and licenses reduction of 80% of the amount of the employer's payment on wages.

**CHAPTER III
THE "C" REGIME**

Article 37:

Plan C approval includes the following benefits:

- during the period of realization of the investments:
- total exemption from import duties and taxes, except for the road tax, the statistical tax, the

voirie, de la taxe de statistique, du timbre douanier, du Prélèvement Communautaire (PC), du Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) et du Prélèvement de Solidarité (PS), sur le matériel et outillage, les véhicules utilitaires exclusivement destinés à la production et les pièces de rechange, objet du projet agréé ;

2. pendant la période d'exploitation :

- exonération de l'impôt sur les sociétés (IS), de l'Acompte sur Impôt assis sur les Bénéfices (AIB) et l'impôt minimum forfaitaire ;
- exonération de la contribution des patentés et licences ;
- exonération du versement patronal sur salaires ;
- exonération de droits d'enregistrement en cas d'augmentation de capital.

CHAPITRE IV DU REGIME D'INCITATION SECTORIELLE

Article 38 :

Le régime d'incitation sectorielle vise à accorder des avantages supplémentaires aux investisseurs éligibles aux régimes « A » ou « B » qui investissent dans les secteurs ou activités définis par décret pris en Conseil des ministres.

Les avantages supplémentaires accordés aux investisseurs éligibles au régime d'incitation sectorielle ne peuvent excéder les avantages prévus par la présente loi :

- les investisseurs éligibles au régime « A » qui investissent dans les secteurs ou activités éligibles au régime d'incitation sectorielle peuvent bénéficier des avantages prévus par le régime « B ».
- les investisseurs éligibles au régime « B » qui investissent dans les secteurs ou activités éligibles au régime d'incitation sectorielle peuvent bénéficier des avantages prévus par le régime « C ».

CHAPITRE V DU REGIME DES INVESTISSEMENTS SPECIFIQUES

Article 39 :

Les projets éligibles au régime des investissements spécifiques bénéficient d'une exonération totale des droits et taxes d'entrée, à l'exception de la taxe de voirie, de la taxe de statistique, du timbre douanier, du Prélèvement Communautaire (PC), du Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) et du

customs stamp, the Community Levy (CL), the Community Solidarity Levy (CS) and the Solidarity Levy (SL), on equipment and tools, commercial vehicles exclusively intended for production and spare parts, subject of the approved project;

3. during the exploitation period :

- exemption from corporate income tax (IS), from the advance payment of tax on profits (AIB) and the minimum flat-rate tax;
- exemption from the contribution of patents and licenses;
- exemption from employer's payment on salaries;
- exemption from registration fees in case of capital increase.

CHAPTER IV THE SECTORAL INCENTIVE SCHEME

Article 38:

The sectoral incentive scheme aims at granting additional advantages to the investors eligible to the schemes « A » or « B » who invest in the sectors or activities defined by decree taken in Council of Ministers.

The additional benefits granted to investors eligible for the sectoral incentive scheme may not exceed the benefits provided by this Act:

- investors eligible for regime « A » who invest in sectors or activities eligible for the sectoral incentive regime may benefit from the advantages provided for by regime « B »
- the investors eligible to the regime « B » who invest in the sectors or activities eligible to the regime of sectoral incentive can benefit from the advantages provided by the regime « C ».

CHAPTER V THE REGIME FOR SPECIFIC INVESTMENTS

Article 39 :

The projects eligible for the regime of specific investments benefit from a total exemption of duties and entry taxes, except for the road tax, the statistical tax, the customs stamp, the Community Levy (CL), the Community Solidarity Levy (CSL) and the Solidarity Levy (SL) on all approved investments.

Prélèvement de Solidarité (PS) sur l'ensemble des investissements agréés.

Les entreprises porteuses de ces projets sont sous le régime de droit commun pendant leur phase d'exploitation.

DES SANCTIONS ET DU REGLEMENT DES DIFFERENDS

CHAPITRE PREMIER DES SANCTIONS

Article 40 :

Le détournement de sa destination de tout bien importé selon un régime privilégié du présent Code :

- constitue un manquement grave aux obligations de l'Entreprise agréée qui sera sanctionnée conformément aux dispositions des articles 42, 43 et 44 ci-dessous ;
- constitue une infraction fiscale et douanière qui sera sanctionnée conformément aux dispositions des Codes des Douanes et des impôts ;
- rend immédiatement exigible le paiement du montant découlant des sanctions au Trésor Public sans préjudice des sanctions pénales.

Article 41 :

En cas de non-respect de l'une des obligations prescrites aux articles 20 à 25 ci-avant, dûment constaté par la Commission de Contrôle des Investissements, l'Entreprise est passible d'une amende dont le montant est défini dans un Décret d'application de la présente loi.

Article 42 :

En cas de violation grave ou de récidive ou en cas de non réalisation du programme d'investissement constatée après l'expiration de la période d'installation, ou en cas de non-respect par l'investisseur de ses obligations en vertu de l'agrément d'exploitation, le bénéfice d'un régime du présent Code peut être retiré à l'Entreprise agréée. La décision de retrait de l'agrément est prononcée par le Conseil des ministres sur la base d'un rapport établi par l'Agence nationale en charge de la promotion des Investissements ou de la Commission de Contrôle des Investissements.

Article 43 :

En cas de retrait du bénéfice d'un régime du présent Code, l'Entreprise en cause est tenue de rembourser à l'Etat béninois, la valeur ou l'équivalent en valeur des avantages induits qu'elle a obtenus pendant la durée d'agrément.

CHAPITRE II

DU REGLEMENT DES DIFFERENDS

The companies carrying these projects are under the common law regime during their exploitation phase.

SANCTIONS AND SETTLEMENT OF DISPUTES

CHAPTER ONE

PENALTIES

Article 40:

The detour from its destination of any goods imported under a privileged regime of this Code :

- constitutes a serious breach of the obligations of the Authorized Company which shall be punished in accordance with the provisions of Articles 42, 43 and 44 below ;
- constitutes a fiscal and customs offence which shall be punished in accordance with the provisions of the Customs and Tax Codes;
- makes the payment of the amount resulting from the sanctions immediately payable to the Public Treasury, without prejudice to penal sanctions.

Article 41 :

In case of non-compliance with any of the obligations prescribed in Articles 20 to 25 above, duly noted by the Investment Control Commission, the Company shall be liable to a fine, the amount of which shall be defined in a Decree implementing this law.

Article 42 :

In case of serious violation or recidivism or in case of non realization of the investment program noticed after the expiry of the installation period, or in case of non respect by the investor of his obligations under the approval of exploitation, the benefit of a regime of the present Code can be withdrawn from the approved Enterprise. The decision to withdraw approval is taken by the Council of Ministers on the basis of a report drawn up by the National Agency for Investment Promotion or the Investment Control Commission.

Article 43:

In the event of withdrawal of the benefit of a regime of the present Code, the Company in question shall be required to reimburse to the Beninese State, the value or the equivalent in value of the advantages it has obtained during the period of approval.

CHAPTER II

SETTLEMENT OF DISPUTES

Article 44 :

Les difficultés d'interprétation des dispositions du présent Code sont réglées par voie d'instructions ou de circulaires du Comité Interministériel de Promotion des Investissements sur proposition de l'Agence nationale chargée de la promotion des Investissements.

Tout différend relatif à l'interprétation et à l'exécution du présent Code fera, au préalable, l'objet d'un règlement à l'amiable entre les parties.

A défaut, le différend est réglé par les juridictions béninoises compétentes conformément aux lois et règlements en vigueur, ou par voie d'arbitrage. Le recours à l'arbitrage se fait suivant l'une des procédures ci - après :

- au plan national :
 - la procédure du Centre d'Arbitrage, de Médiation et de Conciliation (CAMEC) ;
- au plan régional et international :
 - la procédure de l'Acte Uniforme relatif au droit de l'arbitrage de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) ;
 - la procédure de conciliation et d'arbitrage découlant soit d'un commun accord entre les parties, soit d'Accords bilatéraux conclus entre la République du Bénin et l'Etat dont l'investisseur est ressortissant quelle que soit la portée de la clause compromissoire ou la clause de règlement des différends incluses dans lesdits accords, laquelle sera réputée étendue à tout différend entre les parties relatif à l'interprétation et à l'exécution du présent Code ;
 - la procédure de la convention portant création de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (AMGI) ;
 - les procédures des dispositions de la Convention du 18 mars 1965 créant le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements entre Etats et Ressortissants d'autres Etats (CIRDI) établie sous l'égide de la Banque Mondiale et ratifiée par la République du Bénin le 06 septembre 1966.

Article 44 :

Difficulties in the interpretation of the provisions of this Code shall be settled by means of instructions or circulars issued by the Interministerial Committee for Investment Promotion on the proposal of the National Agency for Investment Promotion.

Any dispute relating to the interpretation and implementation of this Code shall first be settled out of court between the parties.

Failing that, the dispute shall be settled by the competent Beninese courts in accordance with the laws and regulations in force, or by arbitration. Recourse to arbitration shall be made according to one of the following procedures:

- at the national level :
 - the procedure of the Arbitration, Mediation and Conciliation Center (CAMEC);
- at the regional and international level:
 - the procedure of the Uniform Act on Arbitration Law of the Organization for the Harmonization of Business Law in Africa (OHADA);
 - the conciliation and arbitration procedure resulting either from a common agreement between the parties or from bilateral agreements concluded between the Republic of Benin and the State of which the investor is a national, regardless of the scope of the arbitration clause or the dispute settlement clause included in the said agreements, which shall be deemed to extend to any dispute between the parties relating to the interpretation and execution of this Code;
 - the procedures of the agreement establishing the Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA);
 - the procedures of the provisions of the Convention of March 18, 1965 creating the International Centre for Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of other States (ICSID) established under the aegis of the World Bank and ratified by the Republic of Benin on September 6, 1966.

DES DISPOSITIONS DIVERSES

Article 45 :

Sont exclus du régime de franchise pour l'application des dispositions de la présente loi, les matériaux de construction et de finition, le matériel de bureau, les appareils et matériels électroménagers, les voitures particulières de tourisme, le matériel de climatisation à l'exception du matériel de climatisation centrale, les produits pétroliers à l'exception des lubrifiants, du fuel oil, du gasoil, utilisés comme matières premières et des produits bitumineux.

Toutefois, cette exclusion ne concerne pas les projets touristiques et/ou hôteliers, les projets d'infrastructures universitaires visant la formation professionnelle, la recherche appliquée et l'innovation notamment en ce qui concerne les matériaux de construction et de finition, les équipements et matériels pédagogiques ; les équipements et matériels de laboratoire, le matériel de bureau, les appareils et matériels électroménagers, les véhicules utilitaires, le matériel de climatisation individuelle ou centrale, indispensables pour leur exploitation.

L'acte d'agrément précise les quantités à exonérer pour ces éléments.

Article 46 :

Les opérations réalisées par l'Entreprise agréée qui ne relèveraient pas expressément des activités énumérées dans le certificat d'agrément, demeurent soumises aux dispositions du droit commun.

La cession, dans le cas où elle est autorisée, entraîne le paiement des droits dont les biens avaient été exonérés, calculés sur leur valeur déterminée conformément à la réglementation douanière et aux taux en vigueur au jour du dépôt de la déclaration.

Article 47 :

Le bénéfice d'un régime accordé à une Entreprise conformément aux dispositions du présent Code n'est pas transmissible.

Article 48 :

L'agrément à un régime du présent Code ne peut être ni renouvelé, ni prorogé. A l'expiration de la période d'agrément, l'Entreprise perd ledit régime et ses activités relèvent des dispositions du droit commun.

Article 49 :

Aucune décision législative ou réglementaire prenant effet à une date postérieure à celle de l'agrément, ne peut avoir pour effet de supprimer ou de restreindre à l'égard de l'Entreprise les dispositions du régime dont elle bénéficie pour la durée de l'agrément sauf dans le cas des sanctions prévues aux articles 41 à 44 ci-dessus.

MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 45 :

Are excluded from the regime of exemption for the application of the provisions of the present law, the building and finishing materials, the office equipment, the appliances and the household appliances, the private cars of tourism, the air-conditioning equipment except for the central air-conditioning equipment, the petroleum products except for the lubricants, the fuel oil, the gas oil, used as raw materials and the bituminous products.

However, this exclusion does not concern the tourist and/or hotel projects, the university infrastructure projects aiming at the vocational training, the applied research and the innovation in particular as regards the building and finishing materials, the educational equipment and materials; the laboratory equipment and materials, the office equipment, the appliances and the household appliances, the utility vehicles, the individual or central air-conditioning material, essential for their exploitation.

The approval act specifies the quantities to be exempted for these items.

Article 46:

The operations carried out by the approved Company which would not expressly come under the activities listed in the certificate of approval, remain subject to the provisions of the common law.

The transfer, in the case where it is authorized, entails the payment of the duties from which the goods had been exempted, calculated on their value determined in accordance with the customs regulations and the rates in force on the day of the deposit of the declaration.

Article 47:

The benefit of a scheme granted to an Enterprise in accordance with the provisions of this Code shall not be transferable.

Article 48:

Approval for a scheme under this Code may not be renewed or extended. At the end of the approval period, the Company loses the said regime and its activities are subject to the provisions of common law.

Article 49:

No legislative or regulatory decision taking effect on a date subsequent to that of the approval, may have the effect of removing or restricting with regard to the Company the provisions of the regime from which it benefits for the duration of the approval, except in the case of the sanctions provided for in Articles 41 to 44 above.

Article 50 :

Une Entreprise agréée peut demander à bénéficier de toute disposition plus favorable qui pourrait intervenir dans la législation fiscale et douanière.

DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**Article 51 :**

Les garanties et les avantages, consentis à certaines Entreprises dans le cadre de la loi 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des Investissements, modifiée par la loi 90-033 du 24 décembre 1990 et l'Ordonnance 2008-04 du 28 juillet 2008, modifiée par l'Ordonnance 2008-06 du 05 novembre 2008, leur restent acquis jusqu'à l'expiration des délais définis par leurs actes d'agrément.

Article 52 :

Des Décrets pris en Conseil des ministres précisent, les modalités d'application de la présente loi.

Article 53 :

La présente loi qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et notamment la loi 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des Investissements, modifiée par la loi 90-033 du 24 décembre 1990 et l'Ordonnance 2008-04 du 28 juillet 2008, modifiée par l'Ordonnance 2008-06 du 05 novembre 2008 et le Décret 98-453 du 08 octobre 1998, sera publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

La Loi n°2017-07 du 17 juin 2017 fixant le régime de la Zone économique spéciale

Le régime des Zones Economiques Spéciales en République du Bénin est fixé par la loi n°2017-07 du 17 juin 2017 définit la « Zone Economique Spéciale ».

Les avantages sur les Zones Economiques Spéciales figurent en [annexe 6](#).

DE L'OBJET, DES ACTIVITES AUTORISEES ET DU MODE DE CREATION DES ZONES ECONOMIQUES SPECIALES

Article 1^{er} : Objet de la présente loi.

La présente loi régit la création, la promotion, l'exploitation, l'administration, l'entretien et le développement des Zones économiques spéciales (ZES) au Bénin.

Sont autorisées dans les ZES toutes activités de production industrielle, agricole, agroalimentaire ou agro-industrielle, menée par une personne-morale .

Article 50:

An Approved Company may request to benefit from any more favorable provisions that may intervene in the fiscal and customs legislation.

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS**Article 51:**

The guarantees and advantages granted to certain companies under Law 90-002 of May 9, 1990 on the Investment Code, as amended by Law 90-033 of December 24, 1990 and Ordinance 2008-04 of July 28, 2008, as amended by Ordinance 2008-06 of November 5, 2008, shall be retained until the expiry of the time limits defined by their approval acts.

Article 52:

Decrees taken in the Council of Ministers specify the modalities of application of the present law.

Article 53:

This law which abrogates all previous provisions to the contrary and in particular law 90-002 of May 9, 1990 on the Investment Code, amended by law 90-033 of December 24, 1990 and Ordinance 2008-04 of July 28, 2008, amended by Ordinance 2008-06 of November 5, 2008 and Decree 98-453 of October 8, 1998, shall be published in the Official Gazette and executed as a law of the State.

Law No. 2017-07 of June 17, 2017 establishing the regime of the Special Economic Zone

The regime of Special Economic Zones in the Republic of Benin is set by Law No. 2017-07 of June 17, 2017, defining the "Special Economic Zone".

For the special economic zone exemptions see [appendix 6](#).

THE PURPOSE, AUTHORIZED ACTIVITIES AND METHOD OF CREATION OF SPECIAL ECONOMIC ZONES

Article 1^{er} : Purpose of this law.

This law governs the creation, promotion, operation, administration, maintenance and development of Special Economic Zones (SEZ) in Benin.

All industrial, agricultural, agri-food or agro-industrial production activities carried out by a legal entity holding an approval issued by the Zone

détenant un agrément délivré par la Société d'aménagement et de gestion de la Zone. Les activités commerciales ou de services destinées à faciliter l'activité principale de production sont aussi autorisées sous des conditions définies par décret pris en Conseil des ministres..

Article 2 : Définition de la Zone économique spéciale. Au sens de la présente loi, la « Zone économique spéciale » appelée Zone ou « ZES » désigne tout espace déterminé du territoire national, délimité par l'Etat pour faire la promotion du développement d'un pôle économique donné, par la mise en place d'une politique d'incitation des investissements nationaux et étrangers sous forme notamment d'avantages fiscaux, douaniers, de facilités d'implantation et de procédures administratives simplifiées.

Article 3 : Objectifs poursuivis par la création des ZES.

Les ZES sont créées aux fins :

- de promouvoir et d'attirer les investissements de type industriel, agro-industriel, agro-alimentaire et agricole en favorisant l'implantation d'unités de production ;
- de promouvoir le développement des exportations et l'investissement direct, béninois et étranger ;
- de réhabiliter et d'augmenter les infrastructures disponibles en vue de favoriser le développement socio-économique du Bénin ;
- d'accroître la compétitivité de l'économie béninoise ;
- de favoriser la valorisation des ressources nationales ;
- d'encourager le secteur privé à participer aux activités d'aménagement, d'exploitation et d'entretien des Zones y compris l'aménagement des infrastructures et
- de faciliter la création et la promotion d'emplois.

Article 4 : Activités des ZES

Sont interdites, conformément aux dispositions nationales et traités internationaux les activités illicites telles que celles liées au trafic de drogues et stupéfiants, des armes, à l'importation et au transit des déchets industriels, au blanchiment de capitaux issus d'activités illégales ou prohibées, et toute activité contraire aux dispositions législatives et réglementaires applicables au Bénin.

Development and Management Corporation are authorized in SEZs. Commercial or service activities intended to facilitate the main production activity are also authorized under conditions defined by decree issued by the Council of Ministers.

Article 2 : Definition of the Special Economic Zone.

Within the meaning of the present law, the "Special Economic Zone" called "Zone" or "SEZ" means any determined space of the national territory, delimited by the State to promote the development of a given economic pole, by the implementation of an incentive policy for national and foreign investments in the form of fiscal and customs advantages, facilities of establishment and simplified administrative procedures.

Article 3: Objectives pursued by the creation of SEZs.

The SEZs are created in order to :

- to promote and attract industrial, agro-industrial, agri-food and agricultural investments by encouraging the establishment of production units;
- to promote the development of exports and direct investment, both Beninese and foreign;
- to rehabilitate and increase the available infrastructure in order to promote the socio-economic development of Benin;
- to increase the competitiveness of the Beninese economy;
- to promote the development of national resources;
- encourage the private sector to participate in the development, operation and maintenance of the Zones, including the development of infrastructure and;
- to facilitate the creation and promotion of jobs.

Article 4 : SEZ Activities

In accordance with national provisions and international treaties, illicit activities such as those related to drug and narcotics trafficking, arms trafficking, import and transit of industrial waste, money laundering from illegal or prohibited activities, and any activity contrary to the legislative and regulatory provisions applicable in Benin are prohibited.

Article 5 : Création des ZES

Les ZES sont créées et délimitées par décret pris en Conseil des ministres fixant notamment la nature des entreprises pouvant s'y installer, les activités éligibles et le régime qui leur est applicable.

DE L'AMENAGEMENT, DE LA PROMOTION, DE L'ORGANISATION ET DE LA GESTION DES ZONES ECONOMIQUES SPECIALES

CHAPITRE I DE L'AUTORITE ADMINISTRATIVE

Article 6 : Définition de l'Autorité administrative.

Au sens de la présente loi, l'Autorité administrative est la personne morale de droit public, constituée par le regroupement géographique et fonctionnel de l'ensemble des administrations et services de l'Etat intervenant dans le processus de création et de contrôle des entreprises installées dans les Zones économiques spéciales.

Un décret pris en Conseil des ministres détermine les modalités de fonctionnement de l'Autorité administrative.

Article 7 : Mission et modalités de fonctionnement de l'Autorité administrative.

L'Autorité administrative est chargée de veiller à l'application et au respect de la législation en vigueur par la Société d'aménagement et de gestion et par tous les investisseurs et intervenants dans les ZES.

Elle veille également au suivi des cahiers des charges de la Société d'aménagement et de gestion et des entreprises des différentes Zones.

Elle est tenue de tout mettre en œuvre pour permettre à l'Etat d'honorer les engagements pris dans le cadre du développement des Zones. Elle est chargée à ce titre de faciliter notamment la connexion ou le raccordement des ZES à toutes les infrastructures publiques extérieures aux Zones et qui sont nécessaires pour assurer la mise en œuvre des plans de développement assignés aux sociétés d'aménagement.

La liste de ces différentes infrastructures, commodités et services publics sera définie par un décret pris en Conseil des ministres.

L'Autorité administrative constitue, sous son autorité, un guichet unique des formalités et démarches administratives pour l'ensemble des

Article 5: Creation of SEZs

The SEZs are created and delimited by decree taken in the Council of Ministers fixing in particular the nature of the companies which can settle there, the eligible activities and the regime which is applicable to them.

FOR THE DEVELOPMENT, PROMOTION, ORGANIZATION AND MANAGEMENT OF SPECIAL ECONOMIC ZONES

CHAPTER I ADMINISTRATIVE AUTHORITY

Article 6 : Definition of the Administrative Authority.

In the sense of the present law, the Administrative Authority is the legal person of public law, constituted by the geographical and functional grouping of all the administrations and services of the State intervening in the process of creation and control of the enterprises installed in the Special Economic Zones.

A decree issued by the Council of Ministers determines the operating procedures of the Administrative Authority.

Article 7: Mission and operating procedures of the Administrative Authority.

The Administrative Authority is responsible for ensuring that the legislation in force is applied and complied with by the Development and Management Company and by all investors and stakeholders in the SEZ.

It also monitors the specifications of the Development and Management Company and the companies in the various zones.

It is required to do everything possible to enable the State to honor the commitments made in the development of the Zones. In this regard, it is responsible for facilitating the connection or linking of the SEZs to all public infrastructures outside the zones that are necessary to ensure the implementation of the development plans assigned to the development companies.

The list of these various infrastructures, amenities and public services will be defined by a decree issued by the Council of Ministers.

The Administrative Authority constitutes, under its authority, a one-stop shop for administrative formalities and procedures for all stakeholders in the Special Economic Zones.

intervenants dans les Zones économiques spéciales.

La liste des entités administratives que regroupe le guichet unique et les missions du guichet sont précisées par décret pris en Conseil des ministres.

Le guichet unique est délocalisé au niveau de chaque Zone économique spéciale.

L'Autorité administrative est dirigée par un administrateur général nommé, par décret pris en Conseil des ministres, parmi les personnes externes justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans et de compétence adéquate. Il est assisté d'un administrateur général adjoint nommé dans les mêmes formes et conditions.

L'Autorité administrative est dotée d'un agent comptable, nommé conformément aux textes en vigueur. Elle dispose d'un budget annuel adéquat pour la réalisation de sa mission.

CHAPITRE II DE LA SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE ZONE

Article 8 : Définition de la Société d'aménagement et de gestion de la Zone.

Au sens de la présente loi, la Société d'aménagement et de gestion (SAG) de la Zone est une personne morale de droit public ou privé, chargée de l'aménagement et de la gestion de la Zone ainsi que de l'octroi d'agrément à l'investisseur, après avis de l'Autorité administrative, faisant de lui une entreprise de la Zone.

Article 9 : Mission de la Société d'aménagement et de gestion de la Zone.

L'Etat concède à cette Société de droit public ou privé l'aménagement, l'organisation, la promotion et la gestion de la Zone sur la base d'un cahier des charges définissant les droits et obligations du concessionnaire tels que définis à l'article 14 ci-dessous.

Article 10 : Critères de désignation de la Société d'aménagement et de gestion de la Zone.

La Société d'aménagement et de gestion d'une Zone est désignée par le décret pris en Conseil des ministres qui crée la Zone concernée.

The list of administrative entities that make up the one-stop shop and its missions are specified by decree issued by the Council of Ministers.

The one-stop shop is located in each Special Economic Zone.

The Administrative Authority is headed by an administrator general appointed by decree by the Council of Ministers from among external persons with at least ten (10) years of professional experience and adequate competence. He is assisted by a deputy general administrator appointed in the same way and under the same conditions.

The Administrative Authority has an accounting officer, appointed in accordance with the texts in force. It has an adequate annual budget to carry out its mission.

CHAPTER II THE AREA DEVELOPMENT AND MANAGEMENT COMPANY

Article 8 : Definition of the Development and Management Company of the Zone.

Under this law, the Development and Management Company (SAG) of the Zone is a legal entity under public or private law, responsible for the development and management of the Zone as well as the granting of approval to the investor, after advice from the Administrative Authority, making him a company in the Zone.

Article 9: Mission of the Development and Management Company of the Zone.

The State shall grant to this public or private law company the development, organization, promotion and management of the Zone on the basis of specifications defining the rights and obligations of the concessionaire as defined in Article 14 below.

Article 10: Criteria for the designation of the Development and Management Company of the Zone.

The Development and Management Company of a Zone shall be designated by the decree issued by the Council of Ministers creating the Zone concerned.

La désignation de la Société d'aménagement et de gestion d'une Zone doit prendre en compte, notamment :

- l'expérience avérée dans l'organisation, l'aménagement la promotion et le développement des ZES, ainsi que celle du ou des principaux actionnaires de la Société d'aménagement et de gestion ;
- les projets et plans d'aménagement, de promotion et de développement qu'elle propose et leur faisabilité ;
- la capacité financière à assurer la gestion et l'exploitation de la Zone considérée, ou à mobiliser les financements nécessaires à la gestion et l'exploitation de la Zone ;
- l'engagement de ses principaux actionnaires ou fondateurs, autres que l'Etat, à aider résolument à accomplir toutes ses obligations ;
- l'engagement de ce dernier à préserver l'environnement et à promouvoir le développement durable.

Article 11 : Siège social de la Société d'aménagement et de gestion.

La Société d'aménagement et de gestion a son siège social dans la Zone cible.

Article 12: Attributions de la Société d'aménagement et de gestion.

La Société d'aménagement et de gestion a en charge l'aménagement, l'organisation, la promotion, la gestion et la maintenance des infrastructures et équipements communs de la Zone dont elle a la responsabilité

A cet effet, elle assure à l'intérieur de la Zone, notamment, la réalisation et l'entretien :

- des voies de circulation ;
- des réseaux d'adduction d'eau et d'alimentation en énergie électrique, d'assainissement et de télécommunication ;

The designation of the Development and Management Company of a Zone shall take into account, in particular:

- proven experience in the organization, planning, promotion and development of SEZs, as well as that of the main shareholder(s) of the development and management company;
- the development, promotion and development projects and plans it proposes and their feasibility;
- the financial capacity to ensure the management and operation of the Zone in question, or to mobilize the financing necessary for the management and operation of the Zone;
- the commitment of its principal shareholders or founders, other than the State, to resolutely assist in fulfilling all its obligations;
- the commitment of the latter to preserve the environment and promote sustainable development.

Article 11: Head office of the Development and Management Company.

The headquarters of the Development and Management Company shall be in the Target Area.

Article 12: Duties of the Development and Management Company.

The Development and Management Company shall be responsible for the development, organization, promotion, management and maintenance of the infrastructures and common facilities of the Zone for which it is responsible.

To this end, it shall ensure within the Zone, in particular, the construction and maintenance of :

- traffic roads ;
- water supply, electricity supply, sewerage and telecommunication networks;

- des infrastructures nécessaires à l'exécution des services qu'il assure ou qu'il gère, y compris les clôtures, les murs d'enceinte et les voies d'accès à la Zone ;
- de l'éclairage des voies d'accès et de circulation et des espaces communs.

Elle assure également à l'intérieur de la Zone :

- la location aux usagers et investisseurs de bâtiments, hangars et terre-pleins ;
- la distribution d'eau et d'électricité, la gestion des réseaux correspondants ;
- la surveillance et la sécurité des parties communes et des accès à la Zone ;
- le contrôle des constructions, installations et activités ainsi que les déplacements des marchandises et des personnes à l'intérieur de la Zone.

La Société d'aménagement et de gestion est en outre chargée :

- d'assurer la promotion commerciale et industrielle de la Zone Economique spéciale sur la base de la politique arrêtée par l'Etat ;
- d'accueillir les investisseurs et les assister dans la préparation de leurs demandes d'agrément ;
- de réaliser une étude socio-économique

Article 13 : Délivrance d'agrément

La Société d'aménagement et de gestion est chargée de la délivrance, après avis de l'Autorité administrative, de l'agrément d'admission au bénéfice des avantages de la Zone à tout investisseur dans les formes et conditions prévues aux articles 22, 23 et 24 de la présente loi.

Article 14: Cahier des charges de la Société d'aménagement et de gestion.

Les obligations et droits d'aménagement et de gestion de l'Etat et des investisseurs admis au bénéfice des avantages d'une Zone sont définis par un cahier des charges liant la Société d'aménagement et de gestion à l'Etat.

- the infrastructure necessary for the execution of the services it provides or manages, including fences, perimeter walls and access roads to the Zone;

- the lighting of access roads and common areas.

It also provides within the Zone:

- the rental of buildings, hangars and platforms to users and investors
- the distribution of water and electricity and the management of the corresponding networks
- surveillance and security of common areas and accesses to the Zone;
- the control of constructions, installations and activities as well as the movement of goods and people within the Zone.

The Development and Management Company is also responsible for:

- ensuring the commercial and industrial promotion of the Special Economic Zone on the basis of the policy determined by the State;
- to welcome investors and assist them in the preparation of their applications for approval;
- to carry out a socio-economic study.

Article 13: Issuance of approval.

The Development and Management Company shall be responsible for issuing, after the opinion of the Administrative Authority, the approval for admission to the benefits of the Zone to any investor in the forms and conditions provided for in Articles 22, 23 and 24 of this law.

Article 14: Terms of reference of the Development and Management Company.

The obligations and rights of development and management of the State and of the investors admitted to the benefits of a Zone shall be defined by a schedule of conditions binding the Development and Management Company to the State.

Le cahier des charges prévu à l'alinéa ci-dessus doit être annexé, soit au décret pris en Conseil des ministres et portant création de la Zone, soit au contrat de gestion conclu par la personne morale de droit public gestionnaire de la Zone avec le partenaire technique.

Article 15: Régime applicable à la Société d'aménagement et de gestion.

La Société d'aménagement et de gestion bénéficie de tous les droits et avantages prévus par la loi au profit des investisseurs admis au régime de la Zone économique spéciale.

Cette disposition s'applique également à toute entité filiale de la Société d'aménagement et de gestion, créée pour la fourniture des prestations aux adhérents de la ZES.

La Société d'aménagement et de gestion, personne morale de droit public peut, en cas de nécessité, s'adjointre un partenaire technique.

Article 16 : Critères de choix du Partenaire Technique.

La désignation du partenaire technique doit prendre en compte notamment :

- son expérience avérée dans l'activité choisie ;
- les projets et plans d'aménagement, de promotion et de développement qu'il propose pour la Zone Economique Spéciale et leur faisabilité ;
- sa capacité financière à assurer la gestion et l'exploitation de la Zone économique spéciale considérée, ou à mobiliser les financements nécessaires à la gestion et à l'exploitation de la Zone.

CHAPITRE III
DE L'AUTORITE DE REGULATION DE LA ZONE
Article 17 : Création et attribution de l'Autorité de régulation de la Zone.

The specifications provided for in the above paragraph must be annexed either to the decree issued by the Council of Ministers and establishing the Zone, or to the management contract concluded by the legal person of public law managing the Zone with the technical partner.

Article 15: Regime applicable to the Development and Management Company.

The Development and Management Company shall enjoy all the rights and benefits provided for by law for the benefit of investors admitted to the regime of the Special Economic Zone.

This provision shall also apply to any subsidiary entity of the Development and Management Company established to provide services to SEZ members.

The Development and Management Company, a legal entity under public law, may, if necessary, add a technical partner.

Article 16: Criteria for choosing the Technical Partner.

The designation of the technical partner must take into account in particular :

- its proven experience in the chosen activity;
- the development, promotion and development projects and plans it proposes for the Special Economic Zone and their feasibility;
- its financial capacity to ensure the management and operation of the Special Economic Zone in question, or to mobilize the necessary financing for the management and operation of the Zone.

CHAPTER III
THE REGULATORY AUTHORITY OF THE ZONE
Article 17: Establishment and functions of the Regulatory Authority of the Zone.

Il est créé par Zone économique spéciale, une Autorité de régulation qui est un organe consultatif chargé de veiller au respect des droits et obligations des différents acteurs de la Zone. Elle donne des avis et recommandations en cas de conflits entre les acteurs et alerte le Gouvernement sur toute situation pouvant compromettre la réalisation des objectifs de développement de la Zone.

Article 18 : Composition de l'Autorité de régulation. L'Autorité de régulation est composée de cinq (5) membres répartis ainsi qu'il suit :

- deux (2) désignés par le pouvoir exécutif ;
- deux (2) désignés par la Société d'aménagement et de gestion, dont un (1) pour le partenaire technique le cas échéant ;
- un (1) désigné par les collectivités locales accueillant la Zone économique spéciale.

A l'exception des représentants de la Société d'aménagement et de gestion, aucun membre de l'Autorité de régulation ne peut être administrateur ou dirigeant de la Société d'aménagement et de gestion.

Article 19 : Fonctionnement de l'Autorité de régulation.

L'Autorité de régulation est présidée par un des membres représentant le pouvoir exécutif.

Les conditions de fonctionnement de l'Autorité de régulation sont fixées par décret pris en Conseil des ministres.

L'Autorité de régulation reçoit toutes les informations de la Société d'aménagement et de gestion et, le cas échéant, du partenaire technique sur le fonctionnement de la Zone.

Article 20 : Saisine de l'Autorité administrative

L'Autorité de régulation saisit l'Autorité administrative en cas de violation des droits des personnes morales ou physiques admises ou travaillant dans la Zone, de non-respect du libre jeu de la concurrence, de pratiques, déloyales ou de manquements par la Société d'aménagement et de gestion aux missions qui lui sont dévolues par la présente loi et par le cahier des charges conclu avec l'Etat.

A Regulatory Authority shall be established for each Special Economic Zone. It shall be a consultative body responsible for ensuring that the rights and obligations of the various actors in the Zone are respected. It shall give opinions and recommendations in the event of conflicts between actors and shall alert the Government to any situation that may compromise the achievement of the Zone's development objectives.

Article 18: Composition of the Regulatory Authority. The Regulatory Authority is composed of five (5) members distributed as follows:

- two (2) appointed by the Executive;
- two (2) appointed by the Development and Management Company, including one (1) for the technical partner, if any;
- one (1) appointed by the local authorities hosting the Special Economic Zone.

With the exception of the representatives of the Development and Management Company, no member of the Regulatory Authority may be a director or officer of the Development and Management Company.

Article 19: Operation of the Regulatory Authority.

The Regulatory Authority shall be chaired by one of the members representing the Executive.

The conditions of operation of the Regulatory Authority shall be determined by decree of the Council of Ministers.

The Regulatory Authority shall receive all information from the Development and Management Company and, where appropriate, from the technical partner on the operation of the Zone.

Article 20: Referral to the Administrative Authority
The Regulatory Authority shall refer to the Administrative Authority any violation of the rights of legal or natural persons admitted to or working in the Zone, any failure to respect the free play of competition, any unfair practices or any failure by the Société d'aménagement et de gestion to carry out the missions assigned to it by this law and by the specifications concluded with the State.

DE L'ADMISSION, DE L'EXCLUSION ET DES OBLIGATIONS DES ENTREPRISES INSTALLÉES DANS LES ZONES ECONOMIQUES SPÉCIALES

Article 21 : Définition de l'investisseur.

Est considérée comme investisseur, toute personne morale, de droit privé ou public, béninoise ou non, réalisant dans les conditions définies dans le cadre de la présente loi, des opérations d'investissement dans une Zone économique spéciale.

Article 22 : Admission au régime des ZES.

L'admission des investisseurs dans la Zone économique spéciale est subordonnée à l'obtention d'un agrément délivré par la Société d'aménagement et de gestion après avis de l'Autorité administrative et conformément aux dispositions des articles 23, 24 et 25 de la présente loi.

Article 23 : Conditions d'agrément des Investisseurs.

Pour être agréé, tout investisseur doit répondre aux conditions ci-après :

- déposer son dossier de demande d'agrément auprès de la Société d'aménagement et de gestion ;
- l'investissement projeté doit permettre de créer des emplois ;
- l'investissement projeté doit correspondre à l'objet de la Zone tel que défini par le décret portant création de celle-ci ;
- avoir été soumis au cahier des charges de la Zone..

Article 24: Demande d'agrément par l'investisseur.

Le contenu du dossier d'agrément est précisé par décret pris en Conseil des ministres.

La Société d'aménagement et de gestion dispose de vingt (20) jours à compter de la date de dépôt du dossier pour formuler sa décision.

Toute décision non conforme doit être motivée. A défaut de réponse dans ce délai, l'agrément est réputé accordé.

ADMISSION, EXCLUSION AND OBLIGATIONS OF ENTERPRISES LOCATED IN SPECIAL ECONOMIC ZONES

Article 21: Definition of investor.

Any legal person, whether private or public, Beninese or not, carrying out investment operations in a Special Economic Zone under the conditions defined in this law, shall be considered an investor.

Article 22: Admission to the SEZ regime.

The admission of investors in the Special Economic Zone is subject to the obtaining of an approval issued by the Development and Management Company after the opinion of the Administrative Authority and in accordance with the provisions of articles 23, 24 and 25 of the present law.

Article 23: Conditions of approval of Investors.

To be approved, any investor must meet the following conditions:

- file its application for approval with the Development and Management Company;
- the projected investment must allow the creation of jobs;
- the planned investment must correspond to the purpose of the Zone as defined by the decree establishing it;
- have been submitted to the specifications of the Zone.

Article 24: Application for approval by the investor.

The content of the approval file is specified by decree taken in the Council of Ministers.

The Development and Management Company has twenty (20) days from the date of submission of the file to formulate its decision.

Reasons must be given for any decision that does not comply. In the absence of a response within this period, the approval is deemed to be granted.

La décision de la Société d'aménagement et de gestion relative à la demande d'agrément est notifiée à l'investisseur avec copie à l'Autorité administrative.

Article 25 : Délais fixés dans l'agrément

L'agrément fixe les délais dans lesquels doivent être réalisés les projets, objet de la demande, ainsi que les conditions particulières de réalisation de l'investissement.

A défaut de réalisation des investissements dans le délai prescrit, l'agrément est retiré par la Société d'aménagement et de gestion après avis de l'Autorité administrative rendu dans un délai de dix (10) jours à compter de sa saisine par la Société d'aménagement et de gestion ou l' Autorité de régulation.

Tout investisseur peut introduire auprès de la Société d'aménagement et de gestion, une demande motivée de prorogation du délai de réalisation initial. La Société d'aménagement et de gestion peut, après avis de l'Autorité administrative, accorder tout ou partie de la demande de prorogation introduite par l'investisseur.

Article 26 : Retrait d'agrément.

L'agrément peut être retiré en cas de violation des dispositions de la présente loi, des dispositions du cahier des charges de la Zone économique spéciale ou de toutes autres dispositions légales en vigueur auxquelles la présente loi ne déroge pas expressément.

Article 27 : Procédure de retrait d'agrément.

La Société d'aménagement et de gestion, après avoir fait procéder à une enquête dont les résultats sont communiqués à l'entreprise et à l'Autorité administrative en son guichet unique, met celle-ci en demeure de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à la situation créée par sa défaillance.

A défaut d'effet dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la mise en demeure, la Société d'aménagement et de gestion peut retirer l'agrément après avis de l'Autorité administrative.

La décision de retrait de l'agrément qui fixe la date de prise d'effet du retrait est signifiée à l'investisseur par voie d'acte extrajudiciaire.

The decision of the Development and Management Company on the application for approval is notified to the investor with a copy to the Administrative Authority.

Article 25: Deadlines set in the approval

The approval sets the deadlines within which the projects, subject of the application, must be carried out, as well as the particular conditions for carrying out the investment.

In case of failure to carry out the investments within the prescribed time limit, the approval shall be withdrawn by the Development and Management Company after an opinion of the Administrative Authority given within ten (10) days from the date of referral by the Development and Management Company or the Regulatory Authority.

Any investor may submit to the Development and Management Company a reasoned request for an extension of the initial completion deadline. The Development and Management Company may, after receiving the opinion of the Administrative Authority, grant all or part of the investor's request for extension.

Article 26: Withdrawal of approval.

Approval may be withdrawn in the event of violation of the provisions of this law, the provisions of the specifications of the Special Economic Zone or any other legal provisions in force from which this law does not expressly derogate.

Article 27: Procedure for withdrawal of approval.

The Société d'aménagement et de gestion, after having carried out an investigation, the results of which are communicated to the company and to the Administrative Authority at its one-stop shop, gives the company formal notice to take the necessary measures to put an end to the situation created by its failure.

If no action is taken within thirty (30) days from the date of receipt of the formal notice, the Development and Management Company may withdraw the approval after consulting the Administrative Authority.

The decision to withdraw the approval, which sets the effective date of withdrawal, is served on the investor by way of an extrajudicial act.

Article 28 : Recours contre la décision de retrait d'agrément.

Le recours contre une décision de retrait ou de limitation doit être formé auprès des juridictions compétentes dans le délai de soixante (60) jours à compter de la date de notification de la décision contestée. Le recours n'est pas suspensif. La juridiction concernée doit rendre sa décision dans un délai de six (6) mois.

Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, tout différend peut être réglé conformément aux modes alternatifs de règlement des différends applicables en République du Bénin, notamment la conciliation, la médiation et l'arbitrage.

Article 29 : Conséquence du retrait d'agrément.

Le retrait de l'agrément, une fois prononcé, entraîne:

- le paiement à l'Autorité administrative de l'ensemble des droits, impôts et taxes qui auraient été dus en l'absence d'agrément au titre des exercices au cours desquels la défaillance est intervenue. Le paiement intervient dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la notification de la mise en recouvrement effectuée par l'Autorité administrative ;
- la perte du bénéfice de toutes les exonérations prévues par la présente loi et oblige l'investisseur à cesser immédiatement son activité au sein de la Zone économique spéciale et à la quitter dans le délai maximum de six (6) mois.

Article 30 : Obligations des entreprises.

Outre les obligations générales instituées par la présente loi, tout investisseur est tenu de satisfaire à des obligations administratives prévues par décret pris en Conseil des ministres et notamment:

- à la fin de chaque semestre, informer la Société d'aménagement et de gestion sur le niveau de réalisation de son programme d'investissement ;
- communiquer à la Société d'aménagement et de gestion à la fin de chaque année civile, un rapport sur son programme d'investissement et son activité ;
- Indépendamment du respect des dispositions législatives et réglementaires applicables à leurs activités et des conditions et obligations prévues dans

Article 28: Appeal against the decision to withdraw approval.

The appeal against a decision of withdrawal or limitation must be filed with the competent courts within sixty (60) days from the date of notification of the contested decision. The appeal shall not be suspensive. The court concerned shall render its decision within six (6) months.

Notwithstanding the foregoing provisions of this article, any dispute may be settled in accordance with the alternative dispute resolution methods applicable in the Republic of Benin, in particular conciliation, mediation and arbitration.

Article 29: Consequences of withdrawal of approval.

The withdrawal of approval, once pronounced, entails :

- the payment to the Administrative Authority of all the duties, taxes and fees which would have been due in the absence of approval for the financial years during which the default occurred. Payment shall be made within thirty (30) days of receipt of the notification of collection from the Administrative Authority;
- the loss of the benefit of all the exemptions provided for by this law and obliges the investor to immediately cease his activity within the Special Economic Zone and to leave it within a maximum period of six (6) months.

Article 30: Obligations of companies.

In addition to the general obligations instituted by this law, any investor is required to meet administrative obligations provided for by decree issued by the Council of Ministers and in particular:

- at the end of each semester, to inform the Société d'aménagement et de gestion on the level of realization of its investment program;
- to communicate to the Société d'aménagement et de gestion at the end of each calendar year, a report on its investment program and its activity;
- Independently of compliance with the legislative and regulatory provisions applicable to their activities and the

l'agrément, les entreprises agréées doivent, pendant la durée du régime sous lequel elles sont placées ;

- observer strictement leur programme d'investissement. Toute modification substantielle du programme doit être préalablement autorisée par la Société d'aménagement et de gestion ;
- à la fin de chaque semestre, informer la Société d'aménagement et de gestion sur le niveau de réalisation de son programme d'investissement ;
- déposer, dans les délais légaux, auprès de l'Autorité administrative leurs comptes sociaux à chaque fin d'exercice et en communiquer immédiatement copie à la Société d'aménagement et de gestion ;
- communiquer à la Société d'aménagement et de gestion à la fin de chaque année civile, un rapport sur son programme d'investissement et son activité ;
- indépendamment du respect des dispositions législatives et réglementaires applicables à leurs activités et des conditions et obligations prévues dans l'agrément, les entreprises agréées doivent, pendant la durée du régime sous lequel elles sont placées ;
- observer strictement leur programme d'investissement. Toute modification substantielle du programme doit être préalablement autorisée par la Société d'aménagement et de gestion ;
- déposer, dans les délais légaux, auprès de l'Autorité administrative leurs comptes sociaux à chaque fin d'exercice et en communiquer immédiatement copie à la Société d'aménagement et de gestion.

DES REGIMES APPLICABLES DANS LES ZONES ECONOMIQUES SPECIALES CHAPITRE PREMIER DES PRINCIPES GENERAUX

Article 31 : Régimes applicables.

Au sens de la présente loi, deux (02) types de régime sont créés et applicables dans les ZES. Ils offrent des avantages spécifiques aux plans commercial, fiscal, douanier et social. Il s'agit du régime I ou régime d'exportation et du régime II ou régime de la promotion des échanges intracommunautaires.

Article 32 : Liberté économique et concurrentielle.

conditions and obligations provided for in the approval, approved companies must, for the duration of the regime under which they are placed;

- at the end of each semester, to inform the Société d'aménagement et de gestion on the level of realization of its investment program;
- strictly observe their investment program. Any substantial modification of the program must be previously authorized by the Development and Management Company;
- to communicate to the Société d'aménagement et de gestion at the end of each calendar year, a report on its investment program and its activity;
- file, within the legal deadlines, with the Administrative Authority their corporate accounts at the end of each financial year and immediately communicate a copy to the Société d'aménagement et de gestion;
- independently of compliance with the legislative and regulatory provisions applicable to their activities and the conditions and obligations provided for in the approval, approved companies must, for the duration of the regime under which they are placed;
- strictly observe their investment program. Any substantial modification of the program must be previously authorized by the Development and Management Company;
- file, within the legal deadlines, with the Administrative Authority their corporate accounts at the end of each financial year and immediately communicate a copy to the Société d'aménagement et de gestion.

OF THE REGIMES APPLICABLE IN THE SPECIAL ECONOMIC ZONES CHAPTER ONE GENERAL PRINCIPLES

Article 31: Applicable regimes.

Within the meaning of this law, two (02) types of regime are created and applicable in the SEZs. They offer specific advantages at the commercial, fiscal, customs and social levels. These are regime I or export regime and regime II or regime for the promotion of intra-community trade.

Article 32: Economic and competitive freedom.

Sous réserve du respect des obligations prévues par la présente loi, des lois et règlements en vigueur en République du Bénin. Toute entreprise admise à l'un des régimes des ZES, jouit d'une pleine et entière liberté économique et concurrentielle.

Article 33 : Transfert et déclaration des revenus et des marchandises.

La liberté pour l'entreprise de transférer les revenus ou produits de toute nature, résultat de son exploitation, de toute cession d'éléments d'actifs ou de sa liquidation, est garantie conformément aux dispositions des articles 39 et 43 de la présente loi.

La même garantie s'étend aux entreprises, personnes physiques ou personnes morales, non nationaux, concernant leurs parts de bénéfices, le produit de la vente de leurs droits d'associés, la reprise d'apport en nature, leurs parts de partage du gain après liquidation.

Tout mouvement de marchandises entrant ou sortant de la Zone et toute cession de marchandises intervenant entre entreprises installées dans la Zone, ainsi que toute destruction ou perte de marchandises par une entreprise admise au régime des ZES doivent faire l'objet d'une déclaration mensuelle auprès de l'Autorité administrative (guichet unique) sur un formulaire unique

Article 34 : Facilités de rapatriement des revenus.

Les personnes physiques ou morales admises au régime des ZES peuvent librement, sous réserve du respect de la réglementation des changes en vigueur en République du Bénin :

- rapatrier des profits générés par leurs activités dans la Zone ;
- effectuer des opérations de change ;
- investir, emprunter, prêter et distribuer des bénéfices.

Article 35 : Transfert de fonds via les banques ou institutions financières agréées

Les entreprises admises au régime des ZES peuvent effectuer librement, par l'intermédiaire de banques ou d'institutions financières locales ou leurs intermédiaires agréés, tout transfert de fonds recouvrant :

- les distributions de bénéfices, de revenus ou de dividendes ; .
- les paiements de redevance, de frais de gestion ou d'assistance technique ;
- les remboursements d'intérêts bancaires ;

Subject to compliance with the obligations provided for in this law and the laws and regulations in force in the Republic of Benin. Any enterprise admitted to one of the SEZ regimes shall enjoy full and complete economic and competitive freedom.

Article 33: Transfer and declaration of income and goods.

The freedom for the company to transfer the incomes or products of any nature, result of its exploitation, of any transfer of assets or its liquidation, is guaranteed in accordance with the provisions of articles 39 and 43 of the present law.

The same guarantee extends to companies, natural persons or legal entities, non-nationals, concerning their shares of profits, the product of the sale of their rights of associates, the resumption of contribution in kind, their shares of the gain after liquidation.

Any movement of goods into or out of the Zone and any transfer of goods between companies established in the Zone, as well as any destruction or loss of goods by a company admitted to the SEZ regime, must be declared monthly to the Administrative Authority (single window) on a single form.

Article 34: Income repatriation facilities.

Natural or legal persons admitted to the SEZ regime may freely, subject to compliance with exchange regulations in force in the Republic of Benin :

- repatriate profits generated by their activities in the Zone;
- carry out foreign exchange operations;
- invest, borrow, lend and distribute profits.

Article 35: Transfer of funds through banks or approved financial institutions

Companies admitted to the SEZ regime may freely carry out, through banks or local financial institutions or their approved intermediaries, any transfer of funds covering :

- distributions of profits, income or dividends ; .
- payments of royalties, management fees or technical assistance
- Bank interest refunds;

- les paiements dus en application de contrats de transfert de technologies, d'assistance technique ou pour l'achat de biens et de services à l'étranger.

CHAPITRE II DU REGIME COMMERCIAL

Article 36 : Ventes considérées comme des importations.

Les ventes réalisées par les investisseurs admis au « régime I » de la Zone vers le territoire douanier national ou vers des entreprises admises au « régime II » sont considérées comme des importations au sens de la législation en vigueur en République du Bénin. A ce titre, elles sont soumises au paiement de tous droits et taxes de douane et de la TVA, de droit commun, par l'importateur situé sur le territoire douanier national.

Article 37 : Ventes considérées comme des exportations.

Les ventes réalisées du territoire douanier national ou par les investisseurs admis au régime II de la Zone vers des entreprises admises au « régime I » sont considérées comme des exportations au sens de la législation en vigueur en République du Bénin. A ce titre, elles sont exonérées du paiement de droits et taxes de douane et de la TVA, de droit commun.

CHAPITRE III DES DIFFERENTS REGIMES ET DE LEURS AVANTAGES DU REGIME I OU REGIME D'EXPORTATION

Article 38 : Avantages fiscaux.

Les investisseurs admis au « régime I » des ZES bénéficient pendant la durée de l'agrément :

- de l'exonération totale de l'impôt sur les sociétés (IS) ;
- de l'exonération de la TVA à compter de la date de l'obtention de l'agrément d'admission, uniquement pour les ventes faites à l'intérieur de la Zone et à l'exportation. En cas de crédit de TVA, celui-ci fera l'objet d'un remboursement au plus tard dans un délai de trente (30) jours à compter de sa demande ;
- de l'exonération de l'impôt sur les dividendes ;
- de l'exonération du versement patronal sur salaires ;
- de l'exonération des contributions foncières des propriétés bâties et non bâties ;
- de l'exonération du droit d'enregistrement lié aux formalités de constitution ou

- payments due under contracts for technology transfer, technical assistance, or for the purchase of goods and services abroad.

CHAPTER II THE COMMERCIAL REGIME

Article 36: Sales considered as imports.

Sales made by investors admitted to the Zone's "Regime I" to the national customs territory or to companies admitted to Regime II" are considered imports within the meaning of the legislation in force in the Republic of Benin. As such, they are subject to the payment of all customs duties and taxes and VAT, under ordinary law, by the importer located on the national customs territory.

Article 37: Sales considered exports.

Sales made from the national customs territory or by investors admitted to the Zone's "II" regime to companies admitted to the "I" regime are considered exports within the meaning of the legislation in force in the Republic of Benin. As such, they are exempt from the payment of customs duties and taxes and VAT, under ordinary law.

CHAPTER III THE DIFFERENT REGIMES AND THEIR ADVANTAGES REGIME I OR EXPORT REGIME

Article 38: Tax benefits.

The investors admitted to the "regime I" of the SEZ benefit during the duration of the approval :

- total exemption from corporate tax (IS);
- exemption from VAT from the date of obtaining approval for admission, only for sales made within the Zone and for export. In the event of a VAT credit, the credit will be refunded within thirty (30) days of its application;
- exemption from tax on dividends;
- exemption from employer's payment on salaries;
- exemption from property tax on built and unbuilt properties;
- exemption from registration fees related to the formalities of constitution or increase of

- d'augmentation de capital social quelle que soit la nature des apports ;
- de toutes retenues à la source y compris les retenues fiscales sur salaires ; .
- et de l'exonération de tous autres impôts et taxes.

Article 39 : Cession, transfert ou apports entre entreprises d'une Zone.

Toute cession de biens, transfert ou apports entre entreprises admises au « régime I » de la ZES est exonérée de tout droit de mutation et d'enregistrement ainsi que tout impôt sur les plus-values

Article 40 : Avantages douaniers.

Les importations de biens et de matières premières des entreprises de la Zone et hors du territoire douanier national, sont exonérées de tous droits, taxes et redevances de douane, y compris la taxe de voirie, ainsi que de tous les autres impôts, droits et taxes indirectes dont la taxe sur la valeur ajoutée, collectée par les services des douanes.

L'exonération s'étend également aux impôts, taxes, redevances et tout autre frais et prélèvement perçus au bénéfice du Conseil National des Chargeurs du Bénin, et de toute autre entité administrative, à l'exception des services portuaires, des prélèvements destinés aux commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO.

Toutefois, les véhicules autres que ceux utilisés à des fins d'exploitation des entreprises installées dans la Zone ne bénéficient pas de l'exemption prévue à l'alinéa ci-dessus.

Les exportations des biens produits dans la Zone hors du territoire douanier national ne sont soumises à aucune taxation.

Article 41 : Procédures de transfert de marchandises destinées aux entreprises agréées.

Les marchandises destinées aux entreprises bénéficiaires du régime I y sont transférées selon une procédure simplifiée dont les modalités sont fixées par décret pris en Conseil des Ministres.

DU REGIME II OU REGIME DE LA PROMOTION DES ECHANGES INTRACOMMUNAUTAIRES

Article 42 : Avantages fiscaux.

Les investisseurs admis au « régime II » des ZES bénéficient pendant la durée de l'agrément :

- de l'exonération totale de l'impôt sur les sociétés (IS);

- the share capital, whatever the nature of the contributions;
- from all withholding taxes, including payroll taxes;
- and exemption from all other taxes and duties.

Article 39: Sale, transfer or contribution between enterprises in a Zone.

Any transfer of goods, transfer or contribution between companies admitted to the "regime I" of the SEZ is exempt from any transfer and registration duty as well as any tax on capital gains

Article 40: Customs benefits.

Imports of goods and raw materials by companies in the Zone and outside the national customs territory shall be exempt from all customs duties, taxes and fees, including the road tax, as well as from all other taxes, duties and indirect taxes, including the value-added tax, collected by the customs services.

The exemption also extends to taxes, fees and any other charges and levies collected for the benefit of the Benin National Shippers' Council and any other administrative entity, with the exception of port services and levies for the WAEMU and ECOWAS commissions.

However, vehicles other than those used for the operation of businesses located in the Zone shall not benefit from the exemption provided in the above paragraph.

Exports of goods produced in the Zone outside the national customs territory are not subject to any taxation.

Article 41: Procedures for the transfer of goods intended for approved companies.

The goods intended for the companies benefiting from the regime I are transferred there according to a simplified procedure whose modalities are fixed by decree taken in Council of Ministers.

OF THE REGIME II OR REGIME OF THE PROMOTION OF INTRA-COMMUNITY TRADE

Article 42: Tax benefits.

The investors admitted to the " régime II " of the SEZ benefit during the duration of the approval :

- total exemption from corporate tax (IS);

- de l'exonération de la TVA à compter de la date de l'obtention de l'agrément d'admission, uniquement pour les ventes faites à l'intérieur de la Zone et à l'exportation. En cas de crédit de TVA, celui-ci fera l'objet d'un remboursement au plus tard dans un délai de trente (30) jours à compter de sa demande ;
 - de l'exonération de l'impôt sur les dividendes ;
 - de l'exonération du versement patronal sur salaires;
 - de l'exonération des contributions foncières des propriétés bâties et non bâties;
 - de l'exonération du droit d'enregistrement lié aux formalités de constitution ou d'augmentation de capital social quelle que soit la nature des apports;
 - de toutes retenues à la source y compris les retenues fiscales sur salaires ;
 - et de l'exonération de tous autres impôts et taxes.
- exemption from VAT from the date of obtaining approval for admission, only for sales made within the Zone and for export. In the event of a VAT credit, the credit will be refunded within thirty (30) days of its application;
 - exemption from tax on dividends;
 - exemption from employer's payment on salaries;
 - exemption from property tax on built and unbuilt properties;
 - exemption from registration fees related to the formalities of constitution or increase of the share capital, whatever the nature of the contributions;
 - all withholding taxes, including payroll taxes;
 - and the exemption from all other taxes and duties.

Article 43 : Cession, transfert ou apports entre entreprises d'une Zone.

Toute cession de biens, transfert ou apports entre entreprises admises au « régime II » de la ZES est exonérée de tout droit de mutation et d'enregistrement ainsi que de tout impôt sur les plus-values.

Article 44 : Avantages douaniers.

Les importations des machines, matériels et outillages destinés spécifiquement à la production et à l'exploitation dans le cadre du programme agréé ainsi que les pièces de rechange sont exonérées de tous droits, taxes et redevances de douane, y compris la taxe de voirie, ainsi que de tous les autres impôts, droits et taxes indirectes dont la taxe sur la valeur ajoutée, collectée par les services des douanes.

L'exonération s'étend également aux impôts, taxes, redevances et tout autre frais et prélèvement perçus au bénéfice du Conseil National des Chargeurs du Bénin, et de toute autre entité administrative, à l'exception des services portuaires, des prélèvements destinés aux Commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO

Toutefois, les véhicules autres que ceux utilisés à des fins d'exploitation des entreprises agréées ne bénéficient pas de l'exemption prévue à l'alinéa ci-dessus.

Les exportations des biens produits dans la Zone hors du territoire douanier national ne sont soumises à aucune taxation.

Article 43: Sale, transfer or contribution between enterprises in a Zone.

Any transfer of goods, transfer or contribution between companies admitted to the "II regime" of the SEZ is exempt from any transfer and registration duty as well as from any capital gains tax.

Article 44: Customs benefits.

Imports of machinery, equipment and tools specifically intended for production and operation under the approved program, as well as spare parts, are exempt from all customs duties, taxes and fees, including road tax, as well as from all other taxes, duties and indirect taxes, including value-added tax, collected by the customs services.

The exemption also extends to taxes, duties, fees and any other charges and levies collected for the benefit of the Benin National Shippers' Council and any other administrative entity, with the exception of port services and levies for the WAEMU and ECOWAS Commissions.

However, vehicles other than those used for the operation of approved companies do not benefit from the exemption provided for in the above paragraph.

Exports of goods produced in the Zone outside the national customs territory are not subject to any taxation.

CHAPITRE IV DES DISPOSITIONS DIVERSES

Article 45 : Conditions de recrutement dans une Zone.

Le recrutement des salariés dans la ZES se fait par contrat de travail librement négocié.

Aucun salaire minimum (SMIG) n'est garanti dans la Zone et les règles applicables résultent de la volonté exprimée par les parties au contrat. Toutefois, l'employeur doit respecter la législation nationale en matière de protection sociale et souscrire obligatoirement une assurance maladie au profit de tous ses employés.

Article 46 : Visas d'entrée et cartes de résidents.

Les investisseurs admis dans la Zone bénéficient d'une procédure simplifiée de délivrance des visas d'entrée et des cartes de résidents équivalant au permis de travail pour les salariés étrangers.

Les modalités de délivrance des visas et cartes de résidents seront fixées par décret pris en Conseil des ministres.

Article 47 : Obligation de détention d'une carte de résidents.

Est faite aux salariés étrangers travaillant dans la ZES, l'obligation d'obtenir préalablement une carte de résident délivrée à la demande de l'Autorité administrative.

La carte de résident est délivrée pour une durée de cinq (5) ans renouvelables.

Le salarié étranger est soumis au paiement des droits relatifs à l'obtention de cette carte. Toutefois, il est dispensé du paiement de la caution de rapatriement et de tous droits y afférents. En cas de défaillance de leurs employeurs, la Société d'aménagement et de gestion de la Zone paie les frais liés au rapatriement pour les salariés étrangers de l'ensemble des entreprises installées dans la Zone.

En cas de manquement ou de trouble à l'ordre public et à la sécurité publique, la carte de résident peut être retirée à la demande de l'Autorité administrative.

DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 48 : Disposition transitoire.

Les actes et décisions pris dans le cadre du dispositif légal de la Zone franche industrielle et des Zones industrielles existantes ou dans le cadre de conventions conclues par l'Etat antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, demeurent valides.

Les modalités et conditions permettant le bénéfice des dispositions de la présente loi sont fixées par décret pris en Conseil des ministres.

CHAPTER IV MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 45: Conditions of Recruitment in a Zone.

The recruitment of employees in the SEZ shall be done by a freely negotiated labor contract.

No minimum wage (SMIG) is guaranteed in the Zone and the applicable rules are the result of the will expressed by the parties to the contract. However, the employer must comply with the national legislation on social protection and take out compulsory health insurance for all employees.

Article 46: Entry visas and resident cards.

Investors admitted to the Zone shall benefit from a simplified procedure for issuing entry visas and resident cards equivalent to work permits for foreign employees.

The procedures for issuing visas and resident cards shall be determined by decree of the Council of Ministers.

Article 47: Obligation to hold a resident card.

Foreign employees working in the SEZ are required to obtain a residence card issued at the request of the administrative authority.

The resident card is issued for a renewable period of five (5) years.

The foreign employee is subject to the payment of fees related to obtaining this card. However, he/she is exempt from paying the repatriation deposit and all related fees. In the event of default by their employers, the Société d'aménagement et de gestion de la Zone shall pay the costs of repatriation for foreign employees of all companies established in the Zone.

In the event of misconduct or disturbance of public order and safety, the resident card may be withdrawn at the request of the Administrative Authority.

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

Article 48: Transitional provision.

The acts and decisions taken within the framework of the legal device of the industrial free zone and the existing industrial zones or within the framework of conventions concluded by the State before the entry into force of the present law, remain valid.

The modalities and conditions allowing the benefit of the provisions of the present law are fixed by decree taken in the Council of Ministers.

Les réformes du droit de travail

Contrat de travail

Le contrat de travail est un accord de volonté par lequel une personne physique s'engage à mettre son activité professionnelle sous la direction et l'autorité d'une autre personne physique ou morale moyennant rémunération. Il en existe deux formes :

- **le contrat à durée indéterminée (CDI)**
- **le contrat à durée déterminée (CDD)**

Contrat à durée indéterminée

Le contrat de travail à durée indéterminée est celui dont le terme n'est pas fixé à l'avance et qui peut cesser à tout moment par la volonté de l'une des parties, sous réserve du préavis. Il peut être conclu à temps plein ou à temps partiel.

Période d'essai

Tout contrat de travail, à durée indéterminée, peut être soumis à une période d'essai. La période d'essai est celle durant laquelle les parties apprécieront respectivement les conditions de travail et la qualité des prestations effectuées. Le travailleur soumis à une période d'essai est rémunéré.

La période d'essai doit être expressément prévue par écrit dans une clause du contrat. La durée de la période d'essai, renouvellement éventuel compris pour chaque catégorie de travailleur, est déterminée en fonction du délai nécessaire pour mettre à l'épreuve le travailleur, compte tenu de la technicité et des usages de la profession.

Sauf clause particulière du contrat ou de la convention collective, l'essai peut cesser à tout moment par la volonté de l'une des parties, sans préavis, ni indemnités, ni réparation.

Fin du contrat

Le contrat de travail à durée indéterminée peut cesser par :

- le licenciement ;
- la démission ;
- l'accord des parties.

Licenciement

Le licenciement est la résiliation du contrat de travail à l'initiative de l'employeur. Il ne peut intervenir que pour un motif légitime. Il est notifié au travailleur par écrit avec indication du motif.

Aucune décision de licenciement ne peut être prise sans que le travailleur n'ait eu préalablement la possibilité de s'exprimer sur le motif de la décision envisagée, sauf le cas de licenciement collectif pour motif économique.

Labor Law Reforms

Employment contract

The employment contract is an agreement of will by which a natural person undertakes to place his professional activity under the direction and authority of another natural or legal person for remuneration. There are two forms :

- **the none fixed-term contract**
- **the fixed-term contract**

None fixed-term contract

An indefinite employment contract is one whose term is not fixed in advance and which can end at any time by the will of either party, subject to prior notice. It can be concluded on a full-time or part-time basis.

Trial period

Any employment contract, of indefinite duration, may be subject to a trial period. The trial period is that during which the parties respectively assess the working conditions and the quality of the services provided. The worker subject to a trial period is paid.

The trial period must be expressly provided for in writing in a clause of the contract. The duration of the trial period, including any renewal for each category of worker, is determined according to the time required to test the worker, considering the technical nature and customs of the profession.

Unless there is a specific clause in the contract or the collective agreement, the trial may end at any time by the will of one of the parties, without notice, compensation or compensation.

Ended of the term

The non-fixed term contract can end by :

- dismissal ;
- resignation ;
- agreement of the parties.

Termination

Dismissal is the termination of the employment contract at the initiative of the employer. He can only intervene for a legitimate reason. The worker is notified in writing with an indication of the reason. No dismissal decision can be taken without the worker having previously had the opportunity to express themselves on the reason for the envisaged decision, except in the case of collective dismissal for economic reasons.

Le licenciement est subordonné au respect d'un préavis dont le délai préfixé commence à courir le lendemain du jour de la notification du licenciement. Si le licenciement est survenu pour un motif légitime sans observation de la formalité de notification de la rupture ou de l'indication du motif, ou sans que le travailleur n'ait eu la possibilité de s'expliquer, ou pendant le congé, ce licenciement irrégulier en la forme ne peut être considéré comme abusif.

La juridiction du travail accorde au travailleur une indemnité pour sanctionner l'inobservation de ces règles sans que le montant de cette indemnité ne puisse excéder deux mois de salaire brut. L'indemnité n'est due qu'à compter d'un an de travail effectif.

Tout licenciement abusif du travailleur donne lieu à réparation. La juridiction compétente peut constater l'abus par une enquête sur les causes et les circonstances du licenciement. En cas de contestation, la preuve de l'existence du motif légitime incombe à l'employeur.

Le montant de la réparation est fixé compte tenu de tous les éléments qui peuvent justifier l'existence et déterminer l'étendue du préjudice. Toutefois, le montant de la réparation, ne peut être inférieur à trois mois de salaire brut ni excéder neuf mois.

Pour la fixation du montant de la réparation, le salaire à prendre en considération est le salaire mensuel brut moyen des douze derniers mois d'activité du travailleur. Cette réparation ne se confond ni avec l'indemnité pour non-observation du préavis, ni avec l'indemnité de licenciement.

Le licenciement pour motif économique est un licenciement effectué par un employeur pour un ou plusieurs motifs résultant d'une suppression, d'une transformation d'emploi, consécutive à des difficultés économiques, à des mutations technologiques ou à des restructurations internes.

En cas de litige à la suite du licenciement pour motif économique, la charge de la preuve incombe à l'employeur. La fermeture de l'entreprise, sauf cas de force majeure, ne libère pas l'employeur de l'obligation de respecter le préavis et de verser, s'il y a lieu, l'indemnité de licenciement.

La procédure concernant le licenciement pour motif économique n'est pas applicable en cas de protocole amiable de départ librement négocié entre l'employeur et le travailleur. L'employeur est tenu d'en informer l'Inspecteur du travail en lui communiquant une copie du protocole amiable.

Démission

La démission est la résiliation du contrat de travail à l'initiative du travailleur. Elle résulte de la manifestation de volonté non équivoque du travailleur de mettre fin au contrat.

Dismissal is subject to compliance with a notice, the pre-fixed period of which begins to run the day after the day of notification of the dismissal

If the dismissal occurred for a legitimate reason without observing the formality of notification of the breach or indicating the reason, or without the worker having had the opportunity to explain, or during the leave, this dismissal irregular in shape cannot be considered abusive

The labor court grants the worker compensation to sanction non-observance of these rules, without the amount of this compensation exceeding two months of gross salary. Compensation is only due after one year of actual work.

Any unfair dismissal of the worker gives rise to compensation. The competent court may ascertain the abuse by investigating the causes and circumstances of the dismissal. In the event of a dispute, proof of the existence of the legitimate reason lies with the employer

The amount of compensation is fixed considering all the elements which can justify the existence and determine the extent of the damage. However, the amount of compensation cannot be less than three months of gross salary nor exceed nine months.

For fixing the amount of the compensation, the salary to be taken into consideration is the average gross monthly salary for the last twelve months of the worker's activity. This compensation is not to be confused with the compensation for failure to observe the notice, nor with the severance pay

Dismissal for economic reasons is a dismissal carried out by an employer for one or more reasons resulting from the abolition or transformation of employment, following economic difficulties, technological changes or internal restructuring.

In the event of a dispute following dismissal for economic reasons, the burden of proof lies with the employer. The closure of the business, except in cases of force majeure, does not release the employer from the obligation to respect the notice and to pay, if necessary, the severance pay.

The procedure for dismissal for economic reasons does not apply in the event of an amicable departure protocol freely negotiated between the employer and the worker. The employer is required to inform the Labor Inspector thereof by providing him with a copy of the amicable protocol.

Resignation

Resignation is the termination of the employment contract at the initiative of the worker. It is the result of the worker's unequivocal manifestation of the desire to terminate the contract.

Elle est expressément notifiée par écrit à l'employeur. Elle peut être également constatée. La démission implique le respect d'un préavis dans les mêmes conditions qu'en cas de licenciement.

Toutefois, l'employeur peut dispenser le travailleur d'effectuer le préavis sans avoir à payer une indemnité compensatrice. En cas de démission abusive, le travailleur peut être condamné à des réparations pour préjudice causé à l'employeur dans les mêmes conditions que celles préalablement définies.

Rupture de contrat : Accord des parties

C'est une procédure qui permet à l'employeur et au salarié de convenir en commun des conditions de la rupture du contrat de travail qui les lie.

Qu'elle soit à durée déterminée ou indéterminée, l'employeur et le travailleur peuvent convenir des modalités amiables de rupture de leur relation de travail.

Contrat à durée déterminée

Le contrat de travail à durée déterminée est un contrat écrit comportant un terme certain fixé par les parties, ou un contrat dont le terme :

- est subordonné à un événement futur et certain dont la date n'est pas connue d'avance;
- est lié à la réalisation d'un ouvrage ou d'une tâche déterminée.

Ce contrat de travail peut être renouvelé indéfiniment. Toutefois, à partir du quatrième terme du contrat à durée déterminée, toute décision de non-renouvellement est précédée d'un préavis établi dans les conditions fixées au Code du travail. Dans le cas où le non-renouvellement est à l'initiative de l'employeur, une indemnité de fin de collaboration est accordée à l'employé dans les mêmes conditions que l'indemnité de licenciement fixée au Code du travail.

Période d'essai

La période d'essai est celle durant laquelle les parties apprécieront respectivement les conditions de travail et la qualité des prestations effectuées. Le travailleur soumis à une période d'essai est rémunéré.

Elle doit être expressément prévue par écrit dans une clause du contrat. La durée de la période d'essai, renouvellement éventuel compris pour chaque catégorie de travailleur, est déterminée en fonction du délai nécessaire pour mettre à l'épreuve le travailleur, compte tenu de la technicité et des usages de la profession.

It is expressly notified in writing to the employer. It can also be seen. Resignation implies compliance with a notice period under the same conditions as in the event of dismissal.

However, the employer can exempt the worker from giving notice without having to pay compensation. In the event of an abusive resignation, the worker may be ordered to pay compensation for damage caused to the employer under the same conditions as those previously defined.

Breaking term : Agreement by the parties

It is a procedure which allows the employer and the employee to jointly agree on the conditions of the termination of the contract.

Whether for a fixed or indefinite period, the employer and the worker can agree on amicable terms of termination of their employment relationship.

Fixed term

The fixed-term employment contract is a written contract comprising a certain term fixed by the parties, or a contract whose term:

- is contingent on a future and certain event, the date of which is not known in advance;
- is linked to the completion of a specific work or task.

This employment contract can be renewed indefinitely. However, from the fourth term of the fixed-term contract, any decision not to renew is preceded by a notice established under the conditions set out in the Labor Code.

In the event that the non-renewal is at the initiative of the employer, termination indemnity is granted to the employee under the same conditions as the termination indemnity set in the Labor Code.

Trial period

The trial period is that during which the parties assess respectively the working conditions and the quality of the services provided. The worker subject to a trial period is paid

It must be expressly provided for in writing in a clause of the contract. The duration of the trial period, including any renewal for each category of worker, is determined according to the time required to test the worker, taking into account the technical nature and customs of the profession.

Sauf clause particulière du contrat ou de la convention collective, l'essai peut cesser à tout moment par la volonté de l'une des parties, sans préavis, ni indemnités, ni réparation.

Fin du contrat

Le contrat à durée déterminée peut prendre fin lors de la survenance du terme du contrat. Le contrat à durée déterminée cesse de plein droit à l'échéance prévue au contrat.

Il ne peut être mis fin avant terme à un contrat à durée déterminée qu'en cas de faute lourde, de force majeure ou d'accord des parties constaté par écrit.

L'inobservation de cette disposition par l'une des parties peut ouvrir droit pour l'autre partie à une réparation d'un montant maximal équivalant aux rémunérations prévues pour la période restant à courir jusqu'au terme du contrat sans excéder neuf mois de salaire brut.

Salaire minimum

Le salaire est déterminé par l'accord des parties dans le respect des conventions collectives et de la loi.

Le salaire minimum pour chaque catégorie professionnelle est fixé par voie des conventions collectives de travail.

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel garanti (**SMIG**) est actuellement de 45 000F CFA francs.

Nombre d'heures réglementaire de travail

La durée légale du travail ne peut excéder quarante (40) heures par semaine. La durée quotidienne du travail effectif par travailleur ne peut excéder huit heures, sauf dérogation fixée par décret pris en Conseil des Ministres ou par les conventions collectives.

Toutefois dans les exploitations agricoles, la durée légale de travail est fixée à deux mille quatre cents (2400) heures par an. Cette durée peut être dépassée par application des règles relatives aux équivalences, aux heures supplémentaires ou à la récupération des heures de travail perdues.

Heures supplémentaires

Les heures supplémentaires sont rémunérées à un taux majoré fixé par voie de convention ou d'accord collectif et qui ne peut être inférieur aux pourcentages ci-après :

Les heures supplémentaires de nuit sont celles accomplies entre 21 heures et 5 heures.

Unless there is a specific clause in the contract or the collective agreement, the trial may end at any time by the will of one of the parties, without notice, no compensation or reparation.

End of the term

The fixed-term contract may end when the contract expires. The fixed-term contract automatically ceases on the expiry date provided for in the contract.

A fixed-term contract can only be terminated early in the event of gross negligence, force majeure or the parties' agreement established in writing.

Failure to observe this provision by one of the parties may entitle the other party to compensation for a maximum amount equivalent to the remuneration provided for the period remaining until the end of the contract without exceeding nine months' salary gross.

The minimum wage

The salary is determined by agreement between the parties in compliance with collective agreements and the law.

The minimum wage for each professional category is fixed by collective labor agreements.

No salary can be lower than the guaranteed minimum interprofessional wage (**SMIG**) is currently XOF 45,000.

Regular working hours

The legal working time cannot exceed forty (40) hours per week. The effective daily working time per worker may not exceed eight hours, except for an exemption fixed by decree taken in the Council of Ministers or by collective agreements.

However, on farms, the legal working time is set at two thousand four hundred (2,400) hours per year. This period may be exceeded by applying the rules relating to equivalences, overtime or the recovery of lost working hours.

Overtime hours

Overtime is paid at an increased rate fixed by convention or collective agreement and which may not be less than the following percentages:

Night overtime hours are those worked between 9 p.m. and 5 a.m.

Période		Taux
Jour	De la 41e à la 48e heure	12 %
	Au-delà de la 48e heure	35 %
	Les dimanches et jours fériés.	50 %
Nuit	En semaine	50 %
	Les dimanches et jours fériés.	100 %

	Period	Rates
Day	From the 41st to 48th hour	12 %
	Beyond the 48th hour	35 %
	Sundays and holidays	50 %
Night	Weekdays	50 %
	Sundays and holidays	100 %

Indemnités et avantages

Il n'existe pas d'autres indemnités et avantages autres que le paiement des heures supplémentaires.

Indemnités de départ

Elles sont déterminées par an sur la base du salaire mensuel moyen général.

Ancienneté	Licenciement Individuel	Licenciement collectif
1ère à la 5ème année	30 %	35 %
6ème à la 10ème année incluse	35 %	40 %
au-delà de la 10ème année	40 %	45 %

L'indemnité de départ n'est pas due en cas de cessation du contrat de travail résultant d'une faute grave de l'employé.

Indemnité compensatrice

L'indemnité compensatrice est versée dans le cas où le contrat est rompu ou est expiré avant que le travailleur n'ait exercé ses droits au congé.

Ce dernier bénéficie, aux lieu et place du congé, d'une indemnité calculée sur la base des droits acquis d'après les articles 158 du Code du travail.

Le droit au congé se prescrit par trois ans à compter du jour de la cessation du travail. Ce droit est également prescrit par trois ans pour le travailleur en activité lorsqu'il est démontré que l'employeur avait offert la possibilité au salarié de jouir de son congé. L'octroi d'une indemnité compensatrice en lieu et place du congé en dehors du cas visé à l'article précédent est formellement interdit (**Article 164 du code du travail**).

Indemnités de maladie

En cas de maladie, tout salarié travaillant depuis plus de 5 années continues dans la même

Compensation and benefits

There are no other compensation and benefits other than overtime pay.

Leaving benefits

They are determined per year on the basis of the general average monthly salary.

Seniority	Individual dismissal	Collective dismissal
1st to 5th year	30 %	35 %
6th to 10th year inclusive	35 %	40 %
Beyond the 10th year	40 %	45 %

Severance pay is not due in the event of termination of the employment contract resulting from serious misconduct by the employee.

Compensation allowance

Compensation allowance is paid if the contract is broken or has expired before the worker has exercised his or her leave rights.

Instead of the leave, the latter benefits from an indemnity calculated on the basis of acquired rights in accordance with Articles 158 of the Labor Code. Entitlement to the leave shall lapse after three years from the date of termination of work. This right is also prescribed by three years for the worker in activity when it is shown that the employer had offered the possibility to the employee to enjoy his leave.

The granting of a compensation allowance in place of leave other than in the case referred to in the preceding article is formally prohibited (**Article 164 of the Labor Code**).

Sickness benefits

In the event of sickness, any employee who has been working for more than 5 continuous years in

entreprise a droit à des indemnités journalières versées par son employeur. Ces indemnités représentent 100 % du dernier salaire de l'assuré et sont versées pendant 6 mois maximum.

Indemnités de fin de contrat

Le contrat à durée déterminée cesse de plein droit à l'échéance prévue au contrat.

Il ne peut être mis fin avant terme à un contrat à durée déterminée qu'en cas de faute lourde, de force majeure ou d'accord des parties constatées par écrit.

L'inobservation de cette disposition par l'une des parties peut ouvrir droit pour l'autre partie à une réparation d'un montant maximal équivalant aux rémunérations prévues pour la période restant à courir jusqu'au terme du contrat sans excéder neuf (9) mois de salaire brut.

Congés annuels

Sauf dispositions plus favorables des conventions et accords collectifs ou du contrat individuel de travail, le travailleur acquiert droit au congé payé, à la charge de l'employeur, à raison de deux jours ouvrables de congé par mois de service effectif.

On entend par jours ouvrables tous les jours de la semaine à l'exception du jour de repos hebdomadaire et des éventuels jours fériés.

Les femmes salariées ou apprenties, âgées de moins de 21 ans, ont droit à deux jours de congé supplémentaires pour chaque enfant à charge. Celles âgées de plus de 21 ans bénéficient du même avantage pour tout enfant à charge à compter du quatrième.

Est réputé à charge, l'enfant enregistré à l'état civil qui n'a pas atteint l'âge de 15 ans. Le congé supplémentaire prévu au profit des mères de famille est réduit à un jour si la durée du congé normal, déterminée en application des autres dispositions visés plus haut, n'excède pas six jours.

Pour le calcul de la durée du congé acquis, ne sont pas déduites les absences pour accident du travail ou maladie professionnelle, les périodes de repos de femmes en couches.

Le droit de jouissance au congé est acquis après une période minimale de service effectif égale à un an appelé période de référence.

L'ordre et les dates de départ en congé sont fixés par l'employeur compte tenu des nécessités de service et, dans la mesure du possible, des désirs du salarié.

Avec l'accord du salarié, le congé peut être fractionné à condition que le salarié bénéficie d'un

the same undertaking is entitled to daily allowances paid by his employer. This benefit represents 100% of the insured person's last salary and is paid for a maximum of 6 months.

Termination Benefits

The fixed-term contract automatically ceases on the expiry date stipulated in the contract.

A fixed-term contract can only be terminated prematurely in the event of gross negligence, major force or agreement of the parties in writing.

The non-observance of this provision by one of the parties may entitle the other party to compensation of a maximum amount equivalent to the remuneration provided for the period remaining until the end of the contract without exceeding nine (9) months gross salary.

Annual leave

Unless there are more favourable provisions in collective agreements and agreements or in the individual employment contract, the employee acquires the right to paid leave, at the expense of the employer, at the rate of two working days of leave per month of actual service.

Working days are defined as all days of the week except for the weekly day of rest and any public holidays.

Female employees or apprentices under 21 years of age are entitled to two additional days of leave for each dependent child. Those over 21 years of age are entitled to the same benefit for each dependent child from the fourth.

A child registered with the civil registry office who has not reached the age of 15 is deemed to be a dependent. The additional leave provided for mothers shall be reduced to one day if the duration of the normal leave, determined in accordance with the other provisions referred to above, does not exceed six days.

Absences due to accidents at work or occupational diseases and rest periods for women in childbirth are not deducted from the calculation of the duration of acquired leave.

The right to use the leave is acquired after a minimum period of actual service equal to one year, known as the reference period.

The order and dates of departure on leave are fixed by the employer considering the needs of the service and, as far as possible, the wishes of the employee.

With the agreement of the employee, the leave may be split provided that the employee has a rest period

repos d'au moins quatorze jours consécutifs, jours de repos hebdomadaire ou jours fériés éventuels compris.

Dans le cas où le contrat aurait été rompu ou aurait expiré avant que le travailleur n'ait exercé ses droits au congé, ce dernier bénéficie, en lieu et place du congé, d'une indemnité.

L'octroi d'une indemnité compensatrice en lieu et place du congé en dehors du cas visé au paragraphe précédent est formellement interdit.

L'employeur doit verser au travailleur, pendant toute la durée du congé, une allocation qui sera au moins égale au douzième des salaires et indemnités dont le travailleur a bénéficié au cours des douze mois ayant précédé la date de départ en congé.

Seront exclues de calcul de l'allocation de congé, les primes de rendement, les indemnités constituant un remboursement de frais professionnels et l'indemnité de sujétion particulière éventuellement versée aux expatriés.

En cas de fractionnement, l'allocation est fractionnée proportionnellement à la durée de chaque période de congé.

Congés maladie

Le Code du travail et la Convention collective prévoient un congé maladie payé. La durée du congé maladie dépend de la durée de service. Il est de:

Ancienneté	Durée Congés
Pour une durée de service de moins de 24 mois	06 mois
Pour une durée de service égale ou supérieure à 24 mois	12 mois

Congés de maternité

Toute femme enceinte a droit à un congé de maternité qui commence obligatoirement six semaines avant la date présumée de l'accouchement et se termine huit semaines après la date de l'accouchement.

Ce congé peut être prorogé de quatre semaines en cas de maladie dûment constatée et résultant soit de la grossesse, soit des couches.

En tout état de cause, quand l'accouchement a lieu avant la date présumée, la période de repos est prorogée jusqu'à l'accomplissement des quatorze semaines auxquelles la salariée a droit.

Quand l'accouchement a lieu après la date présumée, la femme ne reprend son travail qu'après huit semaines suivant l'accouchement.

Elle a droit pendant la période dudit congé, à la totalité du salaire qu'elle percevait au moment de la

of at least 14 consecutive days, including any weekly rest days or public holidays.

If the contract has been terminated or has expired before the employee has exercised his or her leave rights, the employee shall receive compensation in place of leave.

The granting of a compensatory allowance in lieu of leaves other than in the case referred to in the previous paragraph is strictly prohibited.

The employer must pay the worker, throughout the period of leave, an allowance which shall be at least equal to one-twelfth of the wages and allowances from which the worker benefited during the 12 months preceding the date of departure on leave.

Excluded from the calculation of the holiday allowance will be performance bonuses, allowances constituting reimbursement of professional expenses and any special hardship allowance paid to expatriates.

If the allowance is split, it is divided in proportion to the length of each period of leave.

Sick leave

The Labor Code and the Collective Agreement provide for paid sick leave. The length of sick leave depends on the length of service. He's from:

Seniority	Duration of leave
For a service period of less than 24 months	06 months
For a service period equal to or greater than 24 months	12 months

Maternity Leave

Every pregnant woman has the right to maternity leave, which begins six weeks before the expected date of delivery and ends eight weeks after the date of delivery.

This leave may be extended by four weeks in the event of duly noted illness resulting either from pregnancy or childbirth.

In any case, when the childbirth takes place before the presumed date, the rest period is extended until the completion of the fourteen weeks to which the employee is entitled.

When the birth takes place after the due date, the woman does not return to work until eight weeks after the birth.

During the period of said leave, she is entitled to the full salary she was receiving at the time of the

suspension du travail. Le paiement de cette indemnité sera effectué selon les modalités en vigueur à la caisse de sécurité sociale. Elle conserve le droit aux soins gratuits et aux prestations en nature.

Congés de paternité

La Loi n'a aucune disposition relative au congé de paternité payé ou non payé.

Bien que le congé de paternité ne soit pas clairement prévu en vertu du Code du travail, la convention collective de travail prévoit 03 jours pour quitter la naissance à la maison qui peut être considéré comme un congé de paternité par les pères.

Droits de grève

Les dispositions de la Loi **N°2018-34 du 05 Octobre 2018** s'appliquent aux personnels civils de l'Etat et des collectivités territoriales ainsi qu'aux personnels des établissements publics, semi-publics ou privés à l'exception des agents et qui la loi interdit expressément l'exercice du droit de grève.

En raison de la spécificité de leurs missions, les personnels militaires, les personnels paramilitaires (police, douanes, eaux, forêts et chasse...).

Les personnels des services de santé ne peuvent exercer le droit de grève.

La grève de solidarité est interdite.

Lorsque les procédures sont respectées, le droit de grève s'exerce dans certaines conditions de durée qui ne peut excéder :

- dix (10) jours au cours d'une même année;
- sept (07) jours au cours d'un même semestre;
- deux (02) jours au cours d'un même mois.

Quelle qu'en soit la durée, la cessation du travail au cours d'une journée, est considérée comme un jour entier de grève.

Santé et sécurité au travail

Les salariés doivent respecter les consignes de sécurité en vue de prévenir les accidents de travail, en particulier celles qui concernent le port de matériel de protection individuelle ; ce matériel est mis à la disposition du personnel effectuant des travaux qui en nécessitent l'emploi :

- les machines, les outils, les machines-outils et les locaux de travail doivent être équipés de dispositifs de sécurité garantissant la protection collective ;
- les services de santé au travail sont organisés conformément à la législation et à la réglementation en vigueur ;

suspension from work. The payment of this allowance will be made according to the terms in force at the social security fund.

It retains the right to free healthcare and benefits in kind.

Paternity Leave

The Act has no provision for paid or unpaid paternity leave.

Although paternity leave is not clearly provided for under the Labor Code, the collective labor agreement provides for 03 days to leave the birth at home which can be considered as paternity leave by fathers.

Striking rights

The provisions of **Law N°2018-34 of 05 October 2018** apply to the civil staff of the State and local authorities as well as to the staff of public, semi-public or private establishments with the exception of civil servants and which the law expressly prohibits the exercise of the right to strike.

Due to the specificity of their missions, military personnel, paramilitary personnel (police, customs, water, forests and hunting...).

Health service personnel cannot exercise the right to strike.

Solidarity strikes are prohibited.

When the procedures are followed, the right to strike is exercised under certain conditions of duration, which may not be longer:

- ten (10) days in the same year;
- seven (07) days during the same semester;
- two (02) days during the same month.

Regardless of its duration, the cessation of work during a day is considered a full day of strike action.

Health and safety at work

Employees must comply with safety instructions in order to prevent work accidents, in particular those concerning the wearing of personal protective equipment; this equipment is made available to staff performing work that requires their use:

- machines, tools, machine tools and work areas must be equipped with safety devices guaranteeing collective protection;
- occupational health services are organized in accordance with the laws and regulations in force;

- le fonctionnement du Comité d'Hygiène et de Sécurité est assuré par l'employeur qui met à sa disposition les moyens matériels et financiers, qui veille à la formation et au recyclage de ses membres ;
- le Comité d'Hygiène et de Sécurité doit être consulté avant la prise de toute décision concernant la santé et la sécurité des travailleurs ;
- l'éducation des travailleurs en santé et sécurité au travail incombe à l'employeur ;
- un à trois secouristes sont formés parmi les travailleurs dans chaque atelier ou sur chaque chantier suivant le nombre de travailleurs en poste ;
- les exercices de sauvetage et de lutte contre l'incendie doivent être régulièrement effectués ;
- les vestiaires, lavabos et toilettes à l'usage des femmes sont séparés de ceux à l'usage du personnel masculin.

Les salariés doivent se soumettre aux différentes visites médicales en santé au travail à savoir :

- la visite médicale à l'embauche ;
- la visite médicale périodique ;
- la visite médicale de reprise de travail.

Ces visites médicales doivent être réalisées dans les services de santé au travail tels que prévus par la réglementation ou à défaut dans les formations sanitaires agréées, dotées d'unité de santé au travail.

Loi sur l'immigration

Les formalités d'immigration figurent en **annexe 7**.

Cadre Fiscal

Trois types de prélèvements meublent cet aperçu du système fiscal béninois. Il s'agit notamment de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP), de l'impôt sur les sociétés et des taxes sur la consommation.

Signalons d'entrée que le système fiscal béninois a connu en 2011, une réforme qui distingue désormais le mode d'imposition du revenu des personnes physiques de celui des personnes morales en instituant l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) et l'Impôt sur les Sociétés (IS).

Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP)

Cinq catégories de revenus ont été retenues par la loi pour faire l'objet d'imposition à l'IRPP. Il s'agit du bénéfice industriel et commercial (BIC), du bénéfice non commercial (BNC), du revenu foncier (RF), des

- the operation of the Health and Safety Committee is ensured by the employer who provides it with the material and financial means, who ensures the training and retraining of its members;
- the Health and Safety Committee must be consulted before making any decision concerning the health and safety of workers;
- the education of workers in occupational health and safety is the responsibility of the employer;
- one to three rescuers are trained among the workers in each workshop or on each site depending on the number of workers on duty;
- rescue and fire-fighting drills should be carried out regularly;
- changing rooms, sinks and toilets for female use are separate from those for male staff.

Employees must undergo various medical examinations in occupational health, namely:

- medical examination upon hiring ;
- periodic medical examination ;
- the medical return to work examination.

These medical visits must be carried out in the occupational health services as provided for by the regulations or, failing that, in approved health facilities, equipped with an occupational health unit.

Immigration Laws

For Immigration procedures see **appendix 7**.

Taxation Framework

This overview of the Beninese tax system is based on three types of levies. These include personal income tax (IRPP), corporate income tax and consumption taxes.

It should be noted at the outset that the Beninese tax system was reformed in 2011 to distinguish between personal income tax and corporate income tax by establishing the Personal Income Tax (PIT) and the Corporate Income Tax (CIT).

Personal Income Tax (PIT)

Five categories of income have been retained by the law to be taxed under the IRPP. These are industrial and commercial profit (BIC), non-commercial profit (BNC), property income (RF), salaries and wages (TS) and finally income from movable capital (RCM).

traitements et salaires (TS) et enfin du revenu des capitaux mobiliers (RCM).

Impôt sur les Sociétés (IS)

les personnes morales exerçant une activité commerciale, industrielle ou toute autre activité à caractère lucratif sont, de droit, soumises à l'impôt sur les sociétés à l'exclusion des sociétés de personnes, des SARL et SA unipersonnelles à associé personne physique qui n'y sont assujetties que par option parce que relevant de droit de l'IRPP.

La base d'imposition de l'IS résulte du résultat comptable auquel sont apportées des corrections fiscales appropriées ; toutes les charges enregistrées en comptabilité n'étant pas fiscalement déductibles et tous les produits n'étant non plus imposables.

Base IS= Résultat comptable + réintégrations - déductions

La base imposable est toujours arrondie au millier de francs inférieur.

Les taux d'imposition varient en fonction de la nature de l'exploitation. Aussi, les industries sont-elles imposées à un taux proportionnel de 25% tandis que les personnes morales autres que les industries sont soumises à un taux d'imposition de 30% (Cf. art 156 du CGI).

Pour ce qui concerne les bénéfices tirés des activités de recherche, d'exploitation, de production et de vente d'hydrocarbures naturels, y compris les opérations de transport qui en constituent l'accessoire, le taux de l'IS est compris entre 35% et 45% selon les clauses contractuelles

L'impôt minimum légalement prévu est obtenu par application d'un taux de 0,75% aux produits encaissables et ne saurait, en aucun cas, être inférieur à 200 000 francs CFA. Mais, pour les stations-services, l'impôt minimum est obtenu par application d'un taux unique de 0,60 franc par litre au volume des produits pétroliers vendus (Cf. art 156 du CGI).

Il importe de signaler que pour les sociétés nouvelles régulièrement créées au Bénin, une réduction exceptionnelle d'impôt sur le revenu leur est accordée conformément aux dispositions de l'article 156 bis du CGI, et répond au schéma ci-après :

- 25% au titre de la première année d'activités
- 25% au titre de la deuxième année d'activités
- 50% au titre de la troisième année d'activités.

Corporate Income Tax (CIT)

legal entities carrying on a commercial or industrial activity or any other profit-making activity are, by law, subject to corporate income tax, with the exception of partnerships, limited liability companies (LLC) and single-member limited companies with a natural person as shareholder, which are only subject to this tax by option because they are subject to personal income tax by law.

The tax base for corporate income tax results from the accounting result to which appropriate tax adjustments are made; not all expenses recorded in the accounts are tax-deductible and not all income is taxable either.

Corporate income tax base= Accounting result + reintegrations - deductions

The tax base is always rounded down to the nearest thousand francs.

The tax rates vary according to the nature of the operation. Thus, industries are taxed at a proportional rate of 25% while legal entities other than industries are subject to a tax rate of 30% (Cf. art 156 of the CGI).

As regards the profits derived from the activities of research, exploitation, production and sale of natural hydrocarbons, including the operations of transport which constitute the accessory, the rate of the IS is included between 35% and 45% according to the contractual clauses

The minimum tax provided for by law is obtained by applying a rate of 0.75 percent to the products that can be collected and may not, under any circumstances, be less than 200,000 CFA francs. However, for service stations, the minimum tax is obtained by applying a single rate of 0.60 francs per liter to the volume of petroleum products sold (see Art. 156 of the CGI).

It is important to note that for new companies regularly created in Benin, an exceptional income tax reduction is granted to them in accordance with the provisions of article 156 bis of the CGI, and corresponds to the following scheme:

- 25% for the first year of operation
- 25% for the second year of activity
- 50% for the third year of activity.

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Le Bénin a adopté un taux unique de 18% en matière de TVA (Cf. art 232 du CGI). Toutefois, par dérogation, un taux de 0% est applicable aux opérations d'exportation pour rendre compétitifs les produits béninois à l'étranger (Cf. art 225 du CGI).

Pour les livraisons de biens meubles corporels, la TVA est exigible lors de la livraison du bien même si le prix n'a pas été payé. Pour ses opérations le fait générateur et l'exigibilité coïncide.

La TVA sur les prestations de service est exigible dès l'accomplissement du service et cette exigibilité ne saurait en aucun cas être postérieure à la facturation, contrairement à d'autres pays (France, Togo...) pour lesquels l'exigibilité de la TVA en matière de prestation de service est fixée au paiement (Cf. art 228 du CGI).

Pour les affaires réalisées avec l'Etat et ses démembrements, l'exigibilité de la TVA est fixée au paiement et le montant de la TVA est en partie retenu à la source conformément au taux fixé par arrêté du ministre chargé des finances et en vigueur lors du visa du marché ou du contrat. Le taux de retenue à la source actuellement en vigueur est de 40% (Cf. art 230 du CGI).

Un mécanisme de remboursement du crédit de la TVA est prévu pour les producteurs, les exportateurs, les agréés au code d'investissement communautaire d'investissement et tout assujetti qui acquiert des investissements ouvrant droit à déduction pour un montant supérieur à 40 000 000 de francs CFA TTC (Cf. art 243 du CGI).

La TVA est un impôt à déclaration mensuelle pour les entreprises relevant du régime du réel et trimestrielle pour les entreprises relevant du régime du réel simplifié.

Autres taxes sur consommation

Hormis la principale taxe sur la consommation qu'est la TVA et qui atteint les dépenses en général, le système fiscal béninois a prévu des prélèvements indirects qui frappent la consommation de certains biens. A défaut de présenter un tableau détaillé de ces taxes, nous vous en donnons un bref aperçu et les différents taux auxquels, elles sont levées.

Tableau des autres taxes sur la consommation (Cf. art 249 à 280 du CGI)

Value Added Tax (VAT)

Benin has adopted a single VAT rate of 18% (see Art. 232 of the CGI). However, by way of derogation, a rate of 0% is applicable to export operations in order to make Beninese products competitive abroad (see Art. 225 of the CGI).

For the supply of tangible movable goods, VAT is due upon delivery of the goods even if the price has not been paid. For these operations, the generating event and the payability coincide

VAT on the supply of services is due as soon as the service is performed and this due date cannot be later than the time of invoicing, contrary to other countries (France, Togo...) for which the due date of VAT on the supply of services is fixed at the time of payment (Cf. art 228 of the CGI).

For business done with the State and its branches, VAT is payable upon payment and the amount of VAT is partly deducted at source in accordance with the rate set by order of the Minister of Finance and in force at the time the contract is approved. The rate of withholding tax currently in force is 40% (Cf. art 230 of the CGI).

A mechanism for reimbursing the VAT credit is provided for producers, exporters, those approved under the Community Investment Code and any taxable person who acquires investments entitling them to a deduction of more than 40,000,000 XOF (including tax) (see Art. 243 of the CGI).

The VAT is a tax to be declared monthly for companies under the real regime and quarterly for companies under the simplified real regime.

Other consumption tax

Apart from the main tax on consumption, which is the VAT and which affects expenditure in general, the Beninese tax system has provided for indirect levies which affect the consumption of certain goods. Although we cannot present a detailed table of these taxes, we will give you a brief overview of them and the different rates at which they are levied.

Table of other consumption taxes (Cf. art 249 to 280 of the CGI)

N°	Nature	%	Obsv.
1	Taxe sur les tabacs et cigarettes	40%	Unique
2	Taxe sur les boissons	7 à 45%	varie en fonction de la nature
3	Taxe sur la farine de blé	1%	Unique
4	Taxe sur les produits de parfumerie et cosmétiques	7%	Unique
5	Taxe sur les huiles et corps gras alimentaires	1%	Unique
6	Taxe sur le café	5%	Unique
7	taxe sur les véhicules de tourisme de puissance supérieure ou égale à 13 chevaux	10%	Unique
8	Taxe sur les sachets en matière plastique	5%	Unique

N°	Nature	%	Obsv.
1	Tax on tobacco and cigarettes	40%	Unique
2	Tax on Beverages	7 à 45%	varie en fonction de la nature
3	Tax on Wheat Flour	1%	Unique
4	Tax on Perfumery and Cosmetic Products	7%	Unique
5	Tax on Edible Oils and Fats	1%	Unique
6	Tax on Coffee	5%	Unique
7	Tax on Passenger Vehicles with a Power Rating of 13 Horses or More	10%	Unique
8	Tax on Plastic Bags	5%	Unique

La taxes Professionnelle Synthétique (TPS)

La TPS est applicable à toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 50 millions de FCFA HT.

Taxes sur les salaires

Tranches de salaire brut	%
0 à 50 000 francs CFA	0 %
50 001 à 130 000 francs CFA	10 %
130 001 à 280 000 francs CFA	15 %
280 001 à 530 000 francs CFA	20 %
Supérieur à 530 000 francs CFA	30 %

The Synthetic Business Tax (SBT)

The GST is applicable to all companies with a turnover of less than 50 million CFA francs excluding tax.

Payroll taxes

Noise salary brackets	%
0 to 50,000 XOF	0 %
50 001 to 130 000 XOF	10 %
130,001 to 280,000 XOF	15 %
280,001 to 530,000 XOF	20 %
More than 530,000 XOF	30 %

Permis de travail

La procédure d'obtention du permis de travail se trouve en **annexe 8**.

Work permit

The procedure for obtaining a work permit can be found in **appendix 8**.

Agence de promotion des investissements et des Exportations – APIEX

Née des réformes structurelles mises en place par le gouvernement, pour l'amélioration du climat des affaires et l'attraction des investissements, l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx) est une agence gouvernementale publique à caractère social, technique et patrimonial de type Spécifique créée par Décret N°2018-036 du 31 janvier 2018 portant modification de ses statuts, pour dynamiser les exportations et promouvoir la destination Bénin pour les Investissements.

Placée sous la tutelle de la Présidence de la République, l'APIEx est le bras opérationnel du Gouvernement pour la mise en œuvre de sa politique de promotion des investissements et des exportations et est devenue l'interlocuteur unique des investisseurs.

A travers son rôle de formalisation, d'orientation, d'information, d'assistance et d'accompagnement des investisseurs et entreprises, elle constitue le Guichet unique de création des entreprises et la porte d'entrée des investisseurs au Bénin.

Elle est l'organe technique en charge de l'étude des demandes d'agrément au code des investissements et assure le Secrétariat exécutif de la cellule d'appui au Partenariat Publique Privé Secrétariat pour la mise en œuvre des réformes Doing Business, l'Agence est l'Autorité administrative des zones économiques spéciales et le centre d'information et de facilitation des exportations⁴.

Investment and Export Promotion Authority- APIEX

Born of the structural reforms put in place by the government to improve the business climate and attract investments, the Agency for the Promotion of Investments and Exports (APIEx) is a public government agency with a social, technical and Specific type of heritage created by Decree No. 2018-036 of January 31, 2018 amending its statutes, to boost exports and promote the Benin destination for Investments

Placed under the supervision of the Presidency of the Republic, APIEx is the operational arm of the Government for the implementation of its investment and export promotion policy and has become the sole interlocutor for investors.

Through its role of formalization, guidance, information, assistance and support for investors and businesses, it constitutes the one-stop shop for business creation and the gateway for investors to Benin.

It is the technical body in charge of studying investment code approval requests and provides the executive secretariat of the public-private partnership support unit

The secretariat for the implementation of the Doing Business reforms, the Agency is the administrative authority for special economic zones and the center for information and facilitation of exports.

⁴

<https://www.apiex.bj/vous-accueillir/lapiex-en-bref/>

Monnaie – Contrôle des changes		Currency – Foreign Exchange controls
N°	PROCEDURES	PROCEDURE
1	Aller sur le portail du GUCE https://www.guce.gouv.bi	1 Go to the GUCE portal https://www.guce.gouv.bi
2	S'authentifier en saisissant les paramètres de son compte GUCE et en cliquant sur le bouton "Connexion".	2 Authenticate by entering the parameters of your GUCE account and clicking on the "Connection" button.
3	Cliquer sur le lien "Autorisations et Engagements de Change" pour accéder au module	3 Click on the link "Authorizations and Foreign Exchange Commitments" to access the module
4	Remplir le formulaire de demande d'autorisation de change avec DVT ou avec DAU le document à partir duquel l'on souhaite créer sa demande. Ce formulaire comporte différents onglets (« En-tête », « Entité », « Opération & Exécution », « pièces jointes »). L'utilisateur doit renseigner tous les champs obligatoires de chaque onglet et joindre les documents justificatifs afin de pouvoir soumettre sa demande d'AC.	Fill out the exchange authorization request form with DVT or with DAU the document from which you want to create your request. This form has different tabs ("Header", "Entity", "Operation & Execution", "Attachments"). The user must complete all the required fields on each tab and attach the supporting documents to be able to submit their CA request.
5	Onglet « En-tête » La plupart des champs grisés sont renseignés automatiquement par le système et les autres par l'autorité en charge du traitement de la demande d'AC. Les premières informations à saisir sont celles du document à partir duquel l'on souhaite créer cette demande : <ul style="list-style-type: none">• S'il s'agit d'une intention d'importation (DVT), il faudra renseigner le numéro du DVT dans le champ Référence DVT et la date du DVT dans le champ correspondant ; puis cliquer sur l'icône d'import de données. S'il s'agit plutôt d'une déclaration en douane (DAU), il faudra renseigner le bureau de dédouanement, le numéro de la déclaration et la date de la déclaration dans les champs correspondants ; puis cliquer sur le bouton "Charger DAU".	"Header" tab Most of the shaded fields are filled in automatically by the system and the others by the authority in charge of processing the CA request. The first information to enter is that of the document from which you want to create this request: <ul style="list-style-type: none">• If it is an intention to import (DVT), the DVT number must be entered in the DVT reference field and the DVT date in the corresponding field; then click on the data import icon. If it is rather a customs declaration (SAD), the customs clearance office, the number of the declaration and the date of the declaration must be entered in the corresponding fields; then click on the "Load DAU" button.
6	Onglet « Entité » Cet onglet regroupe les informations sur l'entreprise sollicitant l'Autorisation de change	"Entity" tab This tab groups together information about the company requesting the Exchange Authorization.
7	ONGLET « OPERATION & EXECUTION » On y retrouve les informations du transfert de devise demandé et de l'exécution de ce transfert par la banque.	"OPERATION & EXECUTION" TAB It contains information on the requested currency transfer and the execution of this transfer by the bank.

ONGLET PIÈCES JOINTES

Cet onglet regroupe tous les documents (factures, etc.) joints à la demande. Les documents exigibles sont la facture (proforma ou définitive) et l'attestation fiscale (en cours de validité).

Pour joindre un document, il faut :

- Cliquer dans la zone éditable du champ "Code".
- Choisir le code du document à joindre dans la liste déroulante qui s'affiche. Le champ "Type" est alors rempli automatiquement
- Saisir la référence de document dans la zone "Numéro de référence".
- Sélectionner une date dans le calendrier du champ "Date".
- Puis cliquer sur le bouton "Télécharger" du champ "Fichier".
- Une fenêtre modale s'affiche avec des instructions sur le type de fichier à télécharger ainsi que la taille maximale des documents à respecter.
- Cliquer sur le bouton "Choisir un fichier" pour chercher le fichier à télécharger sur votre ordinateur.
- Joindre la pièce à la demande en cliquant sur le bouton "Télécharger + Ajouter".
- Pour supprimer un document attaché, cliquer sur l'icône "Supprimer".
- Pour apporter des modifications sur un document ajouté, il suffit de cliquer sur l'icône "Modifier".
- Après avoir rempli le formulaire de création et joint les documents nécessaires, le clic sur le bouton **Soumettre** permet d'envoyer sa demande d'AC aux autorités en charge pour le traitement.

L'utilisateur a la possibilité de modifier ou d'annuler une demande au statut "En Suspens". Cette action est irréversible et permet de créer une nouvelle demande sans que ne soit prise en compte la demande annulée.

8

ATTACHMENTS TAB

This tab groups together all the documents (invoices, etc.) attached to the request. The required documents are the invoice (proforma or final) and the tax certificate (valid).

To attach a document, you must :

- Click in the editable zone of the "Code" control.
- Choose the code of the document to attach from the drop-down list that appears. The "Type" field is then filled automatically
- Enter the document reference in the "Reference number" field.
- Select a date from the calendar in the "Date" field.
- Then click on the "Download" button in the "File" field.
- A modal window is displayed with instructions on the type of file to download as well as the maximum size of documents to respect.
- Click on the "Choose a file" button to find the file to download on your computer.
- Attach the part to the request by clicking on the "Download + Add" button.
- To delete an attached document, click on the "Delete" icon.
- To make changes to an added document, just click on the "Edit" icon
- After completing the creation form and attaching the necessary documents, clicking on the Submit button allows you to send your CA request to the authorities in charge for processing.

The user has the option of modifying or canceling a request with the status "Pending". This action is irreversible and makes it possible to create a new request without taking into account the canceled request.

Réformes commerciales et nouvelles stratégies

Création d'entreprise

- Suppression de la demande de certificat de mariage pour les femmes dans les procédures d'établissement de documents d'identité;
- simplification des procédures grâce au guichet unique de création d'entreprise de l'APIEx qui rassemble plusieurs pôles de l'administration, notamment les impôts et la caisse nationale de sécurité sociale. ceci permet de limiter les

Business Reforms & New Strategies

Business creation

- Removing the requirement for a marriage certificate for women in the procedures for establishing identity documents;
- simplification of procedures thanks to the one-stop shops for business creation at APIEX, which brings together several poles of the administration, in particular taxes and the National Social Security Fund. This makes it possible to limit interactions with these

- interactions avec ces administrations, tout en maintenant leur efficacité;
- dématerrialisation du processus de création d'entreprise, avec des procédures et des paiements en ligne (www.monentreprise.bi) et des certificats électroniques de création obtenus sous 3 heures ;
- le coût de création d'une entreprise individuelle est fixé à 10 000 francs cfa ;
- le coût de création d'une société (SARL et SA) est fixé à 17 000 francs cfa.

Accès à l'électricité et à l'eau

- Gratuité du raccordement à l'eau et à l'électricité pour les PME et PMI (besoins de consommation de **140-160 kva** pour l'électricité) ;
- simplification des procédures de demande de raccordement grâce à la dématérialisation des démarches (www.sbee.bi) et (www.soneb.bi);
- engagement fort sur les délais de raccordements (**6 jours ouvrés** pour un raccordement à l'eau et **30 jours** ouvrés pour l'électricité) ;
- transparence de l'information sur la qualité de service, avec la publication des statistiques de coupures ;
- supervision de la qualité de service dans le domaine de l'électricité grâce à la mise en place d'un règlement de service entre la SBEE et l'Autorité de Régulation de l'Electricité.

Accès aux marchés publics

- Transparence renforcée grâce à la publication et la gestion en ligne des marchés publics (www.marches-publics.bi);
- encouragement de la concurrence :
 - Gratuité du retrait des dossiers d'appel d'offres;*
 - limitation des préqualifications aux marchés complexes;*
 - réduction des délais de passation;*
 - simplification des documents demandés;*
 - recours plus aisés auprès de l'autorité contractante et de l'ARMP à toutes les étapes de la passation de marchés.*

Transfert de propriétés

- Rationalisation des procédures et réduction significative des délais :
 - suppression de l'exigence d'attestation géographique ;
 - séparation de la procédure de transfert de propriété à l'ANDF et de la formalité

administrations, while maintaining their effectiveness;

- dematerialization of the business creation process, with online procedures and payments (www.myenterprise.bi) and electronic creation certificates obtained within 3 hours;
- the cost of creating a sole proprietorship is set at 10,000 XOF;
- the cost of creating a company (SARL and SA) is set at 17 000 XOF.

Access to electricity and water

- Free connection to water and electricity for SMEs and SMIs (consumption needs of **140-160 kva** for electricity);
- simplification of connection request procedures thanks to the dematerialization of procedures (www.sbee.bi) and (www.soneb.bi);
- strong commitment to connection times (**6 working days** for water connection and **30 working days** for electricity);
- transparency of information on the quality of service, with the publication of outage statistics;
- supervision of the quality of service in the electricity sector through the establishment of service regulations between the SBEE and the Electricity Regulatory Authority.

Access to public procurement

- Improved transparency thanks to the online publication and management of public contracts (www.marches-publics.bi);
- encouragement of competition:
 - Free withdrawal of tender documents;*
 - limitation of prequalifications to complex markets;*
 - reduction of lead times;*
 - simplification of the documents requested;*
 - easier recourse to the contracting authority and the ARMP at all stages of procurement.*

Property transfer

- Streamlining of procedures and significant reduction in delays:
 - removal of the requirement for a geographical attestation;
 - separation of the procedure for transferring ownership to the ANDF and the registration formality with the tax administration.

d'enregistrement auprès de l'administration fiscale.

- simplification des procédures grâce à la dématérialisation :
 - réalisation de l'état descriptif en ligne (<https://enotaire.andf.bj/>) pour un coût forfaitaire de **5 milles** francs CFA.
 - soumission des demandes de mutation foncière en ligne sur <https://enotaire.andf.bj/> avec des réponses sous **72 heures**.
 - consultation du cadastre et démarches en ligne (<https://cadastre.bj/>).
- protection accrue dans les transactions :
 - possibilité de saisine de la Commission Indépendante de Gestion des Plaintes pour tous les problèmes fonciers et cadastraux ;
 - indemnisation des dommages injustement subis par le Fonds de Dédommagement Foncier.

Obtention du permis de construire

- Clarification du cadre réglementaire pour la délivrance du permis de construire et du permis de démolir ;
- simplification de la procédure de demande de permis grâce à sa dématérialisation (www.permisdeconstruire.gouv.bj) et à la suppression de certaines étapes ;
- engagement de délivrance du permis de construire en **14 jours à Cotonou**, et réduction du délai de délivrance du certificat de conformité et d'habitabilité de **45 à 12 jours** ;
- réduction des coûts, notamment grâce à la suppression des frais d'étude incendie perçus par les sapeurs-pompiers ;
- protection accrue par la définition des modalités de contrôles en fonction du risque de construction et d'usage d'une construction, l'obligation de souscrire aux Annexes requises par les textes en vigueur et l'obligation de présenter le certificat de conformité et d'habitabilité pour finaliser les branchements à l'eau et l'électricité.

Protection des investisseurs minoritaires

- Création au tribunal de commerce de Cotonou d'une chambre spécialisée des procédures collectives et les différents entre actionnaires ;
- le juge saisi peut ordonner à une partie ou à un tiers, la communication de documents susceptibles de contenir la preuve d'un fait pertinent, même sans que leur nature soit indiquée avec précision.

- simplification of procedures thanks to dematerialization:
 - production of the descriptive statement online (<https://enotaire.andf.bj/>) for a fixed cost of **5 thousand XOF**
 - submission of land transfer requests online at <https://enotaire.andf.bj/> with responses within **72 hours**.
 - consultation of the cadastre and procedures online (<https://cadastre.bj/>).
- increased protection in transactions:
 - possibility of referral to the Independent Complaints Management Commission for all land and cadastral issues;
 - compensation for damage unfairly suffered by the Land Compensation Fund.

Obtaining the building permit

- Clarification of the regulatory framework for the issuance of building permits and demolition permits;
- simplification of the permit application procedure thanks to its dematerialization (www.permisdeconstruire.gouv.bj) and the elimination of certain steps;
- commitment to issue the building permit in **14 days in Cotonou**, and reduction of the deadline for issuing the certificate of conformity and habitability from **45 to 12 days**;
- cost reduction, in particular thanks to the elimination of fire investigation fees collected by firefighters;
- increased protection by defining the control methods according to the risk of construction and use of a construction, the obligation to subscribe to the insurance required by the texts in force and the obligation to present the certificate of conformity and 'habitability' to finalize the connections to water and electricity.

Protection of minority investors

- Creation at the Cotonou Commercial Court of a specialized chamber for collective proceedings and disputes between shareholders;
- the judge seized can order a party or a third party, the communication of documents likely to contain proof of a relevant fact, even without their nature being precisely indicated.

Obtention de prêt

- Dissémination de l'information de crédit pour faciliter la bancarisation :
 - adoption et opérationnalisation de la loi portant règlementation du Bureau d'Information sur le Crédit ;
- intégration des grands facturiers à la plateforme électronique de partage des informations sur le crédit en République du Bénin ;
- facilitation de l'enregistrement et de la gestion des sûretés mobilières afin d'encourager le crédit grâce à des démarches simplifiées en ligne (<https://suretes.tccotonou.bj/>).

Obtaining a loan

- Dissemination of credit information to facilitate banking:
 - adoption and operationalization of the law regulating the Credit Information office;
- integration of large billers into the electronic platform for sharing information on credit in the Republic of Benin;
- facilitation of the registration and management of movable collateral to encourage credit through simplified online procedures (<https://suretes.tccotonou.bj/>).

Règlement de l'insolvabilité

- Institution devant chaque tribunal de commerce d'une chambre des procédures collectives pour connaître des règlements d'insolvabilité ;
- encadrement des honoraires des experts par le juge conformément à un barème ;
- création au tribunal de commerce de Cotonou d'une chambre spécialisée des procédures collectives confère Ordonnance N° [BJ/SJ/PTCC/2020/015](#) portant spécialisation d'audience pour le règlement des procédures collectives et les différents entre actionnaires.
- renforcement du droit d'information des créanciers confère ordonnance relative à l'exercice du droit d'information et aux mesures d'incitation financières: Consultable sur :
<https://www.tribunalcommercecotonou.bj/media/s/actualites/item/241-ordonnances-relatives-a-l-exercice-du-droit-d-information-et-aux-mesures-d-incitation>

Insolvency settlement

- Establishment before each commercial court of a chamber of collective proceedings to hear insolvency settlements;
- supervision of expert fees by the judge in accordance with a scale;
- creation at the Cotonou Commercial Court of a specialized chamber of collective proceedings confers Order No. BJ / SJ / PTCC / 2020/015 on specialization of hearing for the settlement of collective proceedings and disputes between shareholders.
- strengthening the right to information of creditors confers ordinance on the exercise of the right of information and financial incentive measures: Available on:
<https://www.tribunalcommercecotonou.bj/media/s/actualites/item/241-ordonnances-relatives-a-l-exercice-du-droit-d-information-et-aux-mesures-d-incitation>

Commerce transfrontalier

- Simplification des procédures :
 - dématérialisation des procédures de dédouanement pour toutes les formalités de commerce extérieur (www.guce.bj) ;
 - mise en place du programme des Opérateurs Economiques Agréés simplifiant les procédures de commerce transfrontalier pour les entreprises respectant certains critères ;
 - paiement électronique des certificats, licences et permis.

Cross-border trade

- Simplification of procedures :
 - dematerialization of customs clearance procedures for all foreign trade formalities (www.guce.bj) ;
 - establishment of the Authorized Economic Operators program simplifying cross-border trade procedures for companies meeting certain criteria;
 - electronic payment of certificates, licenses and permits.

- efficacité accrue de l'administration douanière ;
 - optimisation des contrôles douaniers grâce à un ciblage plus précis ;
 - efficacité accrue de l'administration ;
 - douanière grâce à l'utilisation généralisée de SYDONIA WORLD (Système Informatique Mondial des Douanes).

- increased efficiency of customs administration;
 - optimization of customs controls thanks to more precise targeting;
 - increased efficiency of administration ;
 - customs thanks to the widespread use of SYDONIA WORLD (World Customs Information System).

Exécution des contrats

- Efficacité accrue de la justice ;
- gestion des litiges pour les petites créances (moins de 5 millions de francs CFA) ;
- transparence de l'information grâce à la mise en ligne de l'information sur la justice commerciale à travers la publication <https://www.tribunalcommercecotonou.bj/> des statistiques sur les jugements rendus ;
- institution d'une chambre des petites créances (valeur égale ou inférieure à 5.000.000) devant les tribunaux de première instance et les tribunaux de commerce. (article 38.10) ;
- introduction du formulaire normalisé en ligne pour la saisine simplifiée des juridictions en matière de petites créances ; (article 116).

Execution of contracts

- Increased efficiency of justice ;
- litigation management for small claims (less than 5 million XOF);
- transparency of information thanks to the posting of information on commercial justice online through the publication <https://www.tribunalcommercecotonou.bj/> of statistics on judgments rendered;
- establishment of a small claims chamber (value equal to or less than 5,000,000) before the courts of first instance and commercial courts. (section 38.10);
- introduction of the standardized online form for the simplified referral to courts in small claims; (article 116).

Le registre des sûretés mobilières

- Le Bénin dispose d'un Répertoire électronique des sûretés mobilières, un registre intégré de notification qui centralise au niveau national les déclarations relatives aux inscriptions de sûretés ainsi qu'à la modification, au renouvellement et à la radiation de telles inscriptions.
- Le Répertoire électronique est accessible à tous à travers le site internet dédié <https://suretes.tccotonou.bj/>

The directory of movable securities

- Benin has an Electronic Registry of Movable Securities, an integrated notification register that centralizes at the national level declarations relating to registrations of collateral as well as to the modification, renewal and cancellation of such registrations.
- The online platform is accessible to everyone through the dedicated website <https://suretes.tccotonou.bj/>

La réglementation anti-blanchiment de capitaux

La réglementation anti-blanchiment de capitaux est traité par la loi n° 2018-17 du 25 juillet 2018 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en République du Bénin et ses décrets d'application et notamment le décret n°2019-046 du 31 janvier 2019.

Anti-money laundering regulations

The anti-money laundering regulations has been addressed by Law No. 2018-17 of July 25, 2018 on the fight against money laundering and terrorist financing in the Republic of Benin and its implementing decrees and in particular Decree n° 2019-046 of January 31, 2019.

Paiement des impôts et taxes

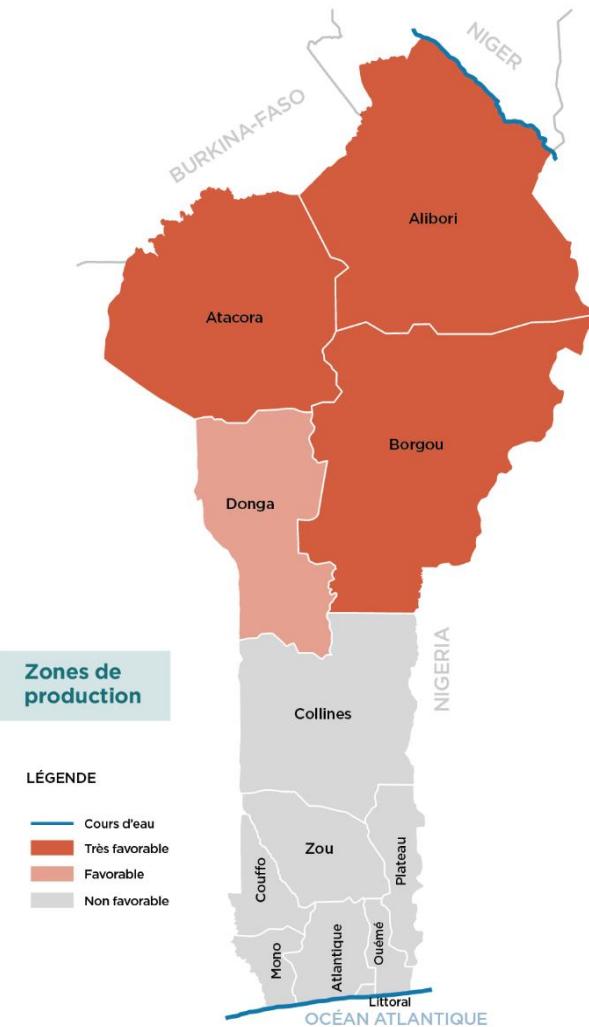
- Simplification des échanges d'information avec l'administration fiscale (<https://cutt.ly/DymDp7u>)

Payment of taxes

- Simplification of information exchange with the tax administration (<https://cutt.ly/DymDp7u>)

- extension de la télédéclaration et du télépaiement aux moyennes entreprises.
- cotisations sociales déclarées et payables sur cette plateforme.
- mise en place d'une plateforme de transmission des bilans en ligne.
- dématérialisation de l'IFU pour les personnes physiques.
- dématérialisation des documents fiscaux (attestations fiscales, quitus fiscal etc.).
- rationalisation des impôts :
 - suppression de onze impôts dans la loi de finances 2020.
 - efficacité accrue des remboursements de TVA sur les biens d'investissement d'une valeur supérieure à 40 millions de francs CFA
 - allègement du taux d'imposition appliqué aux dividendes (article 88 du CGI).
 - mise en place de la facture normalisée dont le montant est remboursé par crédit d'impôt sur trois années (25% les deux premières années et 50% la troisième année).
 - simplification du calcul de la patente et de son paiement.
 - réaménagement des dispositions de la Taxe professionnelle en faveur des micros et petites entreprises nouvellement créées
- extension of electronic declaration and electronic payment to medium-sized companies.
- social contributions declared and payable on this platform.
- establishment of an online balance sheet transmission platform.
- dematerialization of the IFU for individuals.
- dematerialization of tax documents (tax certificates, tax clearance, etc.).
- rationalization of taxes:
 - abolition of eleven taxes in the 2020 finance law.
 - improved efficiency of VAT refunds on capital goods valued over XOF 40 million
 - reduction in the tax rate applied to dividends (article 88 of the CGI).
 - implementation of the standardized invoice, the amount of which is reimbursed by tax credit over three years (25% the first two years and 50% the third year).
 - simplification of the calculation of the license and its payment.
 - reorganization of the provisions of the Professional Tax in favor of newly created micro and small businesses





Le karité

► La filière

DONNÉES DE PRODUCTION

- Production 2019 : 190 000 tonnes
- Rendement moyen : 20 kg/plant
- Nombre de producteurs individuels : environ 50 000
- Zones de culture : les départements de l'Alibori, Atacora, Borgou, Donga

DONNÉES DU MARCHÉ

- Pourcentage actuel de fruits transformés :**
20 %
- Marché local :** 20%
- Exportation :** 80%
- Contribution au PIB national :** 1,23%

APIEx (Agence de Promotion des Investissements et des Exportations)

01 BP 5160 Cotonou (Bénin)
Tél. (+229) 21 31 86 50 / contact@apiex.bj

www.apiex.bj

► Principaux acteurs du secteur

- Interprofession Karité IKB
- Fédération Nationale des Productrices de Karité du Bénin-FNPK



SECTION 2.3 : ÉCHANGES ET COMMERCE

Politique du commerce extérieur

Les politiques et stratégies du secteur commerce reposent sur la vision à long terme de faire du Bénin en 2025, un pays phare, un pays bien gouverné, uni et de paix, à économie prospère et compétitive, de rayonnement culturel et de bien-être social. Les aspirations des populations aux plans économique et politique mettaient déjà l'accent sur le renouveau commercial à travers un secteur privé dynamique capable d'assurer le décollage et de propulser l'économie au rang des économies compétitives.

La Politique commerciale du Bénin vise à faire du commerce béninois, un commerce moderne qui doit être perçu comme un véritable instrument de développement économique, social et de sauvegarde de l'environnement et des intérêts des consommateurs.

L'objectif principal qui s'inscrit dans la perspective de l'accroissement de l'offre et la facilitation du commerce est de stimuler la production et la croissance. De façon spécifique, il s'agit de :

- inverser la tendance déficitaire de la balance commerciale ;
- pourvoir le marché national en produits de qualité et à meilleur coût ;
- s'attaquer aux déficits de capacités par le renforcement aux plans humain, institutionnel et organisationnel ;
- tirer meilleur profit du Commerce multilatéral ;
- promouvoir les exportations.

Depuis le 1er janvier 2015, le Bénin applique le tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO.

Ce dernier comporte cinq bandes (au lieu de quatre pour l'ancien TEC de l'UEMOA): zéro, 5%, 10%, 20% et la nouvelle bande de 35%.

Le Bénin applique également d'autres droits et taxes communautaires à savoir: la redevance statistique (RS) de 1% (5% sur les biens importés sous les régimes suspensifs); le prélèvement communautaire de la CEDEAO (PC) de 0,5% pour le compte de la Commission de ladite Communauté; le prélèvement communautaire de solidarité (PCS) de 0,8% pour le compte de la Commission de l'UEMOA ; et le prélèvement de solidarité (PS) de 0,2% pour le compte de la commission de l'Union Africaine Cependant, le Bénin n'applique pas les taxes provisoires

SECTION 2.3 : TRADE & COMMERCE

Foreign Trade Policy

The policies and strategies of the trade sector are based on the long-term vision of making Benin by 2025 a flagship country, a well-governed country, united and of peace, with a prosperous and competitive economy, cultural influence and social well-being. The economic and political aspirations of the populations were already emphasizing commercial renewal through a dynamic private sector capable of ensuring take-off and propelling the economy to the rank of competitive economies. Benin's Trade Policy aims to make Beninese trade a modern trade that must be seen as a real instrument for economic and social development and for safeguarding the environment and the interests of consumers.

The main objective of increasing supply and facilitating trade is to stimulate production and growth. Specifically, it is about:

- reverse the deficit trend of the trade balance;
- provide the national market with quality products at a lower cost;
- Address capacity gaps by strengthening at the human, institutional and organizational levels;
- take better advantage of Multilateral Trade;
- promote exports.

Since January 1, 2015, Benin has applied the ECOWAS Common External Tariff (CET).

The latter has five bands (instead of four for the old WAEMU CET): zero, 5%, 10%, 20% and the new 35% band.

Benin also applies other community duties and taxes, namely: the statistical royalty (RS) of 1% (5% on goods imported under suspensive arrangements); the ECOWAS Community Levy (PC) of 0.5% on behalf of the Commission of the said Community; the community solidarity levy (PCS) of 0.8% on behalf of the UEMOA Commission; and the solidarity levy (PS) of 0.2% on behalf of the African Union Commission. However, Benin does not apply the provisional taxes (community but of optional national application) provided for during the period of adjustment to the

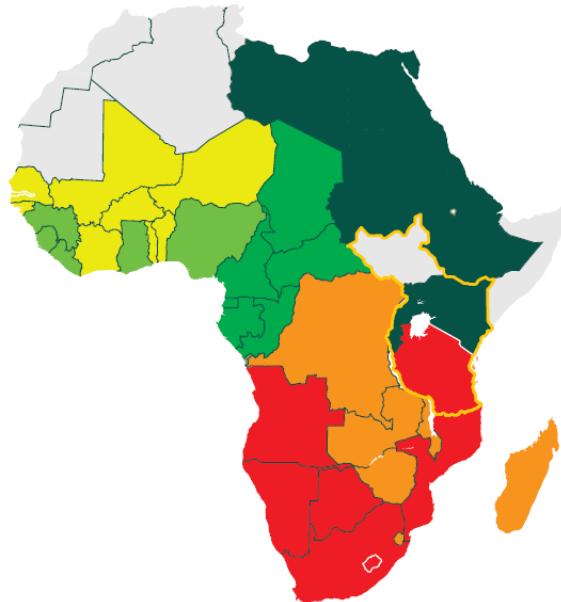
(communautaires mais d'application nationale facultative) prévues durant la période d'ajustement au TEC de la CEDEAO (rapport sur l'évaluation des politiques commerciales).

Outre les autres droits et taxes communautaires, le Bénin applique d'autres prélèvements comme les charges portuaires telles que l'Acconage – manutention (1 000 FCFA /t), la Redevance portuaire (1 300 FCFA/t), et les droits de plombage (25 FCFA par plomb). Une "redévance informatique", fixe de 10 000 FCFA, est perçue par déclaration en douane; elle est applicable à toutes les marchandises importées au Bénin, ainsi qu'à toutes les marchandises exportées ou réexportées.

ECOWAS CET (report on the evaluation of trade policies).

In addition to other community duties and taxes, Benin applies other levies such as port charges such as stevedoring - handling (1,000 XOF / t), the port fee (1,300 FCFA / t), and sealing rights. (25 XOF per lead). A "computer fee", fixed at 10,000 XOF, is collected per customs declaration; it is applicable to all goods imported into Benin, as well as to all goods exported or re-exported.

Accords commerciaux et traités – UEMOA, CEDEAO



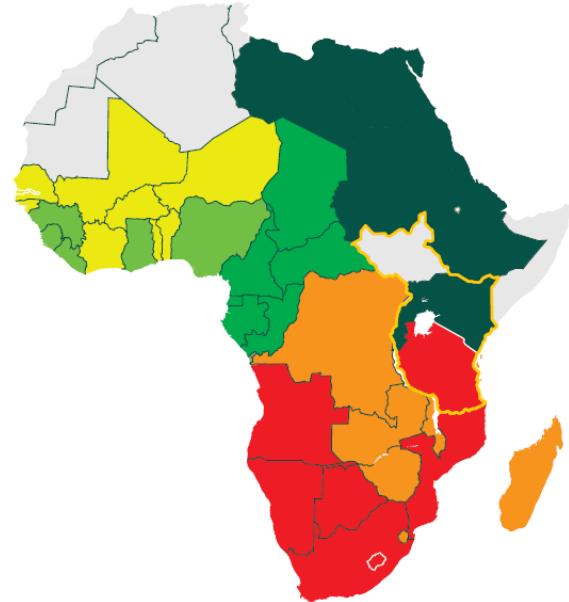
- █ UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest Africaine) : 8 pays
- █ CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) : 16 pays

L'Union Monétaire Ouest-africains (UEMOA)

Histoire et états membres de l'UEMOA

Organisation internationale créée en 1994 dont le siège est Dakar, Sénégal, et qui a pour objectif principal l'édification dans la région d'un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production ainsi que la

Trade Agreement & Treaties – UEMOA, ECOWAS



- █ UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest Africaine) : 8 pays
- █ CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) : 16 pays

The West African Monetary Union (WAEMU)

History and members state of the WAEMU

International organization created in 1994 with headquarters in Dakar, Senegal, and whose main objective is to build a harmonized and integrated economic space in the region, within which total freedom of movement of people, capital, goods, services and factors of production as well as the effective enjoyment of

jouissance effective du droit d'exercice et d'établissement pour les professions libérales, de résidence pour les citoyens sur l'ensemble du territoire communautaire

Elle comprend le Bénin, le **Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.**

L'UEMOA couvre une superficie de 3 506 126 km² et compte 123,6 millions d'habitants.

Le taux de croissance du PIB, à prix constant, est de 6,1% en 2019

the right of practice and establishment for the liberal professions, of residence for citizens throughout the community

It includes **Benin, Burkina, Côte d'Ivoire, Guinea-Bissau, Mali, Niger, Senegal and Togo.**

UEMOA covers an area of 3,506,126 km² and has 123.6 million inhabitants.

The GDP growth rate, at constant prices, is 6.1% in 2019.

Vendre dans l'UEMOA : adhérer à la taxe professionnelle communautaire

Règle d'origine applicables

Sont considérés comme produits originaires des Etats membres de l'UEMOA, les produits **entièrement obtenus ou ayant fait l'objet d'une ouvraison ou d'une transformation suffisante** dans ces Etats.

Sont considérés comme entièrement obtenus dans les Etats de l'UEMOA :

- a. Les animaux vivants nés et élevés dans les Etats membres ;
- b. les produits provenant d'animaux vivants qui y font l'objet d'un élevage et les sous-produits animaux ;
- c. les produits de la chasse et de la pêche pratiquées dans les Etats membres ;
- d. les produits de la pêche maritime et autres produits tirés de la mer par leurs navires ;
- e. les marchandises fabriquées à bord de leurs navires-usines à partir exclusivement de produits visés au paragraphe précédent ;
- f. les produits du règne végétal récoltés dans les Etats membres ;
- g. les substances et produits minéraux extraits du sol, des eaux territoriales ou des fonds de mers ou d'océans des Etats membres ;
- h. les déchets et rebus provenant d'opérations manufacturières ou industrielles ;
- i. les articles hors d'usage recueillis dans les Etats membres qui ne peuvent servir qu'à la récupération de matières premières ;
- j. l'énergie électrique produite dans les Etats membres ;
- k. les produits fabriqués à partir de substances visées aux paragraphes b) à i), utilisées ou mélangées à d'autres matières, sous réserve que leur proportion en quantité soit supérieure ou égale à 60% de l'ensemble des matières premières mises en œuvre.

Selling in the WAEMU: joining the community business tax

Applicable original rules

Products shall be considered as originating in the WAEMU Member States if they are **wholly obtained or have undergone sufficient working or processing** in those States.

The following are considered to be wholly obtained in the WAEMU States:

- a. Live animals born and reared in the Member States ;
- b. products of live animals reared there and animal by-products ;
- c. products of hunting and fishing carried out in the Member States
- d. products of sea fishing and other products taken from the sea by their vessels;
- e. goods manufactured on board their factory ships exclusively from products referred to in the preceding paragraph;
- f. products of the plant kingdom harvested in the Member States;
- g. mineral substances and products extracted from the soil, territorial waters or the seabed of Member States;
- h. waste and scrap from manufacturing or industrial operations;
- i. end-of-life items collected in Member States which can only be used for the recovery of raw materials;
- j. electrical energy generated in Member States;
- k. products manufactured from substances referred to in paragraphs b) to i), used or mixed with other materials, provided that their proportion in quantity is greater than or equal to 60% of the total raw materials used.

Les produits entièrement obtenus ou ayant fait l'objet d'une ouvraison ou d'une transformation suffisante.

Sont considérés, comme ayant fait l'objet d'une ouvraison ou d'une transformation suffisante, les produits obtenus à partir de matières premières partiellement ou entièrement originaires de pays tiers à condition que ce :

- a. soit un changement de classification tarifaire dans l'un des quatre premiers chiffres de la Nomenclature Tarifaire et Statistique de l'UEMOA ; une liste d'exceptions mentionnant les cas où le changement de position tarifaire n'est pas déterminant ou imposant des conditions supplémentaires, sera établie par règlement pris en Conseil des Ministres ;
- b. soit une valeur ajoutée communautaire supérieure ou égale à 30% du prix de revient ex-usine hors taxes de ces produits telle que définies à l'article premier ci-dessus.

Notion de produits industriels originaires

Sont considérés comme produits industriels originaires, les produits visés aux articles k et a et b des deux paragraphes précédents, autres que les articles faits à la main, avec ou sans l'aide d'outils, d'instruments ou de dispositifs actionnés directement par le fabricant.

Opérations ne conférant pas l'origine communautaire

Les marchandises transformées dans le cadre de régimes douaniers économiques ou suspensifs et de certains régimes particuliers entraînant la suspension ou l'exonération partielle ou totale des droits d'entrée sur les intrants ne peuvent, en aucun cas, bénéficier de la qualité de produits industriels originaires et des avantages qui y sont attachés.

Ne sont pas concernées par cette disposition, les marchandises bénéficiaires des procédures prévues pour les produits obtenus à partir d'intrants plus fortement taxés que leurs produits finis.

Nonobstant les dispositions de l'article 5, les opérations ci-après, ne peuvent, en aucun cas, conférer aux produits tiers la qualité de produits originaires de l'Union :

- manipulations destinées à assurer la conservation en l'état des marchandises ;

Products that are fully obtained or have undergone sufficient working or processing.

Products obtained from raw materials originating in whole or in part in third countries shall be considered as having undergone sufficient working or processing, provided that this:

- a. either a change of tariff classification in one of the first four digits of the WAEMU Tariff and Statistical Nomenclature; a list of exceptions mentioning the cases where the change of tariff heading is not decisive or imposing additional conditions, shall be established by regulation by the Council of Ministers;
- b. or a Community added value equal to or greater than 30% of the ex-works cost price net of tax of the products as defined in Article 1 above.

Notion of originating industrial products

The products referred to in Articles k and a and b of the two preceding paragraphs, other than articles made by hand, with or without the aid of tools, implements or devices directly operated by the manufacturer, shall be considered as originating industrial products.

Operations not conferring Community origin

Goods processed under customs procedures with economic impact or suspensive arrangements and under certain special procedures involving partial or total suspension of or exemption from import duties on inputs shall not, under any circumstances, qualify for originating industrial status and the benefits thereof.

This provision does not apply to goods benefiting from the procedures for products obtained from more highly taxed inputs than their finished products.

Notwithstanding the provisions of Article 5, the following operations shall in no case confer on third countries products the status of originating in the Union United:

- handling to ensure the preservation of the goods in their original state;

- dépoussiérage, criblage, triage, classement, assortiment, lavage, peinture, découpage ;
- changement d'emballage ;
- division et réunion de colis ;
- mise en contenants tels que bouteilles, sacs, boîtes, etc., apposition d'étiquettes ou de signes distinctifs similaires et toutes autres opérations de conditionnement même si elles affectent le classement tarifaire des produits ;
- cumul de deux ou plusieurs opérations reprises ci-dessus ;
- abattage d'animaux ;
- salaison, mise en saumure, séchage ou fumage de viandes, de poissons, de crustacés, de mollusques et coquillages ;
- congélation de viandes, abats, poissons, crustacés, mollusques, coquillages, fruits, légumes et plantes potagères ;
- préparation et conserves de viandes, abats, sang, poissons, crustacés et mollusques à partir des produits des chapitres 2 et 3 de la Nomenclature Tarifaire et Statistique de l'UEMOA ;
- découpage, mise en forme de feuille et feuillards de toutes sortes ;
- simple réunion de parties en vue de constituer un article complet ;
- simple mélange de produits de même espèce ou d'espèces différentes.
- dusting, sifting, sorting, classifying, assorting, washing, painting, cutting ;
- change of packaging;
- dividing and reassembling packages;
- placing in containers such as bottles, bags, boxes, etc., affixing of labels or similar distinctive signs and all other packaging operations, even if they affect the tariff classification of the products;
- cumulation of two or more operations listed above;
- slaughter of animals ;
- salting, pickling, drying or smoking of meat, fish, crustaceans, molluscs and shellfish;
- freezing of meat, offal, fish, crustaceans, molluscs, shellfish, fruit, vegetables and vegetable plants;
- preparation and preservation of meat, offal, blood, fish, crustaceans and molluscs from products of chapters 2 and 3 of the WAEMU Tariff and Statistical Nomenclature;
- cutting, shaping of sheets and strips of all kinds;
- simple assembly of parts to form a complete article;
- simple mixing of products of the same or different species.

Accord CEDEAO

Histoire et Etats membres

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, est une organisation intergouvernementale ouest-africaine créée le 28 mai 1975. C'est la principale structure destinée à coordonner les actions des pays de l'Afrique de l'Ouest.

Les Etats membres de la **CEDEAO** sont : le **Bénin**, le **Burkina Faso**, le **Cap Vert**, la **Côte d'Ivoire**, la **Gambie**, le **Ghana**, la **Guinée**, la **Guinée Bissau**, le **Libéria**, le **Mali**, le **Niger**, le **Nigéria**, la **Sierra Leone**, le **Sénégal** et le **Togo**.

Vendre dans la CEDEAO : procédure d'agrément des produits originaires au schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO.

ECOWAS Agreement

History and Members States

The Economic Community of West African States is a West African intergovernmental organization created on 28 May 1975. It is the main structure for coordinating the actions of West African countries.

ECOWAS member states are: **Benin**, **Burkina Faso**, **Cape Verde**, **Côte d'Ivoire**, **Gambia**, **Ghana**, **Guinea**, **Guinea Bissau**, **Liberia**, **Mali**, **Niger**, **Nigeria**, **Sierra Leone**, **Senegal** and **Togo**.

Selling in ECOWAS: procedure for approval of originating products under the ECOWAS trade liberalization scheme.

Les agréments des produits industriels originaires au régime préférentiel des échanges intra-communautaires sont accordés par une autorité désignée par chaque Etat membre sur proposition d'un Comité national d'agrément (CNA) créé à cet effet.

Sont membres du Comité national d'agrément les représentants des Ministres et services ci-après :

- Ministre du Commerce ;
- ministre de l'Industrie ;
- ministre des Finances (service des Douanes) ;
- cellule Nationale CEDEAO ;
- chambre de Commerce et d'Industrie ;
- toute autre structure ou institution jugée utile.

Approval of originating industrial products for the preferential arrangements for intra-Community trade is granted by an authority designated by each Member State on a proposal from a National Approval Committee (NAC) set up for this purpose.

The members of the National Accreditation Committee are the representatives of the following ministries and departments :

- Minister of Trade ;
- minister of Industry ;
- minister of Finance (Customs Department);
- ECOWAS National Cell ;
- chamber of Commerce and Industry;
- any other structure or institution deemed useful.

Restrictions

Les marchandises transformées dans le cadre de régimes douaniers économiques ou suspensifs et de certains régimes particuliers entraînant la suspension ou l'exonération partielle ou totale des droits d'entrée sur les intrants ne peuvent, en aucun cas, bénéficier de la qualité de produits industriels originaires et des avantages qui y sont attachés.

Ne sont pas concernées par cette disposition, les marchandises bénéficiaires des procédures prévues pour les produits obtenus à partir d'intrants plus fortement taxés que leurs produits finis.

Dans les échanges entre les Etats membres, toutes restrictions quantitatives, entraves non tarifaires, prohibitions, ou autres mesures d'effet équivalent portant sur les importations ou les exportations des produits originaires ou fabriqués dans les Etats membres sont levées.

Restrictions

Goods processed under economic or suspensive customs regimes and certain special regimes leading to the suspension or partial or total exemption of import duties on inputs cannot, under any circumstances, benefit from the quality of originating industrial products. and the advantages attached to it.

This provision does not apply to goods benefiting from the procedures provided for products obtained from inputs which are more heavily taxed than their finished products.

In trade between member states, all quantitative restrictions, non-tariff barriers, prohibitions, or other measures of equivalent effect on imports or exports of products originating or manufactured in member states are lifted.

Accréditations

Le dossier type d'agrément au Schéma de libéralisation des échanges (SLE)

Caractéristiques de l'entreprise

- a) Identité de l'entreprise (Nom ou raison sociale, N° de registre) ;
- b) adresse du siège social (Boîte postale, fax, e-mail, site web) ;
- c) secteur d'activité et branche ;
- d) forme juridique ;
- e) avantages accordés à l'entreprise dans l'Etat membre d'implantation ;

Licensing

The standard application for approval to the Trade Liberalization Scheme (TLS)

Characteristics of the company

- a) Identity of the company (Name or company name, registration number);
- b) address of the registered office (P.O. Box, fax, e-mail, website);
- c) sector of activity and branch;
- d) legal form ;
- e) benefits granted to the company in the Member State of establishment;

- f) nombre et localisation des entreprises de production.

- f) number and location of production companies.

Caractéristiques des produits fabriqués pour lesquels l'agrément est sollicité

- a) Enumération des produits dans les termes de la nomenclature douanière de la CEDEAO ;
- b) détails de ces produits ;
- c) marques de fabrique et labels de ventes.

Characteristics of the products manufactured for which approval is sought

- a) Listing of products in terms of the ECOWAS customs nomenclature;
- b) detail of these products ;
- c) trade marks and sales labels.

Renseignements sur la production

- a) Description détaillée du processus de production ;
- b) matières premières mises en œuvre pour l'obtention du (ou des) produit(s) fabriqué(s) ;
- c) matières consommables mises en œuvre pour l'obtention du produit ou des produits fabriqués ;
- d) emballages utilisés pour le conditionnement des produits fabriqués.

Production information

- a) Detailed description of the production process;
- b) raw materials used to obtain the manufactured product(s);
- c) consumable materials used to obtain the manufactured product(s);
- d) packaging used to package the manufactured products.

NB: Vous trouverez les informations complémentaires dans l'**annexe 9.**

NB: Further information can be found in **Appendix 9.**

Renseignements relatifs à la détermination du prix de revient ex-usine et de la valeur ajoutée.

Etablissement par produit ou groupe de produits d'une fiche technique relative à la détermination du prix de revient ex-usine hors taxes et de la valeur ajoutée.

Information on ex-factory costing and value added.

Drawing up a data sheet for each product or group of products to determine the ex-factory cost price excluding tax and the added value.

SECTION 2.4 : IMPOSITION

Systèmes d'impôts directs et indirects

Impôts sur les sociétés

Impôt	Base	Taux
Impôts sur les sociétés (Régime réel)	Résultat Fiscal	Industries : 25% Autres : 30%
Taxe sur la valeur ajoutée	Opérations imposables	18%
Taxe radiophonique	Fixe	1000
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	Fixe	3000
Impôts sur le revenu des personnes physiques, catégories revenues des capitaux mobilier (sur les dividendes)	Dividende	5-15%
Versement patronal sur salaires	Salaire brut arrondi	4%
Contribution des Patentes	Voir ci-dessous	Idem

SECTION 2.4: TAXATION

Direct & Indirect Tax Systems

Corporates taxes

Impôt	Base	Taux
Corporate taxes (real regime)	Result tax	• Industries : 25% • Others: 30%
Value added tax	Taxable transactions	18%
Radio tax	Fixed	1000
Household waste collection tax	Fixed	3000
Personal income tax, income from movable capital category (on dividends)	Dividend	5-15%
Employer's payment on wages	Gross salary rounded up	4%
Contribution of Patents	See below	Same

Taxe professionnelle synthétique

Tranches de chiffres d'affaires	Montant de l'impôt
De 0 à 1 000 000 francs CFA	10 000 FCFA
De 1 000 001 francs CFA à 2 500 000 francs CFA	35 000 FCFA
De 2 500 001 francs CFA à 5 000 000 francs CFA	75 000 FCFA
De 5 000 001 à 10 000 000 francs CFA	150 000 FCFA
De 10 000 001 à 15 000 000 francs CFA	250 000 FCFA
De 15 000 001 à 20 000 000 francs CFA	350 000 FCFA

Synthetic professional tax

Slices of turnover	Tax rate
From 0 to 1,000,000 XOF	10 000 XOF
From 1,000,001 to 2,500,000 XOF	35 000 XOF
From 2,500,001 to 5,000,000 XOF	75 000 XOF
From 5,000,001 to 10,000,000 XOF	150 000 XOF
From 10,000,001 to 15,000,000 XOF	250 000 XOF
From 15,000,001 to 20,000,000 XOF	350 000 XOF

Impôts sur le revenu des personnes physiques, catégorie des traitements et salaires versés au personnel

Tranches de salaire brut	%
0 à 50 000 francs CFA	0 %
50 001 à 130 000 francs CFA	10 %
130 001 à 280 000 francs CFA	15 %
280 001 à 530 000 francs CFA	20 %
Supérieur à 530 000 francs CFA	30 %

Ces tranches de revenus subissent un abattement en fonction du nombre d'enfants :

Nombre d'enfants	%
1 enfant	0%
2 enfants	5%
3 enfants	10%
4 enfants	15%
5 enfants	20%
6 enfants et plus	23%

Contribution des Patentés

Composants	Tarif de l'impôt
Droit fixe	Voir CGI
Droit proportionnel	5% ou 10%

Il figure en [annexe 10](#).

Audits statutaires et conformités

Les obligations imposées par la loi

Obligations en raison de la forme juridique de la société

Les sociétés anonymes ne faisant pas publiquement appel à l'épargne sont tenues de désigner un commissaire aux comptes et un suppléant. Les sociétés anonymes faisant publiquement appel à l'épargne sont tenues de désigner au moins deux commissaires aux comptes et deux suppléants (Article 702 de l'Acte Uniforme de l'OHADA).

Personal income taxes, category of salaries and wages paid to staff

Noise salary brackets	%
0 to 50,000 XOF	0 %
50 001 to 130 000 XOF	10 %
130,001 to 280,000 XOF	15 %
280,001 to 530,000 XOF	20 %
More than 530,000 XOF	30 %

These slices of revenues are subject to an allowance depending on the number of children's:

Number of children	%
1 child	0%
2 childrens	5%
3 childrens	10%
4 childrens	15%
5 childrens	20%
6 childrens and plus	23%

Contribution of Patents

Components	Tax rate
Fixed fee	See CGI
Proportional duty	5% or 10%

It appears in [appendix 10](#).

Statutory Audits & Compliances

Obligations imposed by law

Obligations due to the legal form of the company

Public limited companies that are not publicly traded are required to appoint one auditor and one deputy. Public limited companies making a public appeal are required to appoint at least two auditors and two alternates (Article 702 of the OHADA Uniform Act).

Obligation en raison du franchissement de certains seuils

Les sociétés à responsabilité limitée dont le capital social est supérieur à dix millions (10.000.000) de francs CFA ou qui remplissent l'une des deux conditions suivantes (Article 376 de l'Acte Uniforme de l'OHADA) :

- chiffre d'affaires annuel supérieur à deux cent cinquante millions (250.000.000) de francs CFA;
- effectif permanent supérieur à 50 personnes, sont tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes.

Pour les autres sociétés à responsabilité limitée ne remplissant pas ces critères, la nomination d'un commissaire aux comptes est facultative. Elle peut toutefois être demandée en justice par un ou plusieurs associés détenant, au moins, le dixième du capital social (Article 376 de l'Acte Uniforme de l'OHADA).

La nomination facultative

Les statuts de la société peuvent prévoir la présence d'un (ou de plusieurs) commissaire(s) aux comptes chargé(s) de certifier les comptes. Les associés de Sociétés de personnes et de SARL peuvent également décider, à l'unanimité ou à la majorité selon la forme de la société, de nommer un (ou plusieurs) commissaire(s) aux comptes lors d'une assemblée.

Le caractère volontaire de cette nomination n'a pas d'influence sur la mission du commissaire aux comptes. Il s'agit toujours d'une mission légale et il n'est pas envisagé une mission « allégée » pour le commissaire aux comptes volontairement nommé par les entreprises.

Obligation due to the crossing of certain thresholds

Limited liability companies whose registered capital exceeds ten million (10,000,000) XOF or which meet one of the following two conditions (Article 376 of the OHADA Uniform Act):

- annual turnover exceeding two hundred and fifty million (250,000,000) XOF ;
- permanent staff of more than 50 persons, are required to appoint at least one auditor.

For other limited liability companies that do not meet these criteria, the appointment of an auditor is optional. However, it may be requested in court by one or more partners holding at least one tenth of the company's capital (Article 376 of the OHADA Uniform Act).

Optional nomination

The company's articles of association may provide for the presence of one (or more) auditor(s) responsible for certifying the accounts. The partners of partnerships and limited liability companies can also decide, unanimously or by majority depending on the form of the company, to appoint one (or more) auditor(s) at a meeting.

The voluntary nature of this appointment has no influence on the mission of the statutory auditor. It is always a legal mission and there is no intention to "lighten" the mission of the auditor voluntarily appointed by the companies.

SECTION 2.5 : COUT DE LA VIE

Prix moyen du Bœuf, Porc, poisson, veaux

ELEMENTS	PRIX
Riz	800 CFA/ kg
Bœuf	2800 CFA/ kg
Porc	3000 CFA/ kg
Agneau	3000 CFA/ kg

SECTION 2.5 : COST OF LIVING

Price Level of beef, Pork, fish, Lamb etc.

ITEMS	PRICE
Rice	800 XOF / kg
Beef	2800 XOF / kg
Pork	3000 XOF / kg
Lamb	3000 XOF / kg

Crevettes	6000 CFA/ kg
Farine de blé	750 CFA/ kg
Huile de cuisson	2000 CFA/ litre
Œufs	2200 CFA/ 30 unités
Poisson	3000 CFA/ kg
Poulet	2500 CFA/ unité

Shrimp	6000 XOF / kg
Wheat flour	750 XOF / kg
Cooking Oil	2000 XOF / liter
Eggs	2200 XOF / 30 units
Fish	3000 XOF / kg
Chicken	2500 XOF / unit

Les coûts moyens du fer, du ciment, du sable et du gravier

Fer	50 FCFA / Tonne (environ 926 USD / tonne)
Ciment	65 000 FCFA / Tonne (environ 105 USD / tonne)
Sable	75 000 FCFA (10 m cube) / (environ 139 USD / car),
Gravier	17 000 FCFA / Tonne / (environ 32 USD / tonne).

Average costs of Construction steel price, Cement, Sand and gravel

Construction steel price	50 XOF / ton (about 926 USD / ton),
Cement	65 000 XOF / ton (about 105 USD / ton)
Sand	75,000 XOF /car (10 Cube) (approximately 139 USD / car)
Gravel	17,000 XOF / ton (about 32 USD / ton).

SECTION 2.6 : COUT DES OPERATIONS COMMERCIALES

Coût des opération commerciales

SONEB

Les tarifs d'eau potable à la SONEB sont répartis en 3 tranches:

- **1ère tranche (tranche sociale).** Elle est limitée à 5 m³ pour 30 jours (au prorata temporis, donc soit par exemple 2.5m³ pour une facturation sur 15 jours, ou 10m³ pour une facturation sur 60 jours).
Elle est facturée à **198 FCFA** par mètre cube et **exonérée de TVA** ;
- **2ème tranche:** Pour les volumes d'eau entre 6 et 50m³.
Elle est facturée à 453 FCFA par mètre cube est assujettie au paiement de la TVA au taux de 18% ;
- **3ème tranche:** Pour les volumes d'eau de 51m³ et plus.

SECTION 2.6: COST OF COMMERCIAL OPERATIONS

Cost of commercial operations

SONEB

SONEB's drinking water tariffs are divided into 3 tranches:

- **1st bracket (social bracket).** It is limited to 5m³ for 30 days (pro rata temporis, i.e. 2.5m³ for a 15-day billing period, or 10m³ for a 60-day billing period). It is invoiced at 198 XOF per cubic meter and is **exempt from VAT**;
- **2nd tranche:** For water volumes between 6 and 50m³. It is charged at 453 XOF per cubic meter and is subject to VAT at the rate of 18%;
- **3rd bracket:** For water volumes of 51m³ and more.

- Elle est facturée à 658 FCFA par mètre cube et est assujettie au paiement de la TVA au taux de 18% ;
- **tranche unique:** Elle concerne les abonnés ayant un accès collectif (bornes fontaines, kiosques, adductions d'eau villageoises). Elle est facturée à 330 FCFA par mètre cube quelque soit la quantité consommée et est assujettie à la TVA au taux de 18% .

SBEE

Facture de type I :

Elle est appelée sociale et concerne les abonnés ayant une consommation mensuelle inférieure ou égale à 20 KWH. La quantité consommée est facturée à 78 FCFA et est exonérée de la TVA.

Facture de type II :

Les abonnés dont la consommation mensuelle est strictement supérieure à 20KWH sont systématiquement dispensés de la tranche sociale. Ainsi les 250 premiers KWH sont facturés à 109 FCFA pour la 1ère tranche et le reste de la consommation à 115 FCFA pour la 2è tranche. Ces deux (02) tranches sont assujetties à la TVA.

HOTELS

Une nuit dans un hôtel en milieu de gamme au Bénin coûte environ entre 56.000 et 72.000 FCFA. Ce coût commercial peut varier selon la période et la situation de ce dernier dans la ville.

Les prix des hotels haut de gamme peuvent varier de 92.000 et 130.000 FCFA selon la période et la ville.

TAXIS

Le Bénin dispose de plusieurs types de taxi pour les déplacements.

- BENIN TAXI
- UBER- TAXI
- SOFT TAXI

En moyenne, 1km en taxi au Bénin coûte environ 2000 FCFA environ 3 €. Le tarif de base d'une course est de 1000 FCFA à l'intérieur d'une même zone.

INTERNET/ BENIN TELECOM

Capacité de transfert	Prix de vente	Période de facturation
50MB	500 F CFA	15 jours
100MB	800 F CFA	15 jours

- It is charged at 658 XOF per cubic meter and is subject to VAT at the rate of 18%;

- **single tranche:** This concerns subscribers with collective access (standpipes, kiosks, village water supply systems). It is billed at XOF 330 per cubic meter regardless of the quantity consumed and is subject to VAT at the rate of 18%.

SBEE

Type I bill:

This is called social and concerns subscribers with a monthly consumption of 20 KWH or less. The quantity consumed is invoiced at 78 XOF and is exempt from VAT.

Type II bill:

Subscribers whose monthly consumption is strictly above 20KWH are systematically exempted from the social bracket. Thus the first 250 KWH are billed at 109 XOF for the 1st bracket and the remaining consumption at 115 XOF for the 2nd bracket. These two (02) tranches are subject to VAT.

HOTELS

A night in a mid-range hotel in Benin costs between 56.000 & 72.000 XOF. This commercial cost can vary depending on the period and the location of the hotel in the city.

Prices for high-end hotels can vary from 92.000 et 130.000 XOF depending on the period and the city.

TAXIS

Benin has several types of cabs for travel.

- BENIN TAXI
- UBER- TAXI
- SOFT TAXI

On average, to buy 1km by cab in Benin the price is 2000 XOF about 3 €. The basic fare for a trip is 1000 XOF within the same area.

INTERNET/ BENIN TELECOM

Transfer capacity	Selling price	Billing period
50MB	500 XOF	15 jours
100MB	800 XOF	15 jours

250MB	1 800 F CFA	30 jours	250MB	1 800 XOF	30 jours
500MB	3 500 F CFA	30 jours	500MB	3 500 XOF	30 jours
1GB	5 500 F CFA	30 jours	1GB	5 500 XOF	30 jours
3GB	12 000 F CFA	30 jours	3GB	12 000 XOF	30 jours
5GB	18 000 F CFA	30 jours	5GB	18 000 XOF	30 jours
10GB	25 000 F CFA	30 jours	10GB	25 000 XOF	30 jours
Illimité Be. 4G	30 000 F CFA	30 jours	Illimité Be. 4G	30 000 XOF	30 jours

INTERNET/ MTN

NETWORK/ MTN

N°	Prix/ Price	Volume (Mo)	Validité/ Validity	Activations
1	100	40 Mo	24h / hours	*123*77*100#
2	150	100 Mo	24h / hours	*123*77*150#
3	200	150 Mo	24h / hours	*123*77*200#
4	250	200 Mo	24h / hours	*123*77*250#
5	300	250 Mo	24h / hours	*123*77*300#
6	500	400 Mo	48h / hours	*123*77*500#
7	500	200Mo	6 Jours / days	*123*77*500#
8	1000	500 Mo	7 Jours / days	*123*77*1000#
9	2000	1.5Go	7 Jours / days	*123*77*2000#
10	1000	500 Mo	15 Jours / days	*123*77*1000#
11	2000	1.5Go	15 Jours / days	*123*77*2000#
12	2500	1.5Go	30 Jours / days	*123*77*2500#
13	4000	3Go	30 Jours / days	*123*77*4000#
14	6000	5000 Mo	30 Jours / days	*123*77*6000#
15	14.500	11, 8 Go	30 Jours / days	
16	20 000	Illimité	30 Jours / days	
17	25 000	Illimité	30 Jours / days	

INTERNET/ MOOV		NETWORK/ MOOV		
N°	Prix/ Price	Volume (Mo)	Validité/ Validity	Activations
1	100	40 Mo	24H	*123*1*1*1#
2	150	100 Mo	24H	*123*1*1*2#
3	200	150 Mo	24H	*123*1*1*3#
4	250	200 Mo	24H	*123*1*1*4#
5	300	250 Mo	24H	*123*1*1*5#
6	500	400 Mo	48H	*123*1*1*6#
7	750	625 Mo	48H	*123*1*1*7#
8	500	200 Mo	6 Jours	*123*1*2*1#
9	1 000	500 Mo	7 Jours	*123*1*2*2#
10	2 000	1.5 Go	7 Jours	*123*1*2*3#
11	1 000	500 Mo	15 jours	*123*1*3*1#
12	2 000	1 Go	30 jours	*123*1*3*2#
13	2 500	1.5 Go	30 jours	*123*1*3*3#
14	4 000	3 Go	30 jours	*123*1*3*4#
15	5 000	4 Go	30 jours	*123*1*3*5#
16	6 000	5 000 Mo	30 jours	*123*1*3*6#
17	9 000	6.5 Go	30 jours	*123*1*3*7#
18	15 000(15Goplus)	15Go/512kbps	30 jours	
19	20 000(35Goplus)	35Go/512kbps	30 jours	
20	25 000(Tché)	75Go/512kbps	30 jours	
21	30 000(100GoPlus)	100Go/512kbps	30 jours	
22	50 000(Confort)	150Go/512kbps	30 jours	
23	75 000(Xtra)	250Go/512kbps	30 jours	

**COÛTS LOGISTIQUES DE TRANSPORT A L'INTERIEUR DU BÉNIN /
TRANSPORTATION COSTS IN BENIN**

Ville / City	Distance de Glo-Djigbé / Distance from Glo-Djigbé	État de la route / Road condition	Péage/ Toll	Frais de péage/ Toll Fee	Transport par tonne/ Transport per ton
				Type of vehicles	
Malanville	742 km	Bon / Good	3	2 wheels (roues): 2000 3 wheels (roues): 4000 4 wheels (roues): 6000 5 wheels (roues): 8000 6 wheels (roues): 10000 7 Wheels(roue s) : 18000	25.000 FCFA / t
Kandi	628 km		3		20.000 FCFA / t
Bembereke	520 km		1		20.000 FCFA / t
Tanguiéta	587 km		2		36.000 FCFA / t
Natitingou	536 km		0		33.000 FCFA / t
Parakou	414 km		0		17.000 FCFA / t
Nikki	601 km		1		20.000 FCFA / t
Dassa	202 km		0		12.000 FCFA / t
Savalou	232 km		0		15.000 FCFA / t
Djougou	459 km		3		30.000 FCFA / t
Bohicon	125 km		0		10.000 FCFA / t
Aplahoué	145 km		1		15.000 FCFA / t
Pobè	102 km		1		10.000 FCFA / t
Ifangni	66 km		1		10.000 FCFA / t
Porto-Novo	42 km		1		10.000 FCFA / t
Allada	51 km		0		10.000 FCFA / t



SECTION 3 : DESTINATION PRIVILEGIEE- ZONE INDUSTRIELLE DE GLO- DJIGBE

SECTION 3.1 : CADRE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF

Le cadre juridique de la GDIZ

Création de la Zone industrielle Glo-Djigbé

Il est créé, en application de la loi ° 2017-07 du 19 juin 2017 fixant le régime des zones économiques spéciales en République du Bénin, une zone économique dénommée « Zone économique spéciale de Glo-Djigbé ».

La Zone économique spéciale de Glo-Djigbé est constituée d'une enclave géographique terrestre d'une superficie de 1640 hectares située dans la commune d'Abomey-Calavi et de toute autre enclave située sur le territoire du Bénin et qui est rattachée au site de Glo-Djigbé par décret pris en Conseil des Ministres.

Les coordonnées géographiques de la Zone économique spéciale de Glo-Djigbé se présentent comme suit:

COORDONNEES DE LA ZONE 1640 HA / CHARACTERISTICS OF ZONE 1640 HA

N°	X	Y
B1	418054.53	731136.56
B3	418487.97	730863.32
B8	417833.94	730006.10
B13	418835.27	729234.10
B15	418408.25	728998.00
B20	417987.70	727768.41
B23	417950.74	727012.10
B38	415138.87	724711.70
B39	414682.21	724953.55
B49	413313.38	727041.83
B67	416454.79	730114.26
B70	416977.83	729716.69

La Zone économique spéciale de Glo-Djigbé a vocation à :

- promouvoir et attirer les investissements plurisectoriels de type agricole, industriel, commercial et de services en favorisant l'implantation d'unités de production ;
- permettre le développement des exportations;
- inciter l'investissement direct, béninois et étranger ;
- favoriser le développement des productions et des ressources naturelles nationales ;

SECTION 3: PREFERRED DESTINATION – GLO-DJIGBE INDUSTRIAL ZONE

SECTION 3.1 : LEGAL & ADMINISTRATIVE FRAMEWORK

The legal framework of GDIZ

Creation of Glo-Djigbé Industrial Zone

It is created, in application of Law 2017-07 of June 19, 2017 establishing the regime of special economic zones in the Republic of Benin, an economic zone called "Special Economic Zone of Glo-Djigbé".

The Glo-Djigbé Special Economic Zone is made up of a geographical land enclave with an area of 1,640 hectares located in the municipality of Abomey-Calavi and any other enclave located in the territory of Benin and which is attached to the site of Glo-Djigbé by decree taken in the Council of Ministers.

The geographic coordinates of the Glo-Djigbé Special Economic Zone are as follows:

The Glo-Djigbé Special Economic Zone aims to:

- promote and attract multi-sector investments in agriculture, industry, commerce, and services by promoting the establishment of production units;
- allow the development of exports;
- encourage direct investment, Beninese and foreign;
- promote the development of national production and natural resources;

- développer de nouveaux processus et solutions techniques ainsi que leur mise en œuvre dans l'économie nationale ;
- accroître la compétitivité des biens produits et des services rendus et développer l'infrastructure économique du Bénin ;
- favoriser la création d'emplois.

- develop new processes and technical solutions as well as their implementation in the national economy;
- increase the competitiveness of goods produced and services rendered and develop the economic infrastructure of Benin;
- promote job creation.

Le cadre administratif de GDIZ

Le cadre de Gouvernance de la GDIZ

La Société d'Aménagement et de Gestion :
SIPI-Bénin



Les missions de SIPI-Bénin dans le cadre de l'aménagement et de la gestion de la GDIZ sont les suivantes :

- développer, promouvoir, exploiter et gérer la Zone pour la croissance industrielle du pays ;
- développer et améliorer de manière constante, les méthodes destinées à organiser efficacement les activités au sein de la Zone ;
- développer, promouvoir et gérer les Installations Communes dans le but d'attirer de nouveaux Investisseurs dans la Zone et d'accroître la productivité de toutes les Unités industrielles à l'intérieur de la GDIZ ;
- fournir divers services dans la Zone afin d'assurer un fonctionnement harmonieux et sans problème de la Zone ainsi qu'une production sans problème pour les détenteurs d'Unités ;
- développer, promouvoir, exploiter et gérer les zones, industrielle, commerciale, résidentielle et logistique à l'intérieur de la Zone et faciliter en particulier, la tâche des

The administrative framework of GDIZ

Governance framework of GDIZ

Development and Management Company: SIPI-Bénin



The missions of SIPI-Bénin within the framework of the development and the management of the GDIZ are as follows:

- develop, promote, operate and manage the GDIZ for industrial growth in the country;
- develop and continuously improve the methods, to efficiently organise the operations within the Zone;
- develop, promote and manage the Common Infrastructures, with the intention to attract new investors in the GDIZ and boost the productivity of all the industrial Units inside GDIZ;
- provide various services within the Zone to ensure smooth and hassle-free operation of the Zone as well as hassle free production for Unit holders;
- develop, promote, operate and manage the industrial, commercial, residential and logistics zones within the GDIZ and in

Investisseurs qui souhaitent implanter des Unités dans la Zone ;

- louer des parcelles de terrain ou des locaux construits aux Investisseurs pour un usage industriel dans la Zone ou toute autre opération autorisée associée dans la zone logistique et commerciale ;
- développer, promouvoir, exploiter et gérer dans la zone logistique, les opérations à valeur ajoutée telles que les parcs à conteneurs (sous douane et hors douane), les entrepôts fermés (sous douane et non sous douane) et les parcs de stockage ouverts (sous douane et hors douane) avec l'infrastructure associée, afin d'assurer une exportation/importation et un stockage sans heurt et sans problème pour tous les Investisseurs dans la Zone ainsi que pour les exportateurs/importateurs en dehors de la Zone ;
- développer, promouvoir, exploiter et gérer de manière exclusive, au sein de la zone logistique, le terminal pour camions et les infrastructures associées afin de soutenir les opérations industrielles à l'intérieur de la Zone et permettre une gestion efficace des mouvements de camions depuis la Zone vers le Port ;
- concevoir, développer, construire et gérer le système de collecte des produits agricoles et l'infrastructure de soutien à l'intérieur et à l'extérieur de la GDIZ. Cela comprendra des équipements de manutention, un soutien logistique efficace et un Marché de terminaux entièrement équipés au sein de la Zone et d'assurer un approvisionnement régulier, en produits agricoles aux Unités ayant une activité de transformation installées dans la Zone et autres entreprises intéressées installées aux alentours de la Zone ;
- développer et gérer les fermes modèles et les processus et systèmes associés, les mécanismes pour stimuler la production agricole, y compris l'intégration avec le système de collecte et le transport jusqu'à la Zone .
 - La Zone Industrielle;
 - la Zone Commerciale;
 - la Zone Résidentielle;
 - la Zone Logistique .

particular facilitate the Investors who want to set-up their Units within the Zone;

- lease land parcel or built-up premises to Investors, for an industrial use in the Zone or any other associated authorized operations within the logistics and commercial zone;
- develop, promote, operate and manage within Logistics Zone the value-added operations like Container Yard (both bonded and non-bonded), Closed Warehouse (both bonded and non-bonded) and Open Stock-yards (both bonded and non-bonded) with associated infrastructure, to ensure smooth and hassle-free export/import and storage for all the investors inside the Zone as well as for exporters/importers outside the Zone;
- develop, promote, operate and manage exclusively within logistics zone the truck terminal with associated infrastructure to support industrial operations inside the Zone and allow efficient management of truck movements from the Zone to the Port;
- conceive, develop, build and manage the agricultural product collection system and supporting infrastructure inside and outside the GDIZ. This will include handling equipment; efficient logistical support and a Terminal Market fully equipped within the Zone and ensure a regular supply of agricultural products to the Units having processing activities located within the Zone and other interested companies located around the Zone;
- develop and manage the model farms and associated processes and systems, the mechanism to boost agriculture production, including the integration with the collection system and transport up to the Zone.
- Industrial Zone;
- commercial Zone;
- residential Zone;
- Logistics Zone.



Conformément aux dispositions du présent *Cahier de Charges*, SIPI-Bénin est responsable de l'examen des dossiers de demande d'Agrement des Investisseurs, comprenant notamment les éléments qui figurent en **Annexe 11** et de la délivrance des Agréments après avis de l'Autorité administrative.

La société d'investissement et de promotion de l'industrie Bénin (SIPI Bénin) a été agréé par arrêté 077 du 20 octobre 2020 portant agrément au régime 2 de la zone économique spéciale.

L'autorité de régulation

L'Autorité de Régulation est un organe consultatif chargé du suivi des objectifs de la GDIZ. L'Autorité de Régulation est chargée de donner son avis et ses recommandations :

- en cas de conflit entre les parties prenantes, c'est-à-dire SIPI-Bénin, les Investisseurs, l'Autorité administrative ou les Autres Services de l'Etat ;
- à l'Etat en cas de situation pouvant compromettre la réalisation des objectifs de développement de la Zone et/ou de difficultés de mise en œuvre du Cahier des Charges ;

L'Autorité de régulation saisit l'Autorité administrative en cas de violation des dispositions du présent Cahier des charges et généralement des dispositions de la Loi.

Conformément à la Loi qui définit dans son article 18 la composition de l'Autorité de Régulation, celle-ci est composée de cinq (5) membres comme suit :

- deux (2) représentants nommés par l'Etat. L'un des membres sera désigné par le Président de la République du Bénin et le second par le ministère en charge des Finances ;

In accordance with the provisions of this *Cahier des Charges*, SIPI-Bénin is responsible for assessing the Investors' applications for Approval, including the elements set out in **Appendix 11**, and for issuing the Approvals after prior opinion of the Administrative Authority.

The Benin Industry Investment and Promotion Company (SIPI Benin) was approved by decree 077 of October 20, 2020 approving regime 2 of the special economic zone.

The regulatory Authority

The Regulatory Authority is an advisory body responsible to monitoring the objectives of the GDIZ. Regulatory Authority shall be responsible to give their opinion and recommendations:

- in the event of a conflict between the stakeholders, SIPI-Benin, the Investors, the Administrative Authority or the Other State Services;
- to the State in the event of a situation that could compromise the achievement of the Zone's development objectives and / or difficulties in implementing the Cahier des Charges;

The Regulatory Authority shall refer the matter to the Administrative Authority in case of any breach of the provisions of this *Cahier des Charges* and in general, of the provisions of Law.

In accordance with Law which defines in its Article 18 the composition of the Regulatory Authority, the Regulatory Authority is composed of five (5) members as follows:

- two (2) representatives appointed by the State. One of the members shall be nominated by the President of the Republic of Benin and the second one by the Ministry in charge of Finances;

- deux (2) représentants nommés par SIPI-Bénin. Le représentant peut être un des administrateurs de la Société ;
- un (1) représentant désigné par les Autorités locales, à savoir le maire de la commune d'implantation de la GDIZ.

Les conditions de fonctionnement de l'Autorité de régulation sont fixées par Décret pris en Conseil des Ministres.

- two (2) representatives appointed by SIPI-Bénin. The representative may be one of director of the company;

- one (1) representative designated by the State local Authorities, i.e. the mayor of the municipality in which the GDIZ is located.

The operating conditions of the Regulatory Authority are set by Decree issued by the Council of Ministers.

L'Autorité Administrative

Conformément au Décret, les attributions de l'Autorité administrative, dans la Zone, sont attribuées à l'APIEX.

L'Autorité administrative est chargée de veiller au respect des lois et des règlements en vigueur en République du Bénin par les Unités installées dans la Zone et par les Utilisateurs.



L'Autorité administrative assure la coordination avec les différentes administrations, services compétents de l'Etat pour garantir les engagements de l'État en matière de développement et d'entretien des infrastructures extérieures de la Zone.

L'Autorité administrative examine et, le cas échéant, approuve les modifications apportées au *Master Plan* par SIPI-Bénin et visant à intégrer les exigences des Investisseurs et/ou destinées à améliorer le fonctionnement des services et des Installations Communes et autres de la Zone.

The Administrative Authority

In accordance with Decree, the powers of the Administrative Authority in the Zone are assigned to the APIEX.

The Administrative Authority is in charge ensuring the respect of the laws and regulations in force in the Republic of Benin by the Units installed in the Zone and by the Users.



The Administrative Authority shall coordinate with the various administrations, competent States services to ensure the State commitments to the development and maintenance of the external infrastructure of the Zone.

The Administrative Authority approves the modifications made to the Master Plan by SIPI-Bénin in order to incorporate the Investors' requirements and/or to improve the operation of services, Common Infrastructures and others of the Zone.

L'Autorité administrative émet son avis après avoir vérifié que le dossier de demande d'Agrement est conforme aux objectifs de la GDIZ ainsi qu'aux lois et règlements applicables en République du Bénin. A défaut d'avoir donné son avis dans un délai de cinq (5) jours maximums, celui-ci est réputé favorable. En cas d'avis défavorable, l'Autorité administrative est tenue de motiver son avis. Tout Investisseur dont le dossier n'a pas reçu d'avis favorable peut soumettre une demande d'Agrement modifiée.

Administrateur général

L'Autorité administrative est dirigée par un Administrateur général assisté par un Administrateur général adjoint.

L'Administrateur général dirige l'Autorité administrative ; à ce titre, il est notamment le responsable administratif du Guichet Unique.

Guichet Unique

Les administrations et services de l'Etat intervenant dans le processus de création et de contrôle des Unités opérant dans la Zone sont regroupées au sein du Guichet Unique.

Le Guichet Unique est le seul interlocuteur des Investisseurs qui y accomplissent toutes les formalités et procédures administratives liées à leur implantation dans la Zone.

Le Guichet Unique agit comme une agence centrale qui coordonne et supervise le soutien des différentes administrations compétentes et autres services de l'État au sein de la Zone. Les différentes composantes et services du Guichet Unique regrouperont, notamment les départements ou services qui seront mis en place par les administrations compétentes et les Autres Services de l'Etat concernés, tels que décrits ci-après.

Les services identifiés des Autorités administratives compétentes regroupées au sein du Guichet Unique sont à titre indicatif : la Direction Générale du Travail, la Direction Générale du Commerce (DGC), la Mairie de Zè, l'Agence béninoise pour l'Environnement, le Bureau des Douanes, la Direction Générale des Impôts (DGI), la Direction Générale du Développement Industriel (DGDI), le Conseil national des Chargeurs (CNCB), la Direction de l'immigration, la Direction de la Production Végétale (DPV). Ces différentes administrations sont regroupées au sein du Bâtiment administratif de la GDIZ.

The Administrative Authority issues its opinion after verifying that the application for Approval complies with the objectives of the GDIZ as well as the laws and regulations applicable in the Republic of Benin. Failure to give its opinion within maximum five (5) days is deemed to be favourable. In the event of an unfavourable opinion, the Administrative Authority is required to justify its opinion. Any Investor whose file has not received a favourable opinion may submit an amended application for Approval.

General Administrator

The Administrative Authority is headed by a General Administrator assisted by a Deputy General Administrator.

The General Administrator heads the Administrative Authority; in this capacity, he is the administrative head of the Single Window.

Single Window

The State administrations and services involved in the process of creation and control of Units operating in the Zone are grouped together within the Single Window.

The Single Window is the sole point of contact for the Investors which carry out all the formalities and administrative procedures related to their establishment in the Zone.

The Single Window acts as a central agency that coordinates and supervises the support of the various competent administrations and other services of the State within the Zone. The various components and services of the Single Window will group together, in particular, the departments or services that will be set up by the competent administrations and Other State Services concerned, as described below.

The Departments identified of the competent Administrative Authorities grouped together within the Single Window are indicative: the *General Department of Labour*, the *General Department of Trade (GDT)*, the *City Hall of Zé*, the *Beninese Agency for the Environment*, the *Customs Office*, the *General Tax Department (GTD)*, the *General Department for Industrial Development (GDID)*, the *National Shippers' Council (NSC)*, the *Immigration Department*, the *Plant Production Department (PPD)*. These administrations are in the administrative building of the GDIZ.

Régimes opérationnels- Applicabilité			Operational Regimes - Applicability			
Régi me doua nier	REGIME DES EXPORTATIONS (REGIME 1)	REGIME DE PROMOTION DES ECHANGES INTRACOMMUNAUTAIRES (REGIME 2)	Customs regime	EXPORT REGIME (REGIME 1)	REGIME FOR PROMOTING INTRA-COMMUNITY EXCHANGES (REGIME 2)	
	<ul style="list-style-type: none"> Exonération totale de droits de douane sur les machines, matériels, outillages et pièces détaillées en lien avec le programme de production <u>ainsi que sur les intrants</u> 	<ul style="list-style-type: none"> Exonération totale de droits de douane sur les machines, matériels, outillages et pièces détaillées en lien avec le programme de production <u>ainsi que sur les intrants</u> Procédure simplifiée de transferts des marchandises importées vers la ZES 		<p>Total exemption from customs duties on machinery, equipment, tools, and parts detailed in connection with the production program as well as on inputs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Total exemption from customs duties on machinery, equipment, tools, and parts detailed in connection with the production program as well as on inputs. Simplified procedure for transfers of imported goods to the SEZ 	
	<ul style="list-style-type: none"> Procédure simplifiée de transferts des marchandises importées vers la ZES 	<ul style="list-style-type: none"> Offre le bénéfice de certificat d'origine communautaire. 		<p>Simplified procedure for transfers of imported goods to the SEZ</p>	<p>Offers the benefit of a certificate of community origin.</p>	
Avantages Fiscaux	<ul style="list-style-type: none"> Exonération de tous impôts : Impôt sur les sociétés, Impôt sur les dividendes, TVA, Contributions foncières sur propriétés bâties et non bâties, droit enregistrement et de mutation, toutes retenues fiscales à la source 		Fiscal advantages	<ul style="list-style-type: none"> Exemption from all taxes: corporation tax, dividend tax, VAT, land contributions on built and non-built properties, registration and transfer rights, all withholding tax at source 		
	<ul style="list-style-type: none"> Liberté de rapatriement des revenus 			<ul style="list-style-type: none"> Freedom to repatriate income 		
	<ul style="list-style-type: none"> Liberté de distribution des dividendes 			<ul style="list-style-type: none"> Freedom to distribute dividends 		
	<ul style="list-style-type: none"> Remboursement des crédits de TVA sous 30 jours 			<ul style="list-style-type: none"> Refund of VAT credits within 30 days 		
Avantages commerciaux	<ul style="list-style-type: none"> Pas de licence ni de définition de quotas pour les importations 		Business advantages	<ul style="list-style-type: none"> No license or definition of quotas for imports 		
	<ul style="list-style-type: none"> Liberté de vente sur le territoire douanier 			<ul style="list-style-type: none"> Freedom of sale in the customs territory 		
	<ul style="list-style-type: none"> Liberté de transferts de fonds à travers les institutions financières agréées 			<ul style="list-style-type: none"> Freedom of fund transfers through approved financial institutions 		

Avantages sociaux	<ul style="list-style-type: none"> • Exonération patronale sur salaires • Contrat de travail librement négocié • Facilitation de la délivrance des visas d'entrée et des cartes de résidents économiques 	Socia l adva ntage s	<ul style="list-style-type: none"> • Employer's exemption on wages • Freely negotiated employment contract • Facilitation of the issuance of entry visas and economic resident cards
-------------------	---	-------------------------------	---

Les autorisations au Guichet Unique

Le Guichet Unique est chargé, sous réserve que les activités des Investisseurs correspondent aux objectifs de la Zone :

- de faciliter les procédures liées à la création des sociétés, y compris toutes les inscriptions et formalités pour les opérations juridiques des sociétés dans la Zone, telles que la délivrance du numéro d'identification de la société, l'enregistrement auprès du service des impôts, ainsi que leur enregistrement auprès des agences compétentes, tels que l'enregistrement auprès du service du travail, du service de la sécurité sociale ;
- de faciliter les démarches d'obtention et la délivrance des Autorisations réglementaires nécessaires au bon fonctionnement des Unités à la demande de la ou des Unités et sous réserve de l'accomplissement des formalités administratives, y compris les frais et charges ou redevances qui peuvent être applicables dans le cadre du régime choisi par l'Investisseur ;
- de mettre en œuvre les procédures pour faciliter le transfert de marchandises des Unités ;
- de recevoir, traiter et contrôler toutes les déclarations fiscales, douanières et de sécurité sociale ainsi que toute autre obligation imposée aux Unités ;
- de faciliter la délivrance des permis de construire contre la présentation du dossier de demande de permis de construire ;
- de faciliter la délivrance des permis de travail, des cartes de séjour, visas, etc.
- de veiller à l'exécution des mesures réglementaires et administratives adoptées par l'Etat.

Les procédures d'examen et de délivrance des Autorisations administratives par le Guichet Unique seront revues tous les 6 (six) mois, par SIPI-Bénin et l'Autorité administrative, afin de procéder à toutes les améliorations requises pour répondre aux meilleurs standards internationaux applicables en la matière.

The Single Window clearance

The Single Window is in charge, provided that the activities of the Investors meet the objectives of the Zone:

- to facilitate the procedures related to the establishment of companies, including all registrations and formalities for the legal operations of companies in the Zone, such as issuance of the company identification number, registration with the tax department, as well as their registration with the competent agencies, such as registration with the labor department, social security office;
- to facilitate the procedures for obtaining and issuing the Regulatory authorizations necessary for the proper operation of the Units at the request of the Unit(s) and subject to the completion of administrative formalities, including any fees and charges or fees that may be applicable under the regime chosen by the Investor;
- to facilitate the procedures and simplify the procedures for transferring goods of the Units;
- to receive, process and check all tax, customs and social security declarations and any other obligations imposed on the Units;
- to facilitate the issuing of building permits against presentation of the building permit application file;
- facilitate the issuing of work permits, residence permits and visas, etc.
- to ensure the execution of regulatory measures issued by the State.

The procedures of assessment and issuance of the Administrative Authorisations by the Single Window will be reviewed every 6 (six) months, by SIPI-Bénin and the Administrative Authority, to make any improvements required to meet the best international standards applicable in this sector.

Le Guichet Unique est installé dans le Bâtiment administratif de la GDIZ.

Le Guichet unique de formalités administratives de la ZES est composé de 11 administrations récapitulées en [annexe 12](#).

SECTION 3.2 : A PROPOS DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE GLO-DJIGBE

Plan Directeur

The Single Window is in the administrative building of the GDIZ.

The one-stop shop for administrative formalities of the SEZ is made up of 11 administrations summarized in [appendix 12](#).

SECTION 3.2 : ABOUT GLO-DJIGBE INDUSTRIAL ZONE

Master plan

MASTER PLAN DE LA GDIZ



Emplacement et Connectivité

La GDIZ est située à environ 45 (quarante-cinq) kilomètres de la ville de Cotonou, et s'étend sur une superficie d'environ 1640 (mille six cent quarante) hectares.

Elle est accessible par la Route nationale Inter-Etat (RNIE2).

Depuis l'aéroport de Cotonou, prendre la route de l'aéroport en direction de la Présidence du Bénin.

Arrivée au Rond-point de la place des martyrs, prendre la 2^{ème} à droite, continuer et rouler 5 km environ en direction du stade de l'amitié.

Arrivée au rond-point du stade de l'amitié, prendre la 2^{ème} à droite et continuer tout en restant sur la gauche.

Arrivée à hauteur de Godomey, prendre la direction Abomey-Calavi et rouler sur environ 18 km.

Location & Connectivity

The GDIZ is located approximately 45 (forty-five) kilometers from the city of Cotonou and covers an area of approximately 1,640 (one thousand six hundred and forty) hectares.

It is accessible by the National Inter-State Road (RNIE2).

From Cotonou airport, take the airport road towards the Presidency of Benin.

When you arrive at the roundabout on the Place des Martyrs, take the 2nd right, continue and drive about 5 km towards the Friendship Stadium.

Arriving at the friendship stadium roundabout, take the 2nd right and continue keeping to the left.

Arriving at Godomey, take the direction of Abomey-Calavi and drive for about 18 km.



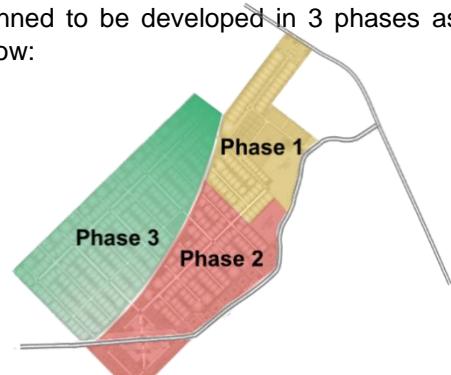
Echelle du développement

La GDIZ s'étend sur un total de 1640 hectare dont l'aménagement et le développement sont planifiés en 3 phases :

	Phases	Surface / Area (ha)	Durée / Timeling
1	Phase 1	313	2 ans / years
2	Phase 2	399	3 à 5 ans / years
3	Phase 3	927	6 à 8 ans / years

Scale of development

The GDIZ covers a total of 1640 hectares, planned to be developed in 3 phases as follow:



TOTAL

1640

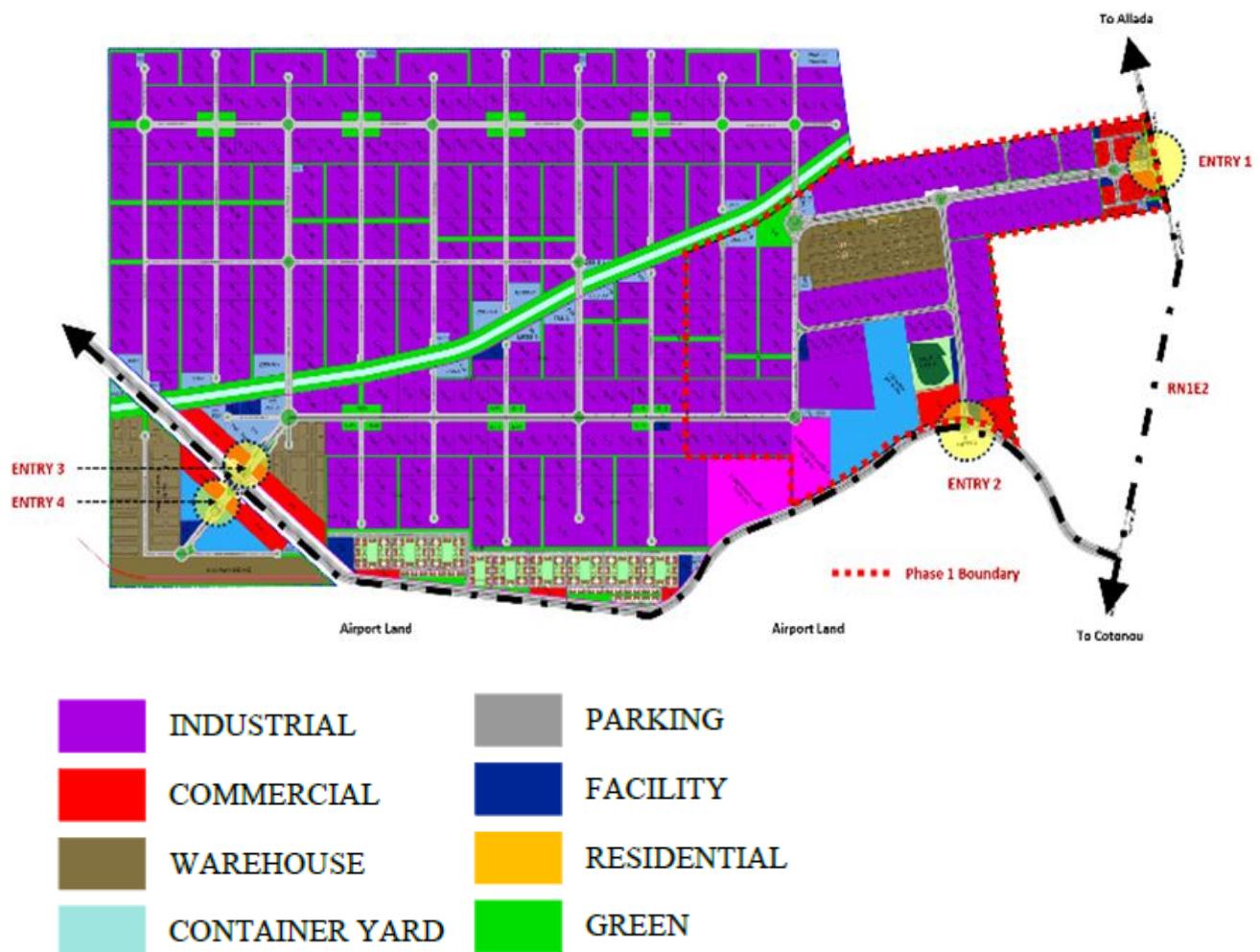
8 ans / years

Secteur et éléments du développement

La GDIZ est développée sur la base d'un *Master Plan* avec des installations conformes au présent Cahier des Charges et comprend la construction, l'exploitation, l'entretien et la gestion de la Zone. La GDIZ est organisée en zones distinctes en fonction de la nature et du type d'activités.

Sector & Elements of the development

The GDIZ shall be developed on the basis of a Master Plan with facilities developed in accordance with the present *Cahier des Charges* and shall include construction, operation, maintenance and management of the Zone. The GDIZ is organized with distinct zones based on the nature and type of activities.



Les différentes activités développées, organisées et gérées par SIPI-Bénin dans la GDIZ sont les suivantes :

- une Zone Industrielle, où l'Unité, après délivrance de l'Agrément à l'Investisseur, se voit attribuer une parcelle pour ses opérations autorisées. L'Unité doit créer et développer des installations de fabrication ou de production pour la transformation des produits ou la transformation des matières

The various activities developed, authorize and managed by SIPI-Bénin within the GDIZ are as follows:

- an Industrial Zone, where the Unit, after issuance of the Approval to the Investor, is assigned plot for its authorized operations. Unit shall set up and develop manufacturing or production facility for the transformation of products or processing of the raw materials to

premières pour la production de produits à valeur ajoutée. Cela comprend également les différents services qui sont créés pour soutenir les opérations industrielles. Les Unités seront désignées comme « Unité orientée vers l'exportation » ou « Unité orientée vers l'intracommunautaire » conformément à la Loi ;

- une Zone Commerciale est une zone équipée de toutes les installations d'appui développées par SIPI-Bénin et qui accueille tous les services d'appui, non industriels par nature et principalement orientés vers les services, y compris, mais sans s'y limiter, les services bancaires, financiers et d'assurance, les services de réparation et de maintenance, les commerces de détail, les motels, les restaurants, les services de manutention en douane, les autres services de conseil, etc. qui peuvent être nécessaires pour les opérations industrielles, etc. Cette zone est également dotée de services du Guichet Unique et accueille les bureaux de SIPI-Bénin ;
- une Zone Résidentielle dans laquelle tous les services d'appui sont fournis par SIPI-Bénin aux différents types de développement zones d'habitation selon la demande, y compris la possibilité de développement d'infrastructures sociales pour soutenir les installations communautaires comme les écoles, les clubs, les installations de loisirs, etc. pour mettre en valeur la GDIZ en tant que communauté « Travailler, vivre, apprendre et jouer ». SIPI-Bénin peut construire et louer des villas et des appartements résidentiels de différentes catégories. La mise à disposition de ces logements aux Investisseurs et à leurs employés est effectuée selon un modèle adapté pour soutenir les opérations industrielles ;
- une Zone Logistique : la zone logistique comprend des installations (pour les services de stockage et de transport), des installations publiques (pour l'industrie et le commerce, la fiscalité, les douanes, l'inspection des marchandises, des installations pour les travailleurs, un marché spécialisé répondant aux besoins en équipements logistiques, d'autres installations de services) et installations connexes (bureaux, hébergement, restauration et autres services, station-service, motels, etc.).

produce the value-added products. This also include the various services which is created to support the industrial operations. Units will be labeled as 'Export Oriented Unit' or "intra community-oriented Unit" as per the Law ;

- a Commercial Zone is area equipped with all support facilities developed by SIPI-Benin and which hosts all support services, non-industrial by nature and primarily oriented to services including but not limited to Banking, Finance and Insurance related services, repair and maintenance services, retails, motel, restaurants, custom handling services, other consultancy services etc. that may be required for industrial operations etc. This zone also has some of the services of the Single Window and the offices of SIPI-Benin ;
- a Residential Zone wherein all the support services are provided by the SIPI-Benin to the various types of residential areas development as per the demand including opportunity for the development of social infrastructure to support community facilities like schools, clubs, recreational facility etc. to showcase GDIZ as 'Work, Live, Learn and Play' community. SIPI-Benin may construct and rent out residential villas and apartments of different categories. The provision of these housing units to the Investors and their employees is done according to an adapted scheme to support the industrial operations ;
- a Logistic Zone: the logistics zone has facilities (for storage and transportation services, facilities), public facilities (for industry and commerce, taxation, customs, commodity inspection, worker facilities, specialized market catering to logistics equipment needs, other service facilities) and related facilities (offices, accommodation, catering and other services facilities, fuel station, motels etc.).

SIPI-Bénin développe les différentes sous-composantes de la Zone Logistique et les loue aux Investisseurs sous la forme de parcelles de terrain nus ainsi que de parcelles aménagées ou d'espaces bâtis.

L'Autorité administrative est responsable de la gestion des procédures administratives nécessaires au bon fonctionnement des installations sous douane et hors douane dans la Zone Logistique.

La Zone Logistique pourra être utilisée par toutes les entreprises et par tous les camions en provenance de l'étranger ou de l'arrière-pays à destination de la Zone ou du Port.

Les sous-composantes de la Zone Logistique de la GDIZ sont les suivantes :

Terminal à Camions

Le terminal à camions pourra être utilisé par les Unités situées dans la Zone ainsi que par les utilisateurs non basés dans la Zone et par tous les camions en provenance de l'étranger ou de l'arrière-pays à destination du Port. Le cas échéant, SIPI-Bénin développera, en coopération avec les autorités portuaires, un système efficace pour permettre la fluidification des mouvements des camions depuis la Zone vers le Port.

Parc à Conteneurs

« Parc à Conteneurs », « Ports Secs », Dépôts à Terre de Conteneurs », « Dépôts Internes de Dédouanement », « Station de Fret en Conteneur » sont des termes utilisés de manière interchangeable pour désigner l'infrastructure concernée, qui sera destinée à la manutention de tous les types de cargaisons : cargaisons conteneurisées, cargaisons non conteneurisées, marchandises diverses et produits en vrac pour le commerce national et international.

Le parc à Conteneur dispose d'une zone sous douane et d'une zone hors douane.

SIPI-Bénin développe et exploite des services de parc à conteneurs dans les limites de la Zone sur la base de l'utilisation et du paiement par les Unités ainsi que par les Utilisateurs, tels que :

- le transbordement des cargaisons – conteneurisées ou en vrac ;
- le remplissage et déempotage des cargaisons ;
- le stockage à court terme des conteneurs ou le stockage en vrac avant d'être transférés au port dans le cas où les Unités n'ont pas suffisamment d'espace sur leurs parcelles ;
- le stockage à court terme des conteneurs ou le stockage en vrac de matériaux importés jusqu'à ce que le

SIPI-Bénin shall develop the various subcomponents of the Logistics Zone and lease them to the Investors in the form of bare plots of land as well as developed plots and built-up spaces.

The Administrative Authority is responsible for the management of all administrative procedures necessary for the smooth operations of the bonded and non-bonded facilities within the Logistics Zone.

The Logistics Zone can be used by all companies and by all trucks from abroad or from the hinterland to the Zone or the Port.

The subcomponents of the Logistics Zone of the GDIZ shall be:

Truck Terminal

The truck terminal may be used by Units located in the Zone as well as by users not based in the Zone and by all trucks coming from abroad or from the hinterland to the Port. If necessary, SIPI-Bénin will develop, in cooperation with the port authorities, an efficient system to allow the fluidity of the movements of trucks from the Zone to the Port.

Container Yard

Container Yard'; 'Dry Ports'; 'Inland Container Depots'; 'Inland Clearance Depots', 'Container Freight Station' are words used interchangeably used to designate the relevant infrastructure for the facility which will be dedicated to the handling of all types of cargo: containerized, non-containerized break-bulk and bulk cargoes for domestic and international trade.

The Container Yard has both a bonded area as well as a non-bonded area.

SIPI-Bénin shall develop and operate container yard services within the limits of the Zone on use and pay basis both by Units as well as Users, such as:

- trans-shipment of the Cargos – Containerized or Bulk Cargo;
- stuffing & de-stuffing of the Cargos;
- short-term storage of the containers or the bulk storage before being transferred to the port in case of Units not having sufficient space within their plots;
- short-term storage of containers or bulk storage loaded with materials under import till the container is

- conteneur soit vide pour être expédié par les compagnies maritimes ;
- le stockage de conteneurs vides en vue d'une prochaine utilisation ;
- le parc à conteneurs est aménagé en dépôt intérieur de conteneurs (ICD) ou en port sec afin d'être utilisé efficacement pour la réception, le traitement des documents, l'inspection douanière, le triage et le regroupement des conteneurs pour toutes les marchandises conteneurisées entrantes et sortantes ainsi que pour les marchandises en vrac.

SIPI-Bénin pourra collaborer avec les autorités portuaires et les compagnies maritimes afin de développer des processus et des systèmes, y compris des technologies modernes, pour accroître l'efficacité du Port par une gestion efficace des camions à destination du Port. SIPI-Bénin développe des services à valeur ajoutée packagés avec des tarifs standards et les met en œuvre sur la base du paiement et de l'utilisation pour tous les Unités et les Utilisateurs.

L'Autorité administrative est responsable de la délivrance et du renouvellement de tous les agréments nécessaires au bon fonctionnement du Parc à Conteneurs sous douane et hors douane.

Entrepôt et Parc de Stockage

SIPI-Bénin planifie et développe un bâtiment de stockage sur mesure ainsi que des parcs de stockage ouverts qui permettent de stocker des marchandises, par exemple, de constituer un chargement complet avant le transport, ou de conserver des marchandises déchargées avant leur distribution ultérieure, ou de stocker des marchandises comme les produits agricoles qui doivent être stockés toute l'année pour maintenir l'approvisionnement et la distribution ininterrompus des matières premières aux Unités et, en l'occurrence :

- l'entrepôt couvert et le parc de stockage ouvert auront tous deux une partie sous douane et une partie hors douane, en fonction de la demande ;
- l'autorité administrative est responsable de la délivrance de tous les agréments nécessaires au bon fonctionnement de l'entrepôt sous douane et hors douane et de la zone de stockage ouverte sous douane et hors douane ;
- SIPI-Bénin doit être en mesure d'élaborer un modèle opérationnel et les frais et charges associés qui permettront

- empty for dispatch to the shipping lines;
- storage of empty containers for next use;
- the container yard develops as internal container storage (ICS) or Dry Port to be effectively used for receiving, paperwork processing, customs inspection, sorting, and consolidating containers for all inward and outward containerized cargo as well as the bulk cargo.

SIPI-Bénin will be able to collaborate with port authorities and shipping companies to develop processes and systems, including modern technologies, to increase Port efficiency through efficient management of trucks to the Port.

SIPI-Bénin shall develop packaged value-added services along with standard tariffs and implement the same on pay and use basis for all the Units and the Users and Users.

The Administrative Authority is responsible for the issue and renewal of all the approvals required for the smooth operation of the bonded and nonbonded Container Yard.

Warehouse and Storage Yard

SIPI-Bénin shall plan and develop a customized storage building warehouse along with open stock-yards which will enable stockpiling goods, e.g., to build up a full load prior to transport, or hold unloaded goods before further distribution, or store goods like the agro-commodities that are stored on year-round basis to maintain the uninterrupted supply and distribution of the raw materials to the Units and, in this instance:

- both the covered warehouse and the open storage yard will have a bonded and a non-bonded portion, depending on demand ;
- the Administrative authority shall be responsible of the delivery of all the approvals required for the smooth operations of the bonded and nonbonded Warehouse and bonded and non-bonded open storage area;
- SIPI-Bénin shall be able to work out operational model and associated fees and charges that will allow

un stockage et une manutention sûrs et sécurisés des matières premières ainsi que des produits finis en cas de stockage dans l'entrepôt ou dans les parcs de stockage ouverts avant leur transfert vers leur destination.

Marchés de terminaux

Le Marché de terminaux est développé et géré par SIPI-Bénin afin de faciliter la manutention des marchandises en vrac des produits agricoles. Le Marché de terminaux fonctionnera dans la Zone en collectant la production agricole des centres de collecte développés par SIPI-Bénin à l'intérieur du pays et, le cas échéant, d'autres productions décidées par le Gouvernement dans le but de favoriser l'approvisionnement des Unités en matières premières.

Les principales caractéristiques du Marché de terminaux sont les suivantes :

- SIPI-Bénin développe, directement ou par l'intermédiaire de sous-traitants, toute l'infrastructure nécessaire au bon fonctionnement du Marché de terminaux. SIPI-Bénin peut, dans la mesure permise par les lois et règlements, accéder à des terres aux conditions du marché dans les zones agricoles existantes pour y installer des centres de collecte avec toutes les infrastructures nécessaires comme des entrepôts, etc. pour faciliter la collecte, le stockage, le chargement, le déchargement et le transfert des produits agricoles vers le marché de terminaux dans la Zone ;
- SIPI-Bénin développe un système intégré comprenant des services logistiques reliés aux centres de collecte et aux exploitations agricoles, y compris des installations qui amélioreront le temps de rotation et l'efficacité des process ;
- la manutention des produits agricoles, à l'intérieur de la Zone, est entièrement gérée par SIPI-Bénin ;
- le Marché de terminaux est développé en tenant compte des orientations prioritaires du Gouvernement en matière agricole pour favoriser l'expansion des productions agricoles et le développement des fermes modèles par SIPI-Bénin ;
- le Marché de terminaux est constitué de zones de pré-tri, de classement, de contrôle de qualité afin de vérifier la

safe, secured storage and handling of the raw materials as well as the finished products in case being stored in the warehouse or the open stockyards before being transferred to its destination.

Terminal Market

The Terminal Market is developed and managed by SIPI-Benin in order to facilitate the handling of bulk goods of agricultural products. The Terminal Market will operate in the Zone by collecting the agro-products from the collection centers developed by SIPI-Benin inside the country and, if necessary, other productions decided by the Government in order to favor the supply of raw materials to the Units.

The key features of the Terminal Market shall be:

- SIPI-Benin shall develop, directly or through sub-contractors, all the infrastructure required for the smooth functioning of the Terminal Market. SIPI-Benin may, to the extent permitted by laws and regulations, access land at market conditions in agricultural areas for setting up of collection centers with all required infrastructures like warehouse etc. to facilitate easy collection, storage, loading, unloading and transfer of the agro-commodities to the Terminal Market within the Zone;
- SIPI-Benin develops an integrated system including logistical services connected to the collection centers and the farms including facilities that will enhance the turn-around time and efficiency of the process;
- the handling of the agricultural products, inside the Zone, is fully managed by SIPI-Benin;
- the Terminal Market is developed considering the Government's priority agricultural orientations to promote the expansion of agricultural production and the development of model farms by SIPI-Benin;
- the Terminal Market is composed of areas for pre-sorting, grading, and quality checks to check the calibration of the products in

- calibration des produits conformément aux normes internationales ;
- le Marché de terminaux sera conçu pour une intégration en amont (vers les agriculteurs et les centres de collecte) et en aval (vers les transformateurs et le commerce d'exportation) ;
- SIPI-Bénin fournit des infrastructures et des services dans une structure en étoile « Hub and Spoke » : le Marché de terminaux (le hub) est relié à plusieurs centres de collecte (les rayons) ;
- SIPI-Bénin développe une plate-forme commune pour le commerce des produits agricoles et un marché ouvert pour la vente aux enchères de produits entre les producteurs et les industries installées au sein de la Zone ;
- les Unités font obligatoirement transiter leur demande en termes de matières premières agricoles par la place du Marché de terminaux afin de permettre un contrôle de la traçabilité des produits ;
- L'autorité administrative est chargée de soutenir le bon fonctionnement du Marché de terminaux.

- accordance with international standards;
- the Terminal Market will be designed for backward integration (to farmers and collection centers) and forward integrations (to the processors and export trading);
- SIPI-Bénin provides infrastructure facilities and services in the 'Hub-and -Spoke' Format: The Terminal Market (the hub) is linked to several collection centers (the spokes);
- SIPI-Bénin develops a common platform for trade in agricultural products and an open market for the auctioning of products between producers and industries located within the Zone;
- the Units mandatorily must submit their demand in terms of agricultural raw materials through the stock exchange of the Terminal Market in order to allow a control of the traceability of the products.
- The Administrative authority shall be responsible for providing support for the smooth operations of the Terminal market.

Les opérations commerciales à la GDIZ

La Zone Commerciale de la GDIZ est une zone équipée de toutes les installations d'appui développées par SIPI-Bénin et qui **accueille tous les services d'appui, non industriels par nature** et principalement orientés vers les services, y compris, mais sans s'y limiter, **les services bancaires, financiers et d'assurance, les services de réparation et de maintenance, les commerces de détail, les motels, les restaurants, les services de manutention en douane, les autres services de conseil, etc.** qui peuvent être nécessaires pour les opérations industrielles, etc.

GDIZ Support in Business Operation

The **GDIZ Commercial Zone** is area equipped with all support facilities developed by SIPI-Bénin and which hosts all support services, non-industrial by nature and primarily oriented to services including but not limited to **Banking, Finance and Insurance related services, repair and maintenance services, retails, motel, restaurants, custom handling services, other consultancy services etc.** that may be required for industrial operations etc.

Infrastructure et installations

Gestion des Installations Communes

Les parcelles occupées par les Unités dans la Zone sont reliées au réseau de routes pour la circulation, aux égouts pluviaux et aux espaces communs de la Zone.

Les routes, le mobilier urbain et les espaces publics et espaces verts sont développés et gérés par SIPI-Bénin, conformément aux

Infrastructure & Facilities

Management of Common Infrastructures

The plots occupied by a Unit within the Zone are connected to the network of traffic roads, storm sewers and common areas of the Zone.

Roads, street furniture and public spaces with green areas are developed and managed by SIPI-Bénin, in accordance with

exigences de la réglementation environnementale applicable au Bénin.

Utilisation des Installations Communes et des services liés aux Installations Communes

Les Unités payent à SIPI-Bénin les redevances, droits et frais relatifs à la construction, l'exploitation et l'entretien et la maintenance, dans le temps, des Installations Communes, en ce compris, et sans limitation, les éléments suivants :

- routes, éclairage public, réseaux de drainage et autres installations ;
- sous-stations électriques, réseaux électriques, etc. ;
- ouvrages hydrauliques, réseaux de distribution d'eau, système d'adduction d'eau, traitement des eaux usées ;
- drainage des eaux, y compris les lacs et les canaux dans la zone concernée ;
- infrastructure de collecte et de gestion des déchets ;
- surveillance générale de la Zone, y compris le contrôle d'accès ;
- espaces verts et ouverts.

Les droits, redevances et frais facturés par SIPI-Bénin à une Unité au titre de la mise à disposition des parcelles qu'elle occupe et des services fournis à celle-ci sont déterminés par SIPI-Bénin et payés par l'Unité périodiquement dans les délais déterminés dans son Contrat de location. Une Unité défaillante est tenue au paiement de pénalités de retard. En cas de manquement grave ou répété de l'Unité aux stipulations du Contrat de location, SIPI-Bénin peut procéder au retrait temporaire ou définitif de l'Agrément de l'Unité concernée.

Les Unités disposent d'un droit égal d'utilisation des Installations Communes et d'abonnement aux services, quelles que soient la taille de leurs parcelles et l'importance de leurs activités dans la Zone, sous réserve d'être à jour de tous les paiements dus par l'Unité au titre du Contrat de location et/ou des contrats de services et au titre des autres redevances relatives aux Installations Communes.

Règles d'Affichage et de Publicité

Les Unités ont le droit d'installer un panneau ou un affichage commercial portant le nom de l'entreprise ou d'un produit sur le mur d'entrée de leur bâtiment.

the requirements of the environmental regulations applicable in Benin.

Use of Common Infrastructures and services related to Common Infrastructures

Units shall pay to SIPI-Benin the dues, fees and costs relating to the construction, operation and sustainable maintenance over time of the Common Infrastructures, including, without limitation, the following:

- roads, streetlight, drainage networks and other facilities;
- electrical sub-stations, electrical networks, etc.
- water works, water distribution networks, wastewater conveyance system, sewage treatment;
- water drainage including lakes, canals within the zone of concern;
- waste collection and management infrastructure;
- general area surveillance including access-controlled gate;
- green and open spaces.

Fees, dues, and charges invoiced by SIPI-Benin to a Unit for the provision of the plots it occupies and for the services provided to the Unit are determined by SIPI-Benin and paid by the Unit periodically within the time limits set out in its Lease Contract. A defaulting Unit shall pay delay damages for late payment. In the event of serious or repeated breach of the Lease Contract by the Unit, SIPI-Benin may temporarily or permanently withdraw the Approval of said Unit.

Units have equal rights to use the Common Infrastructures and to subscribe to the services irrespective of their plot sizes and importance of their activities within the Zone, provided that the Unit has no outstanding payments in relation to its Lease Contract and/or services contracts and under other dues relating to the Common Infrastructures.

Rules of poster displays and publicity

Units shall have the right to install commercial signboard or display with the name of the company or a product at the entrance wall of their building.

Toute autre signalisation ou publicité dans la Zone fait l'objet d'une autorisation préalable par SIPI-Bénin conformément aux termes des DGE.

Any other signage or publicity within the Zone is subject to the prior approval of SIPI-Bénin in accordance with the provisions of the DGE.

Tarifs

SIPI-Bénin fixera librement le montant des redevances et charges dues par les Unités installées au sein de la GDIZ, comprenant notamment : les frais de développement, d'exploitation et de maintenance des différentes infrastructures créées dans la Zone, les prestations spécifiques offertes aux Unités dans la Zone, les charges de gestion courante liées aux espaces communs et aux services communs, ainsi que les frais de connexions aux différents réseaux développés par SIPI-Bénin au sein de la Zone (les « Services »).

Les tarifs des Services sont calculés sur une base proportionnelle, par référence à la superficie de la parcelle allouée gratuitement aux Unités et aux différents services fournis aux Unités par SIPI-Bénin (les « Tarifs »).

Les Tarifs des Services sont établis par SIPI-Bénin et communiqués, tous les ans, à l'Autorité administrative.

Les Tarifs des Services sont communiqués aux Investisseurs préalablement à la conclusion de tout Contrat de location.

Les Tarifs des Services sont révisables tous les ans.

Les modalités de recouvrement des redevances et charges dues par les Unités au titre des Services sont déterminées dans les Contrats de location.

Les Tarifs tiendront compte des objectifs de la GDIZ, de sa compétitivité et de sa rentabilité.

Tariff

Likewise, SIPI-Bénin will freely determine the amount of the fees and charges due by the Units installed within the GDIZ, including in particular: the development, operation and maintenance costs of the various infrastructures created in the Zone, the specific services provided to the Units in the Zone, the day-to-day management charges linked to common areas and common services, as well as the costs of connections to the various networks developed by SIPI-Bénin within the Zone (the “Services”).

The rates for the Services are calculated on a proportional basis according to the surface area of the plot allocated free of charge to the Units and to the various services provided to the Units by SIPI-Bénin (the "Tariff").

The Tariffs for Services are established by SIPI-Bénin and communicated annually to the Administrative Authority.

The Tariffs for Services are communicated to Investors prior to the conclusion of any Lease Contract.

The Tariffs for Services may be revised annually.

The terms and conditions for the collection of fees and charges due by the Units for the Services are determined in the Lease Contracts.

Tariffs will consider the objectives of GDIZ, its competitiveness and its profitability.

Location et terrain de construction

L'ensemble des règles applicables à l'utilisation des parcelles de terrain et aux constructions édifiées par les Unités au sein de la Zone sont détaillées dans les contrats de location (bail commercial, bail à construction ou autres) entre SIPI-Bénin et les Investisseurs et dans les Directives Générales d'Exploitation.

Un Investisseur devra présenter au Guichet Unique un dossier de construction contenant un calendrier de réalisation et d'achèvement des travaux. Une copie de ce dossier sera communiqué à SIPI-Bénin.

Dans le cas où, le délai d'achèvement d'un projet de construction ne peut être respecté, une

Land lease & Construction

All the rules applicable to the use of the plots of land and construction erected by the Units within the Zone are detailed in the Lease Contracts (commercial lease, construction lease or others), between SIPI-Bénin and the Investors and in the General Operating Guidelines.

An Investor must present its construction file containing a timetable for the completion of the work to the Single Window. A copy of this file will be sent to SIPI-Bénin.

In the event that the deadline for completion of a project cannot be met, a written

notification écrite est faite à SIPI-Bénin pour demander une approbation de la prolongation des délais selon les conditions prévues dans le Contrat de location. La survenance d'un cas de Force Majeure ou de difficultés techniques imprévisibles peuvent justifier une prolongation de délais.

Si un changement intervient au cours de la réalisation du projet de construction, l'Investisseur doit présenter au Guichet Unique, avec copie à SIPI-Bénin, une demande de permis de construire révisé en vue de l'obtention d'un permis de construire modifié.

Conformément à la réglementation applicable au permis de construire et au permis de démolir en République du Bénin, le Guichet Unique dispose d'un maximum de quinze (15) jours ouvrables à compter du jour de réception de la demande, pour accorder ou refuser le permis de construire. Tout refus par le Guichet Unique doit être motivé par l'Autorité administrative ou indiquer précisément la liste des documents supplémentaires nécessaires à la délivrance du permis de construire à l'Unité. L'Unité enverra également une copie des dossiers complets à SIPI-Bénin.

L'Unité notifie à SIPI-Bénin et au Guichet Unique l'achèvement des travaux de construction ou l'achèvement d'une phase des travaux de construction dans le cas où le programme d'investissement comprend plusieurs phases, et ce, dans un délai maximum de quinze (15) jours suivant l'achèvement des travaux.

SIPI-Bénin procède dans un délai de sept (7) jours ouvrables, avec l'assistance du Guichet Unique, aux vérifications relatives à la conformité des travaux au programme d'investissement approuvé dans le cadre de l'Agrément, des prescriptions du Contrat de location et des DGE, et, le cas échéant, le Guichet Unique délivre le certificat constatant l'achèvement des travaux et leurs conformités.

Règles de construction dans le périmètre de la Zone

Les Unités doivent souscrire une police d'assurance globale auprès d'une compagnie d'assurance locale réputée couvrant les responsabilités des Unités y compris leurs obligations envers les tiers.

Tous les travaux de construction doivent être réalisés sous la supervision d'un consultant

notification is submitted to SIPI-Benin to request an approval for an extension of the deadline according to the conditions provided for in the Lease Contract. The occurrence of a Force Majeure event or unforeseeable technical difficulties may justify an extension of the deadlines.

If a change occurs during the construction project, the Investor must submit to the Single Window, with a copy to SIPI-Benin, a revised application for a revised building permit with a view to obtaining a new building permit.

In accordance with the regulations applicable to building and demolition permits in the Republic of Benin, the Single Window has a maximum of fifteen (15) working days, starting on the reception day of the application, to grant or refuse the construction permit. Any refusal by the Single Window must be justified by the Administrative Authority or precisely indicate a list of additional documents required for the issuance of the construction permit to the Unit. The Unit will also send a copy of the complete files to SIPI-Benin.

The Unit shall notify SIPI-Benin and the Single Window of the completion of construction works or the completion of a phase of the construction works in the event that the investment program includes several phases, within a maximum period of fifteen (15) days following completion of the works.

SIPI-Benin carries out within seven (7) working days, with the assistance of the Single Window, the verifications relating to the conformity of the works with the investment program approved within the framework of the Approval, the prescriptions of the Lease Contract and the DGE, and, where applicable, the Single Window issues the certificate stating the completion of the works and their compliance.

Construction rules within the perimeter of the Zone

Units must take out a comprehensive insurance policy with a reputable local insurance company covering the responsibilities of the Units including their obligations to third parties.

All construction work must be carried out under the supervision of a consultant

(contrôle de qualité) agréé par SIPI-Bénin ou d'un architecte agréé par SIPI-Bénin. Les travaux de construction sont réalisés avec des entrepreneurs, des prestataires de services et des fournisseurs de matières premières agréés par SIPI-Bénin.

SIPI-Bénin fera ses meilleurs efforts pour agréer, en priorité, des entreprises béninoises. En cas de changement d'entrepreneurs ou de fournisseurs, les nouveaux entrepreneurs doivent disposer d'un niveau de compétence et d'expérience équivalents et être agréé, ou obtenir l'agrément préalable de SIPI-Bénin.

Les Unités ne doivent pas créer de décharge sur les espaces communs ou dans la Zone pendant la construction.

Les Unités doivent prendre, à leurs frais, risques et périls, les mesures appropriées pour l'élimination de toutes les sortes de déchets à l'endroit désigné par SIPI-Bénin. Le stockage temporaire des déchets dans les locaux de l'Unité ne doit pas affecter le fonctionnement de la Zone ou les activités des autres Unités.

Tous les travaux d'aménagement intérieur, les fenêtres et les façades, les ventilations mécaniques, la plomberie, y compris, mais sans s'y limiter, tous les systèmes électriques et électromécaniques doivent être effectués en conformité avec les DGE et au Contrat de location et d'une manière générale aux meilleures pratiques industrielles.

L'Autorité administrative se réserve le droit de demander à SIPI-Bénin d'inspecter les travaux de construction des bâtiments de toute Unité. Le coût de l'inspection est à la charge de l'Unité.

(quality control) approved by SIPI-Benin or an architect approved by SIPI-Benin. Construction works are carried out with contractors, service providers and raw material suppliers approved by SIPI-Benin.

SIPI-Benin will make its best efforts to approve, as a priority, Beninese companies. In the event of a change of contractors or suppliers, new providers must have an equivalent level of skill and experience and be approved, or obtain prior approval from SIPI-Benin.

Units must not create a discharge on the common areas or in the Zone during construction.

The Units must take, at their own expense, risk and peril, the appropriate measures for the disposal of any kind of waste in the place designated by SIPI-Benin. The temporary storage of waste in the premises of the Unit must not affect the operation of the Zone or the activities of the other Units.

All interior design works, windows and facades, mechanical ventilations, plumbing, including but not limited to all electrical and electromechanical systems must be carried out in accordance with the DGEs and the Lease Contract and generally with best industrial practices.

The Administrative Authority reserves the right to ask SIPI-Benin to inspect the construction works of the Unit buildings. The cost of inspection shall be payable by the Unit.

Retrait de l'Agrément

SIPI-Bénin peut procéder au retrait de l'Agrément, notamment en cas de violation grave et répétée, par une Unité, des stipulations du présent Cahier des Charges ou de ses obligations convenues dans le Contrat de location signé avec SIPI-Bénin.

Une Unité qui a fait l'objet d'un retrait d'Agrément ne peut plus exercer d'activités au sein de la Zone.

Withdrawal of Approval

SIPI-Benin may withdraw the Approval, in particular in the event of serious and repeated violation by a Unit of the stipulations of the present *Cahier des Charges* or of its obligations agreed in its Lease Contract signed with SIPI-Benin.

A Unit which has been the subject of a withdrawal of Approval may no longer exercise activities within the Zone.

Règles applicables aux locations

L'Etat concède gratuitement les terrains constituant l'emprise foncière de la Zone à SIPI-Bénin et SIPI-Bénin loue gratuitement aux Unités les parcelles nécessaires à leurs activités au sein de la Zone.

Rules applicable to the leasing

The State grants free of charge to SIPI-Benin the land ownership that makes up the land area of the Zone to SIPI-Benin and SIPI-Benin rents free of charge to the Units

Sans préjudice des stipulations figurant ci-dessus, SIPI-Bénin est autorisée à louer, à titre onéreux, des parcelles qu'elle aura spécialement aménagées et tous bâtiments ou locaux, industriels, commerciaux ou d'habitation dont elle aura assuré le financement des travaux de construction (les « Bâtiments de SIPI-Bénin »). SIPI-Bénin fixe librement les conditions et modalités financières de location des Bâtiments de SIPI-Bénin au regard, notamment, des investissements qu'elle a réalisés.

SECTION 3.3 : MISE EN PLACE D'UNE UNITE DANS GDIZ

Eligibilité à la GDIZ

L'admission dans la GDIZ est ouverte à tout Investisseur souhaitant s'installer dans la Zone pour l'exercice de ses activités, sous réserve que ses activités correspondent aux objectifs de la GDIZ.

Les secteurs prioritaires de la GDIZ sont les suivants :

Familles de l'agro-industrie	Activités	Agribusiness families	Activities
Industrie de la viande	Abattage de bétail, de la volaille, charcuterie, conserverie de viande	Meat industry	Cattle, poultry, charcuterie, meat cannery slaughter
Industrie laitière	Fabrication du lait, du beurre, des yaourts, des fromages, du lait en poudre ou concentré, "crackage" du lait pour l'industrie alimentaire (caséine, lactose, protéines ultra-filtrées...), fabrication de crèmes glacées et glaces.	Dairy industry	Manufacture of milk, butter, yoghurts, cheeses, powder or concentrated "cracking" of milk for the industry (casein, lactose, filtered proteins, manufacture of ice cream, ice creams).
Fabrication de produits alimentaires élaborés	Fruits, légumes, poissons, plats cuisinés et confitures.	Manufacture of processed food products	Fruits, vegetables, fish, meals and jams.
Fabrication de produits à base de céréales	Farine, pain et pâtisserie industriels, biscuits, biscuits, semoule et pâtes alimentaires, malt, amidon, féculles et produits dérivés, aliment pour animaux d'élevages et domestiques.	Manufacture of cereal-based products	Flour, industrial bread pastry, biscuits, semolina and pasta, starch, starches and derived products, food for livestock and domestic animals.
Fabrication d'huiles, de corps gras et de margarines Industrie sucrière		Manufacture of oils, fats and margarines	
		Sugar industry	Chocolate, confectionery
		Manufacture of various food products	packaged coffee and spices, aromatic condiments, vine prepared sauces, d

the plots necessary for their activities within the Zone.

Without prejudice to the provisions set forth above, SIPI-Benin is authorized to lease, for valuable consideration, plots that it will have especially developed and any industrial, commercial or housing buildings or premises for which it has carried out the construction works (the "SIPI-Benin Buildings"). SIPI-Benin freely sets the financial terms and conditions for the rental of SIPI-Benin Buildings with regard, in particular, the investments it has made.

SECTION 3.3: SETTING UP OF AN UNIT IN GDIZ

Eligibility to GDIZ

Admission to the GDIZ is open to any Investor wishing to set up a business in the Zone to carry out its activities, provided that their activities correspond to the objectives of the GDIZ.

Priority sectors to invest are the follow :

Fabrication de produits alimentaires divers	Chocolat, confiserie, café et thé conditionnés, épices, herbes aromatiques, condiments, vinaigres, sauces préparées, aliments diététiques, aliments pour bébés, produits de régime, petits déjeuner, entremets, desserts, bouillons, potages, levures, etc...	foods, baby foods, products, breakfasts, des desserts, broths, yeasts, etc.
Fabrication de boissons et alcools	Vins, eaux de vie, distillation d'alcool, apéritifs, champagne, bière, cidre, jus de fruits, et de légumes, autres boissons non alcoolisées, eaux minérales	Wines, spirits, a distillation, ap champagne, beer, cider and vegetable juices, non-alcoholic drinks, m water

Tout Investisseur qui souhaite s'implanter dans la Zone devra soumettre un dossier de demande d'Agrément qui s'effectue auprès de SIPI-Bénin. L'examen des demandes d'admission sera effectué dans un délai maximum de vingt (20) jours à compter du dépôt d'un dossier complet, à raison de 15 jours pour SIPI Bénin et cinq (05) jours pour l'Autorité Administrative. SIPI-Bénin pourra demander des documents et renseignements complémentaires dans le cas où le dossier de l'Investisseur serait incomplet. Un Investisseur titulaire d'un Agrément est autorisé à établir une Unité et opérer dans la Zone selon les termes et conditions fixés par l'Agrément, le Cahier des Charges et le Contrat de location.

Un Investisseur n'est autorisé à exploiter une Unité dans la Zone que s'il n'a pas d'arriérés de redevances envers SIPI-Bénin.

Any Investor wishing to set up in the Zone must apply for Approval which is carried out with SIPI-Bénin

Applications for admission will be examined by SIPI-Bénin within a maximum of fifteen (15) days from the date of submission of a complete file and five (05) days for the Administrative Authority. SIPI-Bénin may request additional documents and information in the event that the Investor's file is incomplete.

An Investor holding an Approval is authorized to establish a Unit and operate in the Zone in accordance with the terms and conditions set out in the Approval, the *Cahier des Charges* and the Lease Contract.

An Investor is authorized to operate a Unit within the Zone only if it has no outstanding dues against the charges payable to SIPI-Bénin.

Procédures d'admission dans la GDIZ

Le dossier type d'admission est disponible sur le site web de SIPI-Bénin www.gdiz-benin.com.

La procédure figure en **annexe 11**.

Admission procedure in the GDIZ

The admission template file is available on demand on SIPI-Bénin website www.gdiz-benin.com.

The application procedure is included in **Appendix 11**.

Signature du contrat de réservation

Le dossier type de demande d'agrément notamment l'ensemble des informations et les différents formulaires complétés dont les modèles figurent en **Annexe 11**.

Signing of Reservation Agreement

The standard approval application file, in particular all the information and the various completed forms, the models of which are given in **Appendix 11**.

Opérations autorisées- Approbation sur le plan Industriel

Après délivrance de l'Agrément à l'Investisseur, il se voit attribuer une parcelle pour ses

Authorized Operations – Industrial & Business plan approval

After issuance of the Approval to the Investor, He is assigned plot for its

opérations autorisées. L'Unité doit créer et développer des installations de fabrication ou de production pour la transformation des produits ou la transformation des matières premières pour la production de produits à valeur ajoutée. Cela comprend également les différents services qui sont créés pour soutenir les opérations industrielles. Les Unités seront désignées comme « Unité orientée vers l'exportation » ou « Unité orientée vers l'intracommunautaire » conformément à la Loi.

Signature du contrat de location et de construction

Règles applicables aux locations

L'Etat concède gratuitement les terrains constituant l'emprise foncière de la Zone à SIPI-Bénin et SIPI-Bénin loue gratuitement aux Unités les parcelles nécessaires à leurs activités au sein de la Zone.

Sans préjudice des stipulations figurant ci-dessus, SIPI-Bénin est autorisée à louer, à titre onéreux, des parcelles qu'elle aura spécialement aménagées et tous bâtiments ou locaux, industriels, commerciaux ou d'habitation dont elle aura assuré le financement des travaux de construction (les « Bâtiments de SIPI-Bénin »). SIPI-Bénin fixe librement les conditions et modalités financières de location des Bâtiments de SIPI-Bénin au regard, notamment, des investissements qu'elle a réalisés.

Règles applicables aux constructions

L'ensemble des règles applicables à l'utilisation des parcelles de terrain et aux constructions édifiées par les Unités au sein de la Zone sont détaillées dans les contrats de location (bail commercial, bail à construction ou autres) entre SIPI-Bénin et les Investisseurs et dans les Directives Générales d'Exploitation.

Un Investisseur devra présenter au Guichet Unique un dossier de construction contenant un calendrier de réalisation et d'achèvement des travaux. Une copie de ce dossier sera communiqué à SIPI-Bénin.

Dans le cas où, le délai d'achèvement d'un projet de construction ne peut être respecté, une notification écrite est faite à SIPI-Bénin pour demander une approbation de la prolongation des délais selon les conditions prévues dans le Contrat de location. La survenance d'un cas de Force Majeure ou de difficultés techniques imprévisibles peuvent justifier une prolongation de délais.

authorized operations. Unit shall set up and develop manufacturing or production facility for the transformation of products or processing of the raw materials to produce the value-added products. This also include the various services which is created to support the industrial operations. Units will be labeled as 'Export Oriented Unit' or "intra community-oriented Unit" as per the Law.

Signing of lease & construction Agreement

Rules applicable to the leasing

The State grants free of charge to SIPI-Bénin the land ownership that makes up the land area of the Zone to SIPI-Bénin and SIPI-Bénin rents free of charge to the Units the plots necessary for their activities within the Zone.

Without prejudice to the provisions set forth above, SIPI-Bénin is authorized to lease, for valuable consideration, plots that it will have especially developed and any industrial, commercial or housing buildings or premises for which it has carried out the construction works (the "SIPI-Bénin Buildings"). SIPI-Bénin freely sets the financial terms and conditions for the rental of SIPI-Bénin Buildings with regard, in particular, the investments it has made.

Rules applicable to constructions

All the rules applicable to the use of the plots of land and construction erected by the Units within the Zone are detailed in the Lease Contracts (commercial lease, construction lease or others), between SIPI-Bénin and the Investors and in the General Operating Guidelines.

An Investor must present its construction file containing a timetable for the completion of the work to the Single Window. A copy of this file will be sent to SIPI-Bénin.

In the event that the deadline for completion of a project cannot be met, a written notification is submitted to SIPI-Bénin to request an approval for an extension of the deadline according to the conditions provided for in the Lease Contract. The occurrence of a Force Majeure event or unforeseeable technical difficulties may justify an extension of the deadlines.

Si un changement intervient au cours de la réalisation du projet de construction, l'Investisseur doit présenter au Guichet Unique, avec copie à SIPI-Bénin, une demande de permis de construire révisé en vue de l'obtention d'un permis de construire modifié.

Conformément à la réglementation applicable au permis de construire et au permis de démolir en République du Bénin, le Guichet Unique dispose d'un maximum de quinze (15) jours ouvrables à compter du jour de réception de la demande, pour accorder ou refuser le permis de construire. Tout refus par le Guichet Unique doit être motivé par l'Autorité administrative ou indiquer précisément la liste des documents supplémentaires nécessaires à la délivrance du permis de construire à l'Unité. L'Unité enverra également une copie des dossiers complets à SIPI-Bénin.

L'Unité notifie à SIPI-Bénin et au Guichet Unique l'achèvement des travaux de construction ou l'achèvement d'une phase des travaux de construction dans le cas où le programme d'investissement comprend plusieurs phases, et ce, dans un délai maximum de quinze (15) jours suivant l'achèvement des travaux.

SIPI-Bénin procède dans un délai de sept (7) jours ouvrables, avec l'assistance du Guichet Unique, aux vérifications relatives à la conformité des travaux au programme d'investissement approuvé dans le cadre de l'Agrément, des prescriptions du Contrat de location et des DGE, et, le cas échéant, le Guichet Unique délivre le certificat constatant l'achèvement des travaux et leurs conformités.

Règles de construction dans le périmètre de la Zone

Les Unités doivent souscrire une police d'assurance globale auprès d'une compagnie d'assurance locale réputée couvrant les responsabilités des Unités y compris leurs obligations envers les tiers.

Tous les travaux de construction doivent être réalisés sous la supervision d'un consultant (contrôle de qualité) agréé par SIPI-Bénin ou d'un architecte agréé par SIPI-Bénin. Les travaux de construction sont réalisés avec des entrepreneurs, des prestataires de services et des fournisseurs de matières premières agréés par SIPI-Bénin. SIPI-Bénin fera ses meilleurs efforts pour agréer, en priorité, des entreprises béninoises. En cas de changement d'entrepreneurs ou de fournisseurs, les

If a change occurs during the course of the construction project, the Investor must submit to the Single Window, with a copy to SIPI-Bénin, a revised application for a revised building permit with a view to obtaining a new building permit.

In accordance with the regulations applicable to building and demolition permits in the Republic of Benin, the Single Window has a maximum of fifteen (15) working days, starting on the reception day of the application, to grant or refuse the construction permit. Any refusal by the Single Window must be justified by the Administrative Authority or precisely indicate a list of additional documents required for the issuance of the construction permit to the Unit. The Unit will also send a copy of the complete files to SIPI-Bénin.

The Unit shall notify SIPI-Bénin and the Single Window of the completion of construction works or the completion of a phase of the construction works in the event that the investment program includes several phases, within a maximum period of fifteen (15) days following completion of the works.

SIPI-Bénin carries out within seven (7) working days, with the assistance of the Single Window, the verifications relating to the conformity of the works with the investment program approved within the framework of the Approval, the prescriptions of the Lease Contract and the DGE, and, where applicable, the Single Window issues the certificate stating the completion of the works and their compliance.

Construction rules within the perimeter of the Zone

Units must take out a comprehensive insurance policy with a reputable local insurance company covering the responsibilities of the Units including their obligations to third parties.

All construction work must be carried out under the supervision of a consultant (quality control) approved by SIPI-Bénin or an architect approved by SIPI-Bénin. Construction works are carried out with contractors, service providers and raw material suppliers approved by SIPI-Bénin. SIPI-Bénin will make its best efforts to approve, as a priority, Beninese companies. In the event of a change of contractors or suppliers, new providers must have an

nouveaux entrepreneurs doivent disposer d'un niveau de compétence et d'expérience équivalents et être agréé, ou obtenir l'agrément préalable de SIPI-Bénin.

Les Unités ne doivent pas créer de décharge sur les espaces communs ou dans la Zone pendant la construction.

Les Unités doivent prendre, à leurs frais, risques et périls, les mesures appropriées pour l'élimination de toutes les sortes de déchets à l'endroit désigné par SIPI-Bénin. Le stockage temporaire des déchets dans les locaux de l'Unité ne doit pas affecter le fonctionnement de la Zone ou les activités des autres Unités.

Tous les travaux d'aménagement intérieur, les fenêtres et les façades, les ventilations mécaniques, la plomberie, y compris, mais sans s'y limiter, tous les systèmes électriques et électromécaniques doivent être effectués en conformité avec les DGE et au Contrat de location et d'une manière générale aux meilleures pratiques industrielles.

L'Autorité administrative se réserve le droit de demander à SIPI-Bénin d'inspecter les travaux de construction des bâtiments de toute Unité. Le coût de l'inspection est à la charge de l'Unité.

Création d'entreprises au sein de la GDIZ

Document à fournir pour la création d'entreprises

1. Une copie de l'extrait de l'Acte de naissance de chaque associé
2. une copie de la carte d'identité ou passeport de chaque associé
3. un (01) extrait du Casier Judiciaire du ou des gérants datant de moins de trois (03) mois ou une Déclaration sur l'honneur (Formulaire Disponible sur www.monentreprise.bi)
4. une (01) photo d'identité récente de chaque associé (couleur à fond Blanc)
5. une (01) Copie du titre de séjour (pour les étrangers).

Un tableau complet des différentes formes juridiques de sociétés ainsi que les obligations y afférentes, figurent en **annexe 13**.

Immigration et formalités de travail

Les formalités d'immigration figurent en **annexe 7 et 8**.

equivalent level of skill and experience and be approved, or obtain prior approval from SIPI-Bénin

Units must not create a discharge on the common areas or in the Zone during construction.

The Units must take, at their own expense, risk and peril, the appropriate measures for the disposal of any kind of waste in the place designated by SIPI-Bénin. The temporary storage of waste in the premises of the Unit must not affect the operation of the Zone or the activities of the other Units.

All interior design works, windows and facades, mechanical ventilations, plumbing, including but not limited to all electrical and electromechanical systems must be carried out in accordance with the DGEs and the Lease Contract and generally with best industrial practices.

The Administrative Authority reserves the right to ask SIPI-Bénin to inspect the construction works of the Unit buildings. The cost of inspection shall be payable by the Unit.

Company creation at the one-stop-shop

Document to be provided for business creation

1. Birth certificate for each shareholder
2. national identity card or passport
3. police clearance of the manager dated less than three (03) months or a Declaration of honor (template available at www.monentreprise.bi)
4. photo
5. immigration Permit (for non-cityzans).

A complete table of the different legal forms of companies as well as the related obligations are given in **appendix 13**.

Immigration and labour Formalities

For Immigration procedures see **appendix 7 & 8**.

L'admission à la GDIZ donne droit à des exonérations douanières, fiscales et sociales en fonction du régime auquel est agréé le promoteur.

La loi fixant le régime des Zone économique spéciale prévoit deux régimes :

- le régime des exportations (régime Zone économique spéciale)
- le régime des échanges intracommunautaire permettant de vendre ses produits sur les marchés communitaires UEMOA et CEDAO

Admission to the GDIZ gives the right to customs, tax and social exemptions depending on the regime to which the promoter is approved.

The Special economic zones Law gives two regimes:

- Export regime (SEZ regime)
- the intra-community trade regime allowing to within WAEMU and ECOWAS community markets

Règlementation sur le permis de construire

Le permis de construire est réglementé par le décret n° 2020-056 du 05 février 2020 portant règlementation du permis de construire et du permis de démolir en République du Bénin.

Sept arrêtés d'application organisent la procédure :

1. arrêté interministériel 2020 n° 45/MCVDD/MDGL/DC/SGM/DGHC/SA, portant composition des dossiers de demandes des autorisations d'urbanisme en République du Bénin du 09 mars 2020 ;
2. arrêté interministériel 2020 n° 46/MCVDD/MDGL/DC/SGM/DGHC/SA, portant conditions et procédures de délivrance du certificat de conformité et d'habitabilité en République du Bénin du 09 mars 2020 ;
3. arrêté interministériel 2020 n° 47/MCVDD/MDGL/DC/SGM/ DGHC/SA, portant catégorisation des permis de construire en République du Bénin du 10 mars 2020 ;
4. arrêté interministériel 2020 n°48 /MCVDD/MDGL/DC/SGM/SA portant création, composition, attributions et fonctionnement de la commission départementale des autorisations d'urbanisme en République du Bénin du 10 mars 2020 ;
5. arrêté interministériel 2020 n° 49/MCVDD/MDGL/DC/SGM/SA portant création, composition, attributions et fonctionnement de la commission nationale des autorisations d'urbanisme en République du Bénin du 16 mars 2020 ;

Building permit regulations

The building permit is regulated by decree n ° 2020-056 of February 05, 2020 regulating the building permit and the demolition permit in Republic of Benin.

Seven implementing decrees organize the procedure:

1. interministerial Decree 2020 n ° 45 / MCVDD / MDGL / DC / SGM / DGHC / SA, on the composition of the applications for urban planning authorizations in the Republic of Benin of March 9, 2020;
2. interministerial Order 2020 No. 46 / MCVDD / MDGL / DC / SGM / DGHC / SA, on the conditions and procedures for issuing the certificate of conformity and habitability in the Republic of Benin of March 9, 2020;
3. Interministerial Order 2020 n ° 47 / MCVDD / MDGL / DC / SGM / DGHC / SA, categorizing building permits in the Republic of Benin of March 10, 2020
4. interministerial Order 2020 n ° 48 / MCVDD / MDGL / DC / SGM / SA on the creation, composition, attributions and functioning of the departmental commission for town planning authorizations in the Republic of Benin of March 10, 2020;
5. interministerial decree 2020 n ° 49 / MCVDD / MDGL / DC / SGM / SA on the creation, composition, attributions and functioning of the national commission for urban planning authorizations in the Republic of Benin of March 16, 2020

6. arrêté interministériel 2020 n° 50/MCVDD/MDGL/DC/SGM/DGHC/SA, Portant création, composition, attribution et fonctionnement de la Commission communale des autorisations d'urbanisme en République du Bénin du 16 mars 2020 ;
7. arrêté interministériel 2020 n° 61/MCVDD/MDGL/MS/MISP/ME/DC/S GM/DGHC/SA, Portant création, composition, attributions et fonctionnement de la commission d'inspection des travaux de construction dans les bâtiments en République du Bénin du 1^{er} avril 2020.

Il existe en République du Bénin **3 types de permis de construire**

Catégorie	Risque	Architecte
A	Faible	Pas obligatoire
B	Moyen	Obligatoire
C	Fort	Obligatoire

Le recours à un architecte n'est pas obligatoire dans les cas suivants :

- les personnes physiques voulant édifier ou modifier, pour leur propre habitation, une construction avec un permis de construire de catégorie A et dont la surface hors œuvre de planchers est inférieure à 150m² ;
- les travaux concernant exclusivement l'aménagement et l'équipement des espaces intérieurs des constructions existantes ainsi que des reprises intérieures ne modifiant ni la structure ni l'aspect extérieur des constructions existantes ni leur destination.

Ci-dessous la matrice d'évaluation de la catégorie de permis

		Risque à la construction		
		FAIBLE	MOYEN	FORT
Risque à l'usage	FAIBLE	Faible	Moyen	Fort
	MOYEN	Moyen	Moyen	Fort
	FORT	Fort	Fort	Fort

La décision relative à la demande de permis de construire est notifiée au demandeur dans un délai maximum de vingt-cinq (25) jours ouvrés à

6. 2020 interministerial decree n ° 50 / MCVDD / MDGL / DC / SGM / DGHC / SA, Establishing, composition, attribution and functioning of the municipal commission of town planning authorizations in the Republic of Benin of March 16, 2020;
7. interministerial Decree 2020 n ° 61 / MCVDD / MDGL / MS / MISP / ME / DC / SGM / DGHC / SA, Establishing, composition, attributions and functioning of the commission for the inspection of construction works in buildings in the Republic of Benin from April 1, 2020.

There are **3 types of building permits** in the Republic of Benin

Category	Risk	Architect
A	Low	Not mandatory
B	Average	Mandatory
C	High	Mandatory

The use of an architect is not mandatory in the following cases:

- individual building or own property or a building with a category A building permit and whose floor area is less than 150m²;
- work relating exclusively to the development and equipment of the interior spaces of existing buildings as well as interior fittings that do not modify the structure or the exterior appearance of existing buildings or their destination.

Below the matrix evaluation of building permit category

		Risk of construction		
		LOW	AVERAGE	HIGH
Risk of use	LOW	Low	Average	High
	AVERAGE	Average	Average	High
	HIGH	High	High	High

The relative decision of the application for a building permit is notified to the applicant within a maximum period of twenty-five (25)

compter de la date de délivrance du récépissé valant attestation de recevabilité

working days from the date of issuance of the receipt valid as a certificate of admissibility.

L'autorisation d'installation industrielle dans la zone

Pièces à fournir pour l'obtention de l'autorisation d'installation industrielle

N°	Pièces	N°	Document
1	Un extrait du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM)	1	An extract from the Register of Commerce and Securities (RCCM)
2	les statuts de l'entreprise ;	2	the company's articles of association;
3	une fiche de renseignement dûment remplie (Imprimé à retirer au Secrétariat de la DGDI/MIC) précisant le plan de situation de l'unité	3	a duly completed information sheet (printed and collected from the DGDI / MIC Secretariat) specifying the unit's situation plan;
4	un copie du titre de propriété du domaine (ou bail)	4	a copy of the title deed of the domain (or lease)
5	le Certificat d'Etude d'Impact Environnemental ou à défaut, une copie de la lettre de service de l'ABE dûment enregistrée par l'Agence ;	5	the Environmental Impact Assessment Certificate or failing that, a copy of the ABE service letter registered by the Agency;
6	une copie de la lettre adressée au Maire de la localité ;	6	a copy of the letter addressed to the mayor of the locality;
7	une fiche de contrôle du lieu d'implantation (à produire par la DGDI ou par le Directeur Départemental de l'Industrie et du Commerce) ;	7	a control sheet for the location (to be produced by the DGDI or by the Departmental Director of Industry and Trade);
8	une copie de la quittance de paiement à la redevance fixée à : - 30 000 francs CFA pour un investissement inférieur ou égal à 20 000 000 francs CFA ; - 50 000 francs CFA pour un investissement compris entre 20 000 000 et 500 000 000 francs CFA ; - 100 000 francs CFA pour un investissement supérieur à 500 000 000 francs CFA.	8	a copy of the receipt for payment of the fee: - 30,000 XOF for an investment less than or equal to 20,000,000 XOF. - 50,000 XOF for an investment between 20,000,000 and 500,000,000 XOF. - 100,000 XOF for an investment exceeding 500,000,000 XOF.

Industrial authorization in GDIZ

Document to be provided for obtaining industrial installation authorization

Autorisation environnementale

Environmental clearance

La procédure administrative d'obtention d'un CCE

N°	Procédures	The administrative procedure for obtaining a CCE
1	réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental (EIE) par le promoteur ;	carrying out of the Environmental Impact Study (EIS) by the promoter;
2	dépôt de la demande de Certificat de Conformité Environnementale (CCE) accompagnée d'un document précisant le coût prévisionnel d'exécution du projet à l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE) ;	submission of the request for Environmental Compliance Certificate accompanied by a document specifying the estimated cost of carrying out the project to the Benin Environment Agency (ABE);
3	réponse de l'ABE par courrier au promoteur avec une facture qui mentionne le montant de la redevance à payer et ce, dans un délai de quatre (04) jours à compter de la date de réception du dossier ;	response from the ABE by mail to promoter with an invoice indicating amount of the fee to be paid, within four (04) days from the date of receipt of the file;
4	dépôt du dossier comprenant la quittance de paiement de la redevance, dix (10) exemplaires et une (01) version électronique de la version provisoire du rapport d'EIE et d'autres rapports complémentaires ;	filing of the file including the receipt for payment of the fee, ten (10) copies and one electronic version of the provisional version of the EIA report and other additional reports
5	dépôt par le promoteur, des rapports EIE en trois (03) exemplaires et une version électronique après prise en compte des amendements ;	submission by the promoter of EIE reports in three (03) copies and an electronic version after considering the amendments;
6	transmission du projet de Certificat de Conformité Environnementale (CCE) au Ministre, au plus tard cinq (05) jours après acceptation de la version finale par l'ABE ;	transmission of the draft Environmental Conformity Certificate (CCE) to the Minister later than five (05) days after acceptance of the final version by the ABE;

SECTION 3.4 : FACILITE DES OPERATIONS DANS GDIZ

Les modalités de transfert de marchandises

Article 37-41 of Loi N° 2017-07 du 19 juin 2017
GENERAL

Ce document est réalisé avec une référence particulière au Décret N ° 2020-062 DU 05 Fevrier 2020 qui crée la Zone Industrielle Glo-Djigbé ci-après dénommée GDIZ.

Dans le cadre de la loi existante «Loi n ° 2017-07 du 19 juin 2017», la GDIZ aura deux opérations distinctes seront autorisées dans la zone à savoir le régime-1 et le régime-2 conformément à l'article 31 dans lequel les unités établies dans chaque régime bénéficient du même niveau de priviléges au cours de leur

The administrative procedure for obtaining a CCE

N°	Procédures
1	carrying out of the Environmental Impact Study (EIS) by the promoter;
2	submission of the request for Environmental Compliance Certificate accompanied by a document specifying the estimated cost of carrying out the project to the Benin Environment Agency (ABE);
3	response from the ABE by mail to promoter with an invoice indicating amount of the fee to be paid, within four (04) days from the date of receipt of the file;
4	filing of the file including the receipt for payment of the fee, ten (10) copies and one electronic version of the provisional version of the EIA report and other additional reports
5	submission by the promoter of EIE reports in three (03) copies and an electronic version after considering the amendments;
6	transmission of the draft Environmental Conformity Certificate (CCE) to the Minister later than five (05) days after acceptance of the final version by the ABE;

SECTION 3.4: EASE OF OPERATION IN GDIZ

Modalities of goods transfer

Article 37-41 of Loi N° 2017-07 du 19 juin 2017
GENERAL

This document is being made with special reference to the Decree N° 2020 -062 DU 05 Fevrier 2020 which creates Glo-Djigbé Industrial Zone herein after to be referred as GDIZ.

Within the purview of the existing law "Loi N° 2017-07 du 19 juin 2017", the GDIZ shall have two distinct operations shall be allowed within the zone namely regime-1 & regime-2 as per the article 31 wherein units established in each regime enjoys same level of privileges during the

établissement et de leur fonctionnement pendant la période de validité de leur bail dans la GDIZ

La seule différence entre les opérations des sociétés du régime 1 et du régime 2 est la suivante:

Régime-1: Les unités sont **autorisées** à importer toutes les matières premières utilisées dans la fabrication / transformation des marchandises avec des exonérations complètes des droits et taxes applicables.

Régime-2: Les unités ne sont **pas autorisées** à importer des matières premières utilisées dans la fabrication / transformation des marchandises avec des exonérations complètes des droits et taxes applicables.

Les restrictions énoncées sous les régimes sont les suivantes définies dans la loi n ° 2017-07 du 19 juin 2017,

Les articles 38 à 41 de la loi 2017-07 concernent le régime I ou régime d'exportation (Régime I ou Régime d'exportation);

Les Unités établies sous le régime 1 seront axées sur l'exportation, ce qui signifie que les produits ne pourront être vendus qu'en dehors des limites territoriales de la République du Bénin.

Privilège spécial aux unités établies sous le régime 1: Les unités pourront vendre leurs produits sur le marché local jusqu'à un maximum de 35% de la production totale de l'unité au cours de l'exercice conformément à l'autorisation de l'autorité administrative. Les unités pourront également bénéficier de l'exonération de la TVA sur les biens vendus sur le marché local dans les limites territoriales de la République du Bénin.

GDIZ est le maître prévu pour être développé dans une zone avec une zone industrielle, une zone commerciale, une zone résidentielle, un terminal de camions, une cour à conteneurs (port sec), un marché de terminal, un entreposage et plusieurs autres formes d'opérations qui peuvent être développées par la société de développement et de gestion , «Société d'Investissement et de Promotion de L'Industrie - BENIN» (**SIPI-BENIN**) afin de favoriser la croissance industrielle de la République du Bénin dans le cadre de la loi en vigueur et l'autorisation accordée par l'Autorité administrative qui est également avoir un système de fenêtre unique dans la zone.

course of their establishment and operation over the period of their validity of lease in the GDIZ

The only difference between the operations of regime-1 and regime-2 companies is as follows:

Regime-1 : Units are **allowed** to import any raw materials used in the manufacturing /processing of the goods with full exemptions on duties and applicable taxes.

Regime-2 : Units are not **allowed** to import any raw materials used in the manufacturing /processing of the goods with full exemptions on duties and applicable taxes.

The stated restrictions under the regimes are as follows defined in the Loi No 2017-07 du 19 juin 2017,

Articles 38 to 41 of Law 2017-07 relate to the Regime I or Export regime (Régime I ou Régime d' exportation);

The Units established under regime-1 shall be focussed to exportation which means the products shall only be allowed to be sold outside the territorial boundary limits of the Republic of Benin.

Special Privilege to Units established under Regime-1 : The Units shall be able to sell their products into the local market up to a maximum of 35% of the total production by the unit within the financial year as per the authorisation by the Administrative Authority. The units shall be also eligible for benefits from exoneration of the TVA on the goods sold in the local market within the territorial limits of Republic of Benin.

GDIZ is master planned to be developed into an area with industrial zone, commercial zone, residential zone, truck terminal, container yard (Dry port), terminal market, warehousing and several other form of operations which may be developed by the development and management company, "Société d'Investissement et de Promotion de L'Industrie – BENIN" (**SIPI-BENIN**) in order to promote the industrial growth in the Republic of Benin within the purview of the existing law and permission granted by the Administrative Authority which is also

En général, la zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) est sous le contrôle et les administrations des autorités douanières et accises pour ses opérations sous le régime-1 et le régime-2.

En principe, toutes les unités implantées dans les zones résidentielles et commerciales ne sont pas aménagées sous le régime privilégié des 1 & 2 sauf autorisation spéciale de l'autorité administrative de la zone en cas d'écoles, d'hôpitaux, d'aménagement dans l'intérêt de la zone industrielle et de soutien communautaire. SIPI-Bénin sera autorisé à faire le développement dans toutes les zones y compris résidentielles et commerciales, avec tous les priviléges et avantages en tant que société de développement.

Une procédure de contrôle de routine sera gérée par les autorités douanières à tous les points d'entrée et de sortie de la zone industrielle de Glo-Djigbe pour contrôler la circulation des marchandises. Pour la mise en œuvre des vérifications et des contrôles, les autorités douanières doivent élaborer des procédures opérationnelles standard (SoP) pour assurer le bon fonctionnement des opérations dans la zone industrielle de Glo-Djigbe.

Normalement, toute importation et exportation, y compris le mouvement en vrac des matériaux à l'intérieur de la zone, doit être acheminée par le port sec (cour à conteneurs) dans la zone, sauf autorisation de l'agent désigné.

Importation de marchandises dans gdiz

Générale

Selon l'article 36-37 de la loi 2017-07, tout achat de matériel en provenance de toute destination étrangère ou du territoire douanier national (Bénin) est considéré comme exonéré de tous droits de douane, taxes et TVA applicables.

Documents spécifiquement approuvés comme «**Glo-Djigbe Industrial Zone (GDIZ) Cargo**» requis :

- Connaissance ;
- facture ;
- connaissement (matériaux) ;

having single window system within the zone.

In general, Glo-Djigbe Industrial Zone (GDIZ) is under control and administrations of the custom and excise authorities for its operations under the regime-1 & regime-2.

In principle, all units established within the residential and commercial zones are not developed under the privilege regime of 1 & 2 unless specially authorized by the administrative authority of the zone in case of schools, hospitals, development in interest of industrial zone and community support. SIPI-Benin shall be allowed to make the development in all the zones including residential and commercial, with all privileges and benefits as the developer company.

A routine checks procedure shall be managed by custom authorities at all the entry and exit points of the Glo-Djigbe Industrial Zone to control of the movement of the goods. For implementation of the checks and controls, custom authorities shall develop Standard Operating procedures(SoPs) to ensure smooth operations within the Glo-Djigbe Industrial Zone

Normally, any import and export including bulk movement of the materials within the zone shall be routed through the Dry-Port (Container Yard) within the zone unless authorized by the specified officer.

Import of goods in gdiz

General

According to article 36-37 of Law 2017-07, any procurement of material from any foreign destination or from the national customs territory (Benin) are considered exempted from all applicable customs duties, taxes and VAT.

Documents (Specifically endorsed as «**Glo-Djigbe Industrial Zone(GDIZ) Cargo**» Required :

- bill of Lading;
- invoice;
- bill of Lading (Materials);

- liste de colisage ;
- certificat d'exemption pour l'octroi d'une autorisation de transfert d'un envoi vers la GDIZ par les douanes ;
- tout autre document spécifié par l'agent autorisé pour admettre le matériel sous exemption dans la zone.

Les marchandises peuvent être autorisées à être transférées à GDIZ selon une procédure de transbordement pour les marchandises reçues en vrac, en conteneur ou en tant que marchandises assemblées à tout point d'entrée dans un parc à conteneurs de préférence sous douane dans la zone pour toutes les formalités douanières avant d'être livrées à l'unité-destinataire.

Lorsque des biens ou des parties de ceux-ci, importés ou achetés sont jugés défectueux ou impropres à l'utilisation ou qui ont été endommagés ou sont devenus défectueux après une telle importation ou un tel achat, peuvent être envoyés en dehors de la GDIZ sans paiement de droits de réparation ou de remplacement fournisseur ou son revendeur agréé ou être détruit:

- l'évaluation des importations et des marchés intérieurs par un officier spécifié
- l'importation de services activés par la technologie de l'information, y compris les logiciels, la gestion de site de données (stockage de données dans le cloud), etc. est autorisée via une liaison de communication de données, Internet, e-mail ou tout autre mode électronique.
- le fret de grande valeur importé via l'aéroport peut également être transféré sous escorte douanière au destinataire dans la zone.

En cas de régime I, l'importateur doit payer les frais de douane, ceux-ci peuvent être réclamés sur instruction de l'agent désigné et ce remboursement doit être conforme aux dispositions de la réglementation douanière.

Pour toutes les importations par courrier aérien ou par passager voyageant par avion ou par tout autre itinéraire et transportant ensuite les matériaux dans leurs sacs. L'importateur doit déclarer le matériel au point d'entrée sous la forme spécifiée (facture d'entrée) avec les factures originales et les certificats d'exemption

- packing List;
- exemption Certificate for grant of permission for transfer of consignment to the GDIZ by the Customs;
- any other Document Specified by the Authorized Officer to Admit the Material under exemptions into the Zone.

The goods may be allowed for transfer to GDIZ under a trans-shipment procedure for the goods received in bulk, container or as assembled goods at any point of entry to preferably custom bonded container yard within the zone for all custom formalities before being delivered to the unit-consignee.

Where goods or parts thereof, imported or procured are found to be defective or otherwise unfit for use or which have been damaged or become defective after such import or procurement, may be sent outside the GDIZ without payment of duty for repairs or replacement, to the supplier or his authorized dealer or be destroyed:

- the assessment of imports and domestic procurement by a specified officer
- the import of Information Technology enabled services, including software, data-site management (cloud data storage) etc is allowed through data communication link, internet, e-mail or any other electronic mode.
- the High-value cargo imported through the airport may also be transferred under the Customs escort to the consignee within the zone.

In case of regime-I importer has to pay the custom charges, the same may be claimed at the instruction of the Specified Officer and such refund shall be in accordance with the provisions of custom regulations. For all the Imports by air freight courier or by passenger travelling by air or any other route and carrying then materials in their bags. The importer shall declare the material at the port of entry in the specified form (Bill of Entry) along with the original bills and exemption certificates.

L'agent des douanes peut autoriser le matériel après vérification des documents ou, à sa discrétion, conserver le matériel et délivrer le récépissé de rétention pour que le matériel soit livré sous escorte douanière à l'importateur après diligence raisonnable selon leur satisfaction.

Procédures

Marchandises autorisées à entrer dans la GDIZ sur présentation des documents suivants :

- facture d'achat
- connaissance
- liste de colisage
- autres documents d'expédition
- lettre d'opérations autorisées
- certificats d'exemption
- bill of Entry
- tout autre document spécifié par l'officier autorisé

Lettre d'exportation déposée par le fournisseur au nom de l'unité qui est évaluée par l'agent désigné à l'arrivée des marchandises au point d'entrée.

Vérification du matériel -Pas plus de 10% du volume total ou de la quantité du matériel lors d'un contrôle aléatoire selon l'agent spécifié.

Libération du matériel au point d'entrée - Dans le cadre d'un modèle d'escorte ou de transbordement personnalisé vers la GDIZ après évaluation du bordereau d'exportation avec le certificat de vérification;

L'officier autorisé de GDIZ vérifiera à nouveau le matériel importé et certifiera dûment la réception des matériaux avec une confirmation de la réception du matériel dans la GDIZ dans les 45 jours, à défaut de quoi l'officier désigné formera une demande de droits contre l'unité.

EXPORTATION DE MARCHANDISES (par unités du régime-1)

Toute Unité est autorisée à exporter des produits finis ou non finis, y compris des sous-produits, des rebuts, des déchets de rebut résultant du processus de fabrication selon les termes et conditions des opérations autorisées par l'autorité administrative par mode d'exportation autorisé.

Conditions d'exportation

Ventes-Permanent

The Custom Officer may allow the material after due verification of the documents or at discretion keep the material and issue the detention receipt for the material to be delivered under the custom escorts to the importer after due diligence as per their satisfaction.

Procedures

Goods allowed to enter the GDIZ upon submission of the following documents:

- invoice
- bill of Lading
- packing List
- other Shipping Documents
- letter of Authorized Operations
- exemption Certificates
- bill of Entry
- any other document specified by the Authorized Officer

Bill of Export filed by the supplier of behalf of the Unit which is assessed by the specified Officer upon arrival of the goods at the port of Entry.

Verification of the Materials -Not more than 10% of the total volume or quantity of the material on random check as per the specified officer.

Release of the material at the point of Entry – Under Custom escort or trans-shipment model to the GDIZ after assessment of the Bill of Export along with the certificate of Verification;

The Authorized Officer at GDIZ shall again verify the imported material and duly certify the receipt of the materials with a confirmation of the receipt of material in the GDIZ within 45 days failing which the specified officer shall raise demand of duty against the Unit.

EXPORT OF GOODS (By Units In Regime-1)

Any Unit is authorized to export finished or un-finished products including by-products, rejects, waste scrap arising out of the manufacturing process as per the terms and conditions of Authorized Operations by the Administrative Authority by permissible mode of exports.

Conditions of Export

Sales-Permanent

Participations à des échanges internationaux / expositions / expositions dans les aéroports, etc. - temporaires
Réparation / échange en cas de matière défectueuse reçue lors des importations

Participations in International Trades/Exhibitions / Displays on Airports etc – Temporary
Repair/ Exchange in case of Defective Material Received in Imports

Destinations d'exportation

Vers le territoire douanier national ou Aux Unités choisissant d'opérer sous le régime 2
À cet égard, ces ventes sont soumises au paiement de tous les droits de douane et avantages dont bénéficient l'importation de matières premières utilisées pour la fabrication des produits finis ou semi-finis " ;
Vers tout autre endroit - Hors du Bénin

Export Destinations

To the national customs territory or To Units choosing to operate under Regime 2
In this respect, such sales are subject to the payment of all customs duties and benefits availed on the import of raw materials used for the manufacture of the finished or semi-finished products " ;
To Any other locations - Out of Benin

Procédure d'exportation

Documents requis:

- facture d'expédition
- liste de colisage
- facture en cas de vente,
- déclaration de valeur des marchandises
- formulaire de déclaration de devise
- déclaration de marchandises - Auto certification par l'unité
- tout autre document - À préciser par l'officier autorisé
- photographie de l'objet exporté temporairement pour exposition à des expositions étrangères ou participation à des foires commerciales, etc.
- approbation de l'autorité administrative
- le certificat bancaire pour la réalisation du produit doit être soumis dans les trente jours suivant la livraison des marchandises dans le cas des marchandises autorisées au transfert par transport personnel

Bonne vérification et émission de la commande d'exportation:

Si nécessaire, inspection par un agent désigné;
Aucun examen de routine par l'officier désigné
Coutume de délivrer la commande d'exportation sur la base d'une auto-déclaration par l'unité.

Mode de transport : tout, y compris

marchandises devant être transportées par des passagers à destination de l'étranger autorisés par l'Unité en ce nom comme bagages personnels, sous réserve des conditions suivantes

Vérification personnalisée et confirmation au port d'entrée / sortie

Procédure for Export

Documents Required:

- shipping Bill
- packing list
- invoice in case of Sales,
- value Declaration of the Goods
- currency Declaration Form
- goods Declaration -Self Certification by the Unit
- any other Document – To be specified by the Authorized Officer
- photograph of the Object being temporarily exported for Display in Foreign Exhibitions or Participation at Trade Shows etc.
- approval of the Administrative Authority
- the bank Certificate for realization of proceeds shall be submitted within thirty days of delivery of the goods in case of Goods allowed for transfer by personal carriage

Good Verification & Issue of Export Order:
If Required Inspection by Specified Officer;
No Routine Examinations by the Specified Officer

Custom to issue the Export Order on the basis of self-declaration by the Unit.

Mode of Transport: Any including

goods to be carried by foreign bound passengers authorized by the Unit in this behalf as personal baggage, subject to the following conditions

Custom Check & Confirmation at Port of Entry/Exit

L'unité sera tenue de produire l'autorisation et la preuve de l'exportation / du transfert de matériel depuis le point d'entrée / de sortie désigné par l'agent désigné dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date de départ des marchandises sous forme de copie physique ou numérique. À vérifier par l'agent autorisé auprès de l'agent désigné pour son authentification.

En cas de matériel exporté pour la participation à des expositions / salons, l'Unité ramènera les marchandises (dans un délai de 180 jours à compter de la date de leur exportation) ou rapatrier le produit de la vente dans les quarante-cinq jours à compter de la date de fermeture de l'exposition. via les canaux bancaires normaux.

La procédure appliquée pour l'entrée des marchandises sera la même que celle appliquée pour l'importation des marchandises dans la zone.

Une Unité peut exposer les marchandises dans les salles d'exposition aménagées à la salle d'embarquement des aéroports internationaux pour la vente aux passagers quittant le Bénin sous réserve des conditions et procédures fixées par l'officier habilité compétent de l'aéroport.

Exportation de marchandises vers les pays de la CEDEAO

Les marchandises sont exportées aux conditions spécifiées ci-dessous :

- *exonération des taxes, droits, redevances et tous autres frais,*
- *toute autre entité administrative, à l'exception des services portuaires, prélèvements qui sont destinés aux Commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO.*
- *la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable dans la CEDEAO est appliquée aux biens et services.*
- *le prélèvement communautaire de 0,5% de taxe imposé sur les marchandises en provenance des États non membres de la CEDEAO est également utilisé pour financer les activités de la Commission de la CEDEAO et des institutions communautaires.*

TRANSFERT DE MARCHANDISES

Transfert intra-régime de marchandises

Les unités doivent pouvoir fournir des marchandises à l'unité opérant dans le même régime (ce qui signifie que les unités travaillant dans le régime I peuvent fournir leurs produits à

The Unit shall be liable to produce the Authorization and proof of Export/Transfer of Materials from the designated Port of Entry/Exit by the Specified Officer within a maximum of 15 Days from the Date of Departure of the Goods as physical copy or digital copy- To be verified by Authorized Officer with the Specified Officer for its authentication.

In Case of Material exported for participation in Exhibitions /Trade-shows Unit shall bring back goods (within a period of 180 days from the date of their export), or repatriate the sale proceeds within forty-five days from the date of closure of exhibition through normal banking channels.

The procedure applied for Entry of the Goods shall be same as applied for the import of Goods in the Zone.

A Unit may display the goods in the showrooms set up at departure lounge in international Airports for sale to passengers leaving Benin subject to the conditions and procedures laid down by the Authorized Officer having jurisdiction of the Airport:

Export of Goods To ECOWAS Countries

Goods are exported upon the conditions specified below:

- *exemption from taxes, duties, royalties and any other fees,*
- *any other administrative entity, except for port services, levies that are intended to the WAEMU and ECOWAS Commissions.*
- *the Value Added Tax (VAT) applicable in ECOWAS is placed on goods and services.*
- *the Community levy of 0.5 percent tax imposed on goods from non-ECOWAS Member States is also used in financing the activities of the ECOWAS Commission and Community institutions.*

TRANSFER OF GOODS

Intra-Regime Transfer Of Goods

The Units shall be able to supply goods to the unit operating within the same regime (which means units working in Regime-I can supply their products to another units in the Regime-1) as an ancillary industry to

d'autres unités dans le régime 1) en tant qu'industrie auxiliaire pour soutenir le fonctionnement des autres entreprises. Dans ce cas, l'unité doit tenir un registre de ses ventes à différentes unités et soumettre un rapport trimestriel à l'autorité administrative.

TRANSFERT INTERRÉGIME DE TRANSFERT DE MARCHANDISES AUTRE QUE L'EXPORTATION

Conditions de circulation des marchandises

Ventes

Les Unités opérant dans le cadre du Régime-1 de la Zone sont principalement responsables de la production des marchandises destinées à l'exportation en dehors du territoire national du Bénin. Toutefois, à titre exceptionnel, les unités de la zone seront autorisées à vendre 25% de sa production sur le marché local sous réserve du paiement du coût d'importation des matières premières utilisées pour la production des matières premières ainsi que produits semi-finis (le cas échéant).

Mouvement temporaire de marchandises

(Pour la valeur ajoutée / la transformation / d'autres conditions temporaires de mouvement)
L'unité peut transférer temporairement les marchandises du régime-1 au régime-2 ou à l'étranger sans paiement de droits, sous notification au fonctionnaire désigné et engagement de l'unité concernée pour le retour dans un délai d'approbation spécifié dans les conditions suivantes:

- *les biens d'équipement et leurs parties pour les réparations et leur retour;*
- *les marchandises destinées à être exposées, à promouvoir les exportations, à les exposer et à les retourner;*
- *les biens pour travaux, essais, réparations, raffinage et étalonnage et retour de ceux-ci;*
- *marchandises destinées à des tests de qualité ou à des fins de recherche et développement, à tout laboratoire ou institution reconnu*
- *ordinateurs portables ou notebooks ou systèmes de projection vidéo destinés à être utilisés par les employés autorisés d'une Unité ou d'un développeur;*
- *les biens ou matériaux en cours de production pour toute valeur ajoutée dont les installations ne sont pas disponibles dans la zone et après retour dans la zone comme propre à l'exportation.*

support the operation of the other companies. In such case, the unit shall maintain the record of their sales to different units and submit the report on quarterly basis to the Administrative Authority.

INTER-REGIME TRANSFER OF GOODS TRANSFER OTHER THAN EXPORT

Conditions for Movement of the Goods

Sales

The Units operating within the Regime-1 of the Zone is mainly responsible for the production of the export-oriented goods outside the national territory of Benin. However, as an exceptional relief to the units within the zone shall be allowed to sell 25% of its production into the local market subject to payment of the importation cost of the raw materials used for the production of the raw materials as well as the semi-finished goods (if any).

Temporary Movement of Goods

*(For Value Addition/Transformation/Others
Temporary Conditions of movement)*

The Unit may temporarily move the goods from Regime-1 to Regime-2 or abroad without payment of duty, under intimation to the Specified Officer and undertaking by the concerned unit for return within specified period of approval under the following conditions:

- *capital goods and parts thereof for repairs and return thereof;*
- *goods for display, export promotion, exhibition and return thereof;*
- *goods for job work, test, repair, refining and calibration and return thereof;*
- *goods for quality testing or research and development purposes, to any recognized laboratory or institution*
- *laptop or notebook computers or video projection systems for use by authorized employees of a Unit or developer;*
- *goods or materials under production for any value addition of which the facilities are not available within the zone and after return to the zone as fit for export.*

- *Matières premières importées dans la zone en cours de transfert vers le Régime-2 ou en dehors de GDIZ pour la préparation de la matière finale qui peut être utilisée dans l'achèvement du processus. Par exemple, le ciment, l'acier, le bitume, etc. qui peuvent être transférés à l'extérieur de la zone pour la préparation du RMC, du mélange de bitume, de l'acier sous la forme de fabrication souhaitée, etc.*
- *toute autre marchandise avec l'approbation préalable de l'officier autorisé.*

Dans le cas où de telles marchandises ont été consommées ou détruites au cours des essais ou au moment de la recherche ou en cas de transformation, une note de justification appuyée par le document pertinent doit être fournie au fonctionnaire désigné par l'Unité. En cas de non-respect des conditions, l'unité sera tenue de payer les avantages fiscaux dont bénéficient les marchandises.

Mouvement permanent des marchandises

Biens d'équipement:

Les biens d'équipement peuvent être retirés de GDIZ sur la valeur dépréciée aux fins du paiement des droits.

Lorsque les biens d'équipement sont acquis au moment ou avant le début de la production, l'amortissement sera calculé à partir de la date de début.

Lorsque les biens d'équipement acquis après le début de la production, l'amortissement sera calculé après la date de mise en service.

L'amortissement est autorisé sur SLM (méthode linéaire). Les règles d'amortissement suivront l'OHADA.

Marchandises résiduelles:

Les matériaux d'emballage usagés peuvent être dédouanés à l'extérieur de GDIZ sans paiement de droits.

Conteneurs métalliques non éligibles au bénéfice de la réduction.

Aucun droit n'est payable sur le don d'ordinateurs et de périphériques d'ordinateurs, y compris une imprimante, un traceur, un scanner, un moniteur, un clavier et des unités de stockage aux établissements d'enseignement non commerciaux reconnus ou aux hôpitaux caritatifs enregistrés ou aux bibliothèques publiques ou aux établissements de recherche et développement financés par l'État ou

- *Raw materials imported in the zone being transferred to the Regime-2 or outside GDIZ for preparation of the final material that can be used in the completion of the process. E.g., Cement, Steel, Bitumen etc which may be transferred outside zone for preparation of RMC, Bitumen-Mix, Steel in desired form of fabrications etc.*
- *any other goods with the prior approval of the Authorized Officer.*

In case of such goods have been consumed or destroyed in the process of testing or at the time of research or in case of any transformation, justification note supported by the relevant document shall be furnished to the Specified Officer by the Unit. In case of failing the conditions, the unit shall be liable to pay the tax benefits availed on the goods.

Permanent Movement of Goods

Capital Goods:

Capital goods can be removed from GDIZ on depreciated value for the purpose of payment of duty.

Where the capital goods acquired on or before commencement of production, depreciation will be calculated from date of commencement.

Where the capital goods acquired after commencement of production, depreciation will be calculated after the date of put to use. Depreciation is allowed on SLM (Straight Line Method). The rules for depreciations shall follow the OHADA.

Residual Goods :

Used packing material may be cleared to outside GDIZ without payment of duty.

Metal containers not eligible for benefit of abatement.

No duty is payable on donation of Computer and computer peripherals, including printer, plotter, scanner, monitor, key board and storage units to the recognized non-commercial educational institutions or registered charitable hospitals or public libraries or public funded research and development establishments or organizations of Govt. of Benin, after two

organisations du gouvernement. du Bénin, après deux ans d'admission des marchandises et d'utilisation par une Unité.

Procédure générale pour la circulation des marchandises

Le mouvement des marchandises à partir de GDIZ sera effectué par l'Unité sur l'en-tête avec le numéro de référence et la date ou le format prescrit par le fonctionnaire autorisé, signé par le directeur général ou le propriétaire ou le partenaire de travail ou le secrétaire de la société ou par toute personne dûment autorisée à ce nom par la Société ou le propriétaire ou partenaire de travail;

La lettre / le format prescrit contiendra la description détaillée du mouvement du matériel ainsi que le but avec l'intention du mouvement dans l'intérêt du fonctionnement de la société ainsi que la destination où il peut être situé au cas où le dirigeant désigné l'exigerait.

Les marchandises doivent être ramenées à la GDIZ dans un délai maximum autorisé à compter de la date de sortie des marchandises de la GDIZ ou selon ce qui peut être autorisé par l'officier autorisé;

Si une Unité ne parvient pas à ramener les marchandises dans GDIZ dans le délai spécifié, le droit applicable sur ces marchandises sera payé par l'Unité.

En cas de déplacement de marchandises hors de GDIZ pour un étalonnage spécial requis, ou une sorte de transformation requise comme valeur ajoutée, l'installation pour laquelle n'est pas disponible dans le GDIZ sera autorisée conformément à la demande faite par l'entreprise et l'autorisation spéciale accordée. par l'agent autorisé dans la zone.

Les marchandises à la réception doivent être vérifiées par le fonctionnaire désigné avec toute assistance technique requise en cas de transformation des marchandises d'origine. Pour exemple, le ciment a été remplacé par un béton prêt à l'emploi ou le bitume a été remplacé par un mélange de bitume pour les travaux de construction.

La transformation doit être validée par les experts techniques sur la base des propriétés du matériau.

Le transfert des marchandises à l'intérieur de la zone est effectué sur la base de la comptabilité des unités de livraison et de réception.

Une unité peut autoriser ses employés à emporter des articles à l'usage des employés tels que des ordinateurs portables, des appareils

years of admission of goods and use by a Unit.

General Procedure for movement of Goods

Movement of the goods from GDIZ shall be undertaken by the Unit on the Letter Head with Reference number and Date or format prescribed by the Authorised Officer, signed by the Managing Director or Owner or Working partner or the Company Secretary or by any person duly authorized in this behalf by the Company or owner or working partner;

The letter / prescribed format will have the detailed description of material movement as well as the purpose with intent of the movement in interest of the working of the Company along with the destination where it may be located in case required by the specified Officer.

The goods should be brought back to the GDIZ within a maximum of allowed period from the date of taking the goods out of the GDIZ or as may be permitted by the Authorized Officer;

If a Unit fails to bring back the goods into GDIZ within the period specified, the duty applicable on such goods shall be paid by the Unit

In case of goods being moved out of GDIZ for any special calibration required, or some kind of transformation required as value addition, the facility for which is not available within the GDIZ shall be allowed as per the request made by the company and special permission granted by the Authorized Officer within the zone.

The goods upon receipt shall be verified by the specified officer with any technical assistance required in case of the original goods under-went transformation. For. e.g, Cement changed to ready mix concrete or Bitumen changed to Bitumen Mix for the construction works.

The transformation shall be validated by the technical experts based upon the properties of the material.

The transfer of goods within the zone shall be undertaken on the basis of Book-keeping records by the supplying and receiving units. A Unit may allow their employees to take out items for employee use like laptops, cameras or any such portable items

photo ou tout autre article portable acheté sous le régime-I aux fins de l'exploitation de l'unité sur une base temporaire sous réserve de la procédure suivante, à savoir:

- L'unité délivrera un certificat autorisant l'employé par son nom et donnant les spécifications complètes, à savoir le numéro de série et le numéro de modèle et la marque des articles destinés à être transportés temporairement hors de la zone de traitement.
- L'unité doit conserver un registre de ce certificat d'autorisation délivré aux employés permettant le mouvement temporaire de ces articles.

En application des dispositions de l'article 46 de la loi n° 2017-07 du 19 juin 2017 fixant le régime des Zones Économiques Spéciales en République du Bénin, les formalités d'obtention des titres de séjour sont allégées au profit des investisseurs admis dans les zones économiques spéciales (ZES) et leurs employés.

En application des dispositions de l'article 47 de la loi n° 2017-07 du 19 juin 2017 fixant le régime des Zones Économiques Spéciales en République du Bénin, les investisseurs admis dans les zones économiques spéciales et leurs employés bénéficient de carte de résident d'une validité de cinq (05) ans renouvelable avec la mention « autorisé à travailler uniquement dans les Zones économiques spéciales ».

Selon l'article 4 de l'arrêté portant modalités de délivrance des titres de séjour équivalant au permis de travail au profit des investisseurs et des employés des zones économiques spéciales, l'obtention de la carte de résident est subordonnée à la présentation des pièces suivantes :

- un formulaire de demande ;
- la copie du passeport ou du document de voyage en cours de validité ;
- une attestation de résidence délivrée par le Chef du quartier ou l'attestation de résidence employeur accompagnée du contrat de bail ;
- un certificat médical délivré par le centre de santé de la Police républicaine en collaboration avec le médecin du travail ou délivré par le médecin du centre de santé de la Zone économique spéciale ;

procured under the regime-I for the purpose of unit operation on temporary basis subject to following procedure, namely:

- Unit shall issue a certificate authorizing the employee by name and giving the full specification, namely, serial number and model number and make of the items intended to be taken outside the processing area temporarily.
- Unit shall maintain a record of such certificate of authorization issued to employees allowing temporary movement of such items.

Pursuant to the provisions of Article 46 of Law No. 2017-07 of June 19, 2017 establishing the regime of Special Economic Zones in the Republic of Benin, the formalities for obtaining residence permits are simplified for the benefit of investors admitted to special economic zones (SEZs) and their employees.

Pursuant to the provisions of article 47 of law n ° 2017-07 of June 19, 2017 establishing the regime of Special Economic Zones in the Republic of Benin, investors admitted to special economic zones and their employees benefit from a resident card. " a validity of five (05) years renewable with the mention "authorized to work only in Special Economic Zones".

According to article 4 of the decree on the modalities for issuing residence permits equivalent to the work permit for the benefit of investors and employees of special economic zones, obtaining the resident card is subject to the presentation of the following documents :

- an application form;
- copy of valid passport or travel document;
- a certificate of residence issued by the Head of the district or the certificate of employer residence accompanied by the lease contract;
- a medical certificate issued by the health center of the Republican Police in collaboration with the occupational doctor or issued by the doctor of the health center of the Special Economic Zone;

- un casier judiciaire du pays d'origine ou de dernière résidence pour la première carte et celui du Bénin pour le renouvellement ou tout autre document équivalent délivré par les services consulaires ;
- une preuve de profession :
- une note explicative sur le poste à pourvoir
- un CV
- une copie du diplôme de référence ou de son attestation
- cinq exemplaires originaux du contrat de travail signés par les deux parties.
- les demandes sont effectuées au guichet unique de la ZES.

Selon l'article 5 de l'arrêté portant modalités de délivrance des titres de séjour équivalant au permis de travail au profit des investisseurs et des employés des zones économiques spéciales, les cartes de résident ne sont émises qu'après le visa des services compétents du ministère du travail sur les contrats de travail.

Selon l'article 6 de l'arrêté portant modalités de délivrance des titres de séjour équivalant au permis de travail au profit des investisseurs et des employés des zones économiques spéciales, les droits relatifs à l'obtention de la carte de résident et du visa du contrat de travail sont fixés comme suit :

- visa du contrat de travail : cinquante mille (50.000) francs CFA
- carte de résident de cinq (05) ans : trois cent cinquante mille (350.000) francs CFA

Ces frais sont payés par le bénéficiaire. Il est exempté du paiement du cautionnement de rapatriement. Les frais liés à son rapatriement sont payés par son employeur ou la Société d'aménagement et de gestion de la zone en cas de défaillance de ce dernier.

Selon l'article 7 de l'arrêté portant modalités de délivrance des titres de séjour équivalant au permis de travail au profit des investisseurs et des employés des zones économiques spéciales, les salariés des entreprises de la ZES sont dispensés du permis de travail ; mais les services compétents du ministère du travail et de la fonction publique restent habilités à effectuer des contrôles dans ces entreprises pour faire respecter la législation en matière de travail en vigueur au Bénin.

- a criminal record of the country of origin or of last residence for the first card and that of Benin for the renewal or any other equivalent document issued by the consular services ;
- proof of profession :
- an explanatory note on the position to be filled
- CV
- a copy of the reference diploma or its certificate
- five original copies of the employment contract signed by both parties.
- applications are made at the one-stop shop of the SEZ.

According to article 5 of the decree on the modalities for issuing residence permits equivalent to the work permit for the benefit of investors and employees of special economic zones, resident cards are only issued after the visa of the competent services of the Ministry of Labor on employment contracts.

According to article 6 of the decree on the modalities of issuance of residence permits equivalent to the work permit for the benefit of investors and employees of special economic zones, the rights relating to obtaining the resident card and the visa of the employment contract are fixed as follows:

- visa of the employment contract: fifty thousand (50,000) XOF
- five (05) year resident card: three hundred and fifty thousand (350,000) XOF

These fees are paid by the beneficiary. He is exempt from paying the repatriation bond. The costs associated with his repatriation are paid by his employer or the Zone Planning and Management Company in the event of default by the latter.

According to article 7 of the "arrete" on the modalities of issuance of residence permits equivalent to the work permit for the benefit of investors and employees of special economic zones, employees of companies in the SEZ are exempt from the work permit; but the competent services of the Ministry of Labor and the Public Service remain empowered to carry out checks in these companies to enforce the labor legislation in force in Benin.

Selon l'article 8 de l'arrêté portant modalités de délivrance des titres de séjour équivalant au permis de travail au profit des investisseurs et des employés des zones économiques spéciales, les investisseurs et employés des Zones économiques spéciales peuvent, dans les mêmes conditions, demander et obtenir les cartes d'un an et 3 ans habituellement délivrées par la Direction de l'émigration.

Permis de travail

Les formalités d'obtention du permis de travail figurant à **l'annexe 8**.

According to article 8 of the decree on the modalities for issuing residence permits equivalent to the work permit for the benefit of investors and employees of special economic zones, investors and employees of special economic zones may, under the same conditions, apply for and obtain the one-year and three-year cards usually issued by the Directorate of Emigration.

Work Permit

The formalities for obtaining the work permit appearing in **Appendix 8**.

SECTION 3.5 : LES EXONERATIONS AU SEIN DE LA GDIZ

SECTION 3.5: FISCAL EXEMPTIONS WITHIN GDIZ

Régime douanier	REGIME DES EXPORTATIONS <ul style="list-style-type: none"> Exonération totale de droits de douane Procédure simplifiée de transferts des marchandises importées vers la ZES REGIME DE PROMOTION DES ECHANGES INTRACOMMUNAUTAIRES <ul style="list-style-type: none"> Exonération de droits de douane (excepté les matières premières et intrants) sur les machines, matériaux, outillages et pièces détaillées en lien avec le programme de production Procédure simplifiée de transferts des marchandises importés vers la ZES Offre le bénéfice de certificat d'origine communautaire. 	Customs system	EXPORT REGIME <ul style="list-style-type: none"> Total exemption from customs duties Simplified procedure transferring imported goods to the SEZ INTRACOMMUNITY EXCHANGE PROMOTION REGIME <ul style="list-style-type: none"> Exemption from customs duties (levy of customs duties on the import of raw materials and inputs but exemption from entry duties on machinery, equipment, tools and detailed parts in connection with the production program) Simplified procedure for transfers of imported goods to the SEZ Offers the benefit of a certificate of community origin.
Régime Fiscale	<ul style="list-style-type: none"> Exonération de tous impôts : Impôt sur les sociétés, Impôt sur les dividendes, TVA, Contributions foncières sur propriétés bâties et non bâties, droit enregistrement et de mutation, toutes retenues fiscales à la source Liberté de rapatriement des revenus Liberté de distribution des dividendes Remboursement des crédits de TVA sous 30 jours 	Tax system	<ul style="list-style-type: none"> Exemption from all taxes: corporate tax, dividend tax, VAT, contributions on built and unbuilt properties, registration and transfer rights, all withholding tax Freedom to repatriate income Freedom to distribute dividends Refund of VAT credits within 30 days

Régime commerciale	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de licence ni de définition de quotas pour les importations ; • Liberté de vente sur le territoire douanier • Liberté de transferts de fonds à travers les institutions financières agréées 	Trade regime	<ul style="list-style-type: none"> • No license or definition of quota imports; • Freedom of sale in the customs territory • Freedom of fund transfers through approved financial institutions
Régime sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Exonération patronale sur salaires • Contrat de travail librement négocié : Pas d'exigence de SMIG dans la Zone • Facilitation de la délivrance des visas d'entrée et des cartes de résidents économiques 	Social system	<ul style="list-style-type: none"> • Employer's exemption on wages • Freely negotiated employment contract: No minimum wage requirement in the Zone; • Facilitation of the issuance of entry visas and economic resident cards

ANNEXES

Annexe 1: Système bancaire, d'assurance et de financement

N°	Système bancaire	Présentation
1	La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)	<p>La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est l'Institut d'émission commun aux huit (8) États membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).</p> <p>C'est un établissement public international dont le siège est fixé à Dakar. Outre l'émission des signes monétaires dans les Etats membres de l'Union dont elle a le privilège exclusif, la BCEAO a en charge :</p> <ul style="list-style-type: none">• la centralisation des réserves de devises de l'Union,• la gestion de la politique monétaire des Etats membres de l'Union,• la tenue des comptes des Trésors des Etats de l'Union,• la définition de la loi bancaire applicable aux banques et aux établissements financiers.
2	Le Conseil National du Crédit	<p>Le Conseil National du Crédit siège auprès de l'agence nationale de la BCEAO.</p> <p>Il est présidé par le Ministre de l'Economie et des Finances ou son représentant.</p> <p>Le Comité apprécie les besoins de financement de l'activité économique du pays, propose au Conseil d'Administration le montant de crédit intérieur et celui des concours que la Banque Centrale pourra consentir aux banques et au Trésor, et en assure l'utilisation et le contrôle dans l'Etat concerné.</p>
3	LES BANQUES	<p>Au terme de l'article 3 de la loi n° 2012-24 du 24 juillet 2012 portant réglementation bancaire, « Sont considérées comme banques : les établissements de crédit habilités à effectuer toutes les opérations de banques telles que définies à l'article 2, alinéa 2 de ladite loi ».</p> <p>Au Bénin, on compte actuellement quinze (15) banques :</p> <ul style="list-style-type: none">• BANQUE INTERNATIONALE du BENIN (BIBE).• BANK Of AFRICA (BOA).• ORABANK BENIN (OBB).• ECOBANK BENIN (EBB).• NSIA BANQUE.• SOCIETE GENERALE du BENIN (SGB).

		<ul style="list-style-type: none"> • BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE (BSIC-BENIN). • BANQUE ATLANTIQUE AU BENIN (BAB). • BGFIBANK BENIN. • UNITED BANK FOR AFRICA (UBA) • CCEI BANK BENIN Afriland First Group • CBAO BENIN Groupe Attijariwafa Bank • BANQUE AFRICAINE POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (BAIC) • CORIS BANK INTERNATIONAL (CBI) • SOCIÉTÉ NIGÉRIENNE DE BANQUE (SONIBANK)
4	Les Etablissements Financiers	<p>Selon l'article 4 de la loi bancaire n° 2012-24 du 24 juillet 2012, les établissements financiers à caractère bancaire sont des personnes morales, habilitées à effectuer toutes les opérations de banque pour lesquelles elles ont été agréées.</p> <p>Comme les banques, les établissements financiers à caractère bancaire doivent être inscrits sur la liste des établissements financiers avant d'exercer effectivement leurs activités.</p> <p>D'une façon générale, les établissements financiers à caractère bancaire sont en principe autorisés à traiter les mêmes opérations de crédit que les banques, mais ils ne peuvent recevoir de dépôt du public.</p> <p>Actuellement, il n'existe pas d'établissement financier au sein du système bancaire béninois.</p>
5	L'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers du Bénin (APBEF-BENIN)	<p>Peuvent seuls faire partie de l'APBEF-BENIN, et en font obligatoirement partie, les établissements de crédit qui doivent, dans le mois qui suit leur inscription sur la liste des banques ou sur celle des Etablissements Financiers à caractère bancaire tenues par la Banque Centrale conformément aux dispositions de l'article 55 de la loi 2012-24 du 24 juillet 2012 portant réglementation bancaire au Bénin, adhérer à l'Association Professionnelle.</p>

Appendix 1: Banking, insurance and financing system

N°	Banking system	Presentation
1	The Central Bank of West African States (BCEAO)	<p>The Central Bank of West African States (CBWAS) is the issuing institute common to the eight (8) member states of the West African Monetary Union (WAMU).</p> <p>It is an international public establishment headquartered in Dakar. In addition to the issuance of currency signs in the Member States of the Union for which it has the exclusive privilege, the BCEAO is responsible for:</p> <ul style="list-style-type: none"> • the centralization of the Union's currency reserves, • the management of the monetary policy of the Member States of the Union, • keeping the accounts of the Treasuries of the States of the Union, • the definition of the banking law applicable to banks and financial institutions.
2	The National Credit Council	<p>The National Credit Council sits at the national agency of the BCEAO.</p> <p>It is chaired by the Minister of Economy and Finance or his representative.</p> <p>The Committee assesses the financing needs of the country's economic activity, proposes to the Board of Directors the amount of domestic credit and that of the assistance that the Central Bank may grant to the banks and the Treasury, and ensures its use and maintenance. control in the State concerned.</p>
3	THE BANKS	<p>Pursuant to Article 3 of Law No. 2012-24 of July 24, 2012 on banking regulations, "The following are considered to be banks: credit institutions authorized to carry out all banking operations as defined in article 2, paragraph 2 of the said law".</p> <p>In Benin, there are currently fifteen (15) banks:BANQUE INTERNATIONALE du BENIN (BIBE).</p> <ul style="list-style-type: none"> • BANK Of AFRICA (BOA). • ORABANK BENIN (OBB). • ECOBANK BENIN (EBB). • NSIA BANQUE. • SOCIETE GENERALE du BENIN (SGB). • BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE (BSIC-BENIN). • BANQUE ATLANTIQUE AU BENIN (BAB). • BGFBANK BENIN. • UNITED BANK FOR AFRICA (UBA) • CCEI BANK BENIN Afriland First Group • CBAO BENIN Groupe Attijariwafa Bank • BANQUE AFRICAINE POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (BAIC)

		<ul style="list-style-type: none"> • CORIS BANK INTERNATIONAL (CBI) • SOCIÉTÉ NIGÉRIENNE DE BANQUE (SONIBANK)
4	Financial Institutions	<p>According to Article 4 of Banking Law No. 2012-24 of July 24, 2012, financial institutions of a banking nature are legal persons, authorized to carry out all banking transactions for which they have been authorized.</p> <p>Like banks, financial institutions of a banking nature must be registered on the list of financial institutions before actually carrying out their activities.</p> <p>Generally speaking, financial institutions of a banking nature are in principle authorized to process the same credit transactions as banks, but they cannot receive deposits from the public.</p> <p>Currently, there is no financial institution within the Beninese banking system.</p>
5	The Professional Association of Banks and Financial Institutions of Benin (APBEF-BENIN)	<p>May only be part of APBEF-BENIN, and must be part of it, credit institutions which must, in the month following their registration on the list of banks or on that of Financial Institutions of a banking nature held by the Central Bank in accordance with the provisions of article 55 of law 2012-24 of July 24, 2012 on banking regulations in Benin, join the Professional Association.</p>

Annexe 2 : Restaurants

RESTAURANT	SPECIALITES	CONTACTS
La Villa Livingstone	Française, Européenne, Internationale	<ul style="list-style-type: none"> Patte d'Oie, Cotonou Bénin ① : +229 60 29 85 85
Les 3 Mousquetaires	Française, Européenne, Internationale	<ul style="list-style-type: none"> 657 Rue, Cotonou Bénin +229 66 72 62 48
La cabane du pêcheur	Fruits de mer & Poisson, Africaine	<ul style="list-style-type: none"> Route des pêches fiyegnon 2, Cotonou Bénin ① : +229 95 55 00 03
Livingstone	Bar, Pizza	<ul style="list-style-type: none"> Haie Vive, Cotonou Bénin
Jaaba - Grill & Bar	Africaine, Internationale, Barbecue/Grillades	<ul style="list-style-type: none"> 2356 Rue, Cotonou Bénin - ① : +229 66 00 80 60
Shamiana	Indienne, Asiatique	<ul style="list-style-type: none"> Cocotier, Lot Q 5, A Cote Maep, Cotonou Bénin ① : +229 97 97 09 03
Tandoori Nights	Indienne, Chinoise, Asiatique	<ul style="list-style-type: none"> Lot 24 Haiv Vive Just Avant le Restaurant Terenga, Cotonou BP 5465 Bénin ① : +229 97 97 45 79
Bangkok Terrasse	Asiatique, Thaï	<ul style="list-style-type: none"> Rue 449 01 BP. 3463, Cotonou Bénin ① : +229 21 30 37 86
Le Privé	Française, Européenne	<ul style="list-style-type: none"> Quartier Ganhi situe entre la tour miséricorde et l'Eglise Notre Dame, Cotonou Bénin ① : +229 97 29 17 17
Maquis du Port	Africaine	<ul style="list-style-type: none"> Rue du Port, Cotonou Bénin
HOTEL DU LAC	Française, Européenne	<ul style="list-style-type: none"> Akpakpa Dodomeh, Cotonou BP 184 Bénin - ① : +229 21 33 19 19
La Plancha	Mexicaine, Européenne	<ul style="list-style-type: none"> Haie Vive, Cotonou Bénin - ① : +229 97 97 63 91
Le Sorrento	Méditerranéenne, Européenne	<ul style="list-style-type: none"> Blvd St Michel, Zongo, Cotonou Bénin - ①+229 21 30 37 79

Appendix 2 : Restaurants

RESTAURANT	SPECIALITES	• CONTACTS
La Villa Livingstone	French, European, International	• Patte d'Oie, Cotonou Bénin - ☎ : +229 60 29 85 85
Les 3 Mousquetaires	French, European, International	• 657 Rue, Cotonou Bénin - +229 66 72 62 48
la cabane du pecheur	Seafood, African	• Route des pêches fiyegnon 2, Cotonou Bénin - ☎ : +229 95 55 00 03
Livingstone	Bar, Pizza	• Haie Vive, Cotonou Bénin
Jaaba - Grill & Bar	African, International, Barbecue	• 2356 Rue, Cotonou Bénin - ☎ : +229 66 00 80 60
Shamiana	Indian, Asian	• Cocotier, Lot Q 5, A Cote Maep, Cotonou Bénin - ☎ : +229 97 97 09 03
Tandoori Nights	Indian, Chinese, Asian	• Lot 24 Haie Vive Just Avant le Restaurant Terenga, Cotonou BP 5465 Bénin • ☎ : +229 97 97 45 79
Bangkok Terrasse	Asian, Thai	• Rue 449 01 BP. 3463, Cotonou Bénin - ☎ : +229 21 30 37 86
Le Privé	French, European	• Quartier Ganhi situe entre la tour miséricorde et l'Église Notre Dame, Cotonou Bénin • ☎ : +229 97 29 17 17
Maquis du Port	African	• Rue du Port, Cotonou Bénin - ☎ : +229 66 06 00 00
HOTEL DU LAC	French, European	• Akpakpa Dodomeh, Cotonou BP 184 Bénin - ☎ : +229 21 33 19 19
La Plancha	Mexican, European	• Haie Vive, Cotonou Bénin • ☎ : +229 97 97 63 91
Le Sorrento	Mediterranean, European	• Blvd St Michel, Zongo, Cotonou Bénin • ☎ : +229 21 30 37 79

Annexe 3 : Supermarchés

SUPERS/HYpermarchés	ADRESSE	CONTACTS
SUPER U / EREVAN	Centre commercial Erevan, Zone résidentielle de l'aéroport Cotonou	Tél. : (229) 21 30 84 40 - 21 30 84 41 contacts@erevanbenin.com
U EXPRESS GANHI	Zone commerciale de Ganhi, Cotonou	
SUPER U AKPAKPA	Carrefour PK3 route de Porto-Novo, Akpakpa	
ETS FRANC PRIX	C/ 783, Bd. du Canada Vodjè - 01 BP 1095 Cotonou	+229 21 30 65 63 +229 94 96 16 04 +229 97 83 83 00
MONT SINAI	Voie 40, Carrefour Cadjéhoun, Zone Aéroport 01 BP 5541 Cotonou	+229 21 30 58 12 +229 21 30 57 69 +229 96 21 55 76 +229 95 30 26 47 +229 66 42 64 01
SUPERMARCHE LA TORNADE	Av de la Francophonie Gbèdégbé Cotonou - Bénin	+229 21 38 25 93 +229 67 72 20 75
BENIN MARCHE	Rue 1110 Mènontin - 01 BP 1086 Cotonou - Bénin	(+229) 21 38 09 55
WORLD MARKET BENIN	C/3830, après deuxième pont en quittant le Carrefour Adjaha Agla - 03 BP 0048 Cotonou - Bénin	(+229) 97 19 54 14 (+229) 61 08 84 84
AZIMA STORE SUPERMARCHE	Carrefour Bidossessi Abomey-Calavi - Bénin	(+229) 21 31 23 62 (+229) 94 99 72 50

Appendix 3 : Supermarkets

SUPER/HYPERMARKETS	ADRESS	CONTACTS
SUPER U / EREVAN	Erevan shopping center, Cotonou airport residential area	Tél. : (229) 21 30 84 40 - 21 30 84 41 contacts@erevanbenin.com
U EXPRESS GANHI	Ganhi commercial area, Cotonou	
SUPER U AKPAKPA	crossroads PK3 Porto-Novo road, Akpakpa	
ETS FRANC PRIX	C/ 783, Bd. du Canada Vodjè - 01 BP 1095 Cotonou	+229 21 30 65 63 +229 94 96 16 04 +229 97 83 83 00
MONT SINAI	Road 40, crossroads Cadjéhoun, Airport Zone01 BP 5541 Cotonou	+229 21 30 58 12 +229 21 30 57 69 +229 96 21 55 76 +229 95 30 26 47 +229 66 42 64 01
SUPERMARCHE LA TORNADE	Av of Francophonie Gbédégbé Cotonou - Bénin	+229 21 38 25 93 +229 67 72 20 75
BENIN MARCHE	Rue 1110 Mènontin - 01 BP 1086, Cotonou - Bénin	(+229) 21 38 09 55
WORLD MARKET BENIN	C/3830, after second bridge leaving the Carrefour Adjaha Agla - 03 BP 0048 - Cotonou - Bénin	(+229) 97 19 54 14 (+229) 61 08 84 84
AZIMA STORE SUPERMARCHE	crossroads Bidossessi Abomey-Calavi - Bénin	(+229) 21 31 23 62 (+229) 94 99 72 50

Annexe 4: Terrains disponible et leur localisation

Terrains	Localisation	Superficie en m2	Coût	Titre foncier
FIDJROSSE-Erevan	100 m de la route	810	460.000.000	Classé avec un titre foncier
Zone cocotier		800	550.000.000	Titre foncier disponible
EREVAN (02)		450	300.000.000	Titre foncier disponible
		975	600.000.000	Titre foncier disponible
02 Terrains clôturés		900	500.000.000/ parcelle	Titre foncier disponible
		1800	Tout à 950.000.000	
CEN-SAD (zone Erevan)	Très proche d'EREVAN	450	250.000.000	Titre foncier disponible
		810	500.000.000	Titre foncier disponible
		900	500.000.000	Titre foncier disponible
		6023	4.500 .000.000	Titre foncier disponible
STEINMETZ	Du côté de Steinmetz	900	800.000.000	Titre foncier disponible
GANHI	Non loin de MTN, près de la route	2000m ²	2.600.000.000	Titre foncier disponible
	Non loin de la route	3502m ²	4.000.000.000	Titre foncier disponible
		Plus d'1ha	15.000.000.000	Titre foncier disponible
AEROPORT	Sur la route de l'aéroport	4000m ²	4.000.000.000	Titre foncier disponible
	Devant l'Hôtel Du Port	4002m ²	3.000.000.000	Titre foncier disponible

Appendix 4 : Lands available and their location

Lands	Locations	Area sq.M	Cost	Land title
FIDJROSSE-Erevan	100m from the road	810	460.000.000	Classified with land title
Zone cocotier		800	550.000.000	Land title available
EREVAN (02) parcels		450	300.000.000	Land title available
		975	600.000.000	Land title available
		900	500.000.000/ parcel	Land title available
02 Fenced Plots		1800	All at 950.000.000	Land title available
CEN-SAD (zone Erevan)	Very closer to EREVAN	450	250.000.000	Land title available
		810	500.000.000	Land title available
		900	500.000.000	Land title available
		6023	4.500 .000.000	Land title available
STEINMETZ	At Steinmetz side	900	800.000.000	Land title available
GANHI	Not far from MTN near the road	2000m ²	2.600.000.000	Land title available
	Not far from the road	3502m ²	4.000.000.000	Land title available
		More than 1ha	15.000.000.000	Land title available
AEROPORT	On the airport road	4000m ²	4.000.000.000	Land title available
	In front of Hôtel Du Port	4002m ²	3.000.000.000	Land title available

Annexe 5 : Avantages du code des investissements

Régime A	Investissement de 50 MFCFA à moins d'un Mds	Période d'installation : exonération totale des droits et taxes d'entrée Période d'exploitation (5 ans sur toute l'étendue du territoire) : <ul style="list-style-type: none"> • exonération de l'impôt sur les sociétés (IS) • exonération des patentés et licences • réduction de 50% du montant de la contribution patronale sur salaires
Régime B	Investissement de 1 Mds FCFA à moins de 50 Mds	Période d'installation : exonération totale des droits et taxes d'entrée Période d'exploitation (Zone 1 : 8 ans Zone 2 : 10 ans Zone 3 : 12 ans) <ul style="list-style-type: none"> • exonération de l'impôt sur les sociétés (IS) ; • exonération des patentés et licences ; • réduction de 80% du montant de la contribution patronale sur salaires.
Régime C	Supérieur à 50 Mds MFCF	Période d'installation : exonération totale des droits et taxes d'entrée Période d'exploitation : (Zone 1 : 15 ans Zone 2 : 16 ans Zone 3 : 17 ans) : <ul style="list-style-type: none"> • exonération de l'impôt sur les sociétés (IS) ; • exonération des patentés et licences ; • exonération du versement patronal sur salaires • exonération de droits d'enregistrement en cas d'augmentation de capital.
Régime d'incitation sectorielle	Investissements éligibles aux régimes A ou B et se situant dans les secteurs prioritaires du PAG (numérique, infrastructure, tourisme, infrastructure, énergie etc.).	Pour le régime A : possibilité de bénéficier des avantages pouvant aller jusqu'au maximum des avantages du régime B Pour le régime B : possibilité de bénéficier des avantages pouvant aller jusqu'au maximum des avantages du régime
Régime des investissements spécifiques	Infrastructures et d'équipements à usage touristique, culturel, sportif, sanitaire, éducatif Infrastructures pour l'entreposage de produits tels que le gaz, les hydrocarbures, les produits chimiques	<ul style="list-style-type: none"> • Phase d'investissement : exonération totale des droits et taxes d'entrée, à l'exception de la taxe de voirie, de la taxe de statistique, du timbre douanier, du Prélèvement Communautaire (PC), du Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) et du Prélèvement de Solidarité (PS) sur l'ensemble des investissements agréés ; • Phase d'exploitation : régime de droit commun

Appendix 5 : Avantages of the investments code

Plan A	Investment of 50 million to 1 less than a billion	<p>Installation period: total exemption from entry fees and taxes</p> <p>Operation period (5 years over the entire territory):</p> <ul style="list-style-type: none"> • exemption from corporation tax (IS) • exemption from patents and licenses • 50% reduction in the amount of employer contribution on wages
Plan B	Investment of 1 billion FCFA to less than 50 billion	<p>Installation period: total exemption from entry fees and taxes</p> <p>Operation period (Zone 1: 8 years Zone 2: 10 years Zone 3: 12 years)</p> <ul style="list-style-type: none"> • exemption from corporation tax (IS); • exemption from patents and licenses; • 80% reduction in the amount of the employer's contribution to wages.
Plan C	Over 50 billion MFCF	<p>Installation period: total exemption from entry fees and taxes</p> <p>Operation period: (Zone 1: 15 years Zone 2: 16 years Zone 3: 17 years):</p> <ul style="list-style-type: none"> • exemption from corporation tax (IS). • exemption from patents and licenses; • exemption from employer's payment on wages • exemption from registration fees in the event of a capital increase.
Sectoral incentive scheme	Investments eligible for A or B schemes and located in the priority sectors of the PAG (digital, infrastructure, tourism, infrastructure, energy, etc.).	<p>For plan A: possibility of benefiting from the advantages up to the maximum of the advantages of plan B</p> <p>For plan B: possibility of benefiting from the advantages up to the maximum of the advantages of the plan</p>
Specific investment regime	Infrastructures and equipment for tourist, cultural, sporting, health, educational use Infrastructure for the storage of products such as gas, hydrocarbons, chemicals	<ul style="list-style-type: none"> • Investment phase: total exemption from import duties and taxes, with the exception of road tax, statistical tax, customs stamp, Community levy (PC), Community solidarity levy (PCS) and the Solidarity Levy (PS) on all approved investments; • Operating phase: common law regime

Annexe 6 : Avantages de la ZES

Régime douanier	<p>REGIME DES EXPORTATIONS</p> <ul style="list-style-type: none">• Exonération totale de droits de douane• Procédure simplifiée de transferts des marchandises importées vers la ZES <p>REGIME DE PROMOTION DES ECHANGES INTRACOMMUNAUTAIRES</p> <ul style="list-style-type: none">• Exonération de droits de douane (prélèvement de droits de douane sur l'importation des matières premières et intrants - mais exonération de droits d'entrée sur les machines, matériels, outillages et pièces détaillées en lien avec le programme de production)• Procédure simplifiée de transferts des marchandises importés vers la ZES• Offre le bénéfice de certificat d'origine communautaire.
Régime Fiscale	<ul style="list-style-type: none">• Exonération de tous impôts : Impôt sur les sociétés, Impôt sur les dividendes, TVA, Contributions foncières sur propriétés bâties et non bâties, droit enregistrement et de mutation, toutes retenues fiscales à la source• Liberté de rapatriement des revenus• Liberté de distribution des dividendes• Remboursement des crédits de TVA sous 30 jours
Régime commerciale	<ul style="list-style-type: none">• Pas de licence ni de définition de quotas pour les importations ;• Liberté de vente sur le territoire douanier• Liberté de transferts de fonds à travers les institutions financières agréées
Régime sociale	<ul style="list-style-type: none">• Exonération patronale sur salaires• Contrat de travail librement négocié : Pas d'exigence de SMIG dans la Zone ;• Facilitation de la délivrance des visas d'entrée et des cartes de résidents économiques

Appendix 6 : Advantages of ZES

	<p>EXPORT REGIME</p> <ul style="list-style-type: none">• Total exemption from customs duties• Simplified procedure for transferring imported goods to the SEZ
Customs system	<p>INTRACOMMUNITY EXCHANGE PROMOTION REGIME</p> <ul style="list-style-type: none">• Exemption from customs duties (levy of customs duties on the import of raw materials and inputs - but exemption from entry duties on machinery, equipment, tools and detailed parts in connection with the production program)• Simplified procedure for transfers of imported goods to the SEZ• Offers the benefit of a certificate of community origin.
Tax system	<ul style="list-style-type: none">• Exemption from all taxes: corporate tax, dividend tax, VAT, land contributions on built and unbuilt properties, registration and transfer rights, all withholding tax• Freedom to repatriate income• Freedom to distribute dividends• Refund of VAT credits within 30 days
Trade regime	<ul style="list-style-type: none">• No license or definition of quotas for imports;• Freedom of sale in the customs territory• Freedom of fund transfers through approved financial institutions
Social system	<ul style="list-style-type: none">• Employer's exemption on wages• Freely negotiated employment contract: No minimum wage requirement in the Zone;• Facilitation of the issuance of entry visas and economic resident cards

Annexe 7: Formalités d'immigration

Description	Acte réglementaire	Pièces à fournir	Coûts	Délai	Plateforme numérique
CARTE DE SEJOUR <ul style="list-style-type: none"> - Réception du dossier ; - Enregistrement ; - Etudes préliminaires du dossier ; - Avis du Chef Services des Etrangers ; - Avis du Directeur de l'Emigration et de l'immigration ; - Avis du Directeur général de la Police républicaine ; - Impression ; - Impression ; - Remise ; - Mise en Place et Gestion des archives. <p>Trois (03) types de cartes de résident sont délivrés au Bénin à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la carte de résident temporaire (CEDEAO et hors CEDEAO) : durée 1 an ; - la carte de résident ordinaire (CEDEAO et hors CEDEAO) : durée 3 ans. 	<ul style="list-style-type: none"> - Loi N°86-012 du 26 février 1986 portant régime des étrangers en République du Bénin ; - Décret N° 2006-066 du 24 février 2006 portant règlementation de l'hébergement des étrangers en République du Bénin ; - Arrêté N°003 MIS/P/MEFPD/DC/SGM/DGPN/DEI/SA du 07 janvier 2015 portant modalités de perception et de répartition des produits issus de la délivrance des cartes de séjour, des visas et des titres spéciaux de voyage en République du Bénin. 	<p>Etablissement (Pays de la CEDEAO)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Certificat de résidence (Chef d'Arrondissement) + Attestation de résidence (Chef de quartier ou de village, Certificat d'hébergement pour les élèves et étudiants) ; - Attestation de visite médicale : (datant de moins de trois (03) mois) : délivré par un médecin du Centre de Santé de la Police Républicaine sis à Vêdoko à Cotonou ; - Extrait de casier judiciaire du pays d'origine ou de dernière résidence : datant de moins de trois (03) mois ; - Preuve d'activités professionnelles, d'étude au Bénin ou d'appartenance à un ordre professionnel ou confessionnel ; - Contrat de travail visé par les services compétents du ministère chargé du travail ; - Preuve fiscale de l'année en cours pour ceux qui travaillent dans une structure astreinte au paiement des fiscs (de l'employeur pour l'employé) ; - Photos d'identité couleur sur fond blanc (02) ; - Photocopie du passeport en entier ou du document de voyages en cours de validité ; - Frais de constitution du dossier (une somme équivalente aux droits en vigueur à la date de la demande : voir tarifs) ; - Carte consulaire (photocopie). 	<ul style="list-style-type: none"> - Première et deuxième temporaires (1an) CEDEAO : 20.000 FCFA ; - Ordinaires CEDAO (03 ans) : 50.000 FCFA ; - Privilégiée CEDEAO (10 ans) : 100.000 FCFA. - Première et deuxième temporaires HORS-CEDEAO : 100.000 FCFA. - *NB : les demandeurs de première temporaire hors CEDEAO paient une majoration du cautionnement de rapatriement ; - Ordinaire HORS CEDEAO : 250.000 FCFA ; - Privilégié HORS CEDEAO : 800.000 FCFA. 	<p>a. L'établissement d'une carte de séjour peut nécessiter trois (03) à quinze (15) jours.</p> <p>b. Ce délai peut se trouver rallongé à 45 jours et plus.</p>	En cours

- la carte de résident privilégié (CEDEAO et hors CEDEAO) : durée 10 ans					
		<p><i>Renouvellement (Pays de la CEDEAO)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Idem qu'à l'établissement ; - Ancienne carte : obligatoire et - Extrait de casier judiciaire délivré par la cour d'appel de Cotonou. 			
		<p><i>Etablissement (Pays hors CEDEAO)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Idem qu'établissement Pays de la CEDEAO ; - Quitus (pour les communautés qui y sont astreintes) ; - Caution de rapatriement à verser au Trésor (sauf pour les ressortissants des pays ayant conclu des accords de suppression de caution avec le Bénin) ; - 20% de la caution 			
DISPOSITIONS DANS LE CADRE D'UNE FACILITATION DES FORMALITES EN VUE DE L'OBTENTION DE LA CARTE DE SEJOUR AU PROFIT DE CERTAINES CATEGORIES DE DEMANDEURS		<p>1-Equipement</p> <p>La procédure actuelle nécessite des :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des machines de lecture automatique de documents de voyage, - Ordinateurs intégrant un appareil photo ; - Des machines de lecture automatique de documents de voyage ; - Un lecteur de billet de banque, - Un capteur d'empreintes digitales ; - Une imprimante de récépissé ; - Des lampes d'assistance pour la prise de photographie. <p>Deux kits suffiront pour un début au guichet unique</p>	En cours	En cours	

Appendix 7: Immigration formalities

Description	Regulatory act	Documents required	Costs	Time limit	Digital platform
RESIDENCE PERMIT <ul style="list-style-type: none"> - Receipt of the file - Registration - Preliminary studies of the file - Opinion of the Head of Foreign Services - Opinion of the Director of Emigration and Immigration - Opinion of the Director General of the Republican Police - Impression - Discount - Establishment and management of archives. <p>Three (03) types of resident cards are issued in Benin namely:</p> <ul style="list-style-type: none"> - The temporary resident card (ECOWAS and outside ECOWAS): duration 1 year; - Ordinary resident card (ECOWAS and outside ECOWAS): duration 3 years - The privileged resident card (ECOWAS and 	<ul style="list-style-type: none"> - N ° 86-012 of February 26, 1986 establishing the foreigners in the Republic of Benin; - Decree No. 2006-066 of February 24, 2006 regulating the accommodation of foreigners in the Republic of Benin; - Decree No. 003 MISP / MEFPD / DC / SGM / DGPN / DEI / SA of January 07, 2015 on the terms of collection and distribution of the products resulting from the issuance of residence cards, visas and special travel documents in the Republic of Benin 	<p>Establishment (ECOWAS country)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Certificate of residence (Head of District) <ul style="list-style-type: none"> + Certificate of residence (Head of district or village); - Accommodation certificate for pupils and students; - Certificate of medical examination: (less than three (03) months old): issued by a doctor from the Republican Police Health Center located in Vêdoko in Cotonou; - Extract from the criminal record of the country of origin or of last residence: less than three (03) months old; - Proof of professional activities, study in Benin or membership of a professional or denominational order; - Employment contract approved by the competent services of the ministry in charge of labor; - Tax proof of the current year for those who work in a structure liable to pay tax (from the employer to the employee); - Color identity photos on a white background (02); - Photocopy of the entire passport or valid travel document; - Costs of constitution of the file (a sum equivalent to the rights in force on the date of the request: see prices); - Consular card (photocopy). 	<ul style="list-style-type: none"> - First and second temporary (1 year) ECOWAS: 20,000 FCFA; - CEDAO ordinary (03 years): 50,000 FCFA; - ECOWAS privileged (10 years): 100,000 FCFA. - First and second temporary NON-ECOWAS: 100,000 FCFA. <p>NB: applicants for the first temporary outside ECOWAS pay an increase in the repatriation bond;</p> <ul style="list-style-type: none"> - ordinary OUTSIDE ECOWAS: 250,000 FCFA; - privileged OUTSIDE ECOWAS: 800,000 FCFA 	<p>a- The establishment of a residence permit may require three (03) to fifteen (15) days.</p> <p>b- This period may be extended to 45 days or more.</p>	In Progress

Description	Regulatory act	Documents required	Costs	Time limit	Digital platform
outside ECOWAS): 10 years duration					
		<p>Renewal (ECOWAS countries)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Same as at the establishment; - Old card: compulsory and - Extract from the criminal record issued by the Cotonou Court of Appeal. 			
		<p>Establishment (Countries outside ECOWAS)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Same as for ECOWAS country establishment; - Discharge (for the communities which are required to do so); - Repatriation deposit to be paid to the Treasury (except for nationals of countries which have concluded surety waiver agreements with Benin); <p>20% of the deposit</p>			
PROVISIONS IN THE FRAMEWORK OF FACILITATION OF FORMALITIES WITH A VIEW TO OBTAINING A RESIDENCE CARD FOR THE BENEFIT OF CERTAIN CATEGORIES OF APPLICANTS		<p>1-Equipment</p> <p>The current procedure requires:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Computers incorporating a camera; - Automatic reading machines for travel documents; - A banknote reader; - A fingerprint sensor; - A receipt printer; - Assistance lamps for taking photographs. <p>Two kits will suffice for a one stop shop start</p>			

Annexe 8 : Formalités relatives à l'emploi à la Direction générale du travail

Description	Acte réglementaire	Pièces à fournir	Coûts	Délai	Plateforme numérique
Déclaration d'établissement	Arrêté n°077 MICPME/ MJLDH/MEF/MTFP/ DC/SGM/DGCI/DGCE/SA du 14 mai 2013 portant réglementation des formalités relatives à la création d'entreprise et à l'exercice de toutes activités entrepreneuriales en République du Bénin.	<ul style="list-style-type: none"> - Une Copie RCCM - Une Photocopie carte nationale d'identité ou du passeport - Deux (02) liasses GUFFE 	Néant		En cours d'installation
Autorisation Individuelle d'emploi	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Visa des Contrats de travail des Nationaux • Pour les CDD <ul style="list-style-type: none"> - Articles 13 de la loi 98-004 du 27 janvier 1998 portant code du travail en République du Bénin/ - Article 11, 12 et 13 de la loi n° 2017-05 du 29 août 2017 fixant les conditions d'embauche, de placement de la main d'œuvre et de résiliation du contrat de travail en République du Bénin • Pour les CDI <ul style="list-style-type: none"> - Articles 25 de la loi 98-004 du 27 janvier 1998 portant code du travail en République du Bénin 	3 exemplaires du contrat	Néant	Néant	Néant
	<ul style="list-style-type: none"> Visa des contrats de travail des Expatriés ❖ Permis de travail - Articles 26 à 30 (conditions générales) de la loi 98-004 du 27 janvier 1998 portant code du travail en République du Bénin. - Article 27 de la même loi pour l'obligation de détention du permis de travail - Arrêté n° 134/MFPTRA /DC/SGM/DT/SA du 07 Novembre 2000 fixant le cout du visa de contrat de travail d'expatrié, de la délivrance du permis de travail et des services de santé au travail 	<ul style="list-style-type: none"> - Une demande manuscrite du permis de travail adressée au DGT - Une note explicative sur le poste à pourvoir (intitulé et caractéristiques du poste, rémunération, avantages) ; - La liste nominative du personnel - Un casier judiciaire datant de moins de 3 mois - Un CV ; - Deux (02) photos d'identité - Copies du diplôme de référence ou de son attestation ; - Un certificat d'aptitude médical <u>conjoints</u> délivré par le médecin de la Zone inspecteur du travail ; - Une fiche de renseignement ; - Cinq (05) exemplaires originaux du contrat de travail signés par les 2 parties. 	50.000 FCFA	2 semaines à 1 mois	Néant

Description	Acte réglementaire	Pièces à fournir	Coûts	Délai	Plateforme numérique
Visites médicales	Arrêté n° 54 MTFPTRA/DC/SGM/DT/SST du 06 novembre 1998 Fixant les conditions dans lesquelles sont effectuées les visites médicales d'embauche, les visites périodiques, les visites de reprise du travail et les consultations spontanées	Néant	<ul style="list-style-type: none"> - Expertise médicale : 25.000 FCFA ; - Audiométrie 10.000 FCFA - Spirométrie : 4000 FCFA ; - Certificat médical d'aptitude pour les expatriés : 2500 FCFA ; - Visites médicales des apprentis : 1500 FCFA 		
Attestation de non-litige	Code des marchés publics	<ul style="list-style-type: none"> - Une demande adressée à la Direction Générale du Travail - N° d'enregistrement CNSS ou une attestation d'immatriculation et de paiement de la cotisation délivrée par la CNSS - Copie du registre de commerce - La déclaration trimestrielle de salaire et de cotisation délivrée par la CNSS ou les bulletins de paye des trois (03) derniers mois pour tous les travailleurs - Une attestation d'immatriculation d'impôt (IFU) 	Néant	Néant	Néant
Mise en chômage technique	<ul style="list-style-type: none"> - Article 35 de la loi 98-004 du 27 janvier 1998 portant code du travail en République du Bénin. - Arrêté n°76/MFPTRA/DC/SGM/DT/SRT du 19 juillet 2000 portant application de l'article 35 du code du travail relatif à la suspension du contrat de travail pour cause de difficultés économiques et financières 	Preuve de la difficulté économique	Néant	Néant	Néant
Licenciement pour motif économique	<ul style="list-style-type: none"> - Article 47 et suivant de la loi 98-004 du 27 janvier 1998 portant code du travail en République du Bénin. 	Néant	Néant	Néant	Néant

Appendix 8: Formalities relating to employment at Labor Administration

Description	Regulatory act	Documents required	Costs	Time limit	Digital platform
Declared Establishment	Oder No. 077 MICPME / MJLDH / MEF / MTFP / DC / SGM / DGCI / DGCE / SA of May 14, 2013 regulating the formalities relating to the creation of a company and the exercise of all entrepreneurial activities in the Republic of Benin.	<ul style="list-style-type: none"> - An RCCM Copy ; - Photocopy of national ; - Identity card or passport ; - Two (02) GUFFE bundles 	None		Installing
Individual Employment Authorisation	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Nationals employment contracts visa • For fixed-term contracts <ul style="list-style-type: none"> - Articles 13 of Law 98-004 of January 27, 1998 on the Labor Code in the Republic of Benin ; - Articles 11, 12 and 13 of Law No. 2017-05 of August 29, 2017 setting the conditions for the hiring, placement of labor and termination of the employment contract in the Republic of Benin • Pour les CDI <ul style="list-style-type: none"> - Articles 25 of Law 98-004 of January 27, 1998 on the Labor Code in the Republic of Benin 	3 copies of the contract	None	None	None

Description	Regulatory act	Documents required	Costs	Time limit	Digital platform
	<p>Visa for expatriate employment contracts</p> <p>❖ Work permit</p> <ul style="list-style-type: none"> - Articles 26 to 30 (general conditions) of Law 98-004 of January 27, 1998 relating to the labor code in the Republic of Benin. - Article 27 of the same law for the obligation to hold a work permit - Order n ° 134 / MFPTRA / DC / SGM / DT / SA of 07 November 2000 fixing the cost of the expatriate employment contract visa, the issuance of the work permit and occupational health services 	<ul style="list-style-type: none"> - A handwritten request for the work permit addressed to the DGT - An explanatory note on the post to be filled (title and characteristics of the post, remuneration, benefits); - The personal list of names - A criminal record dating back less than 3 months - A CV ; - Two (02) identity photos - Copies of the reference diploma or its certificate; - A joint medical certificate of aptitude issued by the doctor of the Work Inspector Zone; - An information sheet; - Five (05) original copies of the employment contract signed by both parties. 	50.000 FCFA	2 weeks to 1 month	None

Description	Regulatory act	Documents required	Costs	Time limit	Digital platform
Medical examinations	- Order No. 54 MTFPTRA / DC / SGM / DT / SST of November 6, 1998 Setting the conditions under which hiring medical examinations, periodic visits, return to work visits and spontaneous consultations are carried out	None	<ul style="list-style-type: none"> - Medical expertise: 25,000 FCFA; - Audiometry 10,000 FCFA - Spirometry: 4000 FCFA; - Medical certificate of aptitude for expatriates: 2,500 FCFA; - Medical visits by apprentices: 1500 FCFA 		
Certificate of non-litigation	- Rules of the public markets	<ul style="list-style-type: none"> - A request addressed to the General Directorate of Labor - CNSS registration number or a certificate of registration and payment of the contribution issued by the CNSS - Copy of the trade register - The quarterly declaration of salary and contribution issued by the CNSS or the pay slips of the last three (03) months for all workers - A tax registration certificate (IFU) 	None	None	None

Description	Regulatory act	Documents required	Costs	Time limit	Digital platform
Layoff	<ul style="list-style-type: none"> - article 35 of law 98-004 of January 27, 1998 on the labor code in the Republic of Benin. - Order No. 76 / MFPTRA / DC / SGM / DT / SRT of July 19, 2000 applying Article 35 of the Labor Code relating to the suspension of the employment contract due to economic and financial difficulties 	Proof of economic difficulty	None	None	None
Dismissal for economic reasons	Article 47 and following of the law 98-004 of January 27, 1998 relating to the labor code in the Republic of Benin.	None	None	None	None

Annexe 9 : Renseignements sur la production

1. Description du processus de fabrication ;
2. Matières premières mises en œuvre pour l'obtention des produits fabriqués ;
3. établir un tableau selon le modèle ci-dessus pour chaque produit concerné.

Produits obtenus	Année de référence		
Désignation des matières premières (a)	Numéro de la nomenclature Douanières / CEDEAO	Quantités utilisées	Valeur entrée usine
A. Origine étrangère			
B. Origine CEDEAO			

- (a) spécifier les matières premières principalement utilisées.
4. Matières consommables mises en œuvre pour l'obtention des produits fabriqués
 - Etablir un tableau selon modèle ci-dessous pour chaque produit concerné.

Produits obtenus	Année de référence		
Désignation des matières consommables (a)	Numéro de la nomenclature Douanières / CEDEAO	Quantités utilisées	Valeur entrée usine
A. Origine étrangère			
B. Origine CEDEAO			

- (a) Spécifier les matières premières principalement utilisées.
5. Emballages utilisés pour le conditionnement des produits fabriqués en vue de leur commercialisation

Produits obtenus	Année de référence		
Désignation des emballages (a)	Numéro de la nomenclature Douanières / CEDEAO	Quantités utilisées	Valeur entrée usine
A. Origine étrangère			
B. Origine CEDEAO			

Appendix 9 : Production information

1. Description of the manufacturing process;
2. Raw materials used to obtain the manufactured products;
3. Establish a table according to the above model for each product concerned.

Products obtained	Year of reference	Amounts used	Factory entry value
Description of raw materials (a)	Customs / ECOWAS nomenclature number		
A. Foreign origin			
B. Origin ECOWAS			

(a) specify the raw materials mainly used.

4. Consumable materials used to obtain manufactured products
 - Establish a table according to the above model for each product concerned.

Products obtained	Year of reference	Amounts used	Factory entry value
Description of raw materials (a)	Customs / ECOWAS nomenclature number		
A. Foreign origin			
B. Origin ECOWAS			

(a) Specify the raw materials mainly used.

5. Packaging used for packaging products manufactured with a view to their marketing

Products obtained	Year of reference	Amounts used	Factory entry value
Description of raw materials (a)	Customs / ECOWAS nomenclature number		
A. Foreign origin			
B. Origin ECOWAS			

Annexe 10 : Système d'impôts directs et indirects

N°	LISTE DES IMPÔTS, DROITS ET TAXES	MATIERE IMPOSABLE	BASE		TAUX	EXONERE: OUI/NON	MONTANT
I- PHASE DE CONCEPTION,D'INVESTISSEMENT,DE REALISATION OU D'EXTENSION ET DE RENOUVELLEMENT							
1- Au cordon douanier							
1	Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS)	Valeur CAF		1%	NON	0	
2	Prélèvement Communautaire (PC)	Valeur CAF		0,50%	NON	0	
3	Prélèvement de Solidarité (PS)	Valeur CAF		0,20%	NON	0	
4	Redevances d'Aménagement Urbain (RAU)	Valeur CAF		0,50%	NON	0	
5	Taxe de Voirie (TV)	Valeur CAF		0,85%	NON	0	
6	Taxe Statistique (TSTAT)	Valeur CAF		5%	NON	0	
7	Tout autres droits et taxes perçus au cordon douanier, y compris la TVA à l'importation				OUI	0	
2- En régime intérieur							
1	Tous impôts, droits et taxes perçus au profit du budget de l'Etat ou des collectivités territoriales					OUI	
2	Retenues à la source sur les paiements effectués à des personnes tierces:						
	Impôt sur le revenu des personnes physiques catégorie des traitements et salaires(sur les traitements et salaires versé au personnel)	Salaire Brut arrondi				NON	0
	Impôt sur le revenu des personnes physiques catégorie des revenus des capitaux mobiliers(sur les dividendes, jetons de présence, etc)	Montant Brut du revenu			5% à 15%	NON	
	Retenue à la source de l'impôt sur les bénéfices des prestataire non domicilié au Bénin(prestataires étrangers) il s'applique aux sommes versées aux			pour les personnes physiques	25%	NON	0

	prestataires non domiciliés après un abattement de 60%(CGI,Art. 177)			pour les personnes morales	30%	NON	0
				les prestataires immatriculés à l'IFU	1%	NON	0
	Acompte sur Impôt Assis sur les Bénéfices (AIB) sur les rémunérations versées aux prestataires de services	Montant Hors taxe		les prestataires immatriculés à l'IFU relevant des professions libérales	3%	NON	0
				les prestataires non immatriculés à l'IFU	5%	NON	0
	Retenue à la source sur les revenus fonciers	Loyers annuels		Loyers inférieurs ou égaux à 3millions CFA	10%	NON	0
				Loyers supérieurs à 3millions CFA	20%	NON	0
II- PHASE D'EXPLOITATION OU DE GESTION							
A- S'agissant des énergies non renouvelables							
1- Au cordon douanier							
1	Droit d'Entrée(DE)			Fixé au cordon douanier	NON		

2	Droits de Douanes	Valeur CAF ou Valeur en douane		20%	NON	0	
3	Redevances Statistique (RS)	Valeur CAF ou Valeur en douane		1%	NON	0	
4	TVA à l'importation			augmentée des droits et taxes de toute nature, à l'exclusion de la TVA elle- même	18%	NON	0
5	Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS)	Valeur CAF ou Valeur en douane		1%	NON	0	
6	Prélèvement Communautaire (PC)	Valeur CAF ou Valeur en douane		0,50%	NON	0	
7	Prélèvement de Solidarité (PS)	Valeur CAF ou Valeur en douane		0,20%	NON	0	
8	Redevances d'Aménagement Urbain (RAU)	Valeur CAF ou Valeur en douane		0,50%	NON	0	
9	Taxe de Voirie (TV)	Valeur CAF ou Valeur en douane		0,85%	NON	0	
10	Taxe Statistique (TSTAT)	Valeur CAF ou Valeur en douane		5%	NON	0	

11	Acompte sur Impôt Assis sur les Bénéfices (AIB)			augmentée des droits et taxes de toute nature, à l'exclusion de la TVA elle-même	1%	NON	0
12	Droit et taxes perçus à l'entrée, à l'exception de la Taxe de Voirie (TV), Taxe Statistique (T.STAT) et des prélèvement communautaires sur les équipements et pièces de rechange de l'unité de production ainsi que les combustibles.			Voir tarifs ci-dessus	OUI		
13	Droits et taxes perçus à l'entrée sur les matériels et équipements professionnels destinés de manière temporaire à la réalisation et/ou à l'exploitation des investissements.			Voir tarifs ci-dessus	OUI		
2- En régime intérieur							
1	Impôt sur les sociétés			Industrie	25%	NON	0
				Commerciale	30%		0
2	Impôt sur le Revenu des Personnes Physique(IRPP) catégorie BIC/BNC	Revenu imposable				NON	0
3	Versement Patronal sur salaires (VPS)	SB arrondi		4%			0
4	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)			18%		NON	0
5	Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM)			Inférieur ou égale à 7CV	150 000	NON	
				Supérieur à 7CV et autres	200 000		
6	Taxe pour le développement du sport(si chiffre d'affaires annuel supérieur ou égale à 1 milliard)	Chiffre d'affaire HT		1%		NON	0

7	Taxe sur Activités Financières	Montant brut des intérêts, commissions et autres rémunérations versés aux banques et aux établissements financiers		10%	NON	0	
8	Taxe Unique sur les contrats d'assurance			assurances contre incendie	20%	NON	0
				assurances automobiles et contre les risques divers	10%	NON	0
				assurance de transport	5%	NON	0
				assurances de crédit à l'exportation	0,25%	NON	0
9	Les Droits d'enregistrement et de timbres			Droits fixes		NON	0
				Droits proportionnels		NON	0
10	Redevance de régulation des marchés publics	Montant HT du marché		0,50%	NON	0	
11	Contribution des patentés			Droits fixes		NON	0
				Droits proportionnels		NON	0
12	Taxe Foncière Unique sur les biens appartenant à l'entreprise(TFU-FB/FNB)			propriétés non bâties	5%	NON	0

				propriétés bâties	6%		0
13	Retenues à la source sur les paiements effectués à des personnes tierces:						
14	Impôt sur le revenu des personnes physiques catégorie des traitements et salaires(sur les traitements et salaires versé au personnel)	Salaire Brut arrondi				NON	0
15	Impôt sur le revenu des personnes physiques catégorie des revenus des capitaux mobiliers(sur les dividendes, jetons de présence, etc)	Montant Brut du revenu		5% à 15%		NON	0
16	Retenue à la source de l'impôt sur les bénéfices des prestataire non domicilié au Bénin(prestataires étrangers) il s'applique aux sommes versées aux prestataires non domiciliés après un abattement de 60%(CGI,Art. 177)			pour les personnes physiques	25%	NON	0
				pour les personnes morales	30%	NON	0
17	Acompte sur Impôt Assis sur les Bénéfices (AIB) sur les rémunérations versées aux prestataires de services	Montant Hors taxe		les prestataires immatriculés à l'IFU	1%	NON	0
				les prestataires immatriculés à l'IFU relevant des professions libérales	3%	NON	0
				les prestataires non immatriculés à l'IFU	5%	NON	0

	Retenue à la source sur les revenus fonciers	Loyers annuels		Loyers inférieurs ou égaux à 3millions CFA	10%	NON	0		
				Loyers supérieurs à 3millions CFA	20%	NON	0		
B- S'agissant des énergies renouvelables									
1-Au cordon douanier									
1	Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS)	Valeur CAF ou Valeur en douane		1%		NON	0		
2	Prélèvement Communautaire (PC)	Valeur CAF ou Valeur en douane		0,50%		NON	0		
3	Prélèvement de Solidarité (PS)	Valeur CAF ou Valeur en douane		0,20%		NON	0		
4	Redevances d'Aménagement Urbain (RAU)	Valeur CAF ou Valeur en douane		0,50%		NON	0		
5	Taxe de Voirie (TV)	Valeur CAF ou Valeur en douane		0,85%		NON	0		
6	Taxe Statistique (TSTAT)	Valeur CAF ou Valeur en douane		5%		NON	0		

7	TVA à l'importation			augmentée des droits et taxes de toute nature, à l'exclusion de la TVA elle-même	18%	NON	
8	Tous autres droits et taxes perçus au cordon douanier, y compris la TVA à l'importation sur les biens destinés exclusivement à l'exploitation du projet			Voir tarifs au point II-A-1	OUI		
	Droits et taxes perçus à l'entrée sur les matériels et équipements professionnels destinés de manière temporaire à la réalisation et/ou à l'exploitation des investissements.			Voir tarifs au point II-A-1 supra	OUI		
2- En régime intérieur							
1	Taxe sur Activités Financières(TAF)	Montant brut des intérêts, commissions et autres rémunérations versés aux banques et aux établissements financiers		10%	OUI		
2	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) exigible en régime intérieur sur les acquisitions des biens, services et travaux de toute nature destinés exclusivement à l'exploitation du projet			18%	OUI		
3	Contribution des patentees (CGI. Art. 998 à 1006 bis)			Droit fixe		OUI	

				Droit proportionnel			
4	Taxe Foncière Unique sur les bâtiments appartenant à l'entreprise(TFU/FB)			propriétés non bâties	5%	OUI	
				propriétés bâties	6%		
5	Taxe Foncière Unique sur les propriétés non bâties appartenant à l'entreprise(TFU/FNB)					NON	
6	Impôt sur les sociétés			Industrie	25%	NON	0
				Commerciale	30%		0
7	Impôt sur le Revenu des Personnes Physique(IRPP) catégorie BIC/BNC	Revenu imposable				NON	0
8	Versement Patronal sur salaires (VPS)	SB arrondi		4%			0
9	Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM)			Inférieur ou égale à 7CV	150 000	NON	
				Supérieur à 7CV et autres	200 000		
10	Taxe pour le développement du sport(si chiffre d'affaires annuel supérieur ou égale à 1 milliard)	Chiffre d'affaire HT		1%		NON	0
11	Taxe Unique sur les contrats d'assurance			assurances contre incendie	20%	NON	0
				assurances automobiles et contre les risques divers	10%	NON	0
				assurance de transport	5%	NON	0

				assurances de crédit à l'exportation	0,25%	NON	0
12	Les Droits d'enregistrement et de timbres			Droits fixes		NON	0
				Droits proportionnels		NON	0
13	Redevance de régulation des marchés publics	Montant HT du marché		0,50%		NON	0
14	Taxe Foncière Unique sur les biens appartenant à l'entreprise(TFU-FB/FNB)			propriétés non bâties	5%	NON	0
				propriétés bâties	6%		0
15	Retenues à la source sur les paiements effectués à des personnes tierces:						
16	Impôt sur le revenu des personnes physiques catégorie des traitements et salaires(sur les traitements et salaires versé au personnel)	Salaire Brut arrondi				NON	0
17	Impôt sur le revenu des personnes physiques catégorie des revenus des capitaux mobiliers(sur les dividendes, jetons de présence, etc)	Montant Brut du revenu		5% à 15%		NON	0
18	Retenue à la source de l'impôt sur les bénéfices des prestataire non domicilié au Bénin(prestataires étrangers) il s'applique aux sommes versées aux prestataires non domiciliés après un abattement de 60%(CGI,Art. 177)			pour les personnes physiques	25%	NON	0
				pour les personnes morales	30%	NON	0
19	Acompte sur Impôt Assis sur les Bénéfices (AIB) sur les rémunérations versées aux prestataires de services	Montant Hors taxe		les prestataires immatriculés à l'IFU	1%	NON	0

				les prestataires immatriculés à l'IFU relevant des professions libérales	3%	NON	0
				les prestataires non immatriculés à l'IFU	5%	NON	0
20	Retenue à la source sur les revenus fonciers	Loyers annuels		Loyers inférieurs ou égaux à 3millions CFA	10%	NON	0
				Loyers supérieurs à 3millions CFA	20%	NON	0

Appendix 10: Direct and indirect tax system

N°	LIST OF TAXES, DUTIES AND FEES	TAXABLE SUBJECT MATTER	BASE		RATE	EXEMPT : YES/NO	AMOUNT
I- DESIGN, INVESTMENT, CONSTRUCTION OR EXTENSION AND RENEWAL PHASE							
1- At the customs post							
1	Community Solidarity Levy (CSL)	CIF value		1%	NO	0	
2	Community levy (PC)	CIF value		0,50%	NO	0	
3	Solidarity Levy (SL)	CIF value		0,20%	NO	0	
4	Urban Development Charges (RAU)	CIF value		0,50%	NO	0	
5	Road tax (TV)	CIF value		0,85%	NO	0	
6	Statistical tax (TSTAT)	CIF value		5%	NO	0	
7	All other duties and taxes collected at the customs cordon, including import VAT				YES	0	
2- In domestic regime							
1	All taxes, duties and fees collected for the benefit of the State budget or local authorities				YES		
2	Withholding taxes on payments made to third parties:						
	Personal income tax in the category of salaries and wages (on salaries and wages paid to staff)	Rounded Gross Salary			NO	0	
	Personal income tax in the category of income from movable assets (on dividends, directors' fees, etc.)	Gross income amount		5% à 15%	NO		
	Withholding tax on the profits of service providers not domiciled in Benin (foreign service providers) applies to sums paid to non-		for natural persons	25%	NO	0	

	domiciled service providers after an allowance of 60% (CGI, Art. 177)			for legal entities	30%	NO	0
				IFU-registered providers	1%	NO	0
	Withholding tax on profits (AIB) on remuneration paid to service providers	Amount before tax		IFU-registered service providers in the liberal professions	3%	NO	0
				providers not registered with the IFU	5%	NO	0
	Withholding tax on property income	Annual rent		Rents less than or equal to 3 million CFA francs	10%	NO	0
				Rents higher than 3 million CFA francs	20%	NO	0
II- OPERATION OR MANAGEMENT PHASE							
A- Regarding non-renewable energy							
1- At the customs cordon							
1	Entry Duty (ED)			Fixé au cordon douanier	NO		
2	Customs duties	CIF value or customs value		20%	NO	0	
3	Statistical Royalties (SR)	CIF value or customs value		1%	NO	0	

4	Import VAT			plus duties and taxes of any kind, excluding VAT itself	18%	NON	0
5	Community Solidarity Levy (CSL)	CIF value or customs value		1%	NO	0	
6	Community levy (PC)	CIF value or customs value		0,50%	NO	0	
7	Solidarity Levy (PS)	CIF value or customs value		0,20%	NO	0	
8	Urban development charges (RAU)	CIF value or customs value		0,50%	NO	0	
9	Road tax (TV)	CIF value or customs value		0,85%	NO	0	
10	Statistical tax (TSTAT)	CIF value or customs value		5%	NO	0	
11	Advance payment of tax on profits (AIB)			plus duties and taxes of any kind, excluding VAT itself	1%	NO	0
12	Duties and taxes levied at entry, except for the Road Tax (TV), Statistical Tax (TSTAT) and community levies on equipment and spare parts of the production unit as well as fuel.			See rates above	YES		

13	Duties and taxes levied on the entry of professional materials and equipment temporarily intended for the realization and/or exploitation of investments.			See rates above	YES		
2- In domestic regime							
1	Tax on companies			Industry	25%	NO	0
				Commercial	30%		0
2	Personal Income Tax (IRPP) category BIC/BNC	Taxable income				NO	0
3	Employer's payment on salaries (VPS)	SB rounded		4%			0
4	Value Added Tax (VAT)			18%		NO	0
5	Tax on motor vehicles (TVM)			Less than or equal to 7HP	150 000	NO	
				More than 7HP and others	200 000		
6	Tax for the development of sport (if annual turnover is greater than or equal to 1 billion)	Turnover before tax		1%		NO	0
7	Tax on Financial Activities	Gross amount of interest, commissions and other remuneration paid to banks and financial institutions		10%		NO	0
8	Single tax on insurance contracts			fire insurance	20%	NO	0
				automobile and casualty insurance	10%		0

				transport insurance	5%	NO	0
				export credit insurance	0,25%	NO	0
9	Registration and stamp duties			Fixed duties		NO	0
				Proportional duties		NO	0
10	Fee for the regulation of public markets	Amount before tax of the contract		0,50%		NO	0
11	Contribution of the patents			Fixed fees		NO	0
				Proportional fees		NO	0
12	Single property tax on company property (TFU-FB/FNB)			undeveloped properties	5%	NO	0
				built properties	6%		0
13	Withholding tax on payments made to third parties:						
14	Personal income tax on salaries and wages (on salaries and wages paid to staff)	Rounded Gross Salary				NO	0
15	Personal income tax in the category of income from movable assets (on dividends, directors' fees, etc.)	Gross income amount		5% à 15%		NO	0
16	Withholding tax on the profits of service providers not domiciled in Benin (foreign service providers), which applies to amounts paid to non-domiciled service providers after a 60% deduction (CGI, Art. 177)			for natural persons	25%	NO	0
				for legal entities	30%	NO	0
17	Withholding tax on profits (AIB) on remuneration paid to service providers	Amount before tax		IFU-registered service providers	1%	NO	0

				IFU-registered service providers in the liberal professions	3%	NO	0
				service providers not registered with the IFU	5%	NO	0
	Withholding tax on property income	Annual rent		Rents less than or equal to CFA 3 million	10%	NO	0
				Rents higher than 3 million CFA francs	20%	NO	0
B- Regarding renewable energies							
1-At the customs cordon							
1	Community Solidarity Levy (CSL)	CIF value or customs value		1%		NO	0
2	Community levy (PC)	CIF value or customs value		0,50%		NO	0
3	Solidarity Levy (SL)	CIF value or customs value		0,20%		NO	0
4	Urban Development Charges (RAU)	CIF value or customs value		0,50%		NO	0
5	Road tax (TV)	CIF value or customs value		0,85%		NO	0
6	Statistical tax (TSTAT)	CIF value or customs value		5%		NO	0
7	Import VAT			plus duties and taxes of any kind, excluding VAT itself	18%	NO	

8	All other duties and taxes levied at the customs cordon, including import VAT on goods intended exclusively for the operation of the project			See tariffs in point II-A-1	YES	
	Duties and taxes levied on the entry of professional materials and equipment temporarily intended for the realization and/or exploitation of investments.			See rates in point II-A-1 above	YES	

2- In domestic regime

1	Tax on Financial Activities (TAF)	Gross amount of interest, commissions and other remuneration paid to banks and financial institutions		10%	YES	
2	Value Added Tax (VAT) payable in the domestic system on the acquisition of goods, services and works of any kind intended exclusively for the operation of the project			18%	YES	
3	Business tax (CGI. Art. 998 to 1006 bis)			Fixed duty	YES	
				Proportional duty		
4	Single property tax on buildings belonging to the company (TFU/FB)			undeveloped properties	5%	
				built-up properties		
5	Single property tax on non-built properties belonging to the company (TFU/FNB)				NO	
6	Tax on companies			Industry	25%	0
				Commercial	30%	

7	Personal Income Tax (IRPP) BIC/BNC category	Taxable income				NO	0
8	Employer's payment on salaries (VPS)	SB rounded		4%			0
9	Tax on motor vehicles (TVM)			Less than or equal to 7HP	150 000	NO	
				More than 7HP and others	200 000		
10	Tax for the development of sport (if annual turnover is greater than or equal to 1 billion)	Turnover before tax		1%		NO	0
11	Single tax on insurance contracts			fire insurance	20%	NO	0
				automobile and casualty insurance	10%	NO	0
				transport insurance	5%	NO	0
				export credit insurance	0,25%	NO	0
12	Registration and stamp duties			Fixed duties		NO	0
				Proportional duties		NO	0
13	Fee for the regulation of public markets	Amount of the contract before tax		0,50%		NO	0
14	Single property tax on company-owned assets (TFU-FB/FNB)			undevloped properties	5%	NO	0
				built properties	6%		0
15	Withholding tax on payments made to third parties:						

16	Personal income tax on salaries and wages (on salaries and wages paid to staff)	Rounded gross salary				NO	0
17	Personal income tax in the category of income from movable assets (on dividends, directors' fees, etc.)	Gross amount of income		5% à 15%		NO	0
18	Withholding tax on the profits of service providers not domiciled in Benin (foreign service providers), which applies to amounts paid to non-domiciled service providers after a 60% deduction (CGI, Art. 177)			for natural persons	25%	NO	0
				for legal entities	30%	NO	0
19	Withholding tax on profits (AIB) on remuneration paid to service providers	Amount before tax		IFU-registered service providers	1%	NO	0
				IFU-registered service providers in the liberal professions	3%	NO	0
				Providers not registered with the IFU	5%	NO	0
20	Withholding tax on property income	Annual rent		Rents less than or equal to 3 million CFA francs	10%	NO	0
				Rents above 3 million CFA	20%	NO	0

Annexe 11: Dossier type de demande d'agrément

Lettre de demande

ENTÊTE DE LETTRE D'ENTREPRISE

Date :

Numéro de référence. :

Attention : l'autorité administrative
Zone industrielle de Glo-Djigbe, Bénin

Cher Monsieur,

Nous soumettons par la présente notre demande dans le formulaire de demande ci-joint en 3 exemplaires (1 original et 2 copies) pour la création d'une entreprise dans la zone industrielle de Glo-Djigbe.

Cordialement,

Nom

Titre

Nom de la compagnie

Adresse de la société

Appendix 11: Sample Application Form

Covering letter

COMPANY LETTER HEAD

Date:

Reference No.:

Attention: The Administrative Authority
Glo-Djigbe Industrial Zone, Benin

Dear Sir,

We hereby submit our application in the attached Application form in 3 copies (1 original and 2 copies) for setting up a Business in Glo-Djigbe Industrial Zone.

Yours sincerely,

Name

Title

Company Name

Company Address

Dossier type de demande d'agrément à la GDIZ

**AUTORITE ADMINISTRATIVE DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE
GLO-DJIGBE, BENIN**

FORMULAIRE DE DEMANDE DE CRÉATION D'ENTREPRISE

Ref:

Date:

PARTIE – I

A.	
1.	Nom du demandeur
2.	Nom de l'entreprise / du cabinet

GDIZ Application form

ADMINISTRATIVE AUTHORITY

GLO-DJIGBE INDUSTRIAL ZONE, BENIN

APPLICATION FORM FOR SETTING UP BUSINESS

Ref:

Dated:

PART – I

A.	
1.	Name of the Applicant
2.	Name of the Company/Firm
3	Registered Office /Address of the Applicant

3	Siège social / adresse du demandeur	
4	Détails du contact	
5	Numéro de portable	
6	E-mail	
7	Fax	
8.	Site Internet	

B.

1.	Nom complet :	
2.	Sexe	
3.	Date de naissance	
4.	Nationalité	
5.	Informations du passeport	
6.	N°.	
7.	Délivré à	
8.	Date d'émission	
9.	Date d'expiration	
10.	Détails du contact	
11.	adresse permanente	
12.	Adresse de résidence	
13.	Mobile N°	
14.	E-mail	

C.	Détails de la société existante (veuillez remplir les détails en LETTRES BLOCS)		
1	Capital autorisé et capital versé		
2	Activité opérationnelle réelle (types d'entreprise) :		
3	Élément (s) d'activité de fabrication / de service		

4	Contact Details	
5	Mobile Number	
6	E. Mail	
7	Fax	
8.	Website	

B.

	Full Name :	
2.	Sex	
3.	Date of Birth	
4.	Nationality	
5.	Passport : Details	
6.	N°.	
7.	Issued at	
8.	Date of Issue	
9.	Date of Expiry	
10.	Contact Details	
11.	Permanent Address	
12.	Resident Address	
13.	Mobile N°	
14.	E. Mail	

C.	Details of the Existing Company (Please fill the Particulars in BLOCK LETTERS)		
1	Authorized Capital & Paid-up Capital		
2	Actual Operating Business (Types of Business):		
3	Item(s) of Manufacturing/Service Activity		
4	Business Locations and Activities at Each Location		

4	Emplacements commerciaux et activités à chaque emplacement (y compris les opérations à l'étranger) :		
5	Nombre d'employés (pays d'origine / autres régions) :		
6	Histoire de l'entreprise (état bref historique)		
7	Principales caractéristiques de l'entreprise:		
D.	Pièces justificatives (à soumettre avec ce formulaire de demande)		
1	Statuts constitutifs du demandeur (dans le cas d'une société ; en anglais si disponible)		
2	Brochure de l'entreprise		
3	États financiers vérifiés (pour les 3 dernières années)		
4	Copie du passeport du représentant légal		
5	Accord de coentreprise (le cas échéant)		

	(including the overseas operations):		
5	Number of Employees (home country/other regions):		
6	Company History (state brief history)		
7	Prominent Features of the Company:		
D.	Supporting Documents (For Submission with this Application Form)		
1	Articles of Incorporation of Applicant (in case of a company; in English if available)		
2	Company Brochure		
3	Audited Financial Statement (for last 3 years)		
4	Copy of Passport of Legal Representative		
5	Joint-Venture Agreement (if applicable)		

PARTIE-2
DÉTAILS DE LA NOUVELLE UNITÉ INDUSTRIELLE / COMMERCIALE PROPOSÉE À GDIZ

A.	Représentations légales de la société / société ou chef de file de la société partenaire JV (le cas échéant)		
1.	Nom complet :	:	
2.	Sexe	:	
3.	Date de naissance	:	
4.	Nationalité	:	
5.	Informations du passeport	:	
6.	Non.	:	

PART-2
DETAILS OF THE PROPOSED NEW INDUSTRIAL/BUSINESS UNIT IN GDIZ

A.	Legal Representations of the Company/Firm or Lead of the JV partner company (If Any)	
1.	Full Name :	:
2.	Sex	:
3.	Date of Birth	:
4.	Nationality	:
5.	Passport: Details	:
6.	No.	:
7.	Issued at	:

7.	Délivré à	:	
8.	Date d'émission	:	
9.	Date d'expiration	:	
10.	Détails du contact		
11.	adresse permanente		
12.	Adresse de résidence		
13.	Mobile Non		
14.	E-mail		

8.	Date of Issue	:	
9.	Date of Expiry	:	
10.	Contact Details		
11.	Permanent Address		
12.	Resident Address		
13.	Mobile No		
14.	E. Mail		

B. REGIME DE L'ENTREPRISE			
1.	Type d ' « entreprise »: fabrication / services:	:	
	Emplacement de l '« entreprise» et superficie estimée du terrain à utiliser:	:	
	Durée de «Business»:	:	
	Calendrier de construction de l'usine:	:	
	Élément (s) d'activité de fabrication / service:	:	
	Investissement total prévu (en USD)	:	

B. REGIME OF THE BUSINESS			
1.	Type of “Business”: Manufacturing/Services:	:	
	Location of “Business” and Estimated Land Area to be Used:	:	
	Duration of “Business”: Factory Construction Schedule:	:	
	Item(s) of Manufacturing/Service Activity:	:	
	Total Planned Investment (In USD)	:	
	Phases of Development & Investments Plans	:	

(en milliers de dollars US)

	Étranger	Citoyen	Total
Capital autorisé			
Capital libéré (%)			
Emprunts externes (%)			

(in thousand US\$)

	Foreign	Citizen	Total
Authorized Capital			
Paid-up Capital (%)			
External Borrowing (%)			

Total (%)			
-----------	--	--	--

Total (%)			
-----------	--	--	--

Remarque : veuillez fournir les informations détaillées sur l'emprunt externe telles que le nom du prêteur, la durée du prêt, le taux d'intérêt, le calendrier de remboursement, etc.

1) Apports en capital versé parmi les principaux actionnaires

Nom de l'actionnaire	Montant de la contribution	Étranger / citoyen	Partage (%)

2) Vente, profit et perte

	Phase -1	2e année	3e année	4e année	5e année
Chiffre d'affaires					
(Exportation)					
(National)					
Matériaux					
(Importation)					
(National)					
Profits bruts					
Coût administratif					
Bénéfice avant impôt					

Note: Please provide the detail information of the external borrowing such as the lender's name, loan period, interest rate, repayment schedule, etc.

1) Contributions in Paid-up Capital among Major Shareholders

Name of Shareholder	Contribution Amount	Foreign/Citizen	Share (%)

2) Sale, Profit and Loss

	Phase -1	2 nd year	3 rd year	4 th year	5 th year
Turnover					
(Export)					
(Domestic)					
Materials					
(Import)					
(Domestic)					
Gross Profits					
Administrative Cost					
Profit before tax					

Remarque : «Année» signifie «une année d'exploitation après le début de l'exploitation commerciale».

3) Biens d'équipement majeurs (installations / machines / autres) à utiliser dans «l'entreprise» :

Name of Facility/Machinery/Equipment		Neuf / d'occasion	(Quantité (Unité)	(En milliers de dollars)	Remarques (spécification/fonctionnalité, etc.)
1	Importation				
	Indigène				
2	Importation				
	Indigène				
3	Importation				
	Indigène				
4	Importation				
	Indigène				
Montant approximatif des biens d'équipement (total) :					

Remarque : les informations détaillées sur les biens d'équipement qui seront importés et utilisés dans le cadre de l'« entreprise » doivent être conformes au régime applicable conformément à la loi SEZ.

4) Principales matières premières / autres intrants de production à utiliser dans « l'entreprise »: (unité: tonnes / toutes unités appropriées)

	Quantité

Note: "Year" means "an operating year after the commencement of commercial operation".

3) Major Capital Goods (facilities/machinery/others) to be used in the "Business":

Name of Facility/Machinery/Equipment		New/Used	Quantity (Unit)	Unit Price ('000 \$)	Remarks (Specification/Feature, etc.)
1	Import				
	Indigenous				
2	Import				
	Indigenous				
3	Import				
	Indigenous				
4	Import				
	Indigenous				
Approximate Amount of Capital Goods (Total):					

Note: Detail information on the capital goods which will be imported and used in the "Business" shall in accordance to the applicable Regime as per the SEZ Law.

4) Major Raw Materials/Other Production Inputs to be used in the "Business": (Unit: Tons /Any suitable Units)

	Quantity

Nom du composant / produits semi-finis / matières premières		Construction	Phase-1	Phase-2	Phase-3
1	Importation				
	Indigène				
2	Importation				
	Indigène				
3	Importation				
	Indigène				
4	Importation				
	Indigène				
Total					

Name of Component/Semi-finished Goods/Raw Materials		Construction	Phase-1	Phase-2	Phase-3
1	Import				
	Indigenous				
2	Import				
	Indigenous				
3	Import				
	Indigenous				
4	Import				
	Indigenous				
Total					

5) Processus de fabrication (expliquer le flux principal de traitement / fabrication, joindre des photos du processus de production):

6) Emploi

5)
Manufacturing Process (Explain the major flow of processing/manufacturing, Attach photos of production process):

6) Employment

Année	Travail	Étranger	Nationaux	Total
Pendant la construction	Managériale			
	Technique			
	Travailleurs			
	Total			
Phase-1	Managériale			
	Technique			
	Travailleurs			
	Total			
Phase-2	Managériale			
	Technique			
	Travailleurs			
	Total			
Phase-3	Managériale			
	Technique			
	Travailleurs			
	Total			

Year	Job	Foreign	Nationals	Total
During Construction	Managerial			
	Technical			
	Workers			
	Total			
Phase-1	Managerial			
	Technical			
	Workers			
	Total			
Phase-2	Managerial			
	Technical			
	Workers			
	Total			
Phase-3	Managerial			
	Technical			
	Workers			
	Total			

7) Infrastructure requise

S. N°	Infrastructure	Montant requis			
		Demande de construction	Phase-1	Phase-2	Phase-3
1	Eau (en Cu. M / jour.):				
2	À des fins industrielles (de processus):				
3	Pour boire:				

7) Required Infrastructure

S. N°	Infrastructure	Required Amount			
		Construction Demand	Phase -1	Phase -2	Phase-3
1	Water (in Cu. M /day.):				
2	For industrial (process) purposes:				
3	For drinking purposes:				
4	Others, specify:				

	4	Autres (précisez:				
	5	Besoin total				
	6	Puissance (en KVA)				

	5	Total requirement				
	6	Power (in KVA)				

8) Sensibilité environnementale de l'opération

S. N°	Description	Montant requis			
		Demande de construction	Phase-1	Phase-2	Phase-3
1	Quantique et nature des effluents et mode de stockage:				
2	Indiquez si votre propre usine de traitement des effluents sera créée:				
3	Qualité de l'air				
4	Opérations dangereuses (le cas échéant)				
5	Tout autre (veuillez préciser)				

8) Environmental Sensitivity of the Operation

S. N°	Description	Required Amount			
		Construction Demand	Phase-1	Phase-2	Phase-3
1	Quantum and nature of effluents and mode of disposal:				
2	Specify whether own Effluent Treatment Plant will be created:				
3	Air Quality				
4	Hazardous Operations (If Any)				
5	Any other (Please Specify)				

9) Déclarations

9) Declarations

1	Si le candidat ou l'un des partenaires / administrateurs qui sont également partenaires / administrateurs d'une ou plusieurs autres sociétés fait l'objet de poursuites ou a été empêché d'obtenir une licence / lettre d'intention / lettre d'autorisation en vertu de la loi sur l'investissement étranger, du droit du commerce extérieur ou Loi sur la gestion des devises ou Loi sur les douanes.	Oui /Non
2	Toute affaire pénale contre la représentation légale de la société / tout partenaire de la société	Oui /Non
Place:	Signature of the Applicant	
Date:	Name in Block Letters	
Title		
<u>DECHARGE</u>		
Je déclare / Nous déclarons par la présente que les déclarations ci-dessus sont vraies et correctes au meilleur de ma / notre connaissance et croyance. Je respecterai / Nous respecterons toute autre condition qui pourrait être stipulée par l'Autorité administrative de la Zone, Guichet Unique, GDIZ, Bénin		
Je comprends that may be taken / Nous comprenons parfaitement que toute lettre d'autorisation / approbation qui m'est / nous est accordée sur la base de la déclaration fournie est possible d'annulation ou de toute autre action qui pourrait être prise compte tenu des circonstances de l'affaire s'il est constaté que l'un des les déclarations ou les faits qui y figurent sont incorrects ou faux		
Je déclare / Nous déclarons par la présente me conformer strictement aux dispositions du règlement intérieur fourni par la Société de Développement et de Gestion, SIPI-Bénin et toujours être conforme au Cahier Des Charges et aux Orientations de la GDIZ.		
Lieu:	Signature du demandeur	
Date:	Nom en lettres moulées	
Titre		

1	Whether the applicant or any of the partner/Director who are also partners/Directors of another company or firms are being proceeded against or have been debarred from getting any License/Letter of Intent/Letter of Permission under Foreign Investment Law, Foreign Trade Law or Foreign Exchange Management Law or Customs Act.	Yes/ NO
2	Any Criminal Case against the Legal representation of the Company /any partners of the Company	Yes/ No
Place:	Signature of the Applicant	
Date:	Name in Block Letters	
Title		
<u>UNDERTAKING</u>		
I/We hereby declare that the above statements are true and correct to the best of my/our knowledge and belief. I/We shall abide by any other condition, which may be stipulated by the Administrative Authority of the Zone, Guichet Unique, GDIZ, Benin		
I/We fully understand that any Permission Letter/Approval granted to me/us on the basis of the statement furnished is liable to cancellation or any other action having regard to the circumstances of the case if it is found that any of the statements or facts therein are incorrect or false.		
I/We hereby declare to strictly comply with provisions of internal regulations provided by the Development and Management Company, SIPI-Benin and always be compliant to the Cahier Des Charges and the Operational Guidelines of the GDIZ.		
Place:	Signature of the Applicant	
Date:	Name in Block Letters	
Title		

Annexe 12 : Les administrations du Guichet unique de la GDIZ

No	Administrations/départements	Responsabilités / rôle
1	Direction Générale du Travail	<ul style="list-style-type: none"> • Autorisation individuelle d'emploi • Nombre de travailleurs étrangers à une date donnée
2	Direction Générale du Commerce (DGC)	<ul style="list-style-type: none"> • Autorisation de mise sur le marché (AMM) • Autorisation de mise à la consommation (AMC) • Conditions générales de vente • Barème des prix
3	Direction Générale de l'Habitat et de la Construction (DGHC)	<ul style="list-style-type: none"> • Permis de construire • Certificat de conformité et d'habitabilité
4	Agence béninoise pour l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> • Certificat de conformité environnemental • Agrément d'autorisation
5	Direction générale des Douanes	<ul style="list-style-type: none"> • Certificat d'empotage • Déclaration en douane
6	Direction générale des impôts	<ul style="list-style-type: none"> • Attribution des IFU • Gestion des exonérations fiscales • Déclarations fiscales et sociales
7	Direction Générale du Développement Industriel (DGDI)	<ul style="list-style-type: none"> • Autorisation d'installation industrielle • Certificat de conformité Industriel • Contrôle réglementaire
8	Conseil national des chargeurs	<ul style="list-style-type: none"> • Carte de chargeur
9	Caisse Nationale de sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Immatriculation employeurs/ employés • Déclarations sociales
11	Direction de la Production Végétale (DPV)	<ul style="list-style-type: none"> • Agrément sanitaire /Certificat Phytosanitaire • Agrément de traitement thermique • Avis technique d'utilisation de pesticides

Appendix 12: GDIZ one-stop shop administrations

No	Administrations / departments	Responsibilities / role
1	General Director of Labor	<ul style="list-style-type: none"> • Individual employment authorization • Number of foreign workers at a given date
2	General Director of Commerce (DGC)	<ul style="list-style-type: none"> • Marketing authorization (AMM) • Authorization for release for consumption (AMC) • Terms of Sales • Price list
3	General Director of Housing and Construction	<ul style="list-style-type: none"> • Building permit • Certificate of conformity and habitability
4	Benin Agency for the Environment	<ul style="list-style-type: none"> • Certificate of environmental compliance • Authorization approval
5	Executive management of Customs	<ul style="list-style-type: none"> • Potting certificate - Customs declaration
6	General management of taxes	<ul style="list-style-type: none"> • Allocation of IFU • Management of tax exemptions • Tax and social declarations
7	Executive management of Industrial Development	<ul style="list-style-type: none"> • Industrial installation authorization • Industrial certificate of conformity • Regulatory control
8	National Shippers Council	<ul style="list-style-type: none"> • Charger card
9	National Social Security Fund	<ul style="list-style-type: none"> • Employer / employee registration • Social declarations
10	Directorate of Immigration	<ul style="list-style-type: none"> • Residence permit / Resident permit
11	Directorate of Plant Production (DPV)	<ul style="list-style-type: none"> • Sanitary approval / Phytosanitary certificate • Heat treatment approval • Technical advice on the use of pesticides

Annexe 13 : Tableau récapitulatif des informations sociétales

Résumé	LLC	Solutions d'installation rapide	Free LLC	Zone	Société anonyme	Bureau de représentation	Succursale
	SARL	Solutions d'installation rapide	SARL en zone franche	SA		Bureau de représentation	Succursale
Meilleure utilisation de l'entreprise	Tous les produits et services	Client pour conclure rapidement une affaire locale	Commerce de fabrication / export	Pour garantir le financement public	Recherche en marketing		Projets spécifiques
Dans quel délai facturer les clients?	5 semaines	2 semaines	7 semaines	6 semaines	Ne peux pas	6 semaines	
Dans combien de temps pouvez-vous embaucher du personnel?	5 semaines	2 semaines	7 semaines	6 semaines	5 semaines	6 semaines	
Dans combien de temps pouvez-vous signer un contrat de location?	6 semaines	2 semaines	8 semaines	7 semaines	6 semaines	7 semaines	
Combien de temps pour fournir une banque d'entreprise a / c?	10 semaines	4 semaines	12 semaines	10 semaines	10 semaines	11 semaines	
Combien de temps pour fournir Co. numéros d'enregistrement / fiscalité?	5 semaines	2 semaines	7 semaines	6 semaines	5 semaines	6 semaines	
Taux d'imposition des sociétés sur les bénéfices nets annuels	30%	30%	0%	30%	0%	30%	
Entité à responsabilité limitée	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	
Res. directeur / associé / représentant légal. obligatoire	Non	Non	Non	Non	Oui	Oui	
Capital social minimum libéré	50 \$ US	50 \$ US	50 \$ US	18 000 USD	Aucun	Aucun	
Emplacement du compte bancaire d'entreprise	EcoBank	Groupe UBA	Diamond Bank	Banque d'Afrique	société Générale	Orabank	
TVA payable sur les ventes aux clients locaux	18%	18%	0%	18%	Impossible d'échanger	18%	
Coûts totaux moyens de création de l'entreprise	10 250 \$ US	25 650 \$ US	18 050 \$ US	9 850 \$ US	11 100 \$ US	13 850 \$ US	
Engagement total moyen période	10 semaines	4 semaines	12 semaines	10 semaines	10 semaines	11 semaines	

Considérations comptables et fiscales	SARL	Solutions d'installation rapide	SARL en zone franche	SA	Bureau de représentation	Succursale
Impôt statutaire sur les sociétés à payer	30%	30%	0%	30%	0%	30%
Légalement exonéré d'impôt s'il est correctement structuré	Non	Non	Oui	Non	Oui	Non
Doit-on déposer des états financiers annuels?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Faut-il toujours nommer un auditeur?	Non	Non	Non	Oui	Non	Non
Accès aux conventions de double imposition	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
Déclaration mensuelle de la TVA au gouvernement	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
Retenues à la source sur les paiements à l'étranger	12%	12%	0%	12%	Aucun	12%
Enregistrement de la société	SARL	Solutions d'installation rapide	SARL en zone franche	SA	Bureau de représentation	Succursale
Min. nombre d'actionnaires / partenaires	1	1	1	1	Maison mère	Maison mère
Actionnariat maximal pour les étrangers	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Capital social minimum statutaire libéré	50 \$ US	50 \$ US	50 \$ US	18 000 USD	Aucun	Aucun
Capital versé recommandé	50 \$ US	50 \$ US	50 000 USD	18 000 USD	50 \$ US	50 \$ US
Des sociétés d'étagères sont-elles disponibles	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non
Il est temps d'incorporer une nouvelle entité	5 semaines	2 semaines	7 semaines	6 semaines	5 semaines	6 semaines
Peut facilement se convertir en API?	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non
Peut avoir des actionnaires privilégiés?	Non	Non	Non	Oui	Non	Non
Considérations commerciales	SARL	Solutions d'installation rapide	SARL en zone franche	SA	Bureau de représentation	Succursale
Peut-on soumissionner pour les marchés publics?	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
Peut-on sécuriser le financement du commerce?	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
Approbation du gouvernement requise pour les propriétaires étrangers	Non	Non	Oui	Non	Non	Non
Bonne entité pour l'enregistrement des marques	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
Peut-on obtenir une licence d'importation et d'exportation?	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui

Parrainage par un citoyen local requis	Non
Registre public des actionnaires et des administrateurs	Oui
Dépôt de garantie à conserver auprès du gouvernement	Non
Notre client doit-il se rendre au Bénin?	Non
Subventions gouvernementales disponibles	Oui
Doit produire une déclaration de revenus annuelle ?	Oui
Temp. solutions de bureau physiques disponibles	Oui
Incitations fiscales au siège du groupe	Non
Vous avez besoin d'un résident local comme signataire de la banque?	Non
Peut-être détenu à 100% par des étrangers?	Oui
Structure de création des entreprises	Agence de promotion des investissements et des exportations (APIEx)
Nombre minimum d'administrateurs / gérants	1
Doit signer un contrat de location de bureaux?	Non
Docs du titulaire / directeur attestés / traduits	Oui
Le directeur étranger a besoin d'un impôt personnel?	Oui
Le directeur étranger a besoin d'un visa de résidence?	Non
Nombre maximum d'employés autorisé?	Aucun nombre maximum pour aucune entité
Ratio expatrié / personnel local	Aucun
Peut-on obtenir un visa de résidence pour le propriétaire d'entreprise?	Oui
Autres informations utiles	
Ce qui est inclus dans ma garde. facture de vente?	Cliquez sur le lien
Ce pays a signé des accords de libre-échange?	Oui
Ce pays est-il membre de l'OMPI / ADPIC?	Oui
Ce pays est-il membre du CIRDI?	Oui
Droits de douane moyens subis?	17,22%
L'approbation des investissements étrangers du gouvernement est-elle requise?	Non
Loyer mensuel moyen des bureaux? (US \$ / m2)	US \$ 10
Salaire mensuel légal minimum	70 \$ US

Salaire moyen en USD pour le personnel local qualifié	350 \$ US
Taux d'intérêt sur les dépôts en \$ US? (Moyenne sur 1 an)	7,11%
Contrôles de la monnaie des envois de fonds à l'étranger	Oui
Considérations bancaires	
Comptes bancaires multidevises disponibles	Oui
Cartes de débit Visa d'entreprise disponibles	Oui
Qualité de la plateforme e-banking	Satisfaisant
Financement participatif disponible dans ce pays	Oui

Appendix 13: Summary table of company registration in Benin

Summary	Limited liabilities company	Quick installation solutions	Free Zone Limited liabilities company	Anonymous society	Representative office	Branch office
Also known as	SARL	Fast setup solution	SARL in free zone	SA	Representative office	Branch office
Best use of the business?	All products and services	Client to quickly close a local deal	Manufacturing / export trading	To secure public funding	Marketing/research	Specific projects
When do I invoice customers?	5 weeks	2 weeks	7 weeks	6 weeks	Cannot	6 weeks
How soon can you hire staff?	5 weeks	2 weeks	7 weeks	6 weeks	5 weeks	6 weeks
How soon can you sign a lease agreement?	6 weeks	2 weeks	8 weeks	7 weeks	6 weeks	7 weeks
How long to supply corporate bank a/c?	10 weeks	4 weeks	12 weeks	10 weeks	10 weeks	11 weeks
How long to supply co. registration / tax numbers?	5 weeks	2 weeks	7 weeks	6 weeks	5 weeks	6 weeks
Corporate tax rate on annual net profits?	30%	30%	0%	30%	0%	30%
Limited liability entity?	Yes	Yes	Yes	Yes	No	No
Res. director / partner / legal representative required?	No	No	No	No	Yes	Yes
Minimum paid-up share capital?	50 \$ US	50 \$ US	50 \$ US	18 000 USD	None	None
Corporate bank account location?	EcoBank	UBA Groupe	Diamond Bank	Bank of Africa	société Générale	Orabank
VAT payable on sales to local customers?	18%	18%	0%	18%	Cannot trade	18%
Average total Business set up costs?	10 250 \$ US	25 650 \$ US	18 050 \$ US	9 850 \$ US	11 100 \$ US	13 850 \$ US
Average total engagement period?	10 weeks	4 weeks	12 weeks	10 weeks	10 weeks	11 weeks
Accounting and taxes considerations	Limited liabilities company	Quick installation solutions	Free Zone Limited liabilities company	Anonymous society	Representative office	Branch office
Statutory corporate tax payable	30%	30%	0%	30%	0%	30%
Legally tax exempt if properly structured?	No	No	Yes	No	Yes	No
Must file annual financial statements?	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
Must always appoint an auditor?	No	No	No	Yes	No	No
Access to double taxation treaties?	Yes	Yes	Yes	Yes	No	Yes

Monthly VAT reporting to the Government?	Yes	Yes	Yes	Yes	No	Yes
With hold tax on payment of foreign holders ?	12%	12%	0%	12%	None	12%
Company registration	Limited liabilities company	Quick installation solutions	Free Zone Limited liabilities company	Anonymous society	Representative office	Branch office
Minimum numbers of shareholders /Patners	1	1	1	1	Parent company	Parent company
Maximum shareholding for foreigners	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Minimum statutory paid-up share capital	50 \$ US	50 \$ US	50 \$ US	18 000 USD	None	None
Recommended paid-up capital?	50 \$ US	50 \$ US	50 000 USD	18 000 USD	50 \$ US	50 \$ US
Shelf companies available?	Yes	Yes	No	No	No	No
Time to incorporate a new entity	5 weeks	2 weeks	7 weeks	6 weeks	5 weeks	6 weeks
Can easily convert to a PLC	Yes	Yes	Yes	Yes	No	No
Can have a preference shareholders?	No	No	No	Yes	No	No
Business considerations	Limited liabilities company	Quick installation solutions	Free Zone Limited liabilities company	Anonymous society	Representative office	Branch office
Can bid for Government contracts?	Yes	Yes	Yes	Yes	No	Yes
Can secure trade finance?	Yes	Yes	Yes	Yes	No	Yes
Government approval required for foreign owners?	No	No	Yes	No	No	No
Good entity for trademark registration?	Yes	Yes	Yes	Yes	No	Yes
Can secure an import and export license?	Yes	Yes	Yes	Yes	No	Yes
Sponsorship by a local citizen required?				No		
Public register of shareholder and directors?				Yes		
Security deposit to be kept by the Government?				No		
Our client must travel to Benin?				No		
Government grants available?				Yes		
Must file an annual tax return?				Yes		
Temp physical office solutions available				Yes		
Group HQ tax incentives?				No		
You need a local resident as bank signatory?				No		
Can be wholly foreign owned?				Yes		
The entity will likely be registered by			One-stop shop for business formalization			
Minimum number of manager/Directors			1			

Must sign an office lease agreement?	No
S/holder/Director docs attested/translated	Yes
Foreign director needs personal tax number?	Yes
Foreign director needs a residence visa?	No
Maximum number of staffs allowed?	No maximum number for any entity
Expatriate to local staff ratio?	None
Can secure residence visa for business owner?	Yes
Other useful information	
This country has signed free trade agreements?	Yes
this country is a member of WIPO/TRIPS?	Yes
this country is a member of ICSID?	Yes
Average custom duties suffered?	17,22%
Govt foreign investment approval required?	No
Average monthly office rent (US \$ /sq m)	US \$ 10
Minimum statutory monthly salary?	US \$ 70
Average US \$ salary in USD for qualified local skilled staff?	US \$ 350
US \$ deposit interest rate? (1-year average)	7,11%
Overseas remittance currency controls?	Yes
Bank considerations	
Multi-currency bank accounts available?	Yes
Corporate visa debit cards available?	Yes
Quality of the e-banking platform?	Satisfactory
Crowd funding available in this country?	Yes



■ EY Gabon
Immeuble Premium, Av. du Colonel Parant
BP : 2278, Libreville-GABON
Contact : eygabon@g.a.eY.com
erik.watremez@g.a.eY.com



■ Bénin :
01 BP 551, Cotonou-BÉNIN
Tél : +229 51 05 00 00
contact.bj@esaaudit-expertise.com
www.esaaudit-expertise.com

■ France :
7, Rue Edouard Manet,
92600 Asnières-sur-Seine
Tél : +33 6 66 03 61 70
contact@esaaudit-expertise.com